



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 291
Le mardi 19 mars 2024

Présidence de l'honorable Greg Fergus



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 19 mars 2024

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LA COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC

Le vice-président: Conformément au paragraphe 38(3.3) de la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, il est de mon devoir de déposer sur le bureau un rapport sur le cas préparé par la commissaire à l'intégrité du secteur public.

[Français]

Conformément à l'article 32(5) du Règlement, ce rapport est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires.

* * *

[Traduction]

LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU CANADA

Le vice-président: Il est également de mon devoir de déposer sur le bureau, conformément au paragraphe 7(3) de la Loi sur le vérificateur général, les rapports du printemps 2024 de la vérificatrice générale du Canada.

[Français]

Conformément à l'article 108(3)g) du Règlement, ces documents sont réputés renvoyés en permanence au Comité permanent des comptes publics.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Mary Ng (ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement et selon les modalités prescrites dans la politique modifiée sur le dépôt des traités au Parlement, qui exige une transparence accrue, je suis heureuse de présenter à la Chambre des communes les objectifs du gouvernement du Canada pour la négociation d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Équateur.

Le gouvernement du Canada compte entreprendre les négociations avec l'Équateur dès que possible, mais conformément à la politique, les négociations commenceront au plus tard dans 30 jours.

* * *

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du premier ministre et conseiller spécial de l'eau, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement et à la politique actuelle sur le dépôt des traités au Parlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les traités intitulés « Amendements aux annexes I et II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction », adoptés à Panama du 14 au 25 novembre 2022, et « Amendements à l'annexe III de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction », notifiés le 16 novembre 2020, le 24 mars 2021, le 15 mars 2022, le 24 mars 2022, le 13 octobre 2022, le 3 novembre 2022, le 25 novembre 2022, le 3 février 2023, et le 20 février 2023.

* * *

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES,
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CONDITION DES PERSONNES
HANDICAPÉES

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 15^e rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, concernant le projet de loi C-319, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (montant de la pleine pension), que moi-même et l'ensemble des députés de ma formation politique, le Bloc québécois, portons.

Le Comité a étudié le projet de loi et a décidé d'en faire rapport à la Chambre sans proposition d'amendement.

Je remercie sincèrement le Comité de son travail et de m'avoir permis de remettre ce rapport ce matin.

• (1005)

LANGUES OFFICIELLES

M. René Arseneault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le quatrième rapport du Comité permanent des langues officielles, intitulé « Séance d'information par la ministre du Patrimoine canadien au sujet de son mandat et de ses priorités ».

Affaires courantes

Je remercie le Comité de ce court rapport, que je suis bien fier de remettre aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LES TRANSPORTS ROUTIERS

M. Martin Shields (Bow River, PCC) demande à présenter le projet de loi C-385, Loi modifiant la Loi sur les transports routiers.

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui vise à modifier la Loi sur les transports routiers.

Ce projet de loi vise à harmoniser les règles sur les dispositifs de consignation électroniques du Canada avec celles de nos voisins du Sud. Il propose une exception pour les conducteurs transportant des animaux de ferme ou des insectes, comme les abeilles domestiques, dans un rayon de 240 kilomètres du point d'origine ou de destination d'un trajet.

Ce projet de loi conservateur plein de bon sens donnerait aux conducteurs transportant des animaux de ferme la souplesse dont ils ont besoin pour protéger le bien-être des animaux si des imprévus au moment du chargement ou du déchargement, ainsi que durant le trajet, les amenaient à dépasser le nombre d'heures de conduite autorisées.

Je tiens à remercier les intervenants de ma circonscription que j'ai rencontrés et avec qui j'ai collaboré pour présenter ce projet de loi. Je remercie également le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'avoir recommandé les dispositions du projet de loi dans son 16^e rapport.

Les conservateurs soutiendront toujours les producteurs agricoles canadiens afin de protéger le bien-être des animaux et de rapporter au Canada les aliments de la meilleure qualité au monde.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

PÉTITIONS**L'AIDE MÉDICALE À MOURIR**

M. Brendan Hanley (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition signée par plus de 16 460 Canadiens de toutes les provinces et de deux territoires, dont de nombreux Yukonnais.

Les pétitionnaires demandent au ministre de la Justice de modifier le Code criminel afin d'établir un cadre précis pour les demandes anticipées d'aide médicale à mourir. Cette modification s'appliquerait aux personnes qui ont reçu un diagnostic de problème de santé grave, irrémédiable et entraînant une diminution des capacités et qui souhaiteraient obtenir l'aide médicale à mourir lorsqu'elles auront atteint un état avancé de déclin, lorsque leurs souffrances deviendront intolérables, mais que leurs capacités réduites les empêcheront de donner un consentement au moment de l'acte.

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom des habitants de Lillooet.

Depuis l'arrêt du service ferroviaire vers Lillooet en 2002, le tourisme a chuté de 82 %. Les résidents de ma circonscription de-

mandent au gouvernement fédéral de rétablir le service ferroviaire vers le village de Lillooet pour répondre à leurs besoins économiques et médicaux.

LE PROGRAMME D'ÉCHANGE DE SERINGUES

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente aujourd'hui est signée par des agents correctionnels qui demandent au gouvernement du Canada de mettre fin à son expérience ratée d'échange de seringues dans les prisons, notamment dans celles de ma circonscription.

Ce programme n'améliorera pas les résultats en matière de santé. C'est ce qu'ont dit les professionnels. Les agents correctionnels en réclament donc l'annulation immédiate.

LE CENTRE AQUATIQUE RÉGIONAL LETS'EMOT

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, je présente cette troisième pétition au nom des résidents de l'est de la vallée du Fraser. Elle concerne le Centre aquatique régional Lets'emot.

Des résidents du district de Kent et de Harrison Hot Springs, des membres des Premières Nations de Seabird Island, de Cheam, de Skawahlook, de Popkum et de Peters, des Stó:lô, des Sts'ailes, des Sq'ewlets, ainsi que des habitants des circonscriptions électorales C et D du district régional de la vallée du Fraser veulent un centre aquatique régional. Ils veulent simplement avoir la même chose que les citoyens des grandes collectivités: une piscine.

LES ROUTIERS

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens pour présenter une pétition signée par des Canadiens qui demandent au gouvernement de s'attaquer aux problèmes auxquels sont confrontés les routiers au Canada.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'adopter des lois et des règlements pour protéger ces travailleurs. Ils demandent notamment d'établir une charte des droits des routiers prévoyant l'adoption de contrats transparents dans l'industrie, le droit pour les chauffeurs de connaître leur salaire, un taux de rémunération plancher obligatoire par kilomètre pour les chauffeurs et les propriétaires-exploitants, le paiement obligatoire d'une compensation pour les périodes de repos, les temps morts et les annulations, l'accès aux salles de bain là où les chauffeurs livrent leurs marchandises, le plafonnement des frais de courtage et l'installation obligatoire de haltes routières équipées de toilettes dans tout le pays pour assurer la sécurité et le bien-être des conducteurs. Les pétitionnaires demandent également au gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces et les territoires pour mener à bien l'aménagement de voies doubles sur la Transcanadienne.

Les routiers travaillent fort pour nous apporter ce dont nous avons besoin au quotidien. Ils méritent d'être traités équitablement, d'être bien rémunérés et de jouir de conditions de travail sécuritaires. La pétition reconnaît les services inestimables que les routiers nous rendent et elle vise à faire en sorte que ces derniers aient les droits et les protections qu'ils méritent.

• (1010)

LA RUSSIE

M. Michael Kram (Regina—Wascana, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter ce matin une pétition signée par plus de 600 Canadiens de toutes les régions du pays.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'inscrire la Russie sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Cette mesure permettrait aux Canadiens de poursuivre la Fédération de Russie en justice pour obtenir des dommages et intérêts. Elle enverrait également le message que la Russie doit être traitée comme un paria sur la scène internationale en raison de son invasion illégale de l'Ukraine.

J'aimerais également ajouter que cette mesure ne coûterait rien aux contribuables. Je suis heureux d'avoir l'occasion de présenter cette pétition aujourd'hui.

LA JOURNÉE DE LA LANGUE ESPAGNOLE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je présente une pétition à cette respectable chambre au nom des membres des communautés hispanophones du Canada, y compris ceux de ma circonscription, Davenport.

Le Canada est fier de compter plus de 1,2 million d'hispanophones, qui présentent une grande diversité culturelle et ethnique. Pour les personnes d'origine hispanique et latino-américaine qui ont choisi de s'installer au Canada, la langue espagnole revêt une signification profonde, car elle constitue un lien vital avec leur patrimoine, leur identité et leurs traditions.

Cette pétition a recueilli des milliers de signatures et bénéficie du soutien des communautés hispanophones de l'ensemble de notre grand pays. Elle demande que le Canada proclame le 23 avril Journée de la langue espagnole au niveau fédéral. Cette date a été choisie en mémoire du grand écrivain et homme de lettres espagnol, Miguel de Cervantes. Cette désignation constituerait un geste symbolique de solidarité et de reconnaissance, qui permettrait à la communauté hispanophone de prospérer et de contribuer au tissu multiculturel de la société canadienne.

LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES PREMIERS INTERVENANTS

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom des habitants de ma circonscription. Ils demandent au gouvernement du Canada d'appuyer le projet de loi C-310, qui modifierait la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'augmenter le montant des crédits d'impôt pour les services de premiers volontaires et de volontaires en recherche et sauvetage.

LA LIAISON AÉRIENNE À DESTINATION DE L'INDE

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une autre pétition concernant la liaison aérienne entre le Canada et l'Inde. Comme les députés le savent, la communauté indo-canadienne a connu une croissance importante au cours de la dernière décennie. C'est sans doute la communauté qui connaît la plus forte croissance au Canada à l'heure actuelle. Cette croissance jumelée à la demande pour des vols internationaux, même de la part de personnes qui ne font pas partie de la communauté indo-canadienne, fait croire que l'augmentation du nombre de vols directs du Canada vers l'Inde serait une bonne chose.

D'un point de vue personnel, les pétitionnaires insistent beaucoup sur le fait que des vols en partance de Winnipeg à New Delhi ou à Amritsar seraient souhaitables.

Travaux des subsides

HONG KONG

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je n'ai qu'une pétition à présenter aujourd'hui.

Il est extrêmement troublant de voir que l'article 23 a été adopté à Hong Kong. Il s'agit là d'une autre attaque dévastatrice contre le peuple de Hong Kong. L'article crée une disposition qui pourrait valoir jusqu'à 14 ans d'emprisonnement à quiconque omet de rapporter qu'une personne manifeste une intention de commettre un acte de trahison. La disposition fait fond sur la loi sur la sécurité nationale de 2020, mais se veut un autre geste d'oppression qui mérite que le gouvernement le condamne. Le gouvernement devrait aussi demander la libération de Jimmy Lai.

Je présente une pétition portant sur la situation à Hong Kong et qui demande au gouvernement du Canada de reconnaître la politisation de l'appareil judiciaire à Hong Kong. Ce faisant, il pourrait créer un mécanisme par lequel les gens de Hong Kong reconnus coupables d'infractions liées au mouvement prodémocratie pourraient fournir des explications sur ces condamnations. Ainsi, ils ne seraient pas jugés inadmissibles à venir au Canada au regard des dispositions criminelles de la Loi sur l'immigration.

* * *

• (1015)

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA TAXE SUR LE CARBONE

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC) propose:

Que, étant donné que 70 % des provinces et 70 % des Canadiens sont contre la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone du premier ministre prévue le 1^{er} avril, la Chambre demande à la coalition entre les libéraux et les néo-démocrates d'annuler immédiatement cette hausse.

— Monsieur le Président, après huit années, on constate que le premier ministre néo-démocrate—libéral n'en vaut pas le coût. Alors que le premier ministre entend faire grimper le coût de littéralement tout, les conservateurs pleins de bon sens se concentrent sur l'élimination de la taxe, la construction de logements, le redressement du budget et la lutte contre la criminalité.

Aujourd'hui, nous allons nous concentrer sur le premier objectif parce que, le 1^{er} avril, le premier ministre réserve un bien mauvais poisson d'avril aux Canadiens. Comme si les prix n'étaient pas déjà trop élevés, le premier ministre, déconnecté de la réalité, s'apprête à augmenter la taxe sur le carbone de 23 %, une hausse vertigineuse qui doit entrer en vigueur dans quelques semaines seulement.

Travaux des subsides

Je parle au nom de tous mes collègues conservateurs lorsque je dis que nous comprenons les difficultés que vivent les travailleurs canadiens. Nous le voyons dans nos circonscriptions. Je suis allé dans des épiceries où des gens bien vêtus, qui semblent avoir un emploi et les moyens de se nourrir, se rendent dans l'allée des viandes, prennent un paquet de bœuf, le contemplent longuement, puis le remettent à sa place parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'acheter. Voilà à quoi ressemble la vie après huit années sous la direction du gouvernement libéral.

Le 1^{er} avril, ces prix vont encore augmenter. Les conservateurs pleins de bon sens se battent toute la semaine pour s'opposer à la hausse et pour convaincre le premier ministre et ses partenaires de coalition néo-démocrates de ne pas augmenter la taxe davantage, à tout le moins. La première chose que nous pouvons faire pour aider les Canadiens est de limiter cette taxe punitive et de ne pas aggraver la situation.

Je vais m'attacher à briser quelques mythes concernant la taxe sur le carbone. Si les députés se souviennent bien, le premier ministre avait promis que la taxe sur le carbone aurait plusieurs effets. Tout d'abord, il a dit qu'elle n'aurait pas d'incidence sur les recettes, qu'elle aiderait le Canada à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et que les Canadiens se trouveraient en meilleure posture grâce à un système de remboursement qu'il avait mis au point.

Je veux maintenant signaler à la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec le député de Stormont—Dundas—South Glengarry.

Ce sont les trois piliers sur lesquels le premier ministre a construit sa taxe sur le carbone: neutralité des recettes, réduction des émissions et aide au Canada dans l'atteinte de ses cibles, et il donnerait plus qu'il ne recevrait des Canadiens. Brisons ces trois mythes.

D'abord, la taxe n'est pas sans incidence sur les recettes. Le gouvernement conserve un pourcentage important de la taxe sur le carbone. En fait, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, la FCEI, estime que la taxe sur le carbone coûte à elle seule 2,5 milliards de dollars aux petites entreprises, soit 2,5 milliards de dollars retirés de l'économie, et les coûts que cela représente pour ces entreprises sont répercutés sur les consommateurs. Le gouvernement conserve une bien plus grande part de la taxe sur le carbone que ce qu'il distribue. Ce mythe est complètement démoli. Ce pilier a été complètement démoli.

En ce qui concerne la réduction des émissions, voyons ce que les experts disent du plan du gouvernement libéral. Il ne l'a pas aidé à atteindre une seule cible en matière d'émissions. L'indice de rendement de la lutte contre les changements climatiques classe le Canada au 62^e rang sur 67. Le Canada a en fait perdu plusieurs places dans ce classement sous le gouvernement libéral, après huit ans de règne du premier ministre. Le Canada se classe désormais derrière des pays comme le Kazakhstan, l'Algérie et le Bélarus. Ces pays ont un meilleur rendement que le Canada sous ce gouvernement. Le commissaire à l'environnement a déclaré que ce gouvernement accumulait les échecs; c'est le commissaire à l'environnement que le premier ministre a nommé. Son propre organe de surveillance de l'environnement a conclu que ce gouvernement accumulait échec sur échec. Il est manifeste que ce n'est pas un plan environnemental, mais un plan fiscal.

Examinons l'impact sur les familles, qui est le troisième mythe selon lequel les Canadiens seraient en meilleure posture s'ils payaient cette taxe. Ce mythe a été complètement brisé. Nous savons que cette taxe augmente le coût du carburant, du chauffage et des produits alimentaires. Voyons quelques détails.

• (1020)

À partir du 1^{er} avril, la taxe sur le carbone ajoutera 17 ¢ à chaque litre d'essence et 21 ¢ à chaque litre de diésel. Ce sont des coûts astronomiques auxquels les Canadiens n'ont tout simplement pas les moyens de faire face. Les experts en alimentation, qui surveillent le secteur de l'épicerie et le prix des produits en magasin, affirment que les Canadiens devront payer 700 \$ de plus en épicerie cette année, avant même de prendre en considération la hausse de la taxe sur le carbone.

Si on tient compte de tous les coûts secondaires, on voit le stratagème ridicule des remises que les libéraux essaient de vendre aux Canadiens. D'une manière ou d'une autre, comme par magie, si les gens paient les frais plus élevés de la taxe sur le carbone, le gouvernement prendra l'argent, le fera circuler à Ottawa, puis le recrache- ra en divers endroits à divers moments et, d'une manière ou d'une autre, les Canadiens se trouveront en meilleure posture. Le seul problème, c'est qu'une fois que l'on examine ce système, il s'effondre presque instantanément.

Les libéraux ont fait quelque chose de très rusé. C'était très intelligent, mais très rusé. Ils ont conçu le remboursement de la taxe sur le carbone de manière à ne tenir compte que des coûts directs, c'est-à-dire uniquement ce qui s'affiche comme étant la taxe sur le carbone sur une facture, que ce soit pour l'essence ou pour le mazout. On ne voit que cet élément. C'est la seule chose que le système de remboursement prend en compte. Cependant, il ne tient pas compte de la manière dont tous ces coûts dans l'économie sont transmis aux consommateurs. Nous payons cette hausse de la taxe sur le carbone chaque fois que nous achetons quelque chose qui a dû être cultivé ou fabriqué, transporté, refroidi ou réfrigéré, réchauffé ou chauffé. Chaque fois qu'un détaillant doit payer la taxe sur le carbone sur ses factures de chauffage ou de services publics, tout cela est transféré aux consommateurs et les Canadiens en font les frais.

Le système de remboursement n'englobe absolument rien de tout cela, mais il n'est pas nécessaire de me croire sur parole. Je sais que de nombreux Canadiens diront que les libéraux ont leur histoire à raconter et que les conservateurs ont leur point de vue. Voyons ce que pensent des experts indépendants de cet aspect du plan concernant la taxe sur le carbone.

L'organisme de surveillance budgétaire indépendant et non partisan du premier ministre, le Bureau du directeur parlementaire du budget, a effectué cette analyse et a passé en revue tous les chiffres. Il a réparti les familles canadiennes en différents groupes qu'il appelle des quintiles. En gros, il a pris tous les salariés canadiens et les a répartis en différents groupes selon le revenu. Les salariés du troisième quintile, c'est-à-dire les Canadiens qui ont un revenu moyen, perdraient 1 400 \$ en Alberta et 929 \$ en Saskatchewan une fois la taxe sur le carbone pleinement en vigueur. Au Manitoba, ils perdraient 1 000 \$. En Ontario, ils perdraient 1 200 \$. Les Néo-Écossais perdraient 1 100 \$ et les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard perdraient 1 100 \$. Quant aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador, ils perdraient 680 \$, même après la mise en place du système de remboursement. Nous parlons ici des Canadiens de la classe moyenne.

Travaux des subsides

Si nous considérons les salariées de la tranche de revenus juste en dessous de ce groupe, ils seraient en plus mauvaise posture également. Leur situation n'est pas meilleure. Ces familles paient toujours plus que le remboursement, mais c'est le groupe à revenu moyen qui se démarque. La perte représente près de 100 \$ par mois que les familles canadiennes ne peuvent tout simplement pas se permettre. Elles n'ont pas les moyens de payer leur épicerie et de se chauffer, alors elles ne peuvent pas se permettre de payer des coûts plus élevés à cause de la taxe sur le carbone. Je répète que ce sont des analyses indépendantes de l'organisme de surveillance budgétaire du premier ministre.

Le dernier point que je soulèverai est l'incidence de la taxe sur le carbone sur l'inflation. Le gouvernement essaie de dire que la taxe sur le carbone n'est pas un facteur d'inflation important. Voyons ce que dit le gouverneur de la Banque du Canada lui-même. Je vais citer très brièvement des témoignages au comité, puis je céderai la parole.

M. Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada, a déclaré au comité que l'élimination de la taxe sur le carbone ferait baisser l'inflation de 0,6 point de pourcentage. Mon collègue de Northumberland lui a demandé de préciser, car 0,6 % peut sembler peu. Cependant, lorsque l'inflation est de 3,8 %, avec un objectif de 2 %, et si la Banque du Canada peut commencer à réduire les taux d'intérêt une fois que l'inflation se rapproche de l'objectif, cela signifie que 0,6 % représente environ un tiers du 1,8 point de pourcentage que le Canada doit retrancher à l'inflation pour revenir à l'objectif, afin que les taux d'intérêt puissent être baissés. Autrement dit, la taxe sur le carbone est responsable d'environ un tiers de l'inflation supplémentaire qui frappe les Canadiens et oblige la Banque du Canada à maintenir des taux d'intérêt élevés. Si le gouvernement supprimait la taxe sur le carbone, il ferait un tiers du chemin pour ramener l'inflation à l'objectif fixé, ce qui signifie que les taux d'intérêt et les prix pourraient baisser.

• (1025)

Cette semaine, les conservateurs vont se ranger du côté de 70 % des Canadiens, qui s'opposent à cette hausse de la taxe sur le carbone, et de 70 % de premiers ministres, qui s'y opposent aussi. Nous allons nous battre pour mettre un terme à cette hausse afin de pouvoir supprimer la taxe.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous avons vu l'ancien chef du Parti conservateur se contorsionner pour tenter de justifier des statistiques afin que les conservateurs puissent continuer à faire de la désinformation.

Soyons très clairs. Il y a une taxe sur le carbone, et il y a une remise sur le carbone. C'est aussi simple que cela. Plus de 80 % des gens recevront plus en remise qu'ils ne paieront en taxe. L'ancien chef du Parti conservateur a beau faire des pirouettes et déformer les faits, c'est la réalité.

Pourquoi les députés conservateurs ne font-ils pas le tour du Canada pour dire qu'ils vont éliminer la remise sur le carbone? Ils savent très bien que le plan conservateur diminuerait le revenu disponible de plus de 80 % des gens.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, il est amusant de constater que c'est le député qui se perd dans des contorsions.

Il faudrait présenter la remise sous le bon angle, peut-être à la deuxième pleine lune du mois, et si elle était présentée sous le bon angle, on pourrait peut-être trouver quelqu'un qui s'en trouverait en

meilleure posture. Ce n'est pas mon opinion. C'est celle de l'organisme indépendant de surveillance budgétaire.

Je peux dire à tous mes collègues qui participent au débat aujourd'hui que les libéraux vont faire cela toute la journée. Ils vont commencer à parler uniquement des coûts directs de la taxe sur le carbone, mais nous savons que toutes les analyses des experts démontrent que lorsqu'on prend en compte tous les coûts, les détaillants doivent augmenter leurs prix, les expéditeurs doivent augmenter leurs prix, les producteurs doivent augmenter leurs prix et les entreprises doivent payer des salaires plus bas parce qu'elles paient une part plus importante de taxe sur le carbone. Si l'on tient compte de tous ces facteurs, on constate que les Canadiens s'en tirent moins bien.

Le directeur parlementaire du budget a montré que 60 % des Canadiens paient beaucoup plus que ce qu'ils reçoivent. Le cinquième quintile, le quatrième quintile et le troisième quintile des salariés à revenu moyen voient leur situation se dégrader de plusieurs centaines de dollars, même après la prise en compte du programme de remise.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, la motion conservatrice d'aujourd'hui est très courte, concise et claire. On s'appuie sur des chiffres, et j'imagine que le Parti conservateur est très rigoureux et qu'il ne sort pas des chiffres d'un chapeau. Il prétend que 70 % des Canadiens sont contre la hausse de la taxe de 23 % qui va avoir lieu le 1^{er} avril. Toutefois, si on regarde ce sondage, on se rend compte qu'il portait sur la mesure gouvernementale d'exemption du mazout de la loi sur la tarification du carbone, et non sur l'existence de la loi elle-même.

Est-ce que le Parti conservateur aurait oublié de préciser cela dans sa motion?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, ce n'est pas du tout le cas. Nous avons entendu les cris des Canadiens qui souffrent en raison de cette taxe punitive.

[Traduction]

Nous savons que les Canadiens sont opposés à la taxe carbone, surtout à la hausse de cette taxe, et les sondages ne sont pas les seuls à le dire. En effet, 70 % des premiers ministres provinciaux ont demandé au gouvernement de renoncer au moins à la hausse de la taxe prévue pour le 1^{er} avril.

Le premier ministre a une attitude très clivante. Il se plaît à braquer les Canadiens les uns contre les autres. Il se plaît à diviser les régions et les provinces, mais s'il y a une chose qu'il a réussi à faire, ce qui est rare en politique canadienne, c'est à créer un consensus entre les premiers ministres provinciaux, d'est en ouest, qu'ils soient libéraux ou conservateurs. Il a réussi à les unir contre son infâme projet de majoration la taxe.

Cette majoration va avoir pour conséquence de rendre tout plus cher, ce qui ne manquera pas d'aggraver la situation des Canadiens. Ils vont devoir payer plus, et à la fin du mois, ils auront encore moins d'argent dans les poches. Le programme de remboursement ne couvre pas la hausse de la taxe. C'est la réalité.

Travaux des subsides

En pleine crise du coût de la vie, alors que des jeunes retournent vivre chez leurs parents, que des gens sont contraints de vivre sous une tente ou que d'autres doivent faire un choix entre le chauffage et la nourriture, le gouvernement libéral devrait, à tout le moins, renoncer à toute hausse de la taxe afin d'éviter que les prix augmentent davantage.

• (1030)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je suis d'accord avec les conservateurs pour dire que la taxe sur le carbone n'a pas contribué à réduire les émissions, parce que les libéraux s'en remettent aux sociétés d'exploitation des sables bitumineux pour faire ce qui s'impose. Avec l'Alliance nouvelles voies et le plan pour atteindre la carboneutralité, nous observons que les émissions ont diminué partout sauf dans le secteur pétrolier, où elles continuent à augmenter.

Pour ce qui est de la taxe sur le carbone, Suncor, qui a fait 78 milliards de dollars de profits l'an dernier, paie un quatorzième de ce que paie M. Tout-le-Monde lorsqu'il fait le plein d'essence. Nous subventionnons ces entreprises depuis des années, et nous continuons de le faire alors qu'elles font brûler notre planète et n'ont nullement l'intention de faire ce qui s'impose. Les libéraux se sont fait duper, car ils se sont imaginé que Rich Kruger, Suncor, Imperial et les autres entreprises d'exploitation des sables bitumineux voulaient sincèrement protéger la planète. Toutes mes excuses, je retire ce que j'ai dit, car nous savons que les conservateurs se moquent éperdument, eux aussi, de faire brûler la planète.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, mon collègue le commissaire du politburo aimerait bien m'interdire de parler. Si son projet de loi est adopté et que je répète ce que je viens de dire à l'extérieur de la Chambre, je risquerais la prison. C'est tout à fait dans la mentalité du NPD. Ses députés veulent contrôler la liberté d'expression, étouffer le débat et imposer leurs opinions.

Cela dit, il a parlé de ce qui se passe à l'étranger. Avec le plan environnemental du gouvernement, il faut se rappeler ce qui s'est passé lorsque nos alliés européens sont venus nous demander du gaz naturel liquéfié propre afin de ne plus dépendre du gaz russe: ce député néo-démocrate et son parti se sont ralliés au gouvernement libéral pour leur refuser notre aide. C'était une honte.

M. Eric Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait un excellent travail ces derniers temps pour unir le pays. Les Canadiens se révoltent contre lui et contre les hausses de taxes qui ne cessent de s'accumuler. Après huit ans, les Canadiens savent qu'ils en ont assez. Ils ne peuvent plus supporter le coût du premier ministre. Il est en train d'unir le pays contre lui et contre les hausses de taxes constantes auxquelles les Canadiens sont confrontés.

Soixante-dix pour cent des Canadiens s'opposent à la hausse prochaine de la taxe sur le carbone, prévue le 1^{er} avril comme un cruel poisson d'avril. La taxe sur le carbone augmentera de 23 % à un moment où des millions de Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. La douleur et les augmentations de taxes sans fin sous le premier ministre, que le NPD soutient à chaque étape, font toutes partie du plan visant à quadrupler la taxe sur le carbone dans les années à venir.

Soixante-dix pour cent des Canadiens et sept premiers ministres provinciaux d'un bout à l'autre du pays sont unis contre cette nouvelle hausse de taxe. La situation est devenue si grave que le premier ministre libéral de Terre-Neuve-et-Labrador a interpellé le premier ministre et exigé qu'il annule cette nouvelle augmentation.

Même le parti libéral provincial du Nouveau-Brunswick et celui de Kathleen Wynne, en Ontario, s'y opposent. Le Parti libéral de l'Ontario en a assez du premier ministre. Il est si toxique et si impopulaire qu'il unit le pays contre lui. Même le Parti libéral de l'Ontario ne se contente pas de dire non à la hausse; il abolirait complètement la taxe. Lorsque le parti de Kathleen Wynne ne soutient même plus la taxe sur le carbone, on sait que les libéraux sont sur la mauvaise voie. La grande révolte des Canadiens contre la taxe est bel et bien en cours.

Les chiffres sont éloquentes. Je vais en présenter quelques-uns qui illustrent les difficultés auxquelles les Canadiens sont confrontés. Sept cents dollars, c'est ce qu'une famille de quatre personnes au Canada devra payer de plus sur sa facture d'épicerie en 2024. Cela ne tient même pas compte de l'augmentation de la taxe sur le carbone. Cette dernière augmentation, de 23 %, va faire grimper encore plus le coût de la nourriture, du chauffage et du plein d'essence.

Les choses vont de mal en pis. À maintes reprises ces dernières années, hélas, les banques alimentaires du pays nous ont signalé une augmentation du nombre de visites qu'elles reçoivent. Les libéraux et les néo-démocrates ne cessent de répéter qu'ils ont un plan, qu'il fonctionne et qu'il est utile. Il n'en est rien. Selon le rapport récent d'un organisme d'aide alimentaire, les banques alimentaires du pays se préparent à une fréquentation record en 2023. Elles s'attendent à ce qu'un million de Canadiens de plus se rendent dans les banques alimentaires cette année. C'est de la folie.

Le premier ministre et le NPD font la sourde oreille en continuant à doubler, voire quadrupler, la taxe sur le carbone et en pensant que la situation ne va pas empirer. La situation est devenue si grave pour les organismes caritatifs que, l'année dernière, 36 % d'entre eux ont dû refuser des personnes parce qu'ils étaient à court de ressources. Les libéraux et les néo-démocrates, cette coalition coûteuse, sont à peu près les seuls au pays — et ils sont très peu nombreux — à ne pas encore être au courant de la réalité.

Les Canadiens en ont assez des hausses d'impôt. Ils ne peuvent pas se permettre une augmentation du prix de l'essence de 61 cents le litre dans les années à venir. Cette hausse fait grimper le coût de la vie. Elle fait grimper le prix des produits alimentaires et le coût d'exploitation des entreprises. Elle les fait fuir du pays. Malgré l'abondance de grandes terres agricoles au Canada, des entreprises et des épiceries importent maintenant des aliments d'un peu partout dans le monde au lieu d'acheter des aliments produits au Canada, près de chez nous, alors que les libéraux assomment les serriculteurs avec la taxe sur le carbone et les agriculteurs avec un montant astronomique de taxe sur le carbone. Ce sont des centaines de milliers de dollars que doit payer une entreprise de séchage de céréales de ma circonscription, et le gouvernement veut quadrupler la taxe. C'est assez!

Nous savons que les calculs et les promesses des libéraux sont complètement erronés. C'est pourquoi le budget ne s'équilibre pas. C'est parce que leurs calculs n'ont jamais aucun sens.

• (1035)

C'est plein de sens pour le Canadien moyen, qui sait que la taxe fait grimper les dépenses de son ménage. Elle fait grimper les paiements hypothécaires. Elle fait grimper la facture d'épicerie. Elle fait grimper la facture de chauffage. Cette taxe fait en sorte qu'il coûte plus cher d'avoir une voiture et d'emmener ses enfants au hockey ou de sortir comme le font généralement les Canadiens.

Travaux des subsides

Les libéraux avaient promis que la tarification du carbone coûterait 50 \$ la tonne. La taxe ne devait pas dépasser cette limite. Ils n'ont pas tenu parole et ils ont triplé la taxe pour la porter à environ 170 \$ la tonne alors qu'elle ne devait pas dépasser 50 \$ la tonne. Ils avaient promis des remises pour les entreprises. En dépit de tout ce que les entreprises canadiennes, notamment les petites entreprises, paient en taxe sur le carbone, le gouvernement ne leur accorde aucune remise. Pour ce qui est des remises accordées aux ménages, nous savons, comme le directeur parlementaire du budget l'affirme, que les remboursements ne couvrent pas le coût de la taxe sur le carbone que paient les familles. Quant aux entreprises, elles ne reçoivent rien.

Les libéraux n'ont pas tenu leur promesse et ils essaient maintenant de nous faire croire à leurs arguments et à leur petit tableau, en affirmant que les Canadiens s'en tirent mieux grâce aux remises qui leur sont versées.

C'est absurde. Personne n'est dupe et le directeur parlementaire du budget ne l'est pas non plus. Dans son rapport, les faits sont exposés clairement. Dans les provinces canadiennes où il est possible de récupérer un certain montant en remise, la famille moyenne de quatre personnes perd des centaines de dollars, peu importe où elle vit. En 2024 et 2025, les familles de l'Ontario accuseront une perte moyenne de 627 \$, celles de l'Alberta, 911 \$, et celles du Manitoba, 502 \$. Et la liste continue. Plus le gouvernement augmente la taxe sur le carbone, plus la perte, l'endettement et les difficultés des familles canadiennes s'alourdissent.

Il est important de s'informer des subtilités des mesures proposées par les libéraux et leurs partenaires de coalition, les néo-démocrates. Ils ne donnent jamais de réponse directe. Si vous regardez n'importe quelle période de questions, vous constaterez qu'ils ne donnent jamais de réponse directe.

Au cours des prochaines années, la taxe sur le carbone va quadrupler. Voici pourquoi. Les libéraux ne se contentent pas d'imposer une seule taxe sur le carbone; ils en imposent deux. La première atteindra 37 ¢ le litre d'essence au cours des prochaines années. Les remboursements, comme je viens de le confirmer, ne couvrent même pas ce montant. Une deuxième taxe sur le carbone sera ensuite imposée partout au pays. Les libéraux utilisent un méli-mélo de termes pour la désigner. Ils ont changé le nom pour « norme sur les combustibles propres ». Il s'agit en fait d'une deuxième taxe sur le carbone pour laquelle personne n'aura droit au moindre remboursement. Elle atteindra 17 ¢ le litre d'essence au cours des prochaines années.

Comme si cela ne suffisait pas, et c'est ce qui attise la colère des Canadiens, c'est que les libéraux et les néo-démocrates n'imposent pas qu'une seule taxe sur le carbone. Ils en imposent une deuxième, qui est elle-même taxée. Ils imposent la TPS et la TVH sur la première et la deuxième taxe sur le carbone, si bien qu'elles s'élèvent à 61 ¢ le litre. Ils sont déconnectés de la réalité.

C'est le comble, à mon avis, qui démontre à quel point les libéraux et les néo-démocrates sont déconnectés de la réalité après huit années sous la gouverne de ce premier ministre. Au cours de la dernière année, comme je l'ai mentionné, les Canadiens se sont mobilisés plus que jamais contre la taxe sur le carbone et contre la dernière augmentation prévue pour le 1^{er} avril. La semaine dernière, le Cabinet du premier ministre a publié un article intitulé « Y a-t-il un manque de communication au sujet de la taxe sur le carbone? »

Je suis désolé. Cet article ne venait pas du Cabinet du premier ministre, mais bien de CBC/Radio-Canada. Je pense que c'est probablement le Cabinet du premier ministre qui a fourni l'information à CBC/Radio-Canada pour tenter de se défendre. Là encore, les libéraux affirment depuis un an qu'il s'agit d'un simple problème de communication, qu'ils n'ont pas su bien expliquer cette mesure.

Les Canadiens se connaissent. Ils savent qu'ils n'ont pas les moyens d'avoir ce premier ministre. Ils n'ont pas les moyens de payer la taxe sur le carbone. Ils ne peuvent pas se permettre l'augmentation de 23 % prévue pour le 1^{er} avril, qui va quadrupler au cours des prochaines années. S'il s'agissait d'un simple problème de communication, il aurait été réglé, car le premier ministre adore les séances de photo. Il adore les points de presse et toutes ces salades de mots accrocheuses.

Au cours de la dernière année, les gens ont eu plus que jamais recours aux banques alimentaires, qui s'attendent à un million de visites de plus en 2024. Les gens n'arrivent pas à payer leur hypothèque. L'économie va de plus en plus mal. La seule chose que le premier ministre a faite au cours des derniers mois a été de renommer la taxe sur le carbone. Cela démontre à quel point les libéraux sont déconnectés de la réalité.

Le problème de cette taxe sur le carbone, qui ne cesse cruellement d'augmenter, ne se situe pas au niveau de la communication. Il s'agit d'un problème fiscal. Les Canadiens ont fini par le comprendre. Ils en ont assez. Il est temps de réagir.

• (1040)

Dites non à la hausse. Abolissez la taxe et donnez enfin un répit aux Canadiens.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Monsieur le Président, je peux comprendre l'argument selon lequel la taxe carbone serait inflationniste. Le problème, c'est que cela ne semble pas être l'avis des experts.

Par exemple, en septembre, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que la taxe sur le carbone ne contribuait à l'inflation que pour 0,15 point de pourcentage. Selon une étude d'Options politiques réalisée en 2023, les taxes sur le carbone ont entraîné une hausse des prix à la consommation de 0,6 % entre 2018 et 2023. Statistique Canada, dans une étude effectuée en Colombie-Britannique, a estimé que seulement 0,33 % de la hausse du coût des denrées alimentaires était attribuable à la taxe sur le carbone.

Je ne sais pas exactement d'où les conservateurs tirent leurs statistiques, mais j'aimerais qu'ils en citent quelques-unes.

M. Eric Duncan: Monsieur le Président, les Canadiens sont d'accord avec l'approche conservatrice pleine de bon sens qui crée un consensus partout au pays. Ils savent qu'elle est sensée.

Nous ne pouvons pas taxer l'agriculteur qui cultive les denrées, le camionneur qui les transporte, et les magasins qui les vendent. S'ils n'obtiennent pas de remboursement, ils répercutent ce coût sur le consommateur. Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que la taxe sur le carbone augmente l'inflation. Personne ne le croit alors que les remboursements ne couvrent même pas la première taxe sur le carbone, qui est en passe d'atteindre 61 ¢ le litre. Nous ne pouvons pas imposer ce coût supplémentaire aux agriculteurs, aux camionneurs et aux entreprises.

Travaux des subsides

Les libéraux taxent même les grands méchants chasse-neige polissants — privés et publics. Ils imposent une taxe sur le carbone sur le déneigement dans ce pays. Ils imposent cette taxe sur tout, ce qui fait grimper les coûts. On ne peut pas additionner ces coûts et toutes ces taxes et s'attendre à ce qu'ils s'évaporent. Ils font grimper l'inflation. Ils font grimper les coûts des activités commerciales et le coût de la vie. C'est juste du gros bon sens.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, pour nous, c'est vraiment le jour de la marmotte.

On a l'impression que chaque fois qu'il y a une journée de l'opposition des conservateurs, ça parle de la taxe sur le carbone encore une fois. Il y a d'immenses et de nombreux enjeux dont on pourrait parler ce matin, mais on parle encore de la taxe sur le carbone. Ça n'a aucun bon sens.

Mes amis et collègues conservateurs parlent souvent des dépenses inflationnistes du gouvernement. Selon le Fonds monétaire international, en 2022, le gouvernement a envoyé 50 milliards de dollars à l'industrie pétrolière en dépenses directes et indirectes. Rappelons qu'en 2022, les cinq grandes pétrolières ont fait ensemble 200 milliards de dollars de profits. Cela se rajoute au fait qu'on prévoit dans le budget libéral, d'ici 2035, dépenser 80 milliards de dollars de crédits d'impôt aux pétrolières. C'est sans compter les 34 milliards de dollars que va coûter Trans Mountain.

Mon collègue pense-t-il que toutes ces dépenses sont des dépenses inflationnistes, oui ou non?

• (1045)

[Traduction]

M. Eric Duncan: Monsieur le Président, le Bloc québécois est comme la girouette de la politique canadienne. On ne peut jamais savoir quelle position il adoptera.

C'est ce député qui s'est levé à la Chambre pour dire qu'il voulait augmenter radicalement la taxe sur le carbone. Il adore la coalition libérale-néo-démocrate. Le Bloc québécois se joint à elle. Il est déconnecté du réel et se tient à l'écart, et nous n'arrivons plus à le comprendre, comme c'est le cas de ce député du Bloc québécois.

Les députés du Bloc québécois envoient à Ottawa un montant de 17 ¢ le litre en plus du prix de l'essence pour cette seconde taxe sur le carbone. Ils imposent une seconde taxe sur le carbone à la province de Québec et envoient tout cet argent à Ottawa. Qu'est devenu le Bloc québécois?

Le député dit qu'il y a des sujets plus intéressants à discuter, mais selon moi, compte tenu du besoin de dire non à la hausse prévue pour le 1^{er} avril et du mécontentement qu'elle suscite auprès de 70 % des Canadiens, dont sept premiers ministres, contrariés par ces hausses de taxes incessantes, il doit retourner dans sa circonscription pour parler à de vraies personnes. Elles lui diront que les Québécois en ont, eux aussi, assez de ces hausses.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, j'aime bien le député, mais il est évident qu'il ne se souvient pas de la décennie noire, la décennie Harper, au cours de laquelle les conservateurs ont rendu la vie de nos concitoyens extrêmement difficile. Les personnes âgées ont été forcées de travailler plusieurs années de plus avant de toucher leur pension. Des services ont été supprimés. Je vois les conservateurs réagir parce qu'ils savent à quel point leur bilan a été déplorable. Ils ont agi de façon absolument scandaleuse. Sous leur direction, 30 milliards de

dollars par année ont été versés à des paradis fiscaux à l'étranger. Ils ont également versé de l'argent à des PDG de sociétés pétrolières et gazières. Ils ont ravagé le Canada.

L'indice de rendement de la lutte contre les changements climatiques dont le député de Regina—Qu'Appelle a parlé tout à l'heure a vraiment retenu mon attention. Revenons à 2014. En 2014, sous le gouvernement Harper, qui niait la réalité des changements climatiques, nous nous classions au quatrième rang parmi les pays qui affichaient le pire rendement climatique. Or, nous savons que les changements climatiques coûtent des milliers de dollars aux Canadiens chaque année. Tous les Canadiens font les frais des changements climatiques.

Ma question est toute simple: pourquoi les conservateurs nient-ils l'existence des changements climatiques?

M. Eric Duncan: Monsieur le Président, je suis fier du gouvernement conservateur précédent, sous la direction duquel les Canadiens avaient les moyens de se loger et de se nourrir alors qu'aujourd'hui des millions de nos concitoyens doivent se tourner vers les banques alimentaires. Je suis fier du précédent gouvernement conservateur, sous lequel il n'y avait pas de campements de tentes qui poussaient partout au pays, comme c'est le cas depuis quelques années sous les libéraux.

Je tiens à ce que tout le monde sache que le NPD porte l'entière responsabilité de cette situation, car il a appuyé le premier ministre. Je ne peux pas attendre les prochaines élections, pour plusieurs raisons, quelle qu'en soit la date. De nombreux Canadiens disent « mieux vaut plus tôt que plus tard, de grâce », car voici ce que le NPD propose pour aider les aînés en difficulté à Burnaby, en Colombie-Britannique: instaurer une taxe sur le carbone de 61 ¢ le litre, faire grimper le coût des aliments, de l'essence, du loyer et de la perte d'une propriété immobilière. Le NPD est complice tant à l'échelle provinciale que fédérale.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. C'est de la désinformation pure et simple, et le député le sait fort bien. La Colombie-Britannique n'a pas de taxe fédérale sur le carbone. Le député doit donc retirer ses paroles.

Le vice-président: Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement, mais d'une question de débat.

Le député de Timmins—Baie James invoque le Règlement.

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, je vais simplement contester les propos de mon collègue, pour qui j'ai énormément de respect, car je pense qu'il a tort de dire que le député en question sait qu'il fait de la désinformation. Je crois plutôt qu'il se contente de lire ce qu'on lui impose.

Le vice-président: Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Le député de Stormont—Dundas—South Glengarry a la parole.

M. Eric Duncan: Monsieur le Président, j'aime toujours entendre le NPD. J'apprécie les interventions de ses députés, qui prouvent à quel point ils adorent la taxe sur le carbone. Ils ne voient aucun inconvénient à la quadrupler. Ce sont les Canadiens qui décideront aux prochaines élections. J'ai bien hâte.

M. Adam van Koevorden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de partager mon temps de parole avec le député de St. Catharines.

Travaux des subsides

Je suis heureux d'avoir l'occasion d'expliquer encore une fois en quoi la tarification du carbone est la façon la plus efficace de lutter contre les changements climatiques et de réduire leurs effets dévastateurs sur la santé et la sécurité des Canadiens. J'ai eu l'occasion de débattre à la télévision à quelques reprises avec mon collègue, le chef conservateur déchu, le député de Regina—Qu'Appelle. Lui et moi avons eu quelques débats sur cette question, et je suis fier de dire que les Canadiens méritent que des mesures soient prises pour faire face aux coûts astronomiques associés aux changements climatiques.

De plus, aujourd'hui, les nouvelles font état de l'inflation, qui se situe à environ 2,8 % par rapport au sommet de 8,1 % atteint en juin 2022. Au cours des trois derniers mois, l'inflation des aliments et des biens a été négative. Le coût du panier d'épicerie revient à la normale. C'est une tendance vraiment encourageante, et il convient de souligner qu'elle se produit dans le contexte de notre lutte contre les changements climatiques et de la réduction de nos émissions en même temps.

En 2023, le Canada a connu une saison record de feux de forêt. Une plus grande superficie a brûlé, plus du double du record historique, et des centaines de milliers de Canadiens ont dû être évacués de leurs foyers. Je me souviens que, quand j'étais petit, nous parlions du réchauffement de la planète, et il y avait toujours des images d'ours polaires et de la forêt amazonienne. Or, les changements climatiques ne sont désormais plus dans un avenir lointain; ils ont cours en ce moment même. Nous avons pu les observer dans le ciel d'Ottawa l'été dernier pendant que nous travaillions ici. Les personnes asthmatiques ne pouvaient pas venir travailler. Les gens ne quittaient pas leur maison. Il y avait des alertes de détresse respiratoire. Au total, la superficie brûlée a atteint 18 millions d'hectares, soit 2 fois et demie le record précédent établi en 1995 et plus de 6 fois la moyenne des 10 dernières années.

Le Bureau d'assurance du Canada a également conclu que les réclamations annuelles moyennes pour les phénomènes météorologiques violents réglées par les assureurs au Canada pourraient plus que doubler au cours des 10 prochaines années, et passer de 2,1 milliards de dollars par année, soit le montant actuel, à plus de 5 milliards de dollars par année, ce qui se traduira forcément par l'augmentation des primes. Les changements climatiques ne sont pas gratuits, et la pollution ne devrait pas l'être non plus. Il y a des coûts bien réels associés à l'incendie de sa maison ou au fait d'avoir à fuir sa maison et son emploi en raison d'un ordre d'évacuation.

Nous savons également, grâce aux travaux des experts et des chercheurs, que le moyen le plus efficace de lutter contre les changements climatiques, c'est de tarifier les émissions de carbone polluantes, qui sont la principale cause du dérèglement climatique anthropique. Les conservateurs, en face, peuvent bien s'époumoner à nier l'existence des changements climatiques, comme ils le font toujours, cela ne change rien à la réalité.

Les émissions sont en train de diminuer au Canada. En effet, nous avons inversé la tendance à la hausse désastreuse héritée en 2015 du gouvernement Harper. Les émissions ont alors cessé d'augmenter. Nous y sommes parvenus en tarifiant la pollution par le carbone. Nous avons réduit nos émissions, ce qui encourage les réductions dans l'ensemble de l'économie, tout en laissant aux ménages et aux entreprises la marge de manœuvre nécessaire pour décider des changements qu'ils vont apporter. Cela incite également les entre-

prises canadiennes à développer et à adopter de nouveaux produits, procédés et services à faible teneur en carbone.

Toutefois, les députés ne sont pas obligés de me croire lorsque je dis que le Canada procède de la bonne manière. Un certain monsieur, William Nordhaus, récipiendaire du prix Nobel d'économie de 2018 pour ses travaux sur la tarification du carbone et la macroéconomie, a déclaré que le Canada s'y est bien pris pour tarifier le carbone. Selon lui, le modèle canadien est à la fois efficace et abordable pour les consommateurs tout en faisant baisser les émissions dans l'ensemble de l'économie.

Il en est ainsi parce que la majeure partie des recettes du régime fédéral de tarification de la pollution retourne directement dans les poches des Canadiens. Dans les provinces où la taxe sur les combustibles s'applique, 8 ménages sur 10 continuent de recevoir plus d'argent en retour tous les trimestres grâce à la remise canadienne sur le carbone qu'ils n'en ont payé au titre de la tarification fédérale de la pollution. Ainsi, pour l'année financière qui commencera le 1^{er} avril prochain, une famille de 4 personnes recevra, sous forme de remise canadienne sur le carbone, 1 800 \$ en Alberta, 1 200 \$ au Manitoba, 1 120 \$ en Ontario, 1 504 \$ en Saskatchewan, 760 \$ au Nouveau-Brunswick, 824 \$ en Nouvelle-Écosse, 880 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 192 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador.

Lorsque j'ai participé à l'une des émissions télévisées que j'ai mentionnées plus tôt avec le chef conservateur évincé, le député de Regina—Qu'Appelle, je lui ai demandé s'il avait encaissé son chèque, qui aurait été d'environ 1 300 \$, puisque sa famille de plus de quatre personnes habite en Saskatchewan, mais il a refusé de répondre. Les conservateurs refusent obstinément de reconnaître que le programme de remise est un moyen efficace de lutter contre la crise du coût de la vie et de faire baisser les émissions polluantes. Plus important encore, pour huit ménages sur dix, le montant de la remise représente plus que ce qu'ils ont payé dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution. Rappelons-nous que le gouvernement fédéral ne conserve aucun des revenus tirés de la redevance fédérale sur les carburants. Tout est reversé dans la province ou le territoire où elle a été perçue.

• (1050)

La tarification du carbone fonctionne, et les changements climatiques sont une réalité; et tant pis si les conservateurs poussent les hauts cris et s'ils radotent leurs slogans et les lignes rédigées par leur équipe de campagne. Nous savons qu'il existe de nombreuses façons de faire baisser le coût de la vie au Canada. C'est pourquoi l'inflation fléchit. Le prix du panier d'épicerie baisse depuis quelques mois. C'est vraiment une bonne nouvelle.

Selon les économistes, le taux d'inflation dans divers domaines, dont l'alimentation et les télécommunications, est carrément négatif depuis quelques mois. Cela s'inscrit dans le contexte de la tarification du carbone. Les conservateurs affirment que la tarification des émissions de carbone fait grimper l'inflation, mais alors, comment se fait-il que l'augmentation de la tarification de la pollution depuis trois ans soit associée à une baisse du taux d'inflation? Nous savons qu'il existe de nombreux moyens de faire baisser le coût de la vie. C'est d'ailleurs l'une des principales préoccupations du gouvernement depuis qu'il a été porté au pouvoir, en 2015. Les gouvernements sérieux doivent avoir un plan pour protéger le pouvoir d'achat et l'environnement tout en luttant contre les changements climatiques, notamment en faisant baisser les émissions.

Travaux des subsides

Les conservateurs parlent beaucoup des banques alimentaires ces derniers temps. C'est un sujet important. Je suis bénévole dans des banques alimentaires. Je soutiens de nombreux organismes de lutte contre la pauvreté et je rencontre fréquemment leurs représentants. Ces derniers ont beaucoup de très bonnes recommandations à formuler au gouvernement. Ils en ont sur la mise en place d'un revenu de base universel et l'élargissement de programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants. Ils recommandent notamment de faire baisser le prix des services de garde d'enfants. L'assurance-médicaments est également dans leur mire. Ils veulent que les Canadiens puissent obtenir des soins vitaux sans avoir à choisir entre payer leurs factures ou leurs frais médicaux.

C'est ce à quoi nous travaillons. Aucune banque alimentaire, aucun organisme de secours alimentaire, aucun expert en élimination de la pauvreté ni aucun économiste n'a mis en cause la tarification de la pollution pour expliquer la perte de pouvoir d'achat ou l'inflation. Nous apportons donc notre aide là où elle est le plus efficace; nous l'apportons aux personnes qui en ont le plus besoin.

Comme bon nombre de mes concitoyens de Milton, les habitants des régions rurales sont confrontés à des réalités qui leur sont propres. Les mesures que nous avons adoptées contribuent à laisser encore plus d'argent dans les poches des familles qui doivent composer avec la hausse du prix de l'énergie étant donné qu'elles vivent hors des grandes villes, avec des coûts de chauffage domestique et de transport plus élevés. Nous avons été très clairs sur le fait que nous continuerons à mettre en œuvre notre régime de tarification de la pollution tout en continuant à remettre plus d'argent dans les poches des ménages canadiens.

Récemment, grâce au projet de loi C-59, la loi de mise en œuvre de l'énoncé économique de l'automne, que nous avons adoptée hier soir, nous avons pris des mesures pour faire avancer le plan financièrement responsable du gouvernement en vue de bâtir une économie plus verte et plus solide. Il prévoit des mesures destinées à créer des emplois bien rémunérés, à stimuler la croissance et à bâtir une économie verte qui profite à tout le monde en faisant progresser le plan du Canada pour à la fois lutter contre les changements climatiques et réduire les émissions, ainsi que pour faire en sorte ce que les familles arrivent à payer leurs factures. Pour le gouvernement, redonner leur pouvoir d'achat aux Canadiens tout en protégeant l'environnement sera toujours une priorité, comme c'est le cas aujourd'hui.

• (1055)

Je voudrais parler de deux choses. La première concerne le respect d'un engagement électoral. Le gouvernement a été porté trois fois au pouvoir sur l'engagement de lutter contre les changements climatiques et de réduire les émissions. Par trois fois, nous avons fait campagne en promettant de tarifer la pollution. L'hypocrisie des conservateurs, c'est que selon leur programme de 2021, lorsque Erin O'Toole les dirigeait, ils prévoyaient tarifer les émissions de carbone, sauf que le chef conservateur aujourd'hui évincé, le député de Regina—Qu'Appelle, est revenu à sa promesse électorale de 2019 en disant que le Canada devrait être autorisé à augmenter ses émissions. Il l'a répété hier encore à la télévision. Il a répété à maintes reprises que le Canada devrait être autorisé à augmenter ses émissions, ce qui aggraverait les changements climatiques tout en faisant une croix sur le rôle du Canada en tant que chef de file dans la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale.

Nous devons respecter nos engagements; c'est une question d'intégrité. Or, tous les conservateurs, pendant la campagne, se sont en-

gagés à tarifer les émissions de carbone. Malheureusement, ils ont enlevé leur veste pour la retourner, ils ont montré la porte à Erin O'Toole et ils en sont revenus à l'engagement électoral que le chef évincé du Parti conservateur, le député de Regina—Qu'Appelle, avait pris en 2019, c'est-à-dire fermer complètement les yeux sur les changements climatiques.

Le deuxième point dont je souhaite traiter, c'est celui de la maturité politique. En 2015, les émissions étaient en hausse. Nous avons fait campagne en nous engageant à inverser cette tendance, à faire baisser les émissions et à jouer un rôle de premier plan dans la lutte mondiale contre les changements climatiques. Pour leur part, les conservateurs ont fait campagne en s'engageant à ne rien faire dans le dossier de l'environnement. En matière d'environnement, c'est l'immobilisme total. La position officielle de leur parti sur les changements climatiques, c'est que leur intensification n'a rien d'anthropique. Cela nous oblige à nous regarder dans le miroir en nous demandant quel est notre plan.

Depuis deux ans et demi, les conservateurs répètent qu'ils aimeraient supprimer la taxe. Ils ont apposé leur slogan sur des autocollants pour pare-chocs et des molletons à capuchon. C'est désormais leur marque de commerce: supprimer la taxe. La maturité politique exigerait qu'ils proposent alors une idée ou un plan pour remplacer la taxe. Supprimer la taxe, c'est bien beau, mais par quoi vont-ils la remplacer? Je demanderais aux conservateurs de nous exposer leur plan de lutte contre les changements climatiques.

• (1100)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, c'est avec joie que je prends la parole afin de poser une question dans le cadre du débat qui nous anime.

Le député d'en face parle de maturité politique et de respect des engagements. Se rend-il compte que, selon son programme électoral, il a promis de ne jamais augmenter la taxe sur le carbone au-delà de 50 \$ la tonne? C'est un engagement qu'il a pris envers les habitants de Milton. Après ce discours de pacotille, il n'est pas étonnant que le député soit en chute libre dans les sondages.

Le député fait des pieds et des mains pour tenter de savoir: « A-t-il pris l'argent? » Il a demandé au député de Regina—Qu'Appelle si celui-ci avait encaissé son chèque de remboursement de la taxe sur le carbone. Déjà, c'est l'argent des Canadiens. Ce sont eux qui l'ont gagné.

Les libéraux essaient de discuter de la meilleure façon de rendre leur argent aux Canadiens. Or, si on a l'intention de le rendre par la suite, pourquoi ne pas tout simplement s'abstenir d'office de le percevoir? Qu'on laisse les Canadiens garder l'argent qu'ils ont gagné.

M. Adam van Koevorden: Monsieur le Président, je n'ai pas entendu de question dans la déclaration du député. Toutefois, je vais revenir sur une chose qu'il a dite. En 2019, il a fait campagne en s'engageant, avec Erin O'Toole, à tarifer le carbone. Il a fait du porte-à-porte.

Une voix: Ce n'était pas en 2019.

Travaux des subsides

M. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, c'était en 2021. Je m'excuse. Je me suis trompé parce qu'en 2019, aucun d'entre eux n'a même mentionné le changement climatique alors que le chef qui a échoué, le député de Regina—Qu'Appelle, a fait campagne sur son engagement à ne pas tenir compte du changement climatique. Les conservateurs ont compris qu'il s'agissait d'une occasion manquée, et Erin O'Toole s'est rendu compte que pour devenir premier ministre de ce pays un candidat devait avoir un plan pour réduire nos émissions et lutter contre le changement climatique.

Le député d'en face est manifestement amnésique, ou bien il a choisi de revenir sur son engagement à tarifer le carbone. J'ai une question à lui poser. Le montant que sa famille recevra au titre de la Remise canadienne sur le carbone est de 1 504 \$. Cette somme permet de remédier aux problèmes d'abordabilité des membres de sa collectivité. Il s'agit également d'une mesure incitative qui motive les Canadiens à réduire leurs émissions.

J'espère que le député se joindra à moi pour s'assurer que sa collectivité connaît l'existence de ce montant de 1 504 \$...

Le vice-président: Nous allons passer aux questions et aux commentaires.

L'honorable députée de Victoria a la parole.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, on dirait que les conservateurs n'ont aucun plan pour lutter contre la crise climatique. Ils n'arrivent même pas à en reconnaître l'existence.

Cependant, les libéraux n'ont pas réussi à communiquer leur solution miracle en matière de tarification du carbone. Pour doubler la remise accordée aux Canadiens des régions rurales et tenter de regagner du terrain, ils vont augmenter la tarification du carbone pour les petites entreprises. Les libéraux doivent déjà 3,6 milliards de dollars à de petites entreprises et à des groupes autochtones.

Pourquoi les libéraux ne feraient-ils pas payer aux grandes sociétés pétrolières et gazières ce qu'elles doivent en instaurant un impôt sur les profits excessifs? Pourquoi les libéraux ne le font-ils pas?

M. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, je dis toujours que c'est rafraîchissant quand j'ai l'occasion de discuter de la façon dont nous luttons contre les changements climatiques avec la députée de Victoria.

Au lieu de devoir écouter les conservateurs nier l'existence des changements climatiques et refuser l'occasion qui s'offre à nous de jouer un rôle de chef de file dans la réduction de nos émissions et la lutte contre les changements climatiques, nous avons une occasion rafraîchissante de discuter avec les néo-démocrates de la façon dont nous luttons contre les changements climatiques.

Je suis d'accord avec la députée. Les profits excessifs de l'industrie pétrolière et gazière sont carrément obscènes. De plus, ce qu'elle fait avec les sables bitumineux est un désastre environnemental. J'ai eu l'occasion de visiter Fort McMurray, et nous avons également entendu des témoignages au comité de l'environnement sur l'empoisonnement du site de Kearl par des fuites de bassins de résidus.

Le secteur pétrolier et gazier doit rendre davantage de comptes. Il doit payer pour le gâchis qu'il cause. Nous devons veiller à ce que la responsabilité et l'intégrité soient présentes dans toutes les facettes de notre économie.

Je le répète, je trouve rafraîchissant de parler à la Chambre de la manière dont nous allons lutter contre les changements climatiques, et non d'établir si nous allons lutter contre les changements climatiques, comme c'est toujours le cas avec les conservateurs.

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Monsieur le Président, je tiens à réitérer un point soulevé par mon collègue de ce côté-ci de la Chambre, à savoir que le premier ministre a dit que la taxe sur le carbone ne dépasserait pas 50 \$ la tonne.

J'ai récemment lu le livre de Jody Wilson-Raybould, dans lequel elle dit avoir pris conscience du fait que les libéraux diront tout ce qu'ils doivent dire pour se faire élire. Il est évident qu'il s'agit là d'une autre promesse rompue de leur part.

Le député de Milton a parlé des émissions. J'ai une question très simple à lui poser: croit-il que les familles qui chauffent leur maison, qui mettent de l'essence dans leur véhicule pour conduire leurs enfants au hockey ou pour se rendre au travail, ou qui nourrissent leur famille, rejettent des émissions?

M. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, c'est un fait qu'au Canada, il fait froid en hiver et pas mal chaud en été. Bon nombre des produits que nous consommons viennent de très loin, ce qui implique des coûts de transport. Les Canadiens ont donc une certaine empreinte carbone.

Certes, nous pourrions augmenter notre empreinte carbone. Nous pourrions laisser les émissions de carbone exploser sans nous en préoccuper, et tant pis pour les changements climatiques.

Cependant, nous pouvons faire autrement. Nous pouvons opter pour une thermopompe. Nous pouvons acheter des véhicules moins énergivores. Nous pouvons acheter des fruits, des légumes et de la viande en circuit court. Ce sont là autant de façons de diminuer notre empreinte carbone, et nous aidons les Canadiens à faire de tels choix.

En Saskatchewan, d'où vient ma collègue, la remise s'élève à 1 504 \$.

● (1105)

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, il est regrettable que nous en soyons encore à discuter de ce sujet, qui a déjà fait l'objet de multiples débats, mais nous avons ainsi découvert le fond de la pensée de la députée de Carlton Trail—Eagle Creek: lorsque le député de Milton a dit, on ne peut plus raisonnablement, qu'il nous faut un plan pour lutter contre les changements climatiques, elle a répondu non. Le voilà, le plan du Parti conservateur.

Une voix: Vous me faites dire ce que je n'ai pas dit. J'ai dit que vous n'avez pas de plan. À la Chambre, il faut dire la vérité.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, elle m'interpelle parce qu'elle est profondément vexée que je l'aie démasquée, ce qui prouve bien son climatosepticisme. Elle espère pouvoir me faire taire. Elle essaie de crier plus fort que moi.

Travaux des subsides

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'essaie de suivre cette discussion lamentable, mais les députés se lancent des invectives intempestives, ce qui envenime encore plus le débat que d'habitude. Je vous demande donc de les laisser exposer leurs arguments moisissés pour que ce soit consigné au hansard une fois pour toutes et que le débat reprenne sereinement.

Mme Kelly Block: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'aimerais que vous nous disiez s'il est acceptable d'invoquer le Règlement lorsqu'un député induit clairement la Chambre en erreur à propos de ce qu'un autre député a dit pendant le débat.

Le vice-président: J'invite les députés à ne pas prêter d'intentions aux autres députés et à ne pas déformer ce qu'ils ont dit pendant leurs discours. Il nous incombe à tous de nous traiter les uns les autres comme des députés honorables en cette enceinte. Je veux que les députés puissent débattre de manière raisonnable.

M. Greg McLean: Monsieur le Président, au sujet du même rappel au Règlement, le député d'en face a clairement induit la Chambre en erreur à propos de ce que ma collègue a dit. Je crois qu'il vous revient, à titre de Président, de lui demander de retirer des propos qui visaient manifestement et directement à déformer ce qu'une députée de ce côté-ci de la Chambre a dit.

C'est une habitude pour ce député-là. Vous le savez, et il est temps que quelqu'un le rappelle à l'ordre. C'est ce que je vous demande de faire, monsieur le Président.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, la députée a crié ce que j'ai dit qu'elle avait dit. Vous pouvez consulter le hansard et l'enregistrement. Je serai heureux de me rétracter si ce n'est pas ce que la députée a dit. C'était fort et clair, et cela a été enregistré dans le hansard. Je vous suggère de vérifier, car c'était très clair.

Permettre à d'autres députés de contester ce que j'ai entendu semble hypocrite de leur part. Ils n'ont rien entendu et on ne les a pas invectivés. J'étais assis à côté de la députée. C'est absurde.

Le vice-président: C'est la raison pour laquelle nous donnons la parole à une personne, et qu'une période de questions et d'observations permet ensuite aux gens d'exprimer clairement leur position sur le sujet dont nous parlons. J'invite les députés à ne pas mettre de mots dans la bouche des autres. Il semble que cela se produise très souvent dans cette enceinte, et cela ne devrait pas se produire. Je demande aux députés de choisir leurs mots avec discernement. Nous retournerons écouter l'enregistrement si c'est ce que nous devons faire pour savoir qui a dit quoi et quand.

Je vais demander au secrétaire parlementaire de poursuivre, mais je le mets en garde. Il pourrait peut-être passer au point suivant.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, une fois de plus, les conservateurs disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas, c'est-à-dire qu'ils nient l'existence des changements climatiques, une menace existentielle pour l'humanité. Ils reviennent sans cesse avec des slogans. J'ai déjà dit que leur seul plan environnemental consiste à recycler les slogans dans cette enceinte. Ils représentent des circonscriptions partout au pays, des circonscriptions qui sont en proie à la sécheresse ou qui ont souffert d'incendies, d'inondations et d'ouragans, des phénomènes qui ont été exacerbés par les changements climatiques. Que font-ils? Ils chahutent, se moquent et nient. Ils ne proposent aucun plan pour l'avenir et ils induisent les Canadiens en erreur sur ce qui fait réellement augmenter les prix.

La forte augmentation dont souffrent les Canadiens, surtout dans le domaine de l'alimentation, est liée aux changements climatiques.

Au cours des deux ou trois dernières années, j'ai demandé à plusieurs députés conservateurs de m'expliquer pourquoi les prix des denrées alimentaires aux États-Unis ont augmenté au même rythme qu'au Canada. Ils ont augmenté au même rythme, même s'il n'y a pas de prix national de la pollution aux États-Unis.

Une voix: Oh, oh!

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, les conservateurs me chahutent encore. Ils ne peuvent même pas accepter l'évidence qu'ils ont sous les yeux, à savoir que les changements climatiques sont en cause. Ils ne peuvent pas l'accepter de la part des agriculteurs de leurs propres circonscriptions. Je l'ai vu dans la région de Niagara avec la perte de vignes.

● (1110)

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il est important de dire les choses avec justesse, puisque nos délibérations sont versées au compte rendu pour la postérité.

Mon collègue affirme que les conservateurs chahutaient. Personnellement, je n'ai entendu que des grognements. Je crois qu'il aurait intérêt à être juste lorsqu'il décrit la réaction des conservateurs.

Le vice-président: Ce n'est pas un recours au Règlement. Je comprends que le député tente de détendre l'atmosphère à la Chambre, mais essayons de discuter avec sérieux de la motion à l'étude aujourd'hui.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, je m'attendrais à ce que le député prenne ce débat un peu plus au sérieux, car je sais que ce sujet lui tient à cœur.

Je parlais des agriculteurs de ma région. Il y a quelques années, l'industrie viticole de Niagara a essuyé la perte de 25 % de ses vignes. Celle de la Colombie-Britannique enregistre des pertes catastrophiques. Je sais que certains députés représentent ces agriculteurs. Comme je l'ai dit, on connaît des incendies de forêt et des inondations historiques. Ce sont les Canadiens qui en paient les frais, et que leur disent les conservateurs en réponse? Ils n'ont aucun plan. Ils ne proposent aucune solution, et les coûts vont continuer d'augmenter. Les gens risquent de ne plus pouvoir souscrire une assurance. C'est vrai, parce que le prix des assurances va augmenter. Or, cela passe sous silence.

C'est drôle. La première fois que j'ai entendu un politicien conservateur ne serait-ce que mentionner le remboursement, c'est lorsque le premier ministre de la Saskatchewan a tenté de rassurer les résidents de la Saskatchewan qui craignaient de perdre leur remboursement en leur assurant que ce ne serait pas le cas. Cela prouve que les Canadiens y tiennent. Les conservateurs omettent entièrement cet aspect du régime de tarification de la pollution. Ils n'en parlent pas, et ils inventent des chiffres concernant le coût du régime, même s'ils savent pertinemment qu'il procure un net avantage aux Canadiens, notamment ceux à faible revenu.

Si nous réduisons le prix de la pollution, ce sont les sociétés pétrolières qui en profiteront le plus, et elles ne partageront pas ces économies. Comme nous l'avons constaté, les pétrolières font des profits records. C'est une industrie du secteur primaire. Elles ne vont pas partager ces profits avec nous. Les conservateurs défendent les grandes pétrolières, ce qui est vraiment désolant.

Travaux des subsides

Je pense que certains d'entre eux comprennent que nous sommes confrontés à une crise climatique, mais pourquoi n'ont-ils aucun plan à proposer? Ils ont tous fait campagne sur la tarification de la pollution. Il y a quelques années, ils n'avaient aucun problème à faire du porte-à-porte pour dire qu'ils allaient tarifer la pollution. Je n'étais pas particulièrement d'accord avec leur plan, mais c'était bien de voir que tous les partis du pays, y compris tous les députés ici présents, faisaient campagne sur la tarification de la pollution, sachant pertinemment que nous avons besoin d'un plan environnemental.

Ce soir, nous allons rendre hommage au regretté premier ministre Brian Mulroney. Dans tous les discours prononcés hier, on a parlé de lui comme d'un grand homme d'État. En tant que Canadiens, nous avons été chanceux de l'avoir à la barre pour travailler avec les États-Unis et d'autres pays afin de faire avancer les choses, que ce soit au sujet de l'apartheid ou de divers enjeux environnementaux. L'un de ces enjeux était la tarification de la pollution. Nous nous souvenons tous, j'en suis certain, du fléau des pluies acides, de ses répercussions, des préoccupations des Canadiens et de la façon dont ce problème a été réglé.

Une voix: Ce n'était pas avec une taxe sur le carbone.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, le député m'a crié que ce n'était pas avec une taxe sur le carbone.

La solution a été de tarifer la pollution, de tarifer ce dont nous ne voulions pas afin d'en avoir moins. C'est de la dissonance cognitive. Ils n'arrivent pas à se faire à l'idée que cela fonctionne. Ils ont beau chahuter et essayer de me faire taire, mais cela a fonctionné. L'ancien premier ministre Mulroney a collaboré avec ses homologues américains. Je les vois en train de rire; c'est incroyablement choquant.

Quoi qu'il en soit, cela a fonctionné. Le gouvernement conservateur de l'époque a travaillé avec les premiers ministres provinciaux sans égard à leur allégeance politique. Il a travaillé avec le premier ministre libéral de l'Ontario et avec le président des États-Unis. Il a travaillé avec les pays du monde entier pour mettre un prix sur la pollution afin d'éliminer le fléau des pluies acides. Nous avons vu que ce n'était pas un problème. Le Canada peut être un chef de file, et c'est ce que nous avons choisi d'être, au lieu de suivre l'exemple des conservateurs et de simplement nier cette terrible menace qui pèse sur nous.

En 2015, le Canada était en voie d'atteindre 815 mégatonnes d'émissions d'ici 2030. Les conservateurs n'avaient aucun plan de lutte contre les changements climatiques. On pouvait polluer sans frais. Il n'y avait aucune limite à la pollution que les sociétés pétrolières et gazières étaient autorisées à émettre.

• (1115)

Notre dernière mise à jour prévoit que nos émissions s'élèveront à 467 mégatonnes en 2030, soit 43 % de moins que ce qu'elles devraient être. J'aurais pensé que, dans cette enceinte, nous pourrions tous convenir que nous n'aimons pas la pollution. J'aurais pensé que ce serait un consensus auquel nous pourrions tous nous rallier. Hélas, ce n'est pas le cas. Grâce à notre travail, nos émissions ont diminué de 7 % depuis 2015 et ce, pour la première fois de l'histoire, et nous sommes en voie d'atteindre nos objectifs climatiques.

Parfois, je parle d'eux comme de mes deux électeurs préférés, Hannah et Ethan, mon fils et ma fille. Ils ont sept et cinq ans. Je suis déçu que nous n'ayons pas de discussions sur ce que sera leur

avenir en 2030 ou 2050. Nous avons devant nous un parti qui veut seulement que les compagnies pétrolières fassent des profits dans l'immédiat. J'espère que nous pourrions avoir ce débat durant le reste de la journée.

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des résidents de Kamloops—Thompson—Cariboo.

Tout d'abord, j'aimerais souhaiter un joyeux anniversaire à mon père.

Sur une note plus sombre, je tiens également à rendre hommage à la mémoire d'une électricienne, Mme Gemma Bittante, qui est décédée récemment. Elle était un pilier de ma vie, un pilier de la communauté italienne et elle nous manquera beaucoup. Elle a fait des heures et des heures de bénévolat et m'a préparé des hot-dogs alors que je n'étais qu'un petit élève de maternelle. Que la lumière perpétuelle brille sur elle. Je souhaite à sa famille le meilleur en cette période difficile.

J'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. Il a parlé du fait de décourager — c'est le terme que j'emploie et non celui qu'il a utilisé — certains comportements, et c'est ceux que nous taxons.

À mon avis, le problème avec la taxe sur le carbone, c'est qu'on ne peut pas dissuader les gens de manger, et la taxe sur le carbone a une incidence sur le prix des aliments. On ne peut pas non plus dissuader les gens qui habitent en zone rurale d'utiliser un véhicule automobile.

Comment pourrait-on arriver de cette manière au résultat souhaité par le parti libéral, quand, dans le monde réel, les gens ont besoin de faire les choses auquel il essaye de mettre un frein?

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, une fois de plus, on ne parle pas du remboursement alors qu'il couvre les problèmes évoqués par le député. Les agriculteurs ne sont pas soumis à la taxe. Le diesel agricole est exempté de la taxe sur la pollution.

On peut encourager les constructeurs automobiles, par exemple, par des mesures incitatives. L'industrie automobile est l'une des plus innovantes au monde en matière d'écologisation. Nous disposons de véhicules beaucoup plus économes en carburant, précisément grâce aux initiatives des pouvoirs publics et à la réglementation visant à rendre les voitures moins polluantes.

Je sais qu'ils aimeraient se débarrasser de ce genre de choses, mais je crois sincèrement que le député, qui vient d'une province frappée par les graves conséquences du changement climatique, veut voir des actions plutôt que d'entendre dire que nous ne nous en soucions pas, ce qui semble être la position du Parti conservateur actuellement.

• (1120)

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, l'ex-ministre de l'Environnement Mme Catherine McKenna, qui a travaillé à la mise en place de la taxe sur le carbone, a fait une sortie dans les médias, hier.

Elle a dit que le gouvernement libéral avait mal vendu sa propre mesure environnementale et économique et qu'il était dommage que les conservateurs aient complètement pris le contrôle du message. Elle se demandait comment cela avait pu se produire.

Travaux des subsides

Selon ce qu'elle a dit, la ministre des Finances ne serait apparemment pas très chaude à l'idée des mesures environnementales et serait plutôt du côté des pétrolières. Il s'agit d'éléments qui sont sortis dans les médias, récemment.

Mon collègue peut-il me dire ce que les libéraux attendent pour reprendre le contrôle du message et défendre la mesure qu'ils ont mise en place, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Soit dit en passant, cette mesure ne va pas faire le travail à elle seule. Le gouvernement devrait mettre en place d'autres mesures pour que nous puissions réussir à atteindre nos cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

[Traduction]

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, le Québec nous montre que la tarification de la pollution est efficace, elle qui l'a instaurée bien avant la tarification fédérale et bien avant notre élection. Certains députés conservateurs actuels étaient députés du parti conservateur de la Colombie-Britannique à l'époque où ce parti a instauré la tarification de la pollution dans cette province parce qu'il savait que c'était une mesure efficace.

Je pense que nous devons tous mettre la main à la pâte pour dissiper la désinformation véhiculée par le Parti conservateur du Canada sur cette question, pour nous soucier du climat, pour nous soucier de nos enfants et des générations futures, ou du moins pour que les conservateurs nous présentent quelque chose qui a l'air d'un plan.

Quelqu'un a dit que la tarification de la pollution était une panacée. Ce n'est pas le cas, mais de leur côté, les conservateurs n'ont rien à offrir. Nous pourrions peut-être exiger qu'ils offrent quelque chose pour expliquer aux Canadiens ce qu'ils vont faire.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, nous avons vécu la triste décennie des années Harper. Le Canada se classait au quatrième rang des pires pays au monde pour ce qui est des émissions liées aux changements climatiques. Le prix des maisons a doublé sous les conservateurs. Le taux de fréquentation des banques alimentaires a doublé sous les conservateurs. Des gens ont été forcés de travailler de plus en plus longtemps à mesure que l'âge de la retraite était repoussé. C'était un bien triste période.

Voici ma question pour les libéraux. Pourquoi ont-ils perpétué de nombreuses pratiques du gouvernement Harper? Les libéraux ont continué de faire des cadeaux énormes aux PDG du secteur pétrolier et gazier. Ils représentent effectivement une amélioration par rapport au bilan absolument déplorable des conservateurs qui nient l'existence de changements climatiques, mais ils pourraient en faire tellement plus.

La réalité, c'est que les libéraux devraient prendre des mesures que le NPD préconise en sa qualité de chef de file à la Chambre des communes, comme l'imposition d'une taxe sur les profits excessifs, l'élimination des subventions au secteur pétrolier et gazier et les investissements dans les énergies propres.

Pourquoi les libéraux ne prennent-ils pas les moyens qu'ils savent nécessaires pour que nous puissions vraiment lutter contre les changements climatiques?

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, c'est ce que nous faisons. Nous mettons fin aux subventions au secteur des combustibles fossiles. Nous mettons en œuvre des plans sérieux concernant

les technologies et d'autres questions. Nous ne contentons pas d'une simple tarification de la pollution, mais nous suivons un plan exhaustif. Nous y travaillons et nous sommes heureux de collaborer avec le NPD dans ce domaine. Nous agissons concrètement depuis 2015 et nous continuerons de le faire.

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, à l'instar de ma collègue d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, avec laquelle je partagerai mon temps de parole, je trouve que c'est une motion un peu étrange. C'est une motion basée sur un sondage. Ce n'est pas une motion basée sur les faits. C'est une motion qui induit les Québécois et les Canadiens en erreur. On dit que la hausse de la taxe sur le carbone prévue le 1^{er} avril aura lieu immédiatement, alors que c'est échelonné jusqu'en 2030 ou 2031.

Que l'on me comprenne bien: ce n'est pas notre travail de dire aux partis de l'opposition quoi faire avec leurs journées d'opposition. Or les conservateurs sont obsédés par la taxe sur le carbone, ne sont pas capables de dormir la nuit, n'ont pas de contenu sur autre chose, alors ils se concentrent là-dessus. C'est leur décision. Néanmoins, leur motion pourrait au moins contenir des faits. Ce serait déjà une bonne base.

Ce n'est pas une motion basée sur la science. Le Parti conservateur aurait pu parler du réchauffement climatique et proposer des solutions de rechange, mais il ne l'a pas fait. Ce n'est pas non plus une motion fondée sur le respect du Québec, car il n'est écrit nulle part dans la motion que la taxe fédérale sur le carbone ne s'applique pas au Québec. Je vais donc le redire pour que les conservateurs le comprennent bien: la taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec, ni directement ni indirectement, ni par règlement ni par la bande. Enfin, ce n'est même pas une motion de saine gestion de fonds publics, parce qu'on ne s'attaque pas, dans cette motion, aux 83 milliards de dollars de subventions aux pétrolières que le gouvernement a engagés.

Hier, dans le discours un peu gênant que le chef de l'opposition a prononcé en l'honneur de M. Mulroney, on a dit que M. Mulroney avait réduit la taille de l'État. Les conservateurs ont la chance de déposer une motion pour réduire la taille de l'État de 83 milliards de dollars, mais ils ne le font pas parce que ce sont des marxistes-léninistes pétroliers. La motion qui est soumise à notre étude a été essentiellement écrite et déposée par une personne incompétente qui, dans n'importe quel milieu de travail où les faits, la connaissance et la rigueur sont de mise, serait congédiée. Nous en tirons nos propres conclusions.

Maintenant, je veux prendre un moment de sérénité pour adresser mes remerciements à la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis. Je pense que c'est le moment approprié pour le faire. À l'époque du gouvernement Charest — on sait qu'elle est libérale —, cette députée faisait partie du conseil des ministres qui a voté l'ensemble des décrets concernant la mise en place du système québécois d'échange de permis d'émission. Grâce à la députée aujourd'hui conservatrice de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, que je remercie sincèrement du fond du cœur, la taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec.

Travaux des subsides

Elle ne s'applique pas directement. Elle ne s'applique pas par règlement, pas plus que par le Règlement sur les combustibles propres, que les conservateurs ont appelé leur deuxième taxe sur le carbone en essayant d'induire les Québécois en erreur. On a un règlement plus contraignant et les entreprises de chez nous savent qu'on va continuer d'être cohérent, qu'on va l'appliquer. Nos entreprises ont déjà commencé à se conformer, et cela fonctionne.

La dernière trouvaille des conservateurs pour induire les Québécois en erreur est de dire que cela s'applique par la bande au Québec. À les écouter parler, c'est bien juste si le verre d'eau qui est devant moi n'est pas fait de propane et que le citron n'a pas été fabriqué avec du diésel de l'Alberta. Ils disent que tout ce qu'on achète est fait en Alberta.

On a même atteint un record du monde récemment. Comme on le sait, il y a des travaux parlementaires à faire ici. On doit prendre cela au sérieux, le travail du Parlement. Hier, dans les réunions de comités, où on est censé travailler sur les dossiers importants pour les Québécois et les Canadiens, les conservateurs ont paralysé les travaux avec des motions sur la taxe sur le carbone pour nous dire que cela s'appliquait aux Québécois. Au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, ils ont présenté des motions sur la taxe sur le carbone concernant des immigrants, alors que cela ne s'applique pas au Québec et qu'ils ne sont même pas au Canada. Les conservateurs sont rendus là...

• (1125)

[Traduction]

Le vice-président: Le député de Calgary-Centre invoque le Règlement.

[Français]

M. Greg McLean: Monsieur le Président, je suis un député de Calgary et je siège au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. Nous n'avons pas reçu de motion de la part de mon parti au sujet de la taxe sur le carbone. Mon collègue peut-il corriger ses propos?

Le vice-président: Je pense qu'on pourrait réserver cette intervention pour la période des questions et des observations.

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, oui, cela a été déposé. Cela n'a peut-être pas été débattu, mais cela a été déposé.

Je vais dire quelque chose qui va plaire encore plus au député de Calgary, qui aime ce genre de truc. Les conservateurs ont déposé une motion sur la taxe sur le carbone au Comité permanent de la condition féminine. J'invite tout le monde à penser à cela, à prendre un temps de réflexion. Les conservateurs ont déposé une motion sur la taxe sur le carbone au Comité permanent de la condition féminine.

Toutefois, ce n'est rien: ils ont débattu hier de motions sur la taxe sur le carbone au Comité permanent de l'industrie et de la technologie, où le député de South Shore-St. Margarets a demandé aux PDG de compagnies de télécommunications quel serait l'effet de la taxe sur le carbone sur les factures de téléphonie cellulaire. Les PDG des plus grandes compagnies le regardaient comme s'il arrivait directement d'une autre galaxie. Ils leur ont dit que cela n'avait aucun effet sur les factures de téléphonie cellulaire des Québécois. Or, il a réitéré et continué, comme si un comité, c'était comme de la torture: plus on fesse, plus ça parle. Il s'est fait dire encore une fois que ça n'avait pas d'effet.

Cependant, le record du monde a été atteint au Comité permanent des langues officielles. Le député de Portneuf-Jacques-Cartier a débattu deux motions au Comité permanent des langues officielles. Le député de Portneuf-Jacques-Cartier, c'est le seul individu sur les 42 millions d'individus au Canada qui parle du français au diésel. C'est le seul au Canada, parce qu'il veut quêter un siège de ministre, qui est prêt à tout, notamment à ramper, et qui croit au bilinguisme au propane. C'est le seul au Canada. Ça ne s'invente pas. Il y en a des listes comme ça.

C'est un parti qui n'a aucun respect pour les institutions parlementaires, pour l'intelligence des Canadiens et des Québécois et aucun respect pour les faits. C'est un parti qui ne respecte rien. Pendant ce temps-là, on ne s'attaque pas aux subventions aux compagnies pétrolières. On dit qu'on veut réduire la taille de l'État, tant et aussi longtemps que ça ne s'attaque pas au pétrole.

Il y a deux sortes de conservateurs qui font que nous avons ce genre de débats. Il y a la première gang, soit les créationnistes pour qui l'origine de la biologie humaine, c'est Adam et Ève avec la petite feuille de vigne, la pomme, le serpent et tout ça. Ils pensent que la Terre est plate et que le changement climatique n'existe pas. On les fait taire, mais ils existent et sont nombreux. Ces gens pensent des faussetés, mais je pense qu'ils sont quand même de bonne foi.

Il y a aussi les autres membres de ce parti, notamment la gang de conservateurs du Québec, les pro-Charest, les anciens libéraux et les anciens de l'Action démocratique du Québec. Ces gens ont appuyé le système québécois et, aujourd'hui, ils veulent devenir ministres. Que nous disent-ils? Ils nous disent d'abord que ce n'est pas un plan environnemental, mais un plan fiscal, alors que n'importe quelle personne qui a fait une deuxième année B en fiscalité s'est fait enseigner que dans un système fiscal moderne, la fiscalité a des impacts sur l'environnement. Ces députés mentent aux Québécois.

Ils nous disent que cela ne fonctionne pas parce que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté. Ils ne sont pas capables de comprendre que, sans tarification appropriée, les émissions auraient augmenté plus vite. Ces gens-là ont un permis de conduire et sont incapables de savoir la différence entre ralentir et reculer. Jamais je ne leur prêteraient mon auto. Ce sont des gens qui disent que, puisque la Chine n'a rien fait, on ne fera rien. Ce sont des conservateurs qui décident de s'inspirer de la Chine communiste pour faire des politiques. On attend après les communistes. Quelle sera la prochaine étape? Vont-ils féliciter Poutine pour sa réélection? On est quasiment rendu là. Ce sont des conservateurs incohérents. La raison pour laquelle ils font ça est très simple: ils exploitent le désarroi des gens.

C'est pour ça que la motion d'aujourd'hui porte sur un sondage et non sur des faits. Cela nous dit de quelle façon ils réfléchissent et de quelle façon ils font de la politique. Cela nous dit ce qu'ils pensent de l'intelligence des gens et de quelle façon ils vont gouverner quand le temps va venir. Ce sera par sondage.

Pendant ce temps, au Québec, on a fait le virage. On l'a fait de façon intelligente parce qu'on s'est rendu compte que le monde faisait la transition et que l'Ouest canadien ne pouvait pas se séparer du reste du monde; pas plus que le Québec ne pouvait le faire. Nous pouvons toutefois nous séparer du Canada, cela dit, et nous devrions le faire.

Travaux des subsides

Qu'a-t-on fait? On a misé sur l'environnement et la transition. Aujourd'hui, ça fonctionne et les entreprises de partout dans le monde viennent au Québec pour s'installer avec de l'énergie propre parce que leurs clients, d'ici quelques années, vont demander des biens décarbonés. De plus, on en est à se demander si on va avoir assez de mégawatts d'énergie propre pour les accueillir, créer de l'emploi et faire de la croissance économique. On a créé cinq grappes industrielles au Canada avec les supergrappes et l'argent du pétrole. D'ici 10 ans, on serait capable d'en créer 47 nouvelles.

• (1130)

Pendant ce temps, les conservateurs veulent vivre dans l'âge de la pierre. Ils veulent vivre dans le passé.

Si on me demande si j'appuie cette motion, je laisse mes collègues déduire la réponse. Je pense que les gens intelligents sont capables de deviner que le Bloc québécois va voter contre cette motion.

M. René Arseneault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie les commentaires très à point de mon collègue du Bloc québécois. J'aimerais faire une correction: hier, quatre motions, et non deux, ont été débattues au Comité permanent des langues officielles concernant les langues officielles au diésel.

J'aimerais savoir ce que pense mon collègue de l'ancienne plateforme électorale des dernières élections de la formation conservatrice. Selon lui, comment les conservateurs peuvent-ils réconcilier cette plateforme électorale par rapport à la lutte contre les changements climatiques et à leur discours d'aujourd'hui qui est complètement incongru?

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, en raison de ma présence à la Chambre pour ce débat, je ne serai pas en mesure d'être aux funérailles de M. Mulroney. Je profite de l'occasion pour adresser mes sincères condoléances à la famille et exprimer tout mon respect pour M. Mulroney qui était un progressiste conservateur et qui croyait au marché. Il savait que les incitatifs étaient en mesure de changer des comportements. C'est pour cela que pour les pluies acides, M. Mulroney était très fier du Protocole de Montréal. On a mis en place un mécanisme d'échange des permis d'émission.

Tantôt, un député conservateur a crié que ce n'était pas une taxe sur le carbone. C'est un mécanisme de prix. Ces deux mécanismes ont des avantages et des inconvénients, mais ils reposent sur le marché.

Les conservateurs ne croient plus au marché. Ils croient en l'utilisation de fonds publics pour verser cet argent à des entreprises qui sont leurs amies. Si c'est cela le Parti conservateur, je pense que beaucoup de gens qui ont voté pour eux dans le passé vont se questionner.

• (1135)

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, j'ai entendu le discours de mon collègue du Québec. Il était très intéressant et très passionnant. Or, est-ce qu'il vit dans le monde réel? Je n'en suis pas certain.

Il a dit que les conservateurs ont profité des ennuis des gens. C'est intéressant. La cause des ennuis des gens serait-elle la taxe sur le carbone elle-même? Le coût de la vie augmente. L'inflation augmente aussi. Est-ce que la relation entre les deux serait la cause des ennuis des gens au Canada? Va-t-il continuer d'éviter des ennuis aux gens du Canada?

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, mon collègue n'a pas posé la question quand le prix de l'essence a baissé à l'Action de grâce l'année passée. Il était trop occupé par le prix de la dinde.

Puisqu'il l'a demandée tout à l'heure, je vais donner à mon collègue la liste des comités où les conservateurs ont déposé hier des motions et où ils ont paralysé les réunions avec la taxe sur le carbone: le Comité permanent de la défense nationale, le Comité permanent des pêches et des océans, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, le Comité permanent de la science et de la recherche, le Comité permanent des anciens combattants, le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, le Comité permanent de la condition féminine, le Comité permanent de l'industrie et de la technologie, le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, le Comité permanent des ressources naturelles, le Comité permanent des finances, le Comité permanent de la santé, le Comité permanent de la sécurité publique et nationale, le Comité permanent des langues officielles et le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. Voilà tout ce qu'ils ont paralysé hier.

C'est la démonstration et la quantification du peu de respect qu'ils ont pour les institutions qu'on a.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. J'ai beaucoup aimé le français au propane ou au diésel. C'est une belle image de l'obsession un peu malade des conservateurs de s'attaquer au prix sur la pollution. C'est une obsession qui est aveugle face à la crise climatique qui, elle, est réelle et a des conséquences sur les feux de forêt, les sécheresses et les inondations.

Qu'est-ce que mon collègue du Bloc québécois pense de l'absence de plan climatique et environnemental des conservateurs?

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, il manque un élément dans la plateforme conservatrice: le principe selon lequel chacun doit fournir sa part d'efforts.

La logique qui est derrière l'absence de plan du Parti conservateur du Canada, c'est de dire que comme la Chine est rétrograde, on va être rétrograde. Comme les autres ne sont pas bons, on ne va pas être bon. La logique des conservateurs, surtout de leur nouveau chef, c'est de prendre le pire et de se comparer au pire, car c'est leur seule façon d'avoir l'air bon. Je pense que ce n'est pas le type d'excellence auquel les partis politiques nous ont habitués.

Évidemment, nous avons tous nos différends. Je pense qu'à une certaine époque, dont celle de M. Mulroney, le Parti progressiste-conservateur avait beaucoup plus de hauteur et beaucoup plus de cohérence.

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue qui a pris la parole juste avant moi. Je rêve d'avoir sa prestance et de pouvoir faire le même type de discours que lui.

Cela dit, je tenterai davantage d'exposer les faits qui ont été rapportés récemment par Radio-Canada, notamment, au sujet de toute cette histoire de la taxe sur le carbone. Je trouve cela hyper pertinent pour le débat d'aujourd'hui.

Comme mon collègue l'a mentionné, le Parti conservateur présente aujourd'hui une motion assez concise en se basant sur les chiffres provenant d'un sondage mené auprès de Canadiens. La motion est rédigée ainsi:

Travaux des subsides

Que, étant donné que 70 % des provinces et 70 % des Canadiens sont contre la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone du premier ministre prévue le 1^{er} avril, la Chambre demande à la coalition entre les libéraux et les néo-démocrates d'annuler immédiatement cette hausse.

Le Parti conservateur prétend que 70 % des Canadiens sont contre cette hausse de la taxe sur le carbone. Je suis donc allée lire le sondage pour voir si tout cela était bien vrai. Je me suis rendu compte que le sondage portait sur la mesure gouvernementale qui visait à exempter le mazout de la loi sur la tarification du carbone et non sur l'existence même de la loi.

Le Parti conservateur a donc choisi de faire parler les chiffres en sa faveur, peut-être parce que cela faisait un beau slogan de dire « Abolir la taxe ». Toutefois, ce n'est pas réellement vrai de dire que 70 % des Canadiens sont contre la hausse de 23 % qui va entrer en vigueur le 1^{er} avril, car cette hausse sera graduelle. Il est vrai que la taxe sur le carbone atteindra un certain montant à un certain moment, mais ces montants seront répartis sur plusieurs années, jusqu'en 2030. Ce qu'on prétend ici est un peu tiré par les cheveux. Comme mon collègue juste avant moi le mentionnait, c'est entre autres pour ces raisons que le Bloc québécois est contre la motion conservatrice.

Je suis allée chercher d'autres chiffres. C'est amusant parce que je retrouve les mêmes chiffres, soit 70 % et 23 %, mais pour des raisons complètement différentes. Je me suis rendu compte que 70 % du PIB mondial dispose d'un prix du carbone. C'est plus de 48 pays partout sur la planète qui ont une taxe sur le carbone ou un marché des quotas carbone. C'est vraiment rendu la norme dans la majorité des pays industrialisés de mettre un prix sur la pollution, et c'est ce que le Canada a fait il y a quelques années.

Pour ce qui est des 23 %, c'est assez simple. On dit dans la même étude que 23 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète sont couvertes par un prix sur la pollution. Je trouvais bien amusant de retrouver ces mêmes chiffres, mais à des sautes différentes. Évidemment, ces chiffres ne sortent pas d'un chapeau; c'est le ministère de la Transition énergétique de la France qui les a publiés. Il est parfois intéressant de voir ce que les autres pays font, au lieu de se plaindre de ce qu'on a chez soi.

Dans la motion conservatrice, on « demande à la coalition entre les libéraux et les néo-démocrates d'annuler immédiatement cette hausse. » C'est intéressant, parce que c'est la première fois qu'on parle ainsi de la coalition en français. Normalement, les conservateurs tiennent un double langage lorsqu'ils parlent de la coalition. En anglais, ils disent que c'est une coalition entre les libéraux et les néo-démocrates, alors qu'en français, lorsqu'ils s'adressent aux gens du Québec, ils disent que c'est une coalition entre le Bloc québécois et le Parti libéral. Malheureusement pour eux, la motion n'a pas pu traduire cette nuance. On parle seulement d'une « coalition entre les libéraux et les néo-démocrates ».

Revenons à cette fameuse hausse de la taxe sur le carbone. En effet, elle atteindra 170 \$ en 2030. Pour l'instant, elle est fixée à 65 \$ la tonne. Contrairement à ce que le Parti conservateur fait croire, ce n'est pas le Bloc québécois qui dit qu'il faut augmenter le prix de la pollution par le carbone pour que le Canada atteigne ses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Non, c'est le directeur parlementaire du budget qui le dit. Le Bureau du directeur parlementaire du budget est une institution assez respectée. Je pense que le Parti conservateur devrait croire ces chiffres qu'avance le directeur parlementaire du budget. Il n'y a pas si longtemps, ce dernier disait que pour atteindre les cibles de l'Accord de Paris en

2030, il faudrait augmenter le prix du carbone jusqu'à 239 \$ la tonne. La taxe sur le carbone est un outil dont s'est doté le Canada pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, et cet outil devrait justement favoriser les personnes qui sont un peu plus conservatrices économiquement. On s'explique donc mal pourquoi les conservateurs en ont tant contre ce prix sur la pollution.

Fannie Olivier de Radio-Canada publiait il y a quelques jours une analyse qui s'intitulait: « À quoi ressemblerait un Canada sans prix sur le carbone? ».

• (1140)

Le Parti conservateur fait planer la menace d'abolir cette taxe dès le jour où il formerait le gouvernement.

Retournons en 2016 quand le premier ministre a profité d'un débat sur la ratification de l'Accord de Paris pour annoncer qu'il imposerait un prix sur le carbone. Il a dit aux provinces qu'elles devaient se conformer. Il leur donnait deux ans pour ce faire. Ensuite, il commencerait à imposer une taxe de 10 \$ par tonne qui augmenterait progressivement. Évidemment, quelques ministres provinciaux de l'Environnement ont mal digéré cela. Au Québec, cela ne nous a pas fait un pli, parce que nous avons déjà un système qui existait: le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission. C'est le marché du carbone que nous avons avec la Californie et qui fonctionne bien depuis 2013. La tarification du carbone n'a donc pas d'incidence. Mon collègue avant moi l'a bien expliqué. La taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec malgré ce que plusieurs pensent, parce qu'on a malheureusement fait circuler de la fausse information à ce sujet. La taxe a même été contestée en Cour suprême par quelques provinces, sans succès. Il y a vraiment un bras de fer avec les provinces.

Il faut dire que le gouvernement libéral, comme j'en parlais tout à l'heure, a mal vendu sa mesure environnementale. Récemment, il a lui-même créé une brèche dans sa propre loi en exemptant pendant trois ans le mazout pour le chauffage, afin de calmer la grogne dans les provinces atlantiques. Cela n'a pas accru sa popularité, malheureusement.

Que ferait-on si demain matin il n'y avait plus de taxe sur le carbone au Canada? Ce que note le professeur de la faculté de droit de l'Université McGill Sébastien Jodoin, c'est que les conséquences seraient notables, à commencer par celles sur le portefeuille de plusieurs citoyens. C'est intéressant. En effet, les conservateurs nous disent souvent que les gens n'ont plus d'argent dans leurs poches, qu'ils sont pauvres, que la taxe sur le carbone appauvrit le pauvre monde. Or, on apprend que 80 % des Canadiens qui versent la taxe reçoivent du gouvernement fédéral un remboursement plus grand que ce qu'ils paient. Advenant l'abolition de la tarification du carbone, ils auraient donc moins d'argent dans leurs poches à ce moment-là. C'est intéressant.

Pierre-Olivier Pineau, titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie à HEC Montréal dit que « le grand paradoxe, c'est que la majorité des Canadiens dans les provinces qui paient la taxe fédérale gagnent de l'argent avec cela. [L'abolir] appauvrirait les Canadiens. » C'est intéressant. C'est un discours qu'on n'entend malheureusement pas souvent du côté du Parti conservateur. Évidemment, l'enlever aurait aussi un impact sur les gaz à effet de serre. On essaie de réduire nos émissions de gaz à effet de serre avec cette mesure. Son élimination aurait des conséquences à court, moyen et long terme.

Travaux des subsides

La taxe sur le carbone utilisée actuellement par le gouvernement du Canada vise à réduire le tiers des émissions au pays d'ici 2030. Il faut dire que comme cela va, nous ne sommes pas près d'atteindre nos cibles de réduction des gaz à effet de serre pour 2030. J'irais même jusqu'à dire qu'il faudrait d'autres mesures, à commencer par l'argent qu'on donne aux pétrolières et aux gazières. Ces entreprises font des milliards de dollars de profits par année et on continue de prendre l'argent des contribuables et de le donner à ces gens. Je pense qu'on pourrait prendre cet argent pour aider les gens à faire face au coût de la vie. On pourrait investir dans les énergies vertes, notamment l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité au Québec. On a besoin d'investir dans ces secteurs économiques qui sont bons pour la planète. Il faudra trouver d'autres moyens. Si le Parti conservateur abolit la tarification du carbone, il faudra trouver d'autres moyens de combattre les changements climatiques, qui sont bien réels.

Je reviens sur les 23 % des émissions de la planète qui sont d'ordinaire couvertes par une taxe sur le carbone ou un système d'échange de quotas d'émissions. Ce sont aussi des données de la Banque mondiale. Dans son article, Fannie Olivier dit que le nombre de pays qui se sont dotés d'une taxe telle que celle-là a beaucoup augmenté dans les dernières années. On parle de près d'une cinquantaine de pays ou d'États qui ont fait le saut. On peut penser au Vietnam ou même à la Turquie. Ce serait vraiment aller à l'encontre de ce qui se fait sur la scène internationale si on abolissait la taxe sur le carbone.

J'aurais encore bien des choses à dire, mais je vois que mon temps de parole est écoulé. Je vais donc m'arrêter ici.

• (1145)

[Traduction]

M. Kyle Seeback: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Conformément à l'article 43(2)a) du Règlement, j'aimerais informer la Chambre que les périodes d'intervention restantes du Parti conservateur seront partagées en deux.

[Français]

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, j'ai une question importante pour ma collègue du Bloc québécois.

Selon ce qu'elle a indiqué, la taxe sur le carbone devrait être de 239 \$ par tonne plutôt que de 170 \$ par tonne. A-t-elle tenu compte de la taxe sur le carbone implicite créée par les subventions aux usines de batteries? Le gouvernement libéral a versé à peu près 45 milliards de dollars à des compagnies étrangères jusqu'à maintenant dans le cadre de ces subventions.

Est-elle d'accord sur le chiffre donné par le gouvernement du Québec, qui a déterminé que la taxe sur le carbone implicite s'élevait à 800 \$ par tonne, un montant qui provient des poches des contribuables canadiens?

• (1150)

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, il ne faudrait quand même pas mal me citer. Ce que je disais, relativement aux 239 \$ la tonne, c'est ce que propose le directeur parlementaire du budget. Ce n'est pas le Bloc québécois qui le propose, c'est le directeur parlementaire du budget.

Ce qu'il dit, c'est qu'avec la taxe actuelle, environ 8 ménages canadiens sur 10 reçoivent plus d'argent qu'ils en dépensent avec la tarification. Cela me semble assez clair.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée et l'intervenant qui l'a précédée; bon nombre de leurs observations étaient pertinentes.

Ma question porte sur la propagation de la désinformation. Si l'on jette un coup d'œil sur les médias sociaux, on y trouve beaucoup d'informations qui ne sont tout simplement pas vraies.

La députée peut-elle nous dire ce qu'elle pense des répercussions qui se font sentir sur une politique publique judicieuse lorsque l'opposition officielle répand de la désinformation au détriment de la politique elle-même?

[Français]

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, la désinformation est de plus en plus un fléau. Maintenant, on le vit relativement à cette mesure gouvernementale.

Si j'avais un conseil à donner au Parti libéral, le parti qui a le pouvoir en ce moment, ce serait de reprendre le contrôle du message sur ses propres mesures gouvernementales, environnementales et économiques. Comment se fait-il que le Parti conservateur fasse de l'abolition de la taxe sur le carbone son slogan pour sa prochaine campagne sous prétexte que c'est ce qui appauvrirait les Canadiens? On est d'accord sur le fait que la taxe sur le carbone ne contribue pas tant que cela à l'inflation. Ce serait 0,1 % de contribution à l'inflation.

L'ancienne ministre de l'Environnement et du Changement climatique Catherine McKenna dit que c'est censé être une bonne mesure environnementale et économique. Pourquoi les libéraux ne le disent-ils pas? Pour ma part, je les invite à en parler.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, je suis très heureux de travailler avec ma collègue au Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

Maintenant, il y a une chose que je comprends mal. Au Québec, il y a une bonne compréhension des répercussions des changements climatiques. Il n'y a aucun doute sur le fait que ceux-ci ont des répercussions, que l'existence de ces changements climatiques coûte très cher aux Québécois et aux Québécoises et qu'il faut agir.

Or, il y a des députés conservateurs au Québec qui nient l'existence des changements climatiques. On a un Parti conservateur qui refuse systématiquement de mettre en place la moindre politique pour contrer les changements climatiques. C'est ça que je comprends mal.

Je veux savoir si ma collègue peut m'expliquer pourquoi les députés conservateurs du Québec peuvent nier les changements climatiques.

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, personne ne s'explique cela vraiment. Aucune personne saine d'esprit au Québec ne pense que les changements climatiques n'existent pas. Nous les vivons concrètement. Je le vis dans ma circonscription avec l'érosion côtière. C'est un fléau et il faut en faire plus pour combattre ça.

L'une des premières choses qu'on peut faire, c'est de mettre un prix sur la pollution, mais c'est aussi de cesser de subventionner les entreprises pétrolières, qui polluent énormément.

Travaux des subsides

Dans le projet de loi C-59, sur lequel nous avons voté hier, il y a encore des milliards de dollars en crédits d'impôt pour ces entreprises pétrolières, qui font des milliards de dollars de profits. Si on prenait tout cet argent et qu'on aidait les Canadiens à faire face à la hausse du coût de la vie, il me semble qu'on serait plus avancé. Il me semble qu'on serait plus avancé si on investissait dans les économies et les énergies vertes.

Je m'arrête là. J'espère que le NPD va soutenir ces mesures.

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Rosemont—La Petite-Patrie.

Les conservateurs semblent ignorer que la crise climatique est en cours et qu'elle coûte des milliards de dollars aux Canadiens. Cette crise entraîne des pertes de récoltes pour les agriculteurs, elle pénalise les collectivités autochtones, qui doivent évacuer leurs maisons à chaque saison de feux de forêt, elle fait perdre aux Britanno-Colombiens leurs maisons et leurs moyens de subsistance lors d'inondations extrêmes, sans compter les pertes de vies, notamment celle de proches, lors de dômes de chaleur records.

L'urgence climatique est bien réelle. Les conservateurs refusent de présenter un plan pour s'y attaquer; ils préfèrent aider les PDG des grandes sociétés pétrolières et gazières au lieu d'aider réellement les Canadiens en difficulté. L'Alberta a déclaré le début de la saison des feux de forêt en février. L'été dernier, les enfants ne pouvaient pas jouer dehors à cause de la fumée dans l'air. Les gens ne pouvaient pas sortir sans s'étouffer à cause de la poussière et de la fumée.

À la fin de 2023, 18,5 millions d'hectares de forêts avaient brûlé, forçant des milliers de personnes à quitter leur domicile. De nombreuses personnes ont tout perdu. Pour mettre la situation en contexte, la pire saison d'incendies de forêt jusqu'alors avait brûlé 7,6 millions d'hectares, c'était en 1989. Aujourd'hui, ce sont 18,5 millions d'hectares qui ont brûlé, soit plus du double de la superficie totale du Portugal. Ces incendies s'aggravent en raison de la sécheresse massive qui touche des régions entières du pays. Le sol est tellement sec que, lorsque les incendies se déclarent, ils continuent à brûler et rien ne les arrête.

Les conséquences ne touchent pas seulement nos forêts. Les agriculteurs de tout le Canada sont confrontés à cette sécheresse terrible. Au Canada à l'heure actuelle, notamment en Alberta, l'état d'urgence a été décrété en raison de la sécheresse. Des négociations sont en cours au sujet de la gestion de l'eau, et on discute pour savoir qui aura le droit d'utiliser l'eau. Les agriculteurs ne peuvent pas compter sur les pluies naturelles et les risques de mauvaises récoltes sont énormes.

Dans ma province, la Colombie-Britannique, le gouvernement provincial se prépare déjà à un été catastrophiquement sec. Hier, un fonds de 80 millions de dollars a été annoncé pour aider les agriculteurs à investir dans des infrastructures hydrauliques.

Les conservateurs imputent le coût élevé des produits alimentaires à la taxe sur le carbone, mais qu'en est-il des mauvaises récoltes? Qu'en est-il des conditions dévastatrices auxquelles les agriculteurs sont confrontés en raison de la crise climatique? Que font les conservateurs pour résoudre la crise de l'eau qui afflige nos agriculteurs? Je note que c'est un gouvernement provincial néo-démocrate,

et non un gouvernement conservateur, qui a annoncé la création d'un fonds pour les infrastructures hydrauliques.

Les conservateurs n'ont aucun plan pour s'attaquer à la crise climatique. Ils n'ont aucun plan pour mettre fin aux incendies de forêt. Ils vont laisser nos enfants continuer à s'étouffer dans la fumée en été, pendant que des communautés entières seront forcées de fuir leurs maisons. Les conservateurs pensent qu'il est normal de laisser les plus gros pollueurs s'en tirer à bon compte en brûlant littéralement notre planète.

Je voudrais parler de la taxe sur le carbone. De toute évidence, les conservateurs veulent s'en débarrasser. Ils veulent que les plus gros pollueurs, les grandes sociétés pétrolières et gazières, puissent polluer gratuitement. Pendant ce temps, ils supprimeraient les remboursements qui remettent de l'argent dans les poches des Canadiens. En éliminant ces remboursements dont bénéficient la plupart des Canadiens, ce sont les Canadiens à faible revenu qui seront les plus touchés.

Cela dit, le système de tarification des libéraux a permis aux plus gros pollueurs, aux plus grandes entreprises, de payer moins que les autres. Le problème de la configuration actuelle de la taxe sur le carbone — et le directeur parlementaire du budget a publié plusieurs rapports qui le confirment — est que 80 % des Canadiens récupèrent plus d'argent qu'ils n'en paient. C'est un fait que les conservateurs continuent d'ignorer sciemment.

Même si les conservateurs ne se soucient que de leur portefeuille, s'ils nient la réalité du changement climatique, s'ils font fi du fait que la crise climatique est un enjeu qui a une incidence sur le portefeuille, ils devraient vouloir accorder aux Canadiens un allègement de leur facture de chauffage. Ils devraient vouloir faire payer aux grandes sociétés pétrolières et gazières ce qu'elles doivent. Cependant, lorsque le NPD a présenté une motion à cet effet en demandant la suppression de la TPS sur le chauffage domestique — y compris pour le chauffage électrique —, les conservateurs et les libéraux ont voté contre.

• (1155)

La motion réclamait également un impôt sur les bénéfices excédentaires des grandes sociétés pétrolières et gazières, une mesure que la vaste majorité des Canadiens appuient, comme le montrent les récents sondages. Pour rendre la vie encore plus abordable, le NPD proposait de rendre les thermopompes gratuites pour les Canadiens à revenu faible ou moyen. Lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la crise climatique et à la crise du coût de la vie, le NPD est le seul parti qui propose des solutions.

Les Canadiens veulent de vraies solutions. Ils ont du mal à joindre les deux bouts et ont besoin d'aide. La suppression de centaines de dollars de remboursement pour une minuscule réduction de la tarification du carbone, qui les laisse dans une situation pire qu'avant, n'est pas la solution. Ils ont besoin de mesures qui les aideront à payer leur épicerie, leur loyer, les services de garde d'enfant et leurs médicaments.

Travaux des subsides

Les conservateurs ne rendront jamais les habitations plus abordables sur le marché. Ils ne se battront jamais pour un régime national d'assurance-médicaments, pour fournir des médicaments aux personnes qui en ont besoin. Ils se battront contre l'assurance-médicaments. Ils ne s'attaqueront jamais aux PDG des chaînes de magasins d'alimentation, aux dirigeants des grandes sociétés pharmaceutiques, aux promoteurs immobiliers ou aux PDG des grandes sociétés pétrolières et gazières, parce que ce sont eux qui composent leur corps dirigeant. En effet, la moitié de l'organisation nationale des conservateurs est composée de lobbyistes issus de ces secteurs, des lobbyistes qui affluent aux événements organisés par le chef de l'opposition et qui paient pour y avoir accès. Cependant, ce sont les mêmes dirigeants d'entreprises et les mêmes PDG qui s'acquitent avec le gouvernement libéral.

Les Canadiens veulent un gouvernement qui veille sur eux, mais les libéraux et les conservateurs veillent aux intérêts des PDG et des lobbyistes. Les Canadiens veulent également un gouvernement qui s'attaquera aux incendies de forêt, aux inondations, aux sécheresses, aux dômes de chaleur mortels et aux urgences liées au climat auxquelles ils font face. Les Canadiens ont peur de l'avenir. Bien que les libéraux disent croire aux changements climatiques, ils invitent les PDG des compagnies pétrolières et gazières à participer à l'élaboration de leur plan pour le climat. Ils édulcorent des politiques essentielles telles que le plafonnement des émissions provenant des hydrocarbures et refusent de retirer les bénéfices excédentaires aux grandes sociétés pétrolières.

Les Canadiens sont frustrés par la taxe sur le carbone, parce que le gouvernement libéral ne prend pas les mesures nécessaires pour lutter contre la crise climatique. En effet, le gouvernement libéral a déclaré l'urgence climatique en 2019, puis il a acheté un oléoduc dès le lendemain.

Plus récemment, bien que les libéraux nous promettent depuis des années d'éliminer les subventions nationales pour les combustibles fossiles, qui font que des milliards de dollars sont distribués aux grandes sociétés pétrolières et gazières, ils nous ont présenté, après de nombreux retards, un plan truffé d'échappatoires, qui permet aux PDG des grandes sociétés pétrolières et gazières de continuer à se remplir les poches, à faire des profits records et à accepter les subventions gouvernementales.

Lorsqu'il a été question de plafonner les émissions issues du pétrole et du gaz, il y a quelques mois à peine, les libéraux ont tellement édulcoré le plafonnement qu'il n'est même pas à la hauteur de leur propre plan climatique, pourtant faible, ni des objectifs issus de l'Accord de Paris. On a l'impression que le plan de réduction des émissions des libéraux repose entièrement sur la tarification du carbone. Or, ce n'est pas une solution miracle.

Ensuite, les libéraux ont tellement mal communiqué avec les Canadiens que ceux-ci sont évidemment frustrés. Ils paient plus cher pour l'essence, le chauffage, l'épicerie et les médicaments. Tout ce qu'ils entendent, c'est la désinformation dont les conservateurs les abreuvent, mais la réalité est que les libéraux ne font pas grand-chose pour aider les Canadiens ordinaires à s'affranchir des combustibles fossiles.

Notre équipe néo-démocrate sait que la crise climatique est un enjeu qui touche le portefeuille. Nous avons proposé de nombreux moyens de rendre la vie plus abordable et de lutter contre la crise climatique. Nous devons supprimer la TPS sur le chauffage domestique, donner aux Canadiens des thermopompes et investir dans le transport en commun. Nous devons corriger le programme pour des

maisons plus vertes et veiller à ce que les grandes sociétés pétrolières et gazières paient ce qu'elles doivent.

Les libéraux comme les conservateurs manquent de courage pour s'attaquer aux grandes sociétés pétrolières et gazières, mais pas nous. Les Canadiens veulent un gouvernement qui s'occupe d'eux.

• (1200)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée a parlé du programme pour des maisons plus vertes, un programme du gouvernement libéral. Lorsqu'elle parle des thermopompes, c'est là encore un programme du gouvernement libéral. Il y a beaucoup de choses, comme l'électrification des véhicules. Le gouvernement offre de nombreuses mesures incitatives. Toutefois, ma question porte sur autre chose.

Les conservateurs diront que les habitants de Winnipeg-Nord ne bénéficieront pas du remboursement de la taxe sur le carbone, alors que 80 % des gens recevront plus d'argent qu'ils n'en paient. Ils disent qu'ils vont abolir la taxe en Colombie-Britannique, mais il n'y a pas de taxe sur le carbone dans cette province. Je me demande si la députée pourrait parler du problème de la désinformation.

Mme Laurel Collins: Monsieur le Président, je commencerai par parler rapidement des thermopompes, car le député a aussi commencé par ce sujet. Le Programme de prêts pour des maisons plus vertes était truffé de problèmes. De nombreux Canadiens à revenu moyen ne parvenaient pas à comprendre le système et n'avaient pas les moyens de payer sur-le-champ. Les Canadiens à faible revenu étaient tout simplement exclus. C'est pourquoi les néo-démocrates ont forcé le gouvernement, par le biais de l'entente de soutien et de confiance, à inclure un engagement à offrir aux Canadiens à faible revenu des mesures d'efficacité énergétique. Nous continuerons de faire pression sur le gouvernement. Il est regrettable qu'il ait annulé ce programme et qu'il n'ait pas proposé pour le remplacer un plan qui aiderait effectivement les Canadiens à faible et moyen revenu à chauffer leur maison de manière efficace.

En ce qui concerne la désinformation, il est terriblement décourageant et attristant de voir les conservateurs parcourir le Canada, non seulement en inventant des faits sur le fonctionnement de la tarification du carbone, à moins que ce ne soit un roman qu'ils racontent généreusement aux Canadiens, mais aussi en prétendant qu'il y a une taxe fédérale sur le carbone dans la province où j'habite, la Colombie-Britannique. Les députés du Bloc viennent de dire que c'est la même chose dans leur province. Je suis sûre que le chef de l'opposition est au Québec et qu'il dit qu'il va supprimer la taxe. Il ne rend pas service à notre démocratie et aux Canadiens. Les Canadiens méritent mieux.

• (1205)

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Monsieur le Président, je me demande si ma collègue se rend compte que la consommation de charbon dans le monde a atteint un niveau record l'an dernier. En 2024-2025, nous atteindrons un autre record.

Je vais citer le premier ministre Furey, le premier ministre libéral de Terre-Neuve-et-Labrador, qui a dit: « Le problème de cette taxe est que les options de rechange sont limitées à l'heure actuelle à Terre-Neuve-et-Labrador [...] Si aucun changement ne peut être apporté, à quoi sert la taxe? » Elle ne sert à rien.

Travaux des subsides

Ce qui ferait avancer les choses, ce serait de réduire les formalités administratives et de raccourcir le processus d'approbation pour la construction de mines afin d'en extraire des métaux comme le lithium, le nickel, le cuivre et le reste ainsi que des métaux de terres rares nécessaires à la transition verte. Le délai d'approbation pour la construction d'une nouvelle mine destinée à l'extraction de ces métaux précieux nécessaires à la transition est de 18 ans. Aux États-Unis, ce délai a été réduit de 40 % et en Australie, de 25 %.

J'aimerais savoir quel est le plan de la coûteuse coalition néo-démocrate-libérale pour réduire les délais d'approbation pour l'extraction des métaux verts.

Mme Laurel Collins: Monsieur le Président, il s'agit là d'un exemple parfait de plan climatique conservateur.

J'ai entendu hier les conservateurs et les libéraux se disputer pour savoir qui construirait le plus de pipelines et qui pourrait les faire approuver dans les plus brefs délais. Ce n'est pas un avenir pour le Canada. Une fois de plus, nous voyons les conservateurs nier la réalité de la crise climatique, refuser de s'y attaquer et de saisir le moment, alors que les Canadiens s'inquiètent non seulement de leur avenir, mais aussi de la situation actuelle.

Le député a parlé du charbon. Les exportations de charbon thermique ont triplé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Peut-on imaginer un gouvernement qui, après s'être engagé à éliminer progressivement le charbon thermique et à mettre fin aux exportations, triple plutôt celles-ci. Il ne dit pas aux Canadiens que c'est ce qu'il a fait. Il attend qu'une députée néo-démocrate trouve cette information et la rende publique. Voilà pourquoi j'ai déposé une motion à la Chambre visant à interdire les exportations de charbon thermique.

Il faut s'attaquer à la crise climatique en agissant d'une manière qui montre notre désir de l'emporter.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, on peut reprocher bien des choses au Parti conservateur et à ses représentants à la Chambre, et je ne manque pas de le souligner chaque fois que c'est possible, mais je veux quand même commencer cette allocution en disant qu'il y a une chose qu'on ne peut pas leur reprocher: leur absence de détermination. Il y a une certaine cohérence dans leur obsession à l'égard du prix sur la pollution ou de la taxe sur le carbone. Une chose est sûre, ils ne lâchent pas le morceau. Ils nous reviennent constamment avec cette lubie de ne rien faire pour la lutte contre les changements climatiques, contre cette crise climatique qui affecte toute la planète.

Tous les jours, toutes les semaines, nous recevons des nouvelles qui nous annoncent à quel point la situation est pire que ce que les experts croyaient, pire que ce que les experts du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, ou GIEC, nous disent depuis des années. Donnons des exemples qui sont très récents et absolument effrayants.

Commençons par le prix sur la pollution ou la taxe sur le carbone, qui est appliquée depuis quelques années dans certaines provinces. Je rappelle que cela ne s'applique pas au Québec, malgré ce que disent mes collègues conservateurs du Québec, qui prétendent qu'un camionneur qui aurait fait le plein d'essence en Ontario pourrait en ressentir les effets. C'est minime. C'est même presque insignifiant. On a déjà établi depuis des années une bourse sur le car-

bone au Québec, qui est un outil un peu différent d'un prix sur la pollution ou d'une taxe sur le carbone.

Ce que ne disent jamais les conservateurs et ce que disent très mal les libéraux, c'est qu'il y a un programme de compensation financière pour les familles de la classe moyenne ainsi que pour les travailleurs et les travailleuses les plus démunis dans les provinces où cette taxe sur le carbone s'applique.

Selon le directeur parlementaire du budget, qui est tout de même une autorité et une sommité sur la Colline du Parlement, 80 % des ménages canadiens dans les provinces où cela s'applique récupèrent davantage qu'ils ne paient en taxe sur le carbone, un outil légitime d'indicateur de prix pour changer des comportements.

Je trouve d'ailleurs très drôle que les conservateurs refusent depuis des années d'utiliser une règle de marché pour être capables d'avoir un changement de comportements de la part des individus, des grandes entreprises, ou alors des deux.

Pour les individus les plus démunis, ceux qui en arrachent en ce moment pour payer leur loyer ou leur épicerie, il y a une compensation financière. Le directeur parlementaire du budget nous dit que 80 % des ménages canadiens toucheront plus d'argent que ce qu'ils paieront. Les conservateurs n'en parlent pas et les libéraux, je ne sais pas pourquoi, ne sont pas capables de l'expliquer. Il s'agit d'une communication politique vraiment affreuse.

En ce qui concerne les ménages dont le revenu est de moins de 50 000 \$ par année, selon les modélisations de Statistique Canada, 94 % de ces personnes recevront des remises ou une compensation dépassant le coût de la taxe sur le carbone sur leurs achats quotidiens ou hebdomadaires. On n'entendra évidemment jamais un conservateur le dire. Je trouve cela absolument dommage, parce que ce sont des faits, et je pense qu'on devrait se baser sur les faits quand on a des débats à la Chambre.

Le contexte dans lequel le Parti conservateur nous présente cette 29^e motion sur la taxe sur le carbone est très particulier. Aux informations, on nous indique que la planète s'en va vers un mur. On nous dit qu'on s'en va dans une mauvaise direction. Cela a des conséquences. L'absence de plan climatique des conservateurs est perturbante. Leur inaction est troublante. C'est comme s'il y avait un aveuglement volontaire.

Je vais maintenant lire de grands extraits d'un article de l'Agence France-Presse qui a été publié sur le site de *La Presse* ce matin et qui nous apprend des choses fort inquiétantes. Je commence par ceci:

Records battus concernant la chaleur des océans, l'élévation du niveau de la mer, le recul des glaciers... 2023 a conclu la décennie la plus chaude jamais enregistrée, poussant la planète « au bord du gouffre », a alerté l'ONU mardi.

Le mardi dont on parle, c'est aujourd'hui. L'étude est sortie ce matin.

Un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU, montre que des records ont été battus, voire dans certains cas « pulvérisés », s'agissant des niveaux de gaz à effet de serre, des températures de surface, du contenu thermique et de l'acidification des océans, de l'élévation du niveau de la mer, de l'étendue de la banquise antarctique et du recul des glaciers.

Travaux des subsides

● (1210)

C'est à peu près la tempête parfaite, le cocktail parfait pour que cela s'accélère. Avec nos objectifs de réduction des gaz à effet de serre pour éviter des catastrophes naturelles, pour éviter que des gens suffoquent, pour éviter que des gens meurent de la pollution, cela risque de s'accélérer en ce moment.

Je continue de lire l'article:

La planète est « au bord du gouffre » alors que « la pollution par les combustibles fossiles provoque un chaos climatique sans précédent », a alerté le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

« Il est encore temps de lancer une bouée de sauvetage aux populations et à la planète », selon lui, mais il faut agir « maintenant ».

Le rapport confirme que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne à la surface du globe de 1,45 °C au-dessus du niveau de référence de l'ère préindustrielle.

L'objectif de l'Accord de Paris était de limiter cette augmentation du réchauffement climatique à 1,5 ° Celsius par rapport à la température en 1830 ou en 1850. En 2023, on est rendu à une augmentation de 1,45 ° Celsius. C'est fini, on va franchir la limite du 1,5 ° Celsius. On va essayer de se rabattre sur une augmentation de 2 ° Celsius maximum. Or, à ce rythme-là, non seulement on ne fait pas des gains, mais on recule, et on recule plus vite qu'on pensait.

« Chaque fraction de degré du réchauffement climatique a un impact sur l'avenir de la vie sur Terre », avertit le chef des Nations unies.

« La crise climatique est LE défi déterminant auquel l'humanité est confrontée et elle est inextricablement mêlée à la crise des inégalités, comme en témoignent l'insécurité alimentaire croissante, les déplacements de population et la perte de biodiversité », a renchéri le secrétaire général de l'OMM [...]

L'année 2023 marque la fin de la décennie la plus chaude enregistrée depuis 1850, comme je le disais un petit peu plus tôt. C'est catastrophique.

L'an dernier, près d'un tiers de l'ensemble des océans dans le monde était sous l'emprise d'une vague de chaleur marine. À la fin 2023, plus de 90 % des océans de la planète avaient connu des vagues de chaleur à un moment ou à un autre de l'année [...].

Par ailleurs le niveau moyen de la mer à l'échelle du globe atteint un niveau record en 2023, ce qui traduit la poursuite du réchauffement des océans (expansion thermique) ainsi que la fonte des glaciers des nappes glaciaires.

Il y a une augmentation du niveau de la mer parce que les glaciers fondent. Notamment, il y a un gros bout de l'Antarctique qui est en train de se détacher. S'il fond, ce sont des mètres de plus qu'on va devoir ajouter au niveau moyen des océans. Alors, on va se le dire très franchement, pour le Bangladesh, cela va poser de petits problèmes. Pour la ville de Londres, cela va poser de petits problèmes. Ce que propose le Parti conservateur, c'est de continuer, de foncer. Selon ce parti, tout va bien aller, on va trouver une baguette magique technologique et on va tout capter le carbone avec un gros aspirateur qui va passer partout. Ce n'est pas comme cela que cela fonctionne. Cette technologie n'est pas éprouvée.

Je pourrais parler des feux de forêt de l'année dernière. Il y avait des nuages partout, en Ontario, en Colombie-Britannique, au Québec, au-dessus de Montréal. Cela sera pire l'été prochain. Il n'y a pas eu assez de précipitations et il n'y a pas eu assez de neige cet hiver. Alors, la sécheresse va augmenter et le nombre de feux de forêt va augmenter l'été prochain. C'est partout sur la planète.

Je vais citer un article de RTL info qui date d'il y a quelques jours et qui porte sur la situation à Rio de Janeiro, au Brésil. On peut y lire ceci:

Les habitants de Rio de Janeiro recherchent des « espaces ouverts » et l'ombre dans un parc alors qu'une nouvelle vague de chaleur s'abat sur le Brésil, avec des températures record.

C'était la situation dimanche dernier à Rio de Janeiro.

La vague de chaleur qui touche l'Amérique latine depuis le début de l'année a fait grimper la température ressentie à un niveau record de 62,3 °C au Brésil ce week-end [...]

Ce n'est pas vivable. Évidemment, les gens risquent de tomber malades. Ils risquent de mourir. Tous les professionnels de la santé qui sont préoccupés par la crise climatique et l'environnement nous le disent, c'est une question de vies humaines. C'est une question d'économie également. Il y a des compagnies d'assurance qui refusent de couvrir des habitations et des maisons qui sont trop près de l'eau. Les sécheresses, les inondations, les feux de forêt, tout cela existe. Tout cela va se multiplier. Ce sont les Québécois et les Canadiens qui vont en payer le prix dans leur vie et dans leur corps. Malheureusement, il n'y a aucune solution de la part du Parti conservateur.

● (1215)

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Madame la Présidente, je salue mon collègue de Rosemont-La Petite-Patrie et je le remercie de son discours.

J'aurai l'occasion tout à l'heure d'en dire davantage sur ce que nous proposons depuis maintenant des années concernant les changements climatiques, car, oui, nous reconnaissons que les changements climatiques sont réels et qu'il faut agir correctement. Or, après huit ans de gouvernement libéral, les résultats ne sont pas là.

Que pense mon collègue de l'action de son voisin, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique qui, après huit ans de gouvernement libéral, a fait que le Canada est classé 62^e sur 67 par l'ONU en matière d'efficacité contre les changements climatiques?

Est-il conscient que la taxe libérale sur le carbone met le Canada au 62^e rang, que le Canada n'a jamais réussi à atteindre ses objectifs depuis huit ans et qu'on est bien loin des cibles ambitieuses de l'Accord de Paris, alors que ce gouvernement et son voisin libéral, député de Laurier-Sainte-Marie, n'ont fait strictement rien pour réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Que pense-t-il de son voisin?

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, si j'ai dit que le Parti conservateur n'est pas très bon en matière de lutte contre les changements climatiques, ce n'est pas parce que j'ai dit que le député de Laurier-Sainte-Marie était vraiment formidable sur cette question. Je dois donner raison à mon collègue sur l'échec du gouvernement libéral dans les huit dernières années en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques. Même l'ancienne ministre de l'Environnement libérale Catherine McKenna est très critique envers ce gouvernement.

Je voudrais rappeler, comme ma collègue de Victoria l'a fait tantôt, que dans sa lettre de mandat, on disait au ministre actuel de l'Environnement de cesser l'exportation de charbon thermique. Or, on a vu l'exportation de charbon tripler de la part de ce gouvernement libéral, alors qu'il est supposé être un champion de la lutte climatique. C'est complètement hypocrite de la part des libéraux.

Travaux des subsides

• (1220)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai posé une question à la collègue britanno-colombienne du député. Je me concentrerai davantage sur la question elle-même, qui porte sur la façon dont le chef du Parti conservateur parcourt le pays et répand littéralement de l'information douteuse et que beaucoup qualifieraient d'intentionnellement trompeuse. Pensons par exemple à la Colombie-Britannique, où la taxe sur le carbone ne s'applique pas, et à la province d'où vient le député, où la taxe sur le carbone ne s'applique pas non plus. Il dit à des gens comme ceux qui habitent ma circonscription, qui est au Manitoba, que, par rapport à la taxe sur le carbone, la remise sur le carbone n'apporte pas un avantage net, en dollars, alors que plus de 80 % de ces gens reçoivent plus que ce qu'ils paient en réalité.

Je me demande si le député pourrait nous dire ce qu'il pense de la désinformation que l'opposition officielle propage sans cesse.

[Français]

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, même si le bilan des libéraux concernant la lutte contre les changements climatiques est pitoyable, mon collègue a absolument raison sur le fait que le Parti conservateur, notamment le chef du Parti conservateur, donne de fausses informations aux citoyens et aux citoyennes.

Je mets au défi le député de Carleton et chef du Parti conservateur de citer le directeur parlementaire du budget qui dit que 80 % des ménages canadiens vont recevoir en remises et en compensations davantage d'argent que ce qu'ils ont payé avec la taxe sur le carbone. Je mets au défi le chef du Parti conservateur de dire ça à la Chambre de manière haute et claire.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, j'ai apprécié le discours de mon collègue de Rosemont-La Petite-Patrie, qui fait toujours des discours passionnés sur la lutte contre les changements climatiques. Je suis d'accord avec lui.

La seule chose, c'est que le NPD est difficile à suivre. Dans les deux derniers budgets, le gouvernement, dont il vient de noircir le bilan, a mis en place six crédits d'impôt qui totalisent 83 milliards de dollars d'ici 2035. Or, le NPD, qui déchire sa chemise sur les changements climatiques et sur le fait que les libéraux n'en font pas assez, a voté en faveur.

Comment mon collègue peut-il concilier ces deux affaires?

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, le NPD ne s'est pas gêné pour critiquer ces mesures, qui sont des subventions cachées aux compagnies pétrolières et gazières. Nous déposons, par l'entremise de mon collègue de Timmins-Baie James, un projet de loi important pour empêcher la publicité des compagnies pétrolières et gazières, au même titre qu'on a empêché la publicité pour les cigarettiers.

En même temps, nous avons forcé les libéraux à faire des choses qu'ils n'avaient jamais faites auparavant et qui vont aider M. et Mme Tout-le-Monde; par exemple, les gens qui gagnent moins de 70 000 \$ par année vont avoir accès à un dentiste.

J'ai fait 15 présentations dans des résidences d'aînés dans Rosemont-La Petite-Patrie. Les gens sont extrêmement contents de notre travail, parce que nous livrons des résultats concrets qui vont changer la vie des gens. Sans faire de mauvais jeu de mots, grâce à ça, nous allons changer la face du monde.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Madame la Présidente, alors que les conservateurs de gros bon sens se concentrent sur leurs priorités conservatrices, soit réduire les taxes et les impôts, bâtir des logements, réparer le budget et stopper les crimes, le premier ministre n'en vaut pas le coût après huit ans.

Après huit ans de ce premier ministre, tout coûte plus cher. Deux millions de Canadiens font maintenant la file dans les banques alimentaires. Il y a quelques jours, des policiers de Montréal ont été obligés d'intervenir à cause du chaos qui régnait dans une banque alimentaire qui n'avait pas assez de nourriture pour nourrir les gens affamés. Je ferai remarquer que ces gens sont affamés alors qu'ils vivent au Canada.

Après huit ans d'augmentation de taxes et de déficits inflationnistes, les gens ne peuvent plus payer leur loyer. Le coût du logement a doublé. À Montréal, la ville du premier ministre, le coût du logement a triplé à cause des politiques inflationnistes du premier ministre. Pourtant, le premier ministre a investi 89 milliards de dollars dans le logement. Après huit ans de ce premier ministre, nous vivons une crise de la criminalité, de vols d'auto, d'extorsion et de violence causée par des récidivistes criminels.

Après huit ans, ce premier ministre n'en vaut pas le coût. Il veut simplement augmenter les taxes et les impôts sur le dos des Québécois et des autres Canadiens, et il le fait, je le souligne, avec l'appui du Bloc québécois. Le Bloc québécois veut radicalement hausser la taxe sur l'essence et le diésel sur le dos des Québécois dans les régions. Avec l'appui du Bloc québécois, le premier ministre veut détruire certaines industries de ressources naturelles.

Le 1^{er} mai, il y aura un décret pour fermer le secteur forestier pour des raisons qui n'ont pas de sens. Ce décret empiète sur les champs de compétences du Québec. C'est la raison pour laquelle le Parti conservateur de gros bon sens appuie la proposition du député de Louis-Saint-Laurent qui vise à éliminer le double processus d'approbation pour les projets d'exploitation des ressources naturelles. Nous voulons que le Québec ait le pouvoir de décider de la manière dont il veut protéger l'environnement et les emplois. Nous faisons confiance aux Québécois, alors que le premier ministre et le Bloc québécois centralisateur essaient de concentrer tout le pouvoir à Ottawa en détruisant les emplois au Saguenay et ailleurs au Québec. Nous sommes le seul parti de gros bon sens.

Quand nous disons que le premier ministre n'en vaut pas le coût, c'est parce qu'il prétend que l'augmentation des taxes a pour but de protéger l'environnement. Voici le titre d'un article paru dans le *Journal de Montréal* aujourd'hui: « Pour la première fois, le Canada est le pays le plus pollué d'Amérique du Nord ». Cela survient après qu'on ait appris que le Canada est 62^e sur 67 pays en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques.

Toutes ces taxes, toutes les attaques contre nos ressources naturelles n'ont fait rien pour améliorer l'environnement. Elles ont simplement causé de la misère pour les Canadiens et les Québécois. Heureusement, le Parti conservateur a un plan de gros bon sens, qui vise à réduire les taxes et impôts, à bâtir des logements, à réparer le budget et à stopper les crimes. C'est cela, le gros bon sens. C'est ce que nous allons offrir.

Travaux des subsides

• (1225)

[Traduction]

Soit dit en passant, je partagerai mon temps de parole avec le député de Louis-Saint-Laurent. Vous aurez donc l'occasion d'écouter avec joie non seulement le reste de mon discours, madame la Présidente, mais aussi les formidables observations de mon collègue. Ce sera un réel plaisir de l'entendre.

Après huit ans, le premier ministre néo-démocrate—libéral n'en vaut pas le coût. Il ne vaut pas le coût de la nourriture, qui a subi la pire inflation en plus de 40 ans, à tel point que 2 millions de personnes — un nombre record — font la queue devant les banques alimentaires de tout le pays. L'autre jour, le chaos a éclaté dans une banque alimentaire de Montréal, où la police a dû intervenir, car la nourriture avait manqué alors que de nombreuses personnes attendaient toujours, le ventre vide. Le tiers des organismes de bienfaisance refusent leurs services à des Canadiens parce qu'ils n'ont plus les ressources nécessaires pour les nourrir après huit ans sous la gouverne du premier ministre néo-démocrate—libéral.

Après huit ans, nous avons maintenant un groupe Facebook, « Dumpster Diving Network », le réseau des fouilleurs de poubelles, où 8 000 Canadiens échangent des conseils sur les façons de plonger dans une poubelle et d'en extraire des aliments pour se nourrir parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des produits d'épicerie. Comme les étagères de la banque alimentaire locale sont vides, les gens doivent fouiller les poubelles. C'est l'économie de poubelle que le premier ministre néo-démocrate—libéral nous a léguée après huit ans. Il ne vaut pas le coût des aliments.

Il ne vaut pas le coût du logement, qui a doublé après huit ans de financement des barrières bureaucratiques locales qui bloquent la construction de logements, et d'impression d'argent qui fait gonfler les prix du logement.

Après huit ans, il ne vaut pas le coût des taxes. Il punit le travail. Les gens font de l'argent, et il le prend. Il punit les gens qui se lèvent le matin et travaillent dur en prélevant de l'argent sur leurs chèques de paie, des chèques qui ont moins de pouvoir d'achat parce qu'après huit ans de doublement de la dette et d'impression de 600 milliards de dollars d'argent frais, il a provoqué la pire inflation depuis quatre décennies. Cela a fait grimper en flèche les taux d'intérêt, qui obligent aujourd'hui de nombreux Canadiens à vendre leur maison ou à risquer la faillite, un dénouement de plus en plus fréquent. En fait, le rythme d'augmentation des faillites est vertical. Si nous regardons les graphiques, nous voyons qu'ils grimpent d'un trait, car de plus en plus d'entreprises font faillite parce que les dépenses inflationnistes du premier ministre ont fait grimper en flèche les taux d'intérêt sur leurs dettes.

C'est dans cet environnement misérable que le premier ministre néo-démocrate—libéral propose une nouvelle hausse cruelle de la taxe. Il prévoit de le faire le jour du poisson d'avril. Il s'agit d'une hausse de taxe du poisson d'avril. Tout comme lui, cette taxe n'en vaut pas le coût.

Examinons les faits.

Les néo-démocrates—libéraux et leurs amis des médias achetés ont répandu beaucoup de désinformation sur les aspects économiques de la taxe sur le carbone, affirmant que les gens s'en tirent mieux en payant la taxe. Voici les faits établis par le bureau du directeur parlementaire du budget. Cette année, les Albertains paieront en moyenne 2 943 \$ par famille, alors qu'ils ne toucheront que

2 032 \$ de remise. Cela représente un coût net de 911 \$. Autrement dit, ils paient environ 50 % de plus que ce qu'ils récupèrent. En Saskatchewan, la famille moyenne paiera 2 618 \$ cette année et ne recevra que 2 093 \$ de remise, soit un coût net de 525 \$. Au Manitoba, elle paiera 1 750 \$ et ne récupérera que 1 250 \$, soit un coût net de 500 \$.

En Ontario, la famille moyenne paiera 1 674 \$ et ne récupérera que 1 047 \$, soit un coût net de 627 \$. En Nouvelle-Écosse, elle paiera 1 500 \$ et récupérera 963 \$, soit un coût net de plus de 500 \$. À l'Île-du-Prince-Édouard, elle paiera 1 605 \$ et ne récupérera que 1 055 \$, soit un coût net de 550 \$. À Terre-Neuve, elle paiera 1 874 \$ et ne récupérera que 1 497 \$, soit un coût net de 377 \$.

Je mets au défi les médias libéraux qui ont diffusé cette désinformation de communiquer avec le directeur parlementaire du budget, de lui soumettre tous ces chiffres et de lui demander si j'ai raison. Nous l'avons déjà fait et il a confirmé que c'était le cas.

• (1230)

Pourquoi est-ce important? Parce que nous devons mettre un terme à la désinformation, une désinformation qui a non seulement pollué le débat, mais qui a poussé d'innombrables personnes à s'adresser aux banques alimentaires parce qu'elles n'avaient pas les moyens de payer leurs factures, une désinformation qui prendra de plus en plus d'importance lorsque le premier ministre quadruplera la taxe sur le carbone. L'écart entre le coût de la taxe et la remise que les gens obtiennent augmente massivement, forçant davantage de personnes à vivre dans ces horribles campements de tentes parce qu'elles ont perdu leur logement, forçant des personnes âgées à choisir entre manger et se chauffer alors qu'elles grelottent, affamées, dans le froid, dans leurs modestes logements.

Cette désinformation est dangereuse. Elle doit être rectifiée, car la vérité, c'est que la taxe sur le carbone est exactement comme le premier ministre. Elle n'en vaut pas le coût.

Seuls les conservateurs pleins de bon sens diront non à la hausse du 1^{er} avril. Après les élections dont l'enjeu sera la taxe sur le carbone, nous supprimerons la taxe. Ramenons le gros bon sens chez nous.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je me demande si le chef du Parti conservateur pourrait fournir une explication. Quand il parle de diffusion de la désinformation, je dirais qu'en définitive, il est le roi de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Pourquoi le chef du Parti conservateur demande-t-il à ses députés de ne pas participer à des tribunes politiques? J'étais à CTV hier, et il n'y avait aucun conservateur. J'ai participé à d'autres tribunes à CBC, et il n'y avait aucun conservateur. C'est un moyen pour les Canadiens de découvrir ce que les conservateurs ont à dire. Cependant, quand vient le temps de leur parler, les conservateurs sont introuvables parce qu'ils savent qu'ils ont plus de comptes à rendre quand ils participent à ces tribunes politiques.

Pourquoi le chef conservateur favorise-t-il l'absence de députés conservateurs à des tribunes et à des assemblées publiques?

Travaux des subsides

• (1235)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler aux députés qu'ils ont accordé leur attention au chef de l'opposition officielle et qu'ils ne l'ont pas interrompu. Je leur demande de faire de même lorsque d'autres intervenants ont la parole. Je pense qu'ils peuvent leur accorder ce respect.

Je sais aussi que le chef de l'opposition officielle est tout à fait capable de répondre aux questions et aux observations et qu'il n'a pas besoin d'aide.

Le chef de l'opposition officielle a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, quand les libéraux disent que nous devons tous passer plus de temps à parler aux médias contrôlés par l'État qui les protègent, on sait qu'ils sont en train de perdre le débat sur la taxe sur le carbone. Nous savons que l'une des raisons pour lesquelles les libéraux ont aidé Bell à augmenter le coût de la téléphonie cellulaire et d'autres services est que Bell est propriétaire de CTV, qui leur rend la pareille avec une merveilleuse propagande libérale.

Notre priorité sera de parler aux vraies gens, à ceux qui ont du mal à payer leurs factures après huit années où le premier ministre, le premier ministre néo-démocrate-libéral, a doublé le coût du logement et maintenant quadruplé la taxe sur le carbone. Les vrais Canadiens connaissent les coûts. Les médias libéraux peuvent faire tout ce qu'ils veulent pour tenter de dissimuler le fait qu'il s'agit d'une ponction fiscale et d'une arnaque. Nous contournerons les médias contrôlés par l'État en adressant directement notre message aux Canadiens: nous disons non à la hausse et allons abolir la taxe.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, le chef de l'opposition officielle voudrait nous faire croire qu'il s'intéresse aux Canadiens et qu'il veut leur rendre la vie plus abordable, mais nous savons qu'il a voté contre un programme scolaire national. Nous savons qu'il a voté contre notre motion visant à supprimer la TPS sur le combustible de chauffage. Il a voté contre le programme d'assurance dentaire. Il a voté contre le programme de garderies. Pas plus tard qu'hier, il a eu l'audace de voter contre une aide humanitaire pour les Palestiniens qui meurent de faim.

Il ne s'intéresse pas aux Canadiens. Il ne s'intéresse pas aux populations des autres pays. Il a déjà dit qu'il supprimerait l'aide étrangère. Qu'il supprimerait tous les programmes qui rendent la vie plus abordable. Il répète toujours la même rengaine parce qu'il n'a rien d'autre à offrir aux Canadiens, et ces derniers le savent bien.

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, voilà encore une autre attaque partisane vicieuse de la part d'une députée néo-démocrate aux abois. En effet, cette députée de l'Alberta est en train de se faire lâcher par son propre parti provincial. Le NPD de l'Alberta est tellement embarrassé par ses prises de position qu'il a décidé de prendre ses distances avec le NPD fédéral. En fait, le NPD provincial de l'Alberta sait que le parti de la députée a trahi les Albertains en signant un accord de coalition avec le premier ministre le plus anti-Alberta depuis 40 ans.

Maintenant, elle va voter pour une taxe carbone qui va coûter 2 943 \$ aux électeurs de sa circonscription. Autrement dit, chaque famille de sa circonscription va payer près de 3 000 \$ de taxe carbone parce que la députée aura voté pour une majoration de la taxe, aux côtés du premier ministre libéral et contre les électeurs de sa circonscription.

Seuls les conservateurs pleins de bon sens défendent les intérêts des Albertains en voulant annuler la hausse et supprimer la taxe.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'ai vérifié le hansard et, au cours des dernières années, un total de 36 députés libéraux, en fait 37 puisqu'un député l'a répété aujourd'hui, ont affirmé que la taxe carbone n'avait aucune incidence sur les recettes. Qui dit le contraire? Ce sont les comptes publics puisque, l'année dernière, on a appris que 670 millions de dollars provenant de la taxe sur le carbone avaient servi à financer des programmes du gouvernement.

Peut-on alors vraiment dire que la taxe sur le carbone n'a aucune incidence sur les recettes, comme le prétendent les libéraux?

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, non, car on voit bien que c'est le gouvernement qui gagne au détriment des contribuables. Les recettes publiques liées à la taxe sur le carbone sont supérieures aux remboursements distribués aux Canadiens. Et ce n'est pas tout. Selon le Bureau du directeur parlementaire du budget, la taxe sur le carbone nuit gravement à l'activité économique parce que ce n'est pas seulement le coût de la taxe elle-même que les Canadiens doivent payer. Lorsqu'on combine le coût économique et le coût fiscal de la taxe sur le carbone pour une famille moyenne, on voit que ce sont les Canadiens qui sont les perdants.

Cela dit, il y a tout de même une bonne nouvelle: lorsque les conservateurs pleins de bon sens seront en mesure d'annuler la hausse et de supprimer la taxe, ce sont les Canadiens qui seront les gagnants.

• (1240)

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Madame la Présidente, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de cette motion, mais je dois dire que c'est un véritable défi que d'être à la hauteur de mon chef en ce qui concerne cet enjeu précis.

[Français]

Les Canadiens sont encore une fois confrontés à une décision malheureuse du gouvernement: aller chercher encore plus d'argent dans les poches des contribuables canadiens.

Le plan libéral prévoit que dans quelques jours à peine, le 1^{er} avril prochain, la taxe sur le carbone va augmenter. On ne parle pas d'une petite augmentation de 3 ou 4 % qui est collée à l'inflation. Non, on parle d'une augmentation de 23 %. L'augmentation aussi fulgurante d'une taxe, c'est du rarement vu, voire du jamais vu. C'est la taxe libérale sur le carbone, avec l'appui et le concours aveugle du NPD, malheureusement, ainsi qu'avec l'enthousiasme du Bloc québécois qui souhaite ardemment que les taxes sur le carbone augmentent radicalement. C'est leur choix. C'est leur décision. Ce n'est pas la nôtre.

Au moment où on se parle, les Canadiens en arrachent. On a vu de tristes situations à Montréal où la police a dû intervenir parce que des centaines et des centaines de gens étaient impatients d'aller au comptoir alimentaire. Pourtant, le Canada est un pays du G7. Montréal est la capitale de la francophonie en terre d'Amérique; malheureusement, elle est en proie à de telles situations malheureuses. Ce n'est pas le Canada que j'aime. Le Canada doit faire beaucoup mieux.

Travaux des subsides

Pendant que les gens croulent sous les difficultés financières, pendant qu'on voit que le prix des maisons a triplé et que le prix des loyers a triplé, voilà que ce gouvernement, pour aider les contribuables, veut augmenter la taxe sur le carbone le 1^{er} avril. Ce n'est pas le bon choix.

Certains vont dire qu'il faut faire face aux changements climatiques. Oui, nous reconnaissons que les changements climatiques sont réels et qu'il faut y faire face, mais avec des mesures pragmatiques et non dogmatiques. Quel est le bilan du gouvernement? Rappelons-nous quand les libéraux se sont fait élire en 2015. Ils étaient tout fiers de dire « *Canada is back* ». Rappelons-nous que quelques semaines après les élections, le premier ministre arrivait tout fier et tout heureux à Paris en disant que le Canada était de retour et qu'enfin on allait avoir de vraies mesures pour contrôler la pollution dans le monde et que le Canada serait un leader. Le fondateur d'Équiterre, qui est aujourd'hui ministre et qui est actuellement poursuivi par Équiterre, disait qu'il était fier d'être Canadien et de voir le premier ministre parler ainsi.

[Traduction]

Le Canada est-il de retour? Le Canada est loin derrière. C'est la réalité.

[Français]

Après huit ans de gouvernement libéral, après huit ans à se faire faire la leçon par le premier ministre libéral, après huit ans à imposer et à augmenter la taxe libérale sur le carbone, quel est le bilan de ce gouvernement? Le résultat est nul. Aucune cible établie n'a été atteinte, sauf pendant la COVID-19. J'espère que son plan n'est pas de fermer l'économie, comme on a dû le faire lors de la COVID-19, pour baisser les émissions de gaz à effet de serre.

Le Canada ne fait pas partie des 13 pays qui ont atteint les objectifs de l'Accord de Paris. Le Canada est en fait classé au 62^e rang sur 67 pays en matière d'efficacité de lutte contre les changements climatiques. Après toutes ces annonces, après toutes ces paroles, après tous ces engagements, après toutes ces cibles ambitieuses, le gouvernement canadien, le Canada libéral de ce gouvernement, est classé au 62^e rang sur 67. Il n'est pas classé ainsi par l'IEDM, par l'Institut Fraser ou par le Parti conservateur, mais bien par l'ONU. Tous les ans, l'ONU fait un bilan qui est déposé lors de la COP. À la dernière COP qui a eu lieu à Dubaï, le Canada s'est classé au 62^e rang. J'aurai d'ailleurs l'occasion un peu plus tard, en comité parlementaire, de parler de cette visite du ministre là-bas. Nous ne disons pas cela de gaieté de cœur. Cela nous fait mal de dire cela, mais c'est la réalité. Les libéraux étaient trop concentrés sur une approche dogmatique plutôt que pragmatique.

Si leur taxe libérale sur le carbone fonctionnait, on le saurait. Or, elle ne fonctionne pas. C'est pourquoi, le chef conservateur, député de Carleton et chef de l'opposition officielle a fait mention d'un article qui est publié aujourd'hui dans le *Journal de Montréal* et qui s'intitule « Pour la première fois, le Canada est le pays le plus pollué d'Amérique du Nord ». On y apprend que les 13 villes les plus polluées en Amérique du Nord sont toutes au Canada. Voilà le bilan libéral après huit ans de ce gouvernement donneur de leçons. Personne ne se réjouit de cette réalité, mais c'est la réalité.

Nous estimons, et nous ne sommes pas les seuls à le penser, qu'il faut mettre de côté la taxe libérale sur le carbone.

• (1245)

Sept premiers ministres provinciaux au Canada ne peuvent pas tous se tromper en même temps. Sept premiers ministres provinciaux ont demandé au gouvernement libéral de mettre un terme à cette politique qui va créer de l'inflation et qui, surtout, va apporter moins d'argent dans les poches des contribuables. Parmi ces premiers ministres, il y a le premier ministre très libéral de Terre-Neuve. C'est un homme que personnellement je ne connais pas, mais qui constate lui-même, et comme tous les Canadiens, que c'est franchement une très mauvaise idée d'augmenter une taxe de façon si pharaonique. C'est une hausse de 23 % à une période où tout le monde en arrache, que ce soit en matière de logement, de coût de la vie ou de prix de la nourriture. Aujourd'hui, on ne parle même plus du prix de la nourriture, on parle malheureusement d'incidents qui arrivent dans les comptoirs alimentaires. Ce n'est pas le Canada que nous voulons.

C'est pourquoi, nous, les conservateurs, visons essentiellement des approches pragmatiques; en effet, les changements climatiques sont réels et il faut y faire face. Notre chef, dans son allocution lors de notre convention nationale de septembre dernier à Québec, ce que nous appelons ici « le discours de Québec », a fait état de la vision que nous avons et des piliers vers lesquels nous allons orienter notre action concernant la lutte contre les changements climatiques.

Cela s'est fait lors d'un congrès conservateur national. Quelque 2 500 délégués de partout au Canada représentant les 338 circonscriptions étaient rassemblés chez nous, à Québec. J'en suis très fier d'ailleurs. Si je précise exactement le cadre politique partisan de cette annonce, c'est parce que, souvent, les annonces dont on ne veut pas parler sont faites un vendredi après-midi, à 16 heures, dans un petit communiqué. On dit merci, bonsoir et personne n'en parle. Cependant, là, c'est un discours majeur dans l'histoire de notre parti.

[Traduction]

En anglais, je dirais que le discours que notre chef a prononcé devant 2 500 membres et sympathisants de notre parti — des gens venus des 338 circonscriptions du pays tout entier pour assister à ce congrès — était un véritable jalon. Ce discours marquant, le « discours de Québec », était très important. Nous avons mis la table pour le prochain gouvernement, pour peu qu'on nous en confie les rênes. Nous serions honorés de recevoir l'appui des Canadiens.

[Français]

Ce plan environnemental s'articule autour de quatre piliers. L'objectif fondamental est de réduire la pollution. La démonstration a été faite par le gouvernement que ce n'est pas en la taxant qu'on va réduire la pollution. Nous estimons qu'il faut des mesures très pratiques et non pas dogmatiques.

Le premier pilier serait d'accorder des incitatifs fiscaux aux entreprises pour la haute technologie afin de réduire la pollution. Ce sont les entreprises qui créent les gaz à effet de serre. Ce sont les entreprises qui savent pourquoi elles créent de la pollution. C'est aux entreprises de prendre les décisions. Ce sont elles qui savent pourquoi elles font de la pollution et qui savent comment la réduire. Il faut les inviter à le faire, les inciter à le faire par des incitatifs fiscaux.

Le deuxième pilier de l'action conservatrice en matière d'environnement serait de donner le feu vert aux énergies vertes. Nous avons besoin plus que jamais des énergies vertes que ce soit en matière d'éolien, de solaire, d'hydroélectricité, de géothermie, de nucléaire. Nous avons besoin de ces énergies vertes. Il faut donner le feu vert à ces dernières. Je suis content de voir que les collègues d'en face sourient en entendant cette proposition. Nous avons déposé le projet de loi C-375 qui veut permettre justement d'accélérer le processus. Je suis heureux de savoir que les libéraux vont voter en faveur, et le député de Kingston et les Îles a sûrement l'occasion d'expliquer pourquoi il trouve que c'est une excellente idée.

Le troisième pilier serait l'avantage canadien. Ici, au Canada, il y a tout ce qu'il faut pour faire face aux changements climatiques, ainsi que tout ce qu'il faut en matière de ressources naturelles, d'énergies, de savoir-faire, mais encore faut-il les utiliser. Je suis du Québec. HEC Montréal a publié son *État de l'énergie au Québec* il y a quelques semaines. On y apprend qu'il y a une augmentation de 7 % de la consommation des sources d'énergie fossile au cours de la dernière année. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que 48 % de cette consommation vient d'énergies des États-Unis, plus précisément du Texas et de la Louisiane. Je n'ai rien contre ces deux États, mais tant qu'à avoir des énergies fossiles, autant se servir de celles des Canadiens plutôt qu'envoyer des millions de dollars à l'étranger.

Le quatrième pilier, et fort probablement ce qui est la base de tout cela, serait de travailler main dans la main avec les Premières Nations pour faire face aux changements climatiques.

Nous nous opposons donc à l'augmentation radicale de la taxe sur le carbone le 1^{er} avril. Sept premiers ministres provinciaux ne peuvent pas avoir tous tort. Au contraire, ils ont raison. J'aimerais que ce gouvernement donne un *break* aux citoyens canadiens et abandonne son idée d'augmenter la taxe libérale sur le carbone.

• (1250)

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous passons aux questions et observations.

Le moment est venu pour le leader adjoint du gouvernement à la Chambre d'y aller d'une observation. On ne doit pas le faire lorsqu'un quelqu'un d'autre a la parole.

Le leader adjoint du gouvernement à la Chambre a la parole.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, le député a beaucoup parlé du chef, mais je pense qu'il est un peu trop humble. Il a lui aussi été chef. En effet, il a été chef de l'ADQ, au Québec, qui est devenue plus tard la CAQ.

Lorsqu'il était chef, il a voté avec l'Assemblée nationale du Québec pour mettre en place un mécanisme de plafonnement et d'échange, qui est une autre forme de tarification de la pollution, et la mesure a été adoptée à l'unanimité. D'ailleurs, le député est la dernière personne qui est intervenue à ce sujet à l'Assemblée nationale, et il a dit ceci: « [Ce] qui nous satisfait, c'est qu'il y aura un registre des émissions des gaz à effet de serre, et que ces informations soient publiques nous confirme la volonté de transparence qui nous rassemble tous ici, dans cette Chambre. » C'est ce que le député a dit juste avant de participer à un vote unanime pour instaurer la tarification de la pollution au Québec.

Je me demande si le député peut expliquer à la Chambre pourquoi il a changé aussi radicalement d'avis. A-t-il cessé de croire au système pour lequel il a voté?

Travaux des subsides

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, j'ai déjà vu le député faire beaucoup mieux. Toutefois, pour répondre tout d'abord à sa citation, je peux la répéter sans hésitation, parce qu'elle n'a rien à voir avec la tarification de la pollution. Nous parlions du registre des émissions de gaz. Cela n'a rien à voir avec cette politique. C'était il y a 11 ans.

Depuis, après plus de 10 ans d'application d'un système de plafonnement et d'échange — et je ne cite pas mes propos, mais ceux du ministre de l'Environnement du Québec —, nous savons que 233 millions de dollars quittent le Québec en direction de la Californie.

Je ne pense pas que la Californie soit un pays du tiers monde.

[Français]

Ce n'est pas un pays en émergence.

[Traduction]

Je ne pense pas qu'elle ait besoin de l'argent du Québec. Je pense que le Québec peut gérer seul cette situation.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais poser une question à mon collègue. Supposons qu'il est devant jury pour dire toute la vérité.

Est-ce que, demain matin, si on abolit la taxe sur le carbone ou qu'on s'oppose à son augmentation, on ne retrouvera plus de gens dans les banques alimentaires, le prix des loyers chutera radicalement, le monde se portera mieux, le coût de l'épicerie diminuera et on contribuera au changement climatique?

Est-ce réellement ce que mon collègue veut faire croire aux Québécois et aux Canadiens?

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je remarque que la députée a utilisé le mot « radicalement ». C'est d'ailleurs le mot que son confrère de Longueuil—Saint-Hubert a utilisé lorsqu'il a dit que le gouvernement et les gouvernements devraient augmenter radicalement les taxes sur le carbone.

Je présume que la députée et tous les députés du Bloc québécois sont très heureux de voir que la taxe libérale sur le carbone va augmenter de 23 %. Peut-être même que ce n'est pas assez, selon eux, et que cela devrait encore augmenter.

Les gens sont rendus à devoir faire la file devant les comptoirs alimentaires. Cela frappe tous les Canadiens et tous les Québécois, dans toutes les circonscriptions. Aucune circonscription n'est confrontée plus qu'une autre à cette réalité.

Il y a heureusement des bénévoles qui travaillent très fort, comme ceux que j'ai eu l'occasion de rencontrer et de soutenir en fin de semaine. Quand ces gens sont là, est-ce une bonne idée d'augmenter les taxes et d'aller chercher encore plus d'argent dans leurs poches alors qu'ils en arrachent déjà assez? La réponse est non.

Si certains trouvent que c'est une bonne idée, ils n'ont qu'à continuer de voter pour les députés du Bloc québécois. Ceux-ci veulent augmenter radicalement les taxes sur le carbone, mais pas nous.

Travaux des subsides

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, j'aime beaucoup mon collègue, mais nous avons vécu les années Harper au cours desquelles les files d'attente pour les banques alimentaires ont doublé et au cours desquelles le coût du logement a doublé. Nous avons également entendu les mêmes discours que celui que le député vient de prononcer.

En 2006, les conservateurs nous disaient qu'ils s'occuperaient de l'environnement. Or qu'est-il arrivé? Nous sommes devenus le quatrième pire pays au monde pour ce qui est des émissions qui contribuent au changement climatique. Le gouvernement conservateur a été désastreux sur le plan de l'environnement.

La question pour mon collègue est simple, et je sais qu'il est sincère. Pourquoi s'allie-t-il avec le Parti conservateur, qui nie les changements climatiques?

• (1255)

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, j'ai également beaucoup de respect pour mon vétéran collègue qui occupe évidemment de bonnes fonctions à la Chambre. Cependant, il a tout faux. J'ai commencé mon discours en disant justement que les changements climatiques sont réels et qu'il faut s'y attarder. Il faut s'y attaquer de façon constructive et efficace. Nous ne croyons pas que la taxe libérale sur le carbone va régler cette situation. Ce n'est pas une approche dogmatique comme celle des libéraux, appuyés par le NPD et le Bloc québécois, d'augmenter radicalement les taxes qui va faire quoi que ce soit. Il faut plutôt faire des actions concrètes pour réduire la pollution.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Nord.

La seule chose que les conservateurs veulent supprimer, ce sont les remboursements que les gens reçoivent. Ils n'ont aucun intérêt à aider les Canadiens à subvenir à leurs besoins, surtout en cette période difficile, et nous l'avons constaté lors de divers votes. Nous l'avons vu avec les initiatives que le chef de l'opposition a prises cette semaine, ce qu'il a dit et ce qu'il a demandé à ses députés de faire. J'en parlerai dans un instant. Ce qu'ils veulent vraiment supprimer, c'est la Remise canadienne sur le carbone. C'est tout.

Au cours du présent exercice, la Remise canadienne sur le carbone fournit ou fournira en moyenne à chaque famille les montants suivants: 1 800 \$ en Alberta; 1 200 \$ au Manitoba; 1 500 \$ en Saskatchewan; 825 \$ en Nouvelle-Écosse; 880 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard; 1 192 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador; 760 \$ au Nouveau-Brunswick et, dans ma province, l'Ontario, 1 120 \$. C'est une moyenne.

Je vais donner aux députés les données brutes montrant que les gens bénéficient de la Remise canadienne sur le carbone et que les remboursements qu'ils reçoivent sont plus élevés que la taxe qu'ils paient.

J'en ai profité pour faire les calculs applicables à mon cas personnel. J'ai trouvé toutes mes factures de gaz d'Enbridge pour chauffer ma maison en 2023. J'ai calculé le montant de la taxe fédérale sur le carbone qui a été ajouté à chaque facture. La somme est de 379,93 \$ pour l'année 2023. J'ai une voiture électrique, mais je voulais être aussi juste que possible, alors j'ai cherché à savoir quelle quantité de carburant le citoyen moyen doit mettre dans le réservoir de sa voiture. La moyenne est de 1 667 litres. J'ai ensuite multiplié

cette quantité par la taxe fédérale payable en 2023 sur chaque litre, ce qui m'a donné 238 \$.

Supposons que, parce que je vis dans une maison où il y a deux voitures, il faut multiplier ce nombre par deux. Après avoir tout calculé, en tenant compte de ce que j'ai payé à Enbridge pour la taxe sur le carbone et de ce que j'aurais payé en achetant de l'essence dans une station-service, le montant total de la taxe sur le carbone que j'ai payée en 2023 est de 855 \$. Le remboursement de la taxe sur le carbone pour mon ménage est versé directement dans mon compte bancaire, et lorsque j'ai regardé mon relevé bancaire, j'ai pu voir que le montant que j'ai reçu en 2023 est de 885 \$. Avant même de tenir compte des initiatives que j'aurais pu prendre, et j'en ai pris, par exemple, j'ai une voiture électrique, mais avant même de tenir compte des initiatives...

Des voix: Oh, oh!

M. Mark Gerretsen: J'entends les conservateurs me chahuter. Je ne nommerai personne, car ce ne serait pas juste, mais il est arrivé, à la Chambre, que des députés conservateurs s'approchent et me chuchotent à l'oreille qu'ils conduisent désormais une voiture électrique et qu'ils l'adorent. Bien sûr, ils ne le diraient jamais ouvertement à la Chambre des communes, car cela irait à l'encontre de tout leur discours. Afin de protéger l'identité de ces personnes, je ne donnerai aucun nom, mais je prends un malin plaisir à les entendre me chahuter pendant que j'en parle.

Avant même d'essayer de faire quoi que ce soit pour améliorer mon empreinte carbone, les calculs de base montrent que je suis déjà bien placé. En réalité, 94 % des ménages dont les revenus sont inférieurs à 50 000 \$ par an bénéficient de remises supérieures à leurs dépenses en taxes sur le carbone. J'ai montré aux députés que pour un ménage de quatre personnes possédant deux véhicules, c'est déjà très plausible.

Quand on commence à se prévaloir de certaines des nombreuses initiatives du gouvernement fédéral et de nombreux gouvernements provinciaux visant à rendre les maisons plus écoénergétiques, à installer des thermopompes, par exemple, pour abandonner les combustibles fossiles, on constate bien vite que, si j'installe une thermopompe dans ma maison, les 379 \$ que j'ai payés en 2023 n'existent plus et que je recevrai plus de 380 \$ par mois. Si on ajoute à cela les diverses autres initiatives dont je pourrais me prévaloir et les choix que je pourrais faire, je serais encore plus avantageux. Il est très clair que la grande majorité des Canadiens reçoivent plus qu'ils ne paient.

• (1300)

Aujourd'hui, j'ai été très soulagé d'entendre le leader à la Chambre, le député de Regina—Qu'Appelle, commencer à parler de remises. Je l'ai d'ailleurs entendu à plusieurs reprises. C'est un début. Plus tôt dans la journée, je l'ai entendu admettre que, d'après ses renseignements, 40 % des ménages bénéficient d'une remise plus importante. Je pense que nous sommes arrivés à un stade où nous pouvons essayer d'éduquer le député de Regina—Qu'Appelle. Je ne pense pas que nous soyons très loin de pouvoir le faire passer de ces 40 % au chiffre réel de 80 %. Au moins, les conservateurs commencent à revoir leur position.

Travaux des subsides

Il ne faut toutefois pas s'y méprendre: les conservateurs veulent supprimer la Remise canadienne sur le carbone, qui est de l'argent mis dans les poches des Canadiens, qui les aide à lutter contre les effets des changements climatiques et qui les incite à faire des choix plus écoénergétiques pour leur maison ou leur voiture. Il suffit de passer d'un véhicule à essence à un véhicule hybride pour commencer à réaliser des économies. Il n'est même pas nécessaire d'opter pour un véhicule entièrement électrique. Encore une fois, cela ne fait qu'augmenter le montant excédentaire que l'on reçoit par rapport à ce que l'on paie.

Je ne veux pas donner l'impression que les conservateurs sont intéressés de quelque manière à aider les Canadiens. Cela a déjà été dit dans cette enceinte. Le 14 mars, le chef de l'opposition a envoyé une lettre à ses députés pour leur dire que les conservateurs interviendraient à la Chambre et forceraient la tenue de votes auxquels ils pourraient s'opposer sur de nombreux points, afin de perpétuer leur faux discours selon lequel la grande majorité des gens ne reçoivent pas plus en retour que ce qu'ils paient.

Parlons de certains de ces points. Peut-être que les conservateurs agiront plus intelligemment lorsque nous aurons un marathon de votes. Peut-être choisiront-ils plus stratégiquement ce contre quoi ils pourraient voter, parce qu'ils se préparent à voter contre des choses qui sont basées sur la communication du chef de l'opposition et qui reposent sur un argument fallacieux, à savoir que la tarification de la pollution ne met pas plus d'argent dans les poches des Canadiens.

Les conservateurs se préparent cette semaine à voter, une fois de plus, contre trois motions qui concernent l'Ukraine. Ces motions prévoient plus de 15 millions de dollars pour de l'équipement, 130 millions de dollars pour l'opération Unifier et 285 millions de dollars pour l'opération Réassurance. Ils vont voter contre une mesure pour les membres de la GRC qui ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions qui représente un coût de 20 millions de dollars. Plus de 1 million de dollars sont consacrés aux programmes pour lutter contre l'itinérance et 12,5 millions de dollars sont destinés à la collecte d'armes d'assaut interdites. Les députés voteront contre le programme de thermopompes dont j'ai parlé tout à l'heure, qui fournit plus de 40 millions de dollars de subventions aux Canadiens. Il y a une stratégie de lutte contre le racisme, une table ronde sur les jeunes filles autochtones disparues et assassinées et une table ronde sur les personnes LGBTQ+, qui représente plus de 1 million de dollars, et bien sûr, il y a l'allocation canadienne pour le logement, qui représente plus de 100 millions de dollars.

Le chef de l'opposition prétend que les gens ne récupèrent pas plus que ce qu'ils paient pour la tarification du carbone, alors que c'est le contraire pour la grande majorité d'entre eux. Il est prêt à s'appuyer sur ce discours erroné et, pour ce faire, à voter contre tous les points que je viens d'énumérer.

J'encourage vivement les membres du Parti conservateur du Canada à examiner attentivement la situation et à réfléchir au chemin parcouru ces dernières années, depuis Stephen Harper, qui s'est prononcé en faveur d'une tarification de la pollution, jusqu'à leur dernier chef et leur dernière campagne électorale, au cours de laquelle ils ont parlé d'une tarification de la pollution. Il est temps pour eux de se regarder sérieusement dans le miroir et de réfléchir à ce qu'ils défendent exactement. En réalité, la seule chose qu'ils défendent actuellement, c'est la désinformation.

• (1305)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, le député a parlé des véhicules électriques et de l'offre d'options à l'avenir, et je pense qu'il est toujours possible d'en faire plus pour l'environnement. Ils en ont fait très peu en huit ans. Le Canada se classe au 63^e rang sur 68 pays pour ce qui est de l'atteinte des cibles environnementales. Les libéraux ont donc échoué. Au fond, ils ont un plan fiscal.

Il y a un peu plus de deux ans, ma femme et mes enfants ont été pris dans une tempête avec mon ami. La tempête était si violente qu'ils se sont retrouvés dans le fossé. S'ils avaient été dans un véhicule électrique — ils sont restés dans le fossé pendant huit heures et demie et personne ne pouvait les atteindre —, ils seraient morts de froid. Heureusement que mon ami avait fait le plein. Un véhicule électrique n'aurait pas duré aussi longtemps à -30 degrés Celsius.

Que vaut pour lui la vie de ma famille alors qu'il impose des choix aux Canadiens?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, le député voudrait peut-être un jour prendre l'avion pour se rendre à Toronto. Je serais heureux d'aller le chercher à l'aéroport Pearson et de l'amener jusqu'à Ottawa pour qu'il puisse faire l'essai d'un véhicule électrique. Ainsi, il pourrait comprendre que ce qu'il vient de dire est inexact. Les personnes dont il a parlé voyageaient dans une voiture dont le réservoir à essence était plein et elles auraient pu faire fonctionner le chauffage pendant huit heures. C'est très bien.

Si la pile de mon véhicule électrique est pleinement rechargée, je peux faire fonctionner le chauffage pendant des jours. Ce n'est pas le chauffage qui vide la batterie d'une voiture électrique, c'est la conduite elle-même, comme c'est le cas pour un véhicule à combustion. Le commentaire du député est fondé sur un même largement diffusé qui repose sur des informations erronées. Je n'arrive pas à croire qu'il en ait parlé à la Chambre des communes. Je sais de quel même il s'agit. Il est faux et il contribue à la désinformation. Si la pile de mon véhicule électrique est pleinement rechargée et que je me retrouve coincé dans un fossé, la pile pourrait durer pendant trois ou quatre jours si j'utilise seulement le chauffage.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député de Regina—Lewvan qu'il a eu l'occasion de poser une question. S'il veut ajouter un commentaire, il doit attendre le moment approprié.

[Français]

L'honorable député de Longueuil-Saint-Hubert a la parole.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, moi, je remets toujours un peu en question les choix du gouvernement en matière budgétaire...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre.

[Traduction]

Les députés de Kingston et les Îles et de Regina—Lewvan semblent vouloir se renvoyer la balle. Comme je le disais, ce n'est pas le moment. Je suis certaine que le député de Kingston et les Îles veut entendre la question qu'on lui pose afin de pouvoir y répondre. Encore une fois, si quelqu'un a des questions ou des observations, il doit attendre le moment opportun.

[Français]

L'honorable député de Longueuil-Saint-Hubert a la parole.

Travaux des subsides

M. Denis Trudel: Madame la Présidente, en fait, ma question vise un peu à remettre en question les choix du gouvernement. Il y a beaucoup de choses que je ne comprends pas dans ce pays, mais parlons seulement des choix budgétaires du gouvernement libéral.

En ce moment, il y a une crise de l'itinérance. Au Québec, on voit cette crise depuis les cinq dernières années. D'ailleurs, depuis que le fédéral a lancé la Stratégie nationale sur le logement, il y a deux fois plus d'itinérance sur le territoire du Québec. Il y en a aussi à Toronto, à Vancouver, à Calgary et à Edmonton. C'est vraiment important. Il n'y a qu'un seul programme fédéral qui s'occupe de l'itinérance, c'est le programme Vers un chez-soi. Maintenant, on apprend que le programme, pour les deux prochaines années, va être réduit de 3 %. Ça a l'air un peu naïf, cette réduction de 3 %. On sent que les libéraux veulent montrer aux conservateurs qu'ils sont capables de rigueur budgétaire, alors ils font des compressions un peu partout, notamment dans les services pour les itinérants.

Or, on a annoncé, dans les derniers budgets, 83 milliards de dollars de crédits d'impôt aux compagnies pétrolières d'ici 2035 et on fait une réduction de 3 % dans les services pour les itinérants. J'aimerais que mon collègue m'explique cela.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, si le député se soucie des itinérants et des initiatives proposées par le gouvernement, je l'inviterais à ne pas être tenté de voter contre tous les crédits faisant l'objet d'une opposition conservatrice. Comme je l'ai indiqué, deux d'entre eux, le programme Vers un chez-soi, qui s'attaque à l'itinérance, et l'Allocation canadienne pour le logement, risquent de passer à la moulinette à cause des crédits faisant l'objet d'opposition par le chef de l'opposition.

Bien qu'il dise que nous subventionnons l'industrie des combustibles fossiles, la réalité, c'est que nous avons éliminé progressivement les subventions aux combustibles fossiles. La seule façon dont nous continuons à subventionner l'industrie des combustibles fossiles, c'est en contribuant au nettoyage des puits de pétrole orphelins. Le député pense peut-être que ce problème ne nous concerne pas et que parce qu'il s'agit d'entreprises d'il y a 50 ans, nous devrions laisser les puits là et clore le dossier. Malheureusement, les gouvernements de l'époque n'ont pas jugé bon de prévoir des fonds pour éventuellement nettoyer ces puits, alors la société doit maintenant en payer les frais. C'est la triste réalité. Toutefois, nous devons le faire dans l'intérêt de l'environnement.

• (1310)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je pense qu'il faut envisager des mesures qui iraient bien au-delà des subventions. Nous savons qu'en Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur au pouvoir a instauré un impôt sur les bénéfices exceptionnels du secteur pétrolier et gazier. Nous n'arrivons même pas à convaincre les libéraux d'en faire autant. Les libéraux ont même mis fin au programme de Prêt canadien pour des maisons plus vertes, auquel certains de mes concitoyens souhaiteraient avoir accès. Des entrepreneurs m'ont dit qu'ils devront faire des mises à pied alors qu'ils ont employé des gens et soutenu les Canadiens qui voulaient bien faire.

Voici les questions que j'adresse à mon collègue: le gouvernement instaurera-t-il un impôt sur les bénéfices exceptionnels du secteur pétrolier et gazier? Va-t-il non seulement financer le programme de Prêt canadien pour des maisons plus vertes, mais aussi

lui affecter des ressources suffisantes pour un cycle budgétaire complet, afin que tous les Canadiens puissent y avoir accès?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, si le NPD proposait une motion de l'opposition visant à prélever un impôt sur les bénéfices exceptionnels du secteur pétrolier et gazier, je voterais en sa faveur.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir parler de l'importante question de la tarification de la pollution et de la remise sur le carbone.

J'aimerais aborder sous un angle un peu différent la question de l'isolement actuel du Parti conservateur du Canada. Lorsque nous examinons la question de la tarification de la pollution, nous constatons qu'elle a été instaurée en 2015 à Paris, où le monde s'est uni et a dit non seulement que les changements climatiques sont réels, mais aussi que nous devons adopter une orientation politique à l'échelle mondiale pour essayer de limiter les émissions et, au bout du compte, les réduire afin d'assainir l'environnement à l'échelle mondiale.

Au fil des ans, nous avons été témoins d'une forte participation de la part des pays du monde entier. Par exemple, l'Union européenne, qui est composée de nombreux pays, dont la France, l'Italie et bien d'autres, a conclu l'accord vert, qui porte essentiellement sur la tarification de la pollution. Des pays comme l'Irlande, l'Angleterre et le Mexique font aussi leur contribution. On entend souvent dire que les États-Unis n'appliquent pas de tarification de la pollution, mais ce n'est pas tout à fait exact parce que beaucoup d'États américains en appliquent une.

Non seulement le Canada applique une tarification nationale de la pollution, mais les provinces de la Colombie-Britannique et du Québec ont aussi leur propre tarification. À la Chambre des communes aujourd'hui, le Parti libéral, le Bloc québécois, le NPD et le Parti vert sont favorables à une tarification de la pollution. L'ancien chef conservateur, Erin O'Toole, y était favorable. Il faut maintenant voir la position actuelle du Parti conservateur. Les conservateurs se sont isolés pour dire qu'ils n'appuient pas la tarification de la pollution, même si, sous la direction de leur ancien chef, Erin O'Toole, tous les conservateurs, y compris le chef actuel, ont fait la promotion d'une tarification de la pollution. C'est dans leur plateforme.

Depuis que le nouveau chef a été nommé, il n'y a pas si longtemps, nous avons constaté que l'élément d'extrême droite du Parti conservateur a pris le contrôle. Le mouvement des conservateurs MAGA a pris le contrôle par l'entremise de la direction actuelle du Parti conservateur. Pour cette raison, les conservateurs ont changé d'avis. Ils disent maintenant qu'ils ne sont pas favorables à une tarification de la pollution. Le monde est en train de changer et il comprend l'importance d'une politique judicieuse, mais le Parti conservateur est irresponsable et dit aujourd'hui non à la tarification de la pollution.

L'Angleterre dit aujourd'hui aux pays du monde entier qu'ils doivent disposer d'un mécanisme de tarification de la pollution pour y exporter leurs produits, sinon ils devront payer des droits supplémentaires sur les marchandises destinées à l'Angleterre. C'est une chose qu'elle est en train de faire et qu'elle va mettre en place. Que pense réellement le Parti conservateur d'une tarification sur la pollution et de l'impact que cela aura sur le commerce?

Travaux des subsides

On l'a vu avec l'accord commercial entre le Canada et l'Ukraine, où les conservateurs étaient prêts à l'utiliser comme unique raison, ou du moins l'une des deux raisons, de s'opposer à l'accord entre le Canada et l'Ukraine, parce que ce dernier mentionne une tarification sur la pollution. Quand on y pense, l'Ukraine a mis en place un prix sur la pollution en 2011. L'Ukraine souhaite pouvoir conclure un accord commercial formel avec l'Union européenne, qui impose également une tarification sur la pollution.

• (1315)

Cependant, les dirigeants conservateurs et les députés d'en face font l'autruche et ne reconnaissent pas les bonnes politiques. Je peux dire que ce n'est pas dans l'intérêt des Canadiens, tout comme ce n'était pas dans l'intérêt des Canadiens quand le Parti conservateur a voté contre l'accord commercial entre le Canada et l'Ukraine. Telle est la réalité. Les déclarations et l'orientation politique du Parti conservateur, et de sa faction d'extrême droite, se font au détriment d'une bonne politique publique, qui sera là pour les générations futures de Canadiens et d'autres. Le Canada a besoin d'accords commerciaux. Nous avons besoin du commerce international; c'est une bonne chose.

Le reste du monde reconnaît que l'environnement est important et que la tarification sur la pollution est un outil efficace, mais le chef de l'opposition officielle affirme qu'il va éliminer la tarification de la pollution. Quelle approche rétrograde par rapport au reste du monde! Ce n'est pas une politique publique responsable.

Les conservateurs se concentrent plutôt sur la création de slogans creux qui, selon eux, leur apporteront des voix. Ils croient pouvoir tromper les Canadiens. Voilà l'essentiel. Ils n'ont aucune confiance dans la capacité des Canadiens à comprendre la réalité; on le voit dans ce qu'ils disent aux Canadiens.

La question que j'ai posée aujourd'hui au chef de l'opposition officielle était la suivante: pourquoi le Parti conservateur ne participe-t-il pas aux débats politiques sur CTV ou CBC? Les Canadiens continuent de regarder ces réseaux.

Un député nous dit que les Canadiens ne les regardent plus.

Monsieur le Président, CTV et CBC seraient d'un autre avis, et moi aussi. Je pense que CTV et CBC jouent un rôle très important dans le débat public depuis des générations. Le chef du Parti conservateur affirme que ce sont des organisations financées par l'État. N'est-il pas stupide et ridicule de dire ce genre de choses? Le chef de l'opposition ne se contente pas de le dire ici à la Chambre; il le dit aussi à l'extérieur de la Chambre, tandis qu'il choisit d'éviter de rendre des comptes sur quelques-unes des stupidités qu'il dit et qui induisent les gens en erreur.

Il se rend dans les provinces de la Colombie-Britannique et du Québec pour essayer d'y donner l'impression fautive qu'elles ont le même type de régime de taxe sur le carbone que le Manitoba, les provinces de l'Atlantique, l'Alberta et d'autres provinces. Ce n'est tout simplement pas vrai. Il essaie de dire aux habitants des provinces où il y a une taxe sur le carbone, une taxe fédérale sur le carbone, qu'ils paient beaucoup plus sous le régime de la taxe carbone que ce qu'ils reçoivent.

Là encore, nous avons dit très clairement, comme le député de Kingston et les Îles l'a souligné dans son exemple précis, que la grande majorité des gens reçoivent plus d'argent sous forme de remboursement qu'ils ne paient de taxe sur le carbone sur l'essence et le chauffage de leur maison. Le directeur parlementaire du bud-

get a été très clair à ce sujet. Plus de 80 % des gens toucheront plus d'argent qu'ils n'en paieront directement sous forme de taxe sur le carbone. C'est indiscutable. Les députés de tous les partis politiques, à l'exception des conservateurs, le reconnaissent.

• (1320)

Qu'est-ce que cela signifie? Lorsque le chef du Parti conservateur parcourt le pays pour dire aux gens qu'il supprimera la taxe sur le carbone, cela signifie également qu'il se débarrassera des remboursements. En disant qu'ils supprimeront la taxe sur le carbone, les conservateurs disent à plus de 80 % de mes électeurs que leur revenu disponible sera moindre à cause de cette mesure. Je trouve que le discours propagé par le chef de l'opposition officielle un peu partout au pays est honteux.

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Madame la Présidente, tout récemment, Dan Kelly, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, s'est dit horrifié par le nouveau plan du gouvernement sur les remboursements aux petites entreprises. Ce sont les petites entreprises qui sont les plus touchées par la taxe sur le carbone, mais elles n'ont droit à quasiment aucun remboursement. En fait, le gouvernement leur avait promis davantage que ce qu'elles reçoivent en réalité.

Le député est-il d'accord pour qu'on améliore la situation des petites entreprises, ou bien préfère-t-il qu'on les laisse déprimer?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le député d'en face est en train de me faire dire ce que je n'ai pas dit. J'ai dit que plus de 80 % des électeurs que je représente, et j'ai insisté sur le « plus », recevaient un remboursement supérieur à ce qu'ils paient en taxe sur le carbone. C'est la réalité. Le député d'en face, en posant sa question, n'a pas contesté ce fait, car il sait bien que c'est la vérité. Cela dit, le chef du Parti conservateur dit qu'il va supprimer la taxe et supprimer le remboursement. Mais cela veut dire que plus de 80 % des électeurs que je représente se retrouveront avec moins d'argent dans leur poche.

Cela montre qu'ils cherchent à tromper la population. Et c'est la raison pour laquelle les conservateurs ne veulent pas participer à des débats politiques, car ils savent très bien qu'ils seraient alors obligés de rendre des comptes, étant donné les sornettes qu'ils débitent sur les médias sociaux.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je ne sais pas si mes collègues du Canada anglais sont conscients que, depuis ce matin, ce qu'on entend à la Chambre, c'est un immense plaidoyer pour l'indépendance du Québec. Au Québec, nous sommes préoccupés par la lutte contre les changements climatiques. Notre province est d'ailleurs celle où les émissions de gaz à effet de serre sont les moins importantes, parce qu'on a mis en place des mesures, parce qu'on mise sur l'hydroélectricité et sur les batteries.

Depuis ce matin, on entend deux choses. D'une part, on entend que le gouvernement dépense beaucoup d'argent depuis des années et est le pire au monde. On a le pire bilan en matière de lutte contre les changements climatiques, malgré des milliards de dollars qu'on lance tout à fait inutilement, avec le concours du NPD, qui appuie le gouvernement la plupart du temps. D'autre part, il y a les conservateurs qui disent qu'ils vont en faire encore moins.

Travaux des subsides

On a ici tout le Canada ensemble qui dit que, peu importe si on dépense ou on ne dépense pas, on n'arrive à rien. C'est vraiment un immense plaidoyer pour l'indépendance du Québec. J'espère que tous les Québécois regardent ce débat aujourd'hui et qu'ils en prennent acte.

• (1325)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'espère que notre débat est suivi par des téléspectateurs de toutes les régions du pays.

Le Manitoba, comme le Québec, investit beaucoup dans l'énergie hydraulique et dans l'énergie verte. Il existe des possibilités dans pratiquement toutes les régions du pays. Jamais nous n'avons vu autant d'investissements dans des emplois plus verts, dans toutes les régions du pays. Le gouvernement fédéral donne des incitatifs et encourage ce type de développement. Très franchement, je mets au défi les députés de l'opposition de nommer un gouvernement qui a favorisé la création d'un plus grand nombre d'emplois verts dans l'économie du pays.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, le député a beaucoup parlé de la désinformation diffusée par les conservateurs, et je suis d'accord, mais le député conservateur lui a posé une question très juste sur les petites entreprises.

Nous savons que le gouvernement fédéral doit actuellement 3,6 milliards de dollars aux petites entreprises et aux groupes autochtones. Il s'agit de remboursements que le gouvernement a promis aux petites entreprises et qu'elles attendent toujours. Le gouvernement a également déclaré qu'il allait donner moins aux petites entreprises parce qu'il a doublé les remboursements destinés aux Canadiens vivant en milieu rural. Pourquoi ferait-il payer les petites entreprises pour cela alors que nous pourrions faire payer les grandes sociétés pétrolières et gazières? Le système de tarification fondé sur le rendement est injuste. Suncor paie 14 fois moins que le Canadien moyen pour la tarification du carbone. Pourquoi ne pas faire payer aux grandes sociétés pétrolières ce qu'elles doivent?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je crois que les Canadiens, dans leur ensemble, reconnaissent le principe selon lequel les pollueurs doivent payer. Le gouvernement l'a reconnu et, en fin de compte, en prenant des mesures très importantes, il a tarifé la pollution. Aujourd'hui, la mesure est orientée ainsi. Nous avons continué à aller dans la bonne direction à tous les égards.

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, c'est un plaisir pour moi de prendre la parole aujourd'hui au nom des habitants de Coast of Bays—Central—Notre Dame et, en fait, au nom de tous les habitants de ma magnifique province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Ce qui n'est pas un plaisir, c'est ce que Justin Trudeau a fait...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député se souviendra qu'il ne doit pas nommer par leur nom les personnes qui siègent à la Chambre des communes, quel que soit le poste qu'elles occupent.

Je suis certaine que l'honorable député de Coast of Bays—Central—Notre Dame se rétractera et reviendra sur la bonne voie.

M. Clifford Small: Madame la Présidente, après huit années de la coûteuse coalition néo-démocrate—libérale et sous la direction du premier ministre, le pouvoir d'achat des Ténéliens s'est carrément effondré.

Aujourd'hui, la secte de la décarbonation entend augmenter la taxe sur le carbone de 23 % le 1^{er} avril prochain. C'est un poisson d'avril de plus parmi la longue série de blagues cruelles qui nous attendent jusqu'en 2030, lorsque la tarification du carbone atteindra 61 ¢ le litre.

Samedi, la station de radio Voice of the Common Man, que la plupart des gens appellent VOXM, a réalisé un sondage. Selon ce sondage, 90 % des Terre-Neuviens et des Labradoriens sont opposés à l'augmentation de 23 %, le 1^{er} avril, de la taxe sur le carbone. On peut se demander pourquoi les Ténéliens sont si opposés à l'augmentation de la taxe sur le carbone de la coûteuse coalition. C'est tout simplement parce que Terre-Neuve-et-Labrador est une zone géographique très reculée. Pour que quoi que ce soit arrive à Terre-Neuve, il faut du carburant. La nourriture, les matériaux de construction et même le carburant: tout n'arrive qu'au moyen de carburant.

L'industrie de la pêche est durement touchée, qu'il s'agisse des transformateurs qui utilisent du carburant pour faire cuire le crabe, des sociétés de camionnage qui le transportent ou des pêcheurs qui prennent le volant pour déplacer leur matériel. La taxe sur le carbone a des répercussions considérables. Elle influe sur le prix que touchent les pêcheurs pour leurs prises.

Elle a des conséquences dans l'industrie minière. Une mine de ma circonscription a fermé ses portes, en grande partie à cause du coût élevé du carburant.

Les conséquences sont graves dans les industries forestière et touristique. Les gens n'ont plus les moyens de se rendre à Terre-Neuve-et-Labrador.

La Présidente sait très bien combien il en coûte pour se rendre à Terre-Neuve-et-Labrador, car je sais qu'elle a de la famille dans un village exceptionnel de ma circonscription, Belleoram. La Présidente est bien consciente de l'effet paralysant du prix élevé du carburant.

Lorsqu'il en coûte plus cher aux pêcheurs pour pêcher le poisson ou les fruits de mer ainsi qu'aux transformateurs pour les traiter, qu'il en coûte plus cher aux agriculteurs pour cultiver des légumes, du blé ou je ne sais quoi et qu'il en coûte plus cher aux camionneurs pour acheminer ces produits jusqu'aux épiceries, qui paient elles-mêmes leur électricité plus cher, en fin de compte, c'est le consommateur qui paie la note.

Soixante-dix pour cent des Canadiens sont opposés à l'augmentation de 23 % de la taxe sur le carbone, et sept premiers ministres canadiens se sont prononcés contre cette mesure. Parmi eux, ce grand partisan et ami d'enfance du premier ministre qu'est le premier ministre libéral de Terre-Neuve, Andrew Furey, vient de lui envoyer une lettre pour l'implorer de suspendre cette augmentation. Il a écrit: « Je vous demande respectueusement d'envisager de suspendre l'augmentation de la taxe sur le carbone prévue pour le 1^{er} avril. »

Nous verrons s'il écoutera. Le premier ministre Furey a appuyé la taxe sur le carbone, mais il voit maintenant la lumière. Son bon ami, le premier ministre du Canada, ne cesse pourtant de rompre la promesse qu'il a faite aux Canadiens de maintenir le prix du carbone à 50 \$ la tonne. Le nouvel objectif est, bien entendu, 170 \$ la tonne.

De plus, les libéraux ne cessent de se vanter en disant que la taxe sur le carbone est sans incidence sur les recettes. Ce n'est pas vrai. Les gens ne sont pas obligés de me croire sur parole, parce que le chien de garde qu'est le directeur parlementaire du budget nous dit que les Canadiens paieront plus cher en taxe sur le carbone que ce qu'ils recevront en remboursements. Parallèlement, la coalition libérale-néo-démocrate n'a pas atteint un seul objectif sur le front des changements climatiques et elle ne les atteindra pas.

Le député de St. John's Sud—Mount Pearl ne cesse de parler de l'argent sonnante que les Terre-Neuviens et les Labradoriens auront dans les poches. Des augmentations comme celle du 1^{er} avril, qui est le prélude d'une augmentation totale de 61 cents le litre d'ici 2030, ne profiteront à personne. Permettez-moi de dire à la Chambre ce que les Terre-Neuviens et les Labradoriens auront dans les poches. Ce sera leurs mains qu'ils auront dans les poches parce qu'ils vont geler dans leurs maisons. Ils n'ont pas les moyens de se chauffer. Des maisons où il fait froid, c'est tout ce que nous aurons.

La semaine dernière, le premier ministre Furey a dit que le problème que pose cette taxe, c'est que Terre-Neuve-et-Labrador ne dispose que de possibilités limitées de changement. Alors s'il n'est pas possible de faire des changements, le premier ministre de ma province se demande ce que la taxe leur apportera vraiment.

● (1330)

Augmenter la taxe sur le carbone n'apportera rien de plus que le néant actuel. Le chef conservateur plein de gros bon sens et moi-même avons fait une tournée à Terre-Neuve-et-Labrador l'an dernier. Nous sommes allés dans Labrador. Nous sommes allés dans St. John's-Est et aussi dans St. John's-Sud—Mount Pearl. Nous sommes allés dans Avalon, dans Bonavista—Burin—Trinity, dans ma merveilleuse circonscription, Coast of Bays—Central—Notre Dame, ainsi que dans Long Range Mountains. Nous avons entendu les gens nous dire on ne peut plus clairement que le coût de la vie est tout simplement inabordable ces temps-ci.

Pas plus tard que la semaine dernière, lors d'une rencontre avec la Community Food Sharing Association de St. John's, nous avons fait un constat très troublant. La demande a bondi de plus de 40 % depuis trois ou quatre ans. L'Association essaie de sauver les banques alimentaires qui sont sur le point de fermer leurs portes parce qu'elles n'arrivent pas à trouver les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Nous avons entendu parler de leurs luttes. Nous avons entendu les appels à l'aide, comme ceux qui ont été lancés par la banque alimentaire.

Si les six députés de la coalition néo-démocrate—libérale de Terre-Neuve-et-Labrador entendent les mêmes appels, ce qui est certainement le cas, nous espérons vraiment qu'ils écouteront les demandes des gens qui les ont élus, des gens qui les ont envoyés ici. Ils les ont élus pour exprimer leur voix à la Chambre. Ils font beaucoup de chemin chaque semaine. Je regarde mon collègue, le député de Bonavista—Burin—Trinity. Je voyage souvent en avion avec lui. L'endroit où il vit est loin d'ici. C'est tout un périple. Il fait part à la Chambre des préoccupations des gens de Bonavista—Burin—Trinity. Je suis certain que les gens de Clarendville, de New-Wes-Valley et d'autres endroits dans sa circonscription espèrent qu'il se souviendra des difficultés qu'engendreront pour eux la hausse de la taxe sur le carbone à compter du premier avril et les autres hausses jusqu'en 2030. J'espère que mon collègue et ses cinq collègues de la coalition néo-démocrate—libérale appuieront notre motion visant à mettre fin à la hausse de la taxe sur le carbone lorsque le vote aura lieu cette semaine.

Travaux des subsides

Il y a de l'espoir, car si les six députés de la coalition qui représentent Terre-Neuve-et-Labrador continuent de négliger leurs électeurs, ils auront à payer le prix qui leur sera infligé par les gens qui les ont élus pour venir ici, pour les représenter et pour être leur voix à Ottawa. S'ils continuent de ne pas être leur porte-parole et de voter contre les motions des conservateurs, comme celle dont la Chambre est saisie et qui vise à dire non à la hausse, le prix à payer ne sera pas une tarification de la pollution. Il se traduira par une réduction du nombre de sièges néo-démocrates—libéraux à la Chambre. Nous les implorons, comme le font les électeurs de leur circonscription, de voter avec les conservateurs, de dire non à la hausse et d'entendre notre appel.

Très bientôt, les conservateurs guidés par le gros bon sens élimineront la taxe, construiront des maisons, mettront fin à la criminalité et équilibreront le budget.

● (1335)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, mis à part les slogans, permettez-moi de lancer un appel au député qui vient de prendre la parole. Le 15 avril, les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador, dont bon nombre de ses électeurs, verront un chèque déposé dans leur compte. Une famille de quatre personnes recevra 298 \$. Si l'on additionne ces montants, on obtient bien plus de 1 000 \$ pour l'année. Si le député vote pour cette motion, il s'oppose en fait à ce que ce chèque de remboursement soit déposé dans leur compte.

Le directeur parlementaire du budget a clairement indiqué que 80 % des Canadiens reçoivent plus en remboursement que ce qu'ils paient en réalité. C'est un fait. Je le dirai sur CTV dans le cadre d'une tribune politique. Le député d'en face ne le fera pas.

Le député admettra-t-il pourquoi il veut priver ses électeurs de ces chèques de remboursement?

M. Clifford Small: Madame la Présidente, je ne comprends pas pourquoi mon collègue d'en face se bat contre le directeur parlementaire du budget, nommé de façon indépendante, qui est le chien de garde de cet endroit. À Terre-Neuve-et-Labrador, le ménage moyen paiera 1 874 \$ cette année. Le remboursement sera de 1 497 \$, ce qui représente une perte nette de 377 \$ pour chaque ménage.

Y a-t-il un nouveau calcul? Je ne pense pas que les mathématiques aient changé. Nous pourrions remonter jusqu'aux Grecs; les mathématiques sont restées les mêmes.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'entends des remarques des deux côtés de la Chambre alors que ce n'est pas le moment. Je demande aux députés de bien vouloir s'abstenir de le faire.

Nous poursuivons les questions et observations. La députée d'Edmonton Strathcona a la parole.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, la semaine dernière était une semaine de relâche. Je me suis rendue dans 15 résidences pour personnes âgées et j'ai parlé à des personnes âgées de toute ma circonscription. Elles étaient, de toute évidence, absolument ravies du régime d'assurance dentaire du NPD, qui inclut les personnes âgées.

Travaux des subsides

J'ai écouté le député dire qu'il voulait rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, mais son parti vote contre des choses comme le régime d'assurance dentaire. Son parti vote contre des choses comme le programme national d'alimentation en milieu scolaire pour les enfants. Son parti vote contre des mesures telles que la suppression de la TPS sur le chauffage domestique. Chaque fois que nous proposons une idée intelligente qui rendrait la vie plus abordable pour les Canadiens, les conservateurs votent contre.

Lorsque j'ai parlé aux personnes âgées de ma circonscription, elles se sont montrées très préoccupées par l'éventualité d'un gouvernement conservateur. Elles m'ont demandé ce que je ferais pour que ces gens-là ne soient jamais portés au pouvoir.

● (1340)

M. Clifford Small: Madame la Présidente, la députée devrait passer une journée à mon bureau de circonscription à Grand Falls-Windsor, à écouter les appels téléphoniques et à lire les courriels que nous recevons de la part d'ainés et de gens qui sont absolument dégoûtés par ce programme de soins dentaires bidon. Personne n'y trouve son compte.

Parlant de nos concitoyens, songeons aux gens de la circonscription de la députée. En Alberta, ils paieront cette année 2 943 \$ en taxe sur le carbone. Leur remboursement sera de 2 032 \$, ce qui représente une perte nette de 911 \$ pour la famille moyenne de sa circonscription. La députée a de quoi être fière.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Il y avait encore des échanges et des discussions en parallèle. Je rappelle aux députés de faire preuve de respect. Personne d'autre que le député à qui j'accorde la parole ne devrait parler.

Le député de Longueuil—Saint-Hubert a la parole.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, dans la dernière année, j'ai fait une tournée au Québec par rapport à la problématique du logement. Je me suis promené partout aux quatre coins du Québec. J'ai rencontré plus de 70 organisations qui représentent 15 000 membres. Ce sont des gens qui travaillent auprès des personnes les plus vulnérables: les femmes victimes de violence conjugale, les gens qui vivent avec une déficience intellectuelle. On a parlé des questions de logement et d'itinérance. Personne, je dis bien personne, ne m'a parlé de la taxe sur le carbone pour régler la situation des gens qui n'ont pas d'abri ou de logement. On m'a dit qu'on avait besoin d'investissements, qu'on avait besoin d'investir dans le logement social et les personnes les plus vulnérables. Personne ne m'a parlé de la taxe sur le carbone.

Quand j'entends mes collègues conservateurs dire qu'ils sont proches des démunis et des gens qui s'occupent des gens, je n'en reviens pas qu'ils disent ça.

[Traduction]

M. Clifford Small: Madame la Présidente, je ne sais pas ce que mon collègue ne comprend pas au sujet de la taxe sur le carbone, mais bon nombre des produits que consomment les gens de sa circonscription entrent au Canada à partir de Vancouver. Ces produits sont transportés d'un bout à l'autre du pays, et la taxe sur le carbone est appliquée au carburant qui sert à expédier le tout, de la Colombie-Britannique jusqu'à la Belle Province. Ce sont les consommateurs du Québec qui paient pour toutes ces choses, comme le grain nécessaire à la confection de leurs merveilleux pains. Le député le

sait pertinemment. Il sait aussi que les conservateurs pleins de bon sens ont un plan pour construire des logements. Nous allons faire ce qui s'impose et même aider cet homme de sa circonscription.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un véritable privilège et un honneur de prendre la parole à la Chambre des communes et de représenter les habitants extraordinaires, étonnants et travailleurs de Peterborough—Kawartha.

Aujourd'hui, nous avons une motion de l'opposition très importante, présentée par le député de Carleton, le chef officiel de l'opposition, le prochain premier ministre du Canada, pour protéger et aider les Canadiens.

En réalité, la vie n'a jamais été aussi chère après huit années de ce premier ministre libéral-néo-démocrate. Il s'est égaré il y a si longtemps que les arbres lui cachent la forêt. Il a refusé d'entendre ce qui se passe réellement à l'extérieur de ce bâtiment.

La motion présentée aujourd'hui est la suivante: « Que, étant donné que 70 % des provinces et 70 % des Canadiens sont contre la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone du premier ministre prévue le 1^{er} avril, la Chambre demande à la coalition entre les libéraux et les néo-démocrates d'annuler immédiatement cette hausse. »

Les téléspectateurs pourraient se dire que si 70 % des Canadiens sont d'accord avec cette mesure, comment la coalition libérale-néo-démocrate peut-elle accepter une chose dont personne ne veut? Ce sont les calculs et la logique des libéraux. De plus, les libéraux diront aux gens qu'ils obtiendront plus avec leur remboursement de la taxe sur le carbone, ce qui n'a aucun sens. Il n'y aurait même pas de remboursement s'ils ne prenaient pas l'argent au départ. Cela n'a aucun sens. La famille moyenne de l'Ontario va payer près de 1 700 \$ au titre de la taxe sur le carbone, et ce, uniquement cette année. En 2030, ce sera 3 583 \$. Il s'agit d'un mensonge depuis le premier jour.

Le premier ministre a promis qu'au départ, cette taxe ne dépasserait jamais 50 \$ la tonne. Aujourd'hui, elle devrait atteindre 170 \$ la tonne. Le premier ministre a déclaré que la taxe sur le carbone serait sans incidence sur les recettes, mais le directeur parlementaire du budget confirme que les Canadiens paient plus qu'ils ne reçoivent en remboursement. Le premier ministre a déclaré que la taxe sur le carbone contribuerait à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais le gouvernement libéral n'atteindra pas ses propres objectifs environnementaux d'ici 2030. Pourquoi les gens le croient-ils? Ils ne le croient pas, et pourquoi le croiraient-ils? Il dit une chose et en fait une autre. Il double la mise et laisse son ego prendre le dessus, car il est bien plus important d'avoir raison que d'écouter les Canadiens qui souffrent vraiment.

Selon l'étude « L'insécurité alimentaire chez les familles canadiennes », qui est fondée sur les données de l'Enquête canadienne sur le revenu 2021, près de 50 % des mères célibataires vivant sous le seuil de la pauvreté souffrent de l'insécurité alimentaire. Que se passera-t-il avec cette hausse de la taxe carbone du 1^{er} avril si déjà la moitié des mères célibataires sont aux prises avec l'insécurité alimentaire?

Travaux des subsides

La semaine dernière, j'ai eu la chance d'aller dans la belle province du Nouveau-Brunswick, et j'en profite pour saluer la côte Est et les gens extraordinaires qui y vivent. J'ai rendu visite à de nombreuses banques alimentaires dont le nombre a doublé ou triplé en un an. Les gens qui utilisent ces banques alimentaires sont des étudiants, des personnes âgées, des travailleurs de la classe moyenne et des familles de militaires en service actif.

J'ai eu peine à croire ce que m'a dit Jane, de la banque alimentaire d'Oromocto, à savoir qu'environ 50 familles de militaires en service actif avaient recours à la banque alimentaire. Je lui ai demandé depuis quand, et elle m'a répondu que cela remontait à quatre ou cinq ans. D'autre part, ces familles doivent payer un loyer pour se loger. Avec quoi les maisons sont-elles chauffées? Au gaz naturel. Qu'est-ce qui frappe le gaz naturel? La taxe sur le carbone.

Il y a mieux encore. Non seulement la coalition libérale—néo-démocrate fait payer aux gens la taxe carbone, mais elle taxe la taxe carbone. C'est ignoble. Le directeur parlementaire du budget a indiqué que la taxe sur le carbone appliquée au propane et au gaz naturel utilisés pour le chauffage et la climatisation des serres et des bâtiments de ferme et pour le séchage du grain coûtera aux agriculteurs près d'un milliard de dollars d'ici à 2030. Quelqu'un a-t-il visité une exploitation agricole? Je ne sais pas si les députés le savent, mais les agriculteurs n'ont pas beaucoup d'argent. Ils ont souvent beaucoup d'actifs, mais très peu de liquidités. Si nous mettons les agriculteurs en faillite, nous mettons les Canadiens en faillite et nous leur enlevons les moyens de se nourrir.

• (1345)

Je n'ai jamais rien vu d'aussi insensé. Nous devons nous demander ce que fait le gouvernement et ce qui le motive à le faire. Nous devons nous demander ce qui se passe.

Selon le rapport canadien sur les prix des aliments, le coût des aliments pour une famille de quatre personnes devrait augmenter de 700 \$ en 2024. Selon un rapport de Second Harvest, 36 % des organismes de bienfaisance ont dû refuser des gens, faute de ressources. De plus, 101 communautés des Premières Nations poursuivent le gouvernement libéral en justice au sujet de la taxe sur le carbone. Ils se réveillent. Le gouvernement se contente de se draper dans la vertu.

Voici ce que me dit Barbara dans une lettre: « Je chauffe ma maison au propane et j'ai un poêle à bois. Non seulement nous payons la taxe sur le carbone, mais nous payons aussi la TVH sur la taxe sur le carbone. C'est une double taxation. J'ai beau demander des explications par téléphone, par écrit et en personne, je n'arrive pas à obtenir de réponses. » Barb n'est pas la seule personne que la coalition libérale—néo-démocrate ne veut pas entendre.

À la période des questions hier, au cours d'un échange entre le chef de l'opposition et la ministre des Finances, cette dernière a dit que les libéraux n'avaient aucune leçon à recevoir des conservateurs parce qu'ils seront toujours là pour aider les moins vulnérables. Était-ce un lapsus? Je n'en suis pas sûre.

Permettez-moi de vous lire quelques commentaires que j'ai reçus. Les collègues libéraux d'en face ont souvent tendance à dire que les conservateurs inventent des choses. Ils adorent jeter de la poudre aux yeux des Canadiens ou sélectionner le cas d'une personne qui est représentative de leurs préjugés et miser sur leur optimisme aveugle. Ils prétendent que la situation n'a jamais été aussi bonne, que tout va merveilleusement bien. Nous savons que ce n'est pas vrai.

Voici ce que m'a écrit une mère de famille: « Bonjour Michelle. Je vis à Peterborough. Je suis mariée et mère de quatre enfants (de 15 mois à 13 ans). La hausse des dépenses engendrée par la taxe sur le carbone et les huit années de gouvernement libéral du premier ministre est en train de détruire ma famille. Mon mari occupe un emploi qui était normalement très enviable à Peterborough, mais aujourd'hui, nous avons du mal à joindre les deux bouts. Avant, nous dépensions 400 \$ pour l'épicerie et nous avions assez de nourriture pour un mois. Maintenant, nous avons de la chance si nous réussissons à tenir le coup une semaine. Je n'ai pas les moyens d'acheter de nouvelles lunettes. Mon mari n'a pas les moyens d'aller chez le dentiste. Et je ne vous parle pas du prix des préparations pour bébé et des couches! Tout cela est carrément la faute des libéraux incroyablement corrompus du premier ministre et de la coalition néo-démocrate. Nous vous serions très reconnaissants de nous aider et de défendre notre cause comme vous le pouvez. Aidez-nous s'il vous plaît. »

Bob Bolton a écrit ceci: « Michelle, la TAXE SUR LE CARBONE n'aurait jamais dû voir le jour, nous avons beaucoup d'arbres pour régler le problème. Merci. »

Meaghan Ireland Danielis a dit: « En tant que mère de trois enfants et propriétaire d'une petite entreprise, avec un conjoint qui occupe un emploi à temps plein et un emploi à temps partiel, il est déjà difficile de mettre de la nourriture sur la table et de payer les factures. Cette augmentation de la taxe va encore faire grimper les prix de tous les produits. Je ne sais pas comment les gens sont censés survivre, et encore moins prospérer. C'est une situation inquiétante. J'espère vraiment que le prochain gouvernement pourra trouver un moyen de nettoyer un peu le terrible gâchis qui a été fait. Je le sais, tu le sais Michelle [...], les gens souffrent et il n'y a pas de raison à cela. Tout a été chamboulé et l'accent n'est pas mis sur les bonnes choses. J'ai toujours été une fière Canadienne et une patriote. Ces dernières années, pour la première fois, j'ai envisagé la possibilité de quitter mon beau pays, le Canada. J'ai perdu espoir et je sais que je ne suis pas la seule à réagir de la sorte. »

Elle n'est pas la seule, puisque 70 % des Canadiens vivent la même chose qu'elle. Les familles de la classe ouvrière n'ont pas les moyens de mettre de l'essence dans leur voiture, de mettre de la nourriture dans leur réfrigérateur ou de chauffer leur maison. C'est la réalité. Tous les conservateurs le savent. Pour une raison ou une autre, les gens qui sont de l'autre côté de la Chambre — ceux qui sont aux commandes du pays — ne le reconnaissent pas; ils n'arrivent pas à l'admettre...

• (1350)

M. Tom Kmiec: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. La députée fait un discours passionné sur sa circonscription, mais il y a tellement de bruit dans la salle qu'il est impossible de l'entendre à l'avant de la Chambre.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je l'ai déjà signalé au sergent d'armes et il va s'en occuper.

La députée de Peterborough—Kawartha a la parole.

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, je reçois des milliers de commentaires. Les députés peuvent visiter ma page Facebook, les lire et peut-être se joindre à ces gens.

Déclarations de députés

En réalité, nous les entendons et nous nous battons pour eux. Nous savons que les Canadiens ne veulent pas que le premier ministre leur impose sa hausse de taxe. Nous avons des solutions sensées pour éliminer la taxe. Les conservateurs se rangent du côté des Canadiens, se battent pour eux et leur promettent de rendre la vie plus abordable.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le 15 avril, les Canadiens recevront des chèques de remise sur le carbone. Les députés du Parti conservateur disent qu'ils vont supprimer la taxe, mais en éliminant la taxe, on se débarrasse aussi des remises sur le carbone. De nombreux Canadiens intègrent désormais ces remises dans leur budget. Quatre fois par an, de façon régulière, les Canadiens reçoivent une remise et bon nombre d'entre eux en tiennent compte dans leurs dépenses et leurs budgets. En outre, la grande majorité d'entre eux reçoivent plus d'argent sous forme de remise que ce qu'ils versent en taxe sur le carbone. C'est la vérité et la réalité.

La députée pourrait-elle nous dire clairement si le Parti conservateur est prêt à supprimer les remboursements qui seront déposés le 15 avril?

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, il est très difficile de donner un sens à la logique et aux mathématiques des libéraux, qui nagent dans les illusions. C'est un véritable défi. Leur argument consiste à dire qu'ils vont accorder un remboursement. S'ils ne prenaient pas l'argent, il n'aurait pas besoin de le rembourser. Les gens n'ont pas d'argent à donner. Pour une famille moyenne en Ontario, la taxe sur le carbone coûtera un peu moins de 1 700 \$. Ce qu'elle va récupérer, c'est un peu plus de 1 100 \$. C'est ce qu'indique le directeur parlementaire du budget. Ce sont des calculs, de vrais calculs, et c'est la réalité.

Pourquoi les libéraux essaient-ils de jeter de la poudre aux yeux des Canadiens? Les Canadiens connaissent la vérité. Ce sont eux qui fréquentent les banques alimentaires et ce sont eux qui n'ont pas les moyens de vivre à cause des libéraux.

• (1355)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, en juin, j'ai demandé au directeur parlementaire du budget ce qui se passerait si nous supprimions la taxe sur le carbone et la remplacions par des subventions et des règlements et ce qui se passerait si nous ne faisons rien. Les États-Unis ont clairement indiqué qu'il y aurait un ajustement à la frontière pour le carbone, et j'ai demandé quelles en seraient les conséquences pour ces huit Canadiens sur dix.

Il a répondu que les conséquences dépendraient de ce qui est fait exactement pour remplacer la taxe sur le carbone, mais si nous parlons seulement d'un ajustement à la frontière américaine, cela mènerait probablement à un ralentissement économique, qui pourrait être majeur, selon l'importance de l'ajustement imposé par les États-Unis. On peut s'imaginer qu'un ajustement important pourrait avoir des répercussions négatives considérables sur les secteurs plus énergivores. Il a déclaré qu'il en résulterait une hausse de l'inflation aux États-Unis et qu'au Canada, l'effet serait probablement inverse, c'est-à-dire que cette mesure viendrait réduire l'activité économique et les prix. L'effet serait donc opposé, ce qui n'est guère mieux. C'est ce qu'il a indiqué. On pourrait même dire que c'est pire parce que cela réduirait l'activité économique.

Ma collègue a fait campagne sur la tarification de la pollution. Comme elle le sait, j'essaie toujours de trouver des solutions. Que

proposent les conservateurs comme solution de remplacement de la taxe sur le carbone pour que les Canadiens ne subissent pas les conséquences d'un mécanisme d'ajustement à la frontière pour le carbone avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne?

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, je demande au député d'en face et à tous les députés qui posent cette question s'ils ont visité une exploitation agricole récemment. Dans le Rapport sur les prix alimentaires de 2023, on estime que la taxe sur le carbone coûtera 150 000 \$ à une ferme ordinaire de 5 000 acres d'ici 2030. Quiconque a visité une ferme sait que les agriculteurs sont les gardiens de nos terres. Ils sont plus innovateurs, plus créatifs et plus écologiques que quiconque. Ils possèdent toute la technologie nécessaire. Ils savent comment s'occuper des terres parce qu'ils en sont les gardiens.

Voici la question que je pose en retour: que se passera-t-il lorsque les exploitations agricoles auront disparu parce qu'il ne sera plus possible aux agriculteurs de faire cela? Pour répondre à la question, je me fierais aux agriculteurs et à leur technologie, à leur esprit d'innovation et à leur lien avec la terre, qui aident véritablement l'environnement, et non à une taxe qui punit les Canadiens.

Mme Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Madame la Présidente, aujourd'hui, à la réunion du Comité permanent de la condition féminine, la députée de Peterborough—Kawartha a présenté une motion réclamant que l'on mette fin à la taxe sur le carbone pour que les mères seules puissent avoir les moyens de nourrir leur famille. Les bloquistes, les néo-démocrates et les libéraux ont tous voté contre la motion. Est-ce de cela que le gouvernement se soucie? Il se moque des mères seules. Il ne se soucie guère de la manière dont elles arriveront à nourrir leurs enfants, car ses députés n'ont pas voté dans le même sens que nous.

La députée peut-elle nous dire comment nous allons aider ces pauvres mères seules?

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, oui, il était choquant d'ajourner le débat sur quelque chose qui est si facile à faire, pour aider et écouter les Canadiens. Je répète qu'il s'agit de 70 % des Canadiens. Nous savons que la taxe sur le carbone a des effets disproportionnés sur les plus vulnérables: les mères seules, les personnes à faible revenu, les aînés et les étudiants. Toutes ces personnes ont recours aux banques alimentaires dans des proportions historiques. Jamais dans l'histoire la situation n'a été aussi grave. Il faut remplacer celui qui aime se faire appeler le premier ministre, abolir cette taxe et rendre la vie abordable pour les Canadiens.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Madame la Présidente, les agriculteurs et les éleveurs canadiens sont des gardiens responsables des terres, et ils sont unis dans leur objectif de nourrir la population canadienne et celle du monde entier. Ils sont également en première ligne face aux changements climatiques, dont ils doivent souvent affronter les effets dévastateurs, notamment les sécheresses, les inondations et les feux de forêt.

Les graves sécheresses de 2021 ont entraîné une baisse de 27 % de la production céréalière canadienne. La sécheresse de 2023 devrait réduire la récolte de céréales de 6,5 %, les Prairies étant particulièrement touchées. Cette année s'annonce comme une continuation de cette tendance. Une écrasante majorité de Canadiens, y compris les agriculteurs, s'inquiètent à juste titre des répercussions des changements climatiques, et nous les entendons.

Tandis que les conservateurs continuent de nier la réalité des changements climatiques et le rôle qu'ils jouent dans l'augmentation du prix des aliments, nous aidons l'industrie agroalimentaire à s'adapter à ces changements grâce au partenariat agricole canadien, au cadre Agri-relance et à la Stratégie nationale d'adaptation.

Nous serons toujours là pour les agriculteurs.

* * *

• (1400)

LE PRIX DE L'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole pour rendre hommage aux gardiens des prairies, aux défenseurs de l'environnement traditionnels et aux protecteurs de nos pâturages. Je parle évidemment des producteurs agricoles de l'ensemble du pays.

Aujourd'hui, je suis fier de rendre hommage à Doug et Linda Wray, du Wray Ranch, près d'Irricana, en Alberta, qui ont reçu le prix de l'intendance environnementale de 2023, décerné par l'Association canadienne des bovins. Leur intérêt pour l'agriculture durable montre que le secteur agricole canadien peut être un chef de file en matière d'efficacité et d'agriculture écologique tout en produisant les meilleurs aliments du monde. L'engagement de la famille Wray à l'égard de la santé des sols se voit aux pratiques qu'elle emploie, comme les méthodes culturales de conservation du sol, la gestion des pâturages et le pâturage en balles ou en andains. Cela se traduit par des améliorations importantes, comme un sol plus riche à teneur accrue en matières organiques ainsi qu'une diminution de l'érosion.

Je les félicite d'avoir reçu ce prix qui récompense l'intendance environnementale. J'espère que la famille Wray continuera pendant des générations d'exploiter la ferme familiale et d'incarner l'excellence dont le secteur agricole canadien fait preuve tous les jours.

* * *

TAÏWAN

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, alors que nous accueillons sur la Colline du Parlement aujourd'hui l'honorable Kelly Hsieh, sous-ministre des Affaires étrangères de la République de Chine, célébrons l'amitié qui unit le Canada et Taïwan.

Je prends la parole pour reconnaître Taïwan comme un intervenant important et un partenaire précieux pour le Canada et la communauté internationale. La signature de l'accord sur la protection des investissements étrangers entre le Canada et Taïwan en décembre 2023 a démontré l'engagement du Canada à renforcer ses liens économiques avec la région indo-pacifique.

Néanmoins, l'adhésion de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste serait une réalisation encore plus grande. Taïwan est un acteur économique important dans la région indo-pacifique. Elle promet la croissance économique, la diversifi-

Déclarations de députés

cation commerciale et la stabilité régionale. En adhérant aux principes du libre-échange, Taïwan peut contribuer à un ordre international prospère et fondé sur des règles. En appuyant l'adhésion de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, le Canada démontrerait son engagement à promouvoir ces principes dans la région.

Accueillons le...

Le Président: Le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

* * *

[Français]

JULIEN LÉVESQUE ET LAURENCE BRIÈRE

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, nous avons de grands athlètes au Québec. Je suis heureux de me lever à la Chambre pour souligner la victoire de deux sportifs de chez nous, le Bouchervilleois Julien Lévesque et sa partenaire Laurence Brière, qui forment un duo d'enfer de patinage artistique.

Quelle ne fut pas ma joie de voir l'image de ces deux jeunes, rayonnants, arborant le drapeau fleurdelisé et avec autour du cou la médaille des championnats canadiens.

Ce couple de Québécois, qui compétitionnait dans la catégorie « novice » à Waterloo en Ontario, l'a emporté face à l'ensemble des athlètes des provinces canadiennes. C'est un témoignage éclatant de leur talent, mais aussi de la capacité des gens de chez nous à rayonner parmi les meilleurs au monde.

Julien et Laurence ont toute notre admiration et ils peuvent être certains que nous porterons une grande attention à la suite de leur cheminement. Je leur dis bravo, nous sommes fiers d'eux.

* * *

[Traduction]

LES FEMMES DANS LE MILIEU DES AFFAIRES

Mme Patricia Lattanzio (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.): Monsieur le Président, le 8 mars dernier, j'ai eu l'immense plaisir de rencontrer et de célébrer des dirigeantes communautaires de ma circonscription, Saint-Léonard—Saint-Michel.

Ces femmes ont parlé de leur histoire, de leurs défis et de leurs réussites. Elles se sont distinguées dans leur secteur d'activités ou leur profession, en plus d'être tous les jours des sources d'inspiration et des modèles pour les autres femmes.

[Français]

Je suis particulièrement reconnaissante des efforts de notre gouvernement afin d'encourager les femmes, mais aussi de soutenir activement la participation des femmes sur le marché du travail, notamment avec la toute première Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat et plusieurs autres mesures qui ont permis aux femmes d'entrer sur le marché de travail, et ce, en nombre record.

[Traduction]

Continuons de célébrer les femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes et tous les autres jours. Poursuivons nos efforts afin de leur offrir des possibilités d'épanouissement et de réussite.

Déclarations de députés

• (1405)

[Français]

**LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA
FRANCOPHONIE**

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, demain, le 20 mars, sera la Journée internationale de la Francophonie. Cette année, l'Organisation internationale de la Francophonie a placé cette journée sous le thème: « Créer, innover, entreprendre en français ».

C'est à titre de président de la Commission des affaires parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie que je veux lancer une invitation. Nous sommes plus de 321 millions de locuteurs français dans le monde. Nous avons des efforts à faire quotidiennement pour faire grandir la langue française. Chez nous, au Canada, comme au Québec, le déclin est une triste réalité et nous nous devons d'être vigilants et de faire ce qu'il faut pour renverser la vapeur.

Mon parti, le Parti conservateur du Canada, reconnaît le déclin du français. Nous allons continuer à poser des actions concrètes pour freiner la décroissance de celle-ci partout au Canada.

Demain, j'invite les francophones et les francophiles à poser un geste concret dans leur environnement pour promouvoir notre langue, le français.

Soyons des ambassadeurs proactifs. Célébrons notre belle langue tous les jours. Créons, innovons et soyons fiers de notre langue, le français.

* * *

[Traduction]

ILYAS MULLABHAI

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, les gens de Don Valley-Ouest sont profondément attristés par la perte d'Ilyas Mullabhai, un ami cher, un collègue apprécié et un conseiller de confiance.

L'engagement indéfectible d'Ilyas envers la promotion d'initiatives communautaires est bien connu. Il a apporté une aide déterminante à la société islamique de Toronto pour établir un nouveau centre religieux et un espace communautaire qui offrira un environnement sûr et inclusif aux musulmans de notre région.

J'ai eu le plaisir de collaborer étroitement avec Ilyas, notamment dans nos efforts communs pour défendre des initiatives jeunesse. Le travail que nous avons fait ensemble pour le programme Emplois d'été Canada à Masjid Darus Salam a aidé une génération de jeunes à acquérir de précieuses compétences, à gagner un salaire équitable et à se préparer à des études postsecondaires.

Ilyas se dévouait à servir son prochain. Cet engagement était ancré dans sa foi en l'humanité et ses convictions religieuses. J'offre mes condoléances à son fils Arshad et à sa famille. Il nous manquera.

* * *

LE NOROUZ

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, à l'approche de la soirée qui marque l'arrivée du Norouz, précisément à 23 h 6 min 26 s ce soir, nous nous rassemblons pour célébrer une tradition ancrée dans le renouveau de la Terre et dans

la revitalisation de notre esprit. Ce festival ancien, empreint de symbolisme et de joie, nous invite à accueillir la nouvelle année avec espoir et optimisme.

Dans l'esprit de cette célébration, contemplons la sagesse du poète persan Khayyam, dont les paroles font écho à l'essence du Norouz.

[Le député s'exprime en farsi.]

[Traduction]

La poésie de Khayyam saisit avec élégance l'essence du Norouz et nous exhorte à laisser le passé derrière nous et à accueillir la promesse de nouveauté du présent. Au moment où nous saluons la nouvelle année, ces paroles nous poussent à ouvrir notre cœur pour embrasser l'avenir en célébrant le Norouz comme un symbole de renouveau, d'unité et de valeurs partagées. Cette tradition ancienne nous met sur la voie d'un avenir plus brillant et plus harmonieux.

* * *

LES COLLECTIVITÉS D'YORK—SIMCOE

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, c'est ridicule. Les collectivités rurales d'York—Simcoe n'ont pas droit au supplément pour le remboursement de la taxe sur le carbone en milieu rural parce que le gouvernement considère qu'elles font partie de la région de Toronto. En outre, pas une seule collectivité du Nord de la région d'York n'a reçu d'argent du Fonds pour accélérer la construction de logements, au sujet duquel les libéraux font un énorme battage, alors que Toronto a reçu un demi-milliard de dollars.

Les gens de Georgina, d'East Gwillimbury, d'Aurora, d'Uxbridge et de Bradford et les Chippewas de Georgina Island ont bien compris le message. Selon les libéraux, ils ne font pas partie de la région de Toronto quand vient le temps du financement pour le logement, mais ils en font partie quand vient le temps de déterminer l'admissibilité au supplément pour les régions rurales.

Les libéraux sont déconnectés de la réalité. Ils vont augmenter la taxe sur le carbone de 23 %, alors qu'elle ne fait rien pour l'environnement. Leur fonds pour le logement ne mènera à aucune mise en chantier, pas même dans les régions en forte croissance comme York—Simcoe.

Assez, c'est assez. Les conservateurs diront non à la hausse, aboliront la taxe et construiront des logements abordables pour les Canadiens.

* * *

L'INDUSTRIE BOVINE

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage avec fierté à l'industrie bovine canadienne, aux éleveurs et aux producteurs de bœuf de tout le pays qui aident à nourrir les gens d'ici et du monde entier avec des produits de qualité.

Cette semaine, des représentants de l'industrie sont à Ottawa, à l'occasion de la réception annuelle de l'Association canadienne des bovins. Je pense à des champions dans ma circonscription, Kings—Hants, des gens comme Dean et Catherine Manning, la famille Oulton et Ryan Knowles de la Hants County Meat Company. Je leur suis reconnaissant de tout le travail qu'ils font dans nos collectivités, à l'échelle locale, pour offrir d'excellents produits.

En tant que jeune parlementaire, je tiens également à souligner le travail du Conseil canadien des jeunes de l'industrie bovine. J'ai d'ailleurs eu la chance de rencontrer hier quelques-uns de ses membres: Kimberly Landsdale, Charlene Yungblut, Scott Gerbrandt et Patrick Sullivan. J'aimerais les remercier du travail qu'ils font pour aider les jeunes agriculteurs de partout au pays. Je remercie également les représentants qui sont à Ottawa aujourd'hui.

En qualité de parlementaires, prenons le temps de célébrer tout ce qui est bon pour l'industrie bovine canadienne.

* * *

• (1410)

L'APPLICATION ARRIVECAN

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens continuent de poser des questions sur l'affaire ArriveCAN, et les conservateurs continuent de faire pression pour obtenir des réponses.

La semaine dernière, nous avons appelé à comparaître GC Strategies, une entreprise de technologie de l'information composée de deux personnes qui n'a effectué aucun travail réel, mais qui a néanmoins reçu un tiers des 60 millions de dollars de contrats accordés dans le cadre de l'application ArriveCAN. Après s'être dérobées à l'obligation de rendre des comptes — au point d'être menacées d'arrestation —, ces deux personnes ont finalement comparu devant le comité.

Bien que les deux associés soient restés évasifs, les députés ont pu apprendre qu'ils ont empoché 2,5 millions de dollars, mais pour faire quoi? L'un des associés, Kristian Firth, a déclaré qu'il avait travaillé en moyenne deux à quatre heures par jour, à raison de 2 600 dollars l'heure. Son associé a déclaré qu'il n'avait jamais eu la moindre idée du déroulement du processus entourant ArriveCAN et qu'il se contentait de gérer les habilitations de sécurité de leurs sous-traitants, travail qu'il ne faisait d'ailleurs pas correctement.

Le gouvernement libéral doit ouvrir grand les oreilles. Il doit expliquer pourquoi il a gaspillé des millions de dollars. Les Canadiens veulent récupérer leur argent. Le gouvernement doit donc s'expliquer et rembourser ces pertes.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LE CARBONE

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Monsieur le Président, après huit ans de ce gouvernement libéral, partout au Québec, des manifestations d'agriculteurs ont lieu à cause de la taxe sur le carbone et conséquemment de la baisse de leur revenu net. Le Bloc québécois choisit de les ignorer et même de les punir.

Effectivement, le Bloc québécois veut radicalement augmenter les taxes libérales sur l'essence et les aliments. Il veut le faire le 1^{er} avril. Cet engagement semble être une blague, un poisson d'avril, mais ce n'est malheureusement pas le cas.

L'Union des producteurs agricoles m'a confirmé en personne la semaine dernière l'impact dévastateur que va avoir cette augmentation de 23 % sur tous les Canadiens, en particulier sur les producteurs agricoles de ma région.

À quoi sert le Bloc québécois? Cela sert à punir les Québécois et à aggraver les conditions de vie déjà compliquées des agriculteurs.

Déclarations de députés

Tous les Canadiens espèrent que le gouvernement ainsi que le Bloc québécois annuleront cette taxe absolument bouleversante.

* * *

[Traduction]

LE NOROUZ

M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui l'équinoxe de printemps, que l'on appelle également le Norouz. Cette célébration marque la nouvelle année pour les Iraniens, les Afghans, les ismaéliens, les baha'is, les zoroastriens et plus de 300 millions de personnes à l'échelle mondiale. Dans le monde entier, de nombreuses personnes se réjouissent de l'arrivée du printemps et de la promesse d'une nouvelle année.

Je suis certain que tous les députés se joindront à moi pour souhaiter une bonne année aux personnes qui célèbrent le Norouz dans tout le Canada.

Joyeux Norouz.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES SPÉCIAUX D'HIVER DU CANADA

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, des athlètes canadiens se sont réunis à Calgary à l'occasion des Jeux olympiques spéciaux d'hiver du Canada, et les participants d'Algoma—Manitoulin—Kapusking nous ont fait honneur.

Originaires de l'île Manitoulin, le capitaine Tyler Madahbee et les membres de l'équipe Dylan Danville, Dayne Tipper, Austin Recollet et William Leclair ont remporté l'or à l'épreuve de curling, et Matthew Bedard a gagné trois médailles de bronze à l'épreuve de raquette. Adam Cormier, d'Elliot Lake, a remporté une médaille d'argent à l'épreuve de quilles en équipe et une médaille de bronze à l'épreuve de quilles en simple.

[Français]

Chaque année, les entraîneurs, les bénévoles et les employés font des Jeux olympiques spéciaux un événement dont tous peuvent être fiers. Il est important que nous reconnaissons tout ce qu'ils font pour soutenir et encourager nos athlètes.

[Traduction]

Le serment des Jeux olympiques spéciaux est le suivant: « Que je sois victorieux, mais si je n'y parviens pas, que je sois courageux dans l'effort. » Nos athlètes olympiques spéciaux qui ont participé aux jeux d'hiver de cette année continuent d'illustrer ce serment.

Je félicite Tyler, Dylan, Dayne, Austin, William, Matthew et Adam. Ils ont fait preuve de force, de détermination et de courage au cours de ces compétitions difficiles. Nous sommes tous très fiers de leur réussite.

* * *

[Français]

LE 80^E ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT MARITIME DU QUÉBEC

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui afin de souligner le 80^e anniversaire de l'Institut maritime du Québec de Rimouski.

Questions orales

C'est le 24 mai 1944 qu'a été fondée cette grande institution nationale, sous l'impulsion de M. Jules-A. Brillant. Quatre-vingts ans plus tard, l'Institut maritime du Québec demeure l'unique centre de formation de la main-d'œuvre maritime au Québec, le plus important au Canada, et la seule institution francophone de ce genre en Amérique du Nord. Depuis sa fondation, l'Institut maritime du Québec forme des générations de marins et d'experts, contribuant à l'industrie maritime sur tous les océans.

Je remercie les artisans d'hier à aujourd'hui, qui font rayonner cette grande expertise bas-laurentienne et québécoise reconnue partout dans le monde. Je souhaite une longue vie à ce trésor national qu'est l'Institut maritime du Québec ainsi qu'un joyeux 80^e anniversaire.

Ne manquons pas d'être au rendez-vous le 6 avril prochain, lors du grand banquet festif, pour célébrer tous ensemble.

* * *

• (1415)

[Traduction]

LA TAXE SUR LE CARBONE

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, l'atmosphère est habituellement bon enfant le 1^{er} avril, une journée où les Canadiens s'amuse en jouant des tours inoffensifs.

Ce n'est pas le cas du premier ministre néo-démocrate—libéral qui, sans aucune compassion, jouera un tour cruel aux Canadiens en augmentant encore une fois la taxe sur le carbone qui s'applique sur tout — une hausse qui s'élèvera cette fois-ci à 23 %. Soixante-dix pour cent des Canadiens s'opposent à cette taxe, et tous les premiers ministres des provinces de l'Atlantique, y compris le premier ministre libéral de Terre-Neuve-et-Labrador, se sont joints aux conservateurs pleins de bon sens pour exiger que le gouvernement abolisse la taxe.

Deux millions de Canadiens doivent avoir recours à une banque alimentaire tous les mois. C'est ahurissant. Des organismes de bienfaisance sont maintenant à court de ressources et d'argent pour aider les Canadiens. Un sage Néo-Écossais a dit un jour que personne ne croirait que le gouvernement, après avoir perçu son argent, lui en remettra plus. Ce n'est tout simplement pas vrai. Aujourd'hui, à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, tous les partis politiques ont voté à l'unanimité: ils demandent à tous les députés fédéraux de la province d'annuler la hausse de la taxe sur le carbone et d'abolir cette taxe.

* * *

LA REMISE SUR LE CARBONE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, l'arrivée de la saison des impôts est une excellente nouvelle.

Quand les Canadiens produiront leur déclaration de revenus, ils recevront la Remise canadienne sur le carbone. Dans les provinces où elle s'applique, comme l'Ontario, où j'habite, cette initiative permettra à la plupart des Canadiens de recevoir encore plus d'argent qu'ils n'en paient dans le cadre du système de tarification du carbone.

L'abordabilité est une priorité dans tout ce que fait le gouvernement fédéral. Grâce à la Remise canadienne sur le carbone, nous mettons directement de l'argent dans les comptes bancaires des fa-

milles canadiennes. Les familles comptent sur ces chèques, en particulier les Canadiens à faible et à moyen revenus, qui en ont le plus besoin.

Malheureusement, les députés conservateurs veulent éliminer ces remises, sur lesquelles comptent les Canadiens à faible et à moyen revenus, mais nous ne les laisserons pas faire. Les familles canadiennes peuvent en être certaines.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA TARIFICATION DU CARBONE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les conservateurs ont un plan de gros bon sens pour réduire les impôts et les taxes, pour bâtir des logements, pour réparer le budget et pour stopper le crime. Pourtant, le premier ministre n'en vaut pas le coût après huit ans.

[Traduction]

Après huit longues années, le premier ministre et sa taxe sur le carbone n'en valent pas le coût. Le directeur parlementaire du budget confirme que, dans toutes les provinces, les Canadiens paient beaucoup plus en taxes qu'ils ne reçoivent sous forme de remise sur une taxe qui augmentera de 23 %.

Aujourd'hui, les conservateurs pleins de bon sens demandent au premier ministre d'accorder à son caucus un vote libre sur notre motion visant à dire non à la hausse.

[Français]

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, huit familles sur dix partout au pays, dans les régions où nous avons mis un prix fédéral sur la pollution, reçoivent plus d'argent avec ce prix sur la pollution.

Ce que le leader de l'opposition est en train de proposer, c'est non seulement d'enlever les chèques qui sont donnés aux familles pour aider avec le coût de l'épicerie, du loyer et des répercussions des changements climatiques, mais aussi de ne rien faire pour lutter contre les changements climatiques et pour bâtir un avenir plus fort.

Nous sommes là pour aider les Canadiens avec des chèques. Nous sommes là pour lutter contre les changements climatiques.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Néo-Écossais comprennent qu'après huit ans, le premier ministre néo-démocrate—libéral n'en vaut pas le coût, et ils ont raison. Selon le directeur parlementaire du budget, la taxe sur le carbone du premier ministre coûtera 1 500 \$ à une famille moyenne en Nouvelle-Écosse.

Voilà pourquoi l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, où siègent des libéraux, des conservateurs et des néo-démocrates, a voté à l'unanimité en faveur d'un appel à tous les députés fédéraux de la province de dire non à la hausse et donc de voter avec les conservateurs plein de bon sens.

Le premier ministre permettra-t-il un vote libre pour que les Néo-Écossais puissent voter pour les habitants de leur circonscription plutôt que pour le chef de leur parti?

Questions orales

• (1420)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en Nouvelle-Écosse, une famille de 4 personnes reçoit environ 824 \$ par an en compensation de la tarification de la pollution.

En fin de compte, grâce à la Remise canadienne sur le carbone, huit Canadiens sur dix partout au pays ont plus d'argent dans leurs poches. Le chef de l'opposition veut priver les familles canadiennes du chèque de la Remise canadienne sur le carbone, alors que le solde est positif pour huit familles sur dix même avec la tarification de la pollution.

C'est un moyen de lutter contre les changements climatiques, de bâtir un avenir plus sûr et plus prospère, et de rendre plus d'argent aux Canadiens, de l'argent dont le chef de l'opposition veut les priver.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre fournit enfin des chiffres utiles. Il dit que le remboursement qu'il offre aux Néo-Écossais est de 850 \$. Eh bien, le directeur parlementaire du budget a confirmé que les taxes sur le carbone coûtent 1 500 \$ à la famille néo-écossaise moyenne. Donc, le premier ministre veut percevoir pour 1 500 \$ de taxes sur le carbone auprès de la famille moyenne en Nouvelle-Écosse et ne lui redonner que 850 \$.

Tout le monde sait que la taxe sur le carbone, à l'instar du premier ministre, n'en vaut pas le coût. Le premier ministre laissera-t-il les députés libéraux voter comme ils l'entendent sur la motion d'aujourd'hui?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, le chef de l'opposition veut éliminer les chèques de la Remise canadienne sur le carbone qui sont livrés dans les boîtes aux lettres des Néo-Écossais et des familles partout au pays où la tarification du carbone s'applique. Pourtant, dans huit cas sur dix, ces familles sont avantagées par la tarification de la pollution et la Remise canadienne sur le carbone.

Le chef de l'opposition veut priver les Canadiens de ces chèques et veut que le Canada en fasse beaucoup moins pour lutter contre les changements climatiques, dont les Canadiens ressentent pourtant l'impact aux quatre coins du pays. Il n'offre aux Canadiens ni plan pour l'avenir ni la moindre somme d'argent.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la révolte contre la taxe s'étend maintenant à l'Ontario, où la cheffe du Parti libéral a changé son fusil d'épaule et affirme, elle aussi, être contre la taxe sur le carbone du premier ministre. Peut-être que c'est parce qu'elle a lu le rapport du directeur parlementaire du budget qui indique que les Ontariens paieront 1 674 \$ pour la taxe, soit au-delà de 600 \$ de plus que le remboursement que reçoivent les habitants de la province.

Le premier ministre laissera-t-il ses députés de l'Ontario voter librement sur la motion de gros bon sens des conservateurs qui vise à dire non à la hausse?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les familles de l'Ontario doivent faire face à la hausse des prix à l'épicerie et à la hausse des loyers, et nous versons la Remise canadienne sur le carbone, qui vient améliorer leur sort. Huit familles canadiennes sur dix reçoivent plus sous forme de remise que ce qu'elles ont payé en tarification de la pollution. La tarification de la pollution permet à la fois de réduire les émissions, de

rendre l'économie plus propre pour l'avenir et de redonner plus d'argent aux Canadiens.

Les conservateurs veulent qu'on arrête d'envoyer des chèques de la Remise canadienne sur le carbone. Nous allons continuer d'aider les familles à combattre la crise de l'abordabilité et de lutter contre les changements climatiques.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les chiffres proviennent directement du directeur parlementaire du budget. Selon lui, le coût de cette taxe pour la famille moyenne en Ontario est de 1 674 \$, alors que le remboursement n'est que de 1 047 \$. Les Ontariens paient donc plus qu'ils ne reçoivent en retour, à l'instar des Britanno-Colombiens, dont le gouvernement néo-démocrate administre la taxe sur le carbone imposée par le gouvernement fédéral. Le *Vancouver Sun* rapporte aujourd'hui que, selon le budget présenté par le NPD dans cette province, la taxe sur le carbone rapportera 9 milliards de dollars sur trois ans, mais seulement 3 milliards de dollars seront remboursés. Le coût net de la taxe sur le carbone s'élève donc à près de 6 milliards de dollars.

Le premier ministre permettra-t-il aux députés libéraux de la Colombie-Britannique de se prononcer librement au moment du vote?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, voilà un exemple concret qui montre que le chef de l'opposition officielle n'a que faire des faits, comme peuvent le constater notamment les Canadiens qui suivent la scène politique et qui écoutent la période des questions, ainsi que les journalistes dans les tribunes. Le chef de l'opposition ne s'intéresse ni aux données probantes ni au fonctionnement de la fédération canadienne. Il souhaite simplement avancer des arguments spécieux pour se faire du capital politique.

En réalité, le régime britanno-colombien de tarification de la pollution a été mis en place un en 2008 et il continuera d'être administré par la province et non par le gouvernement fédéral.

* * *

• (1425)

[Français]

LA FISCALITÉ

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement et le Canada sont gavés gras dur au déséquilibre fiscal.

Le gouvernement canadien perçoit plus en taxes et impôts que ce que ses responsabilités demandent. Le Québec et les provinces perçoivent moins en taxes et en impôts que ce que leurs responsabilités commandent. Évidemment, il n'est pas question de hausser les impôts.

Le gouvernement et le premier ministre reconnaissent-ils que le déficit extrêmement important du Québec est en fait fabriqué de toutes pièces par le gouvernement du Canada?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dans cette fédération canadienne, le gouvernement fédéral est là pour travailler avec les gouvernements provinciaux pour fournir ce dont les Canadiens ont besoin d'un bout à l'autre de ce pays.

Questions orales

Nous avons fait des investissements records en santé, des investissements en soins dentaires et des investissements en transferts pour les provinces pour pouvoir offrir les services dont elles ont besoin.

Je comprends que le chef du Bloc québécois veut en faire un débat sur la souveraineté du Québec. La réalité, c'est que nous travaillons très bien ensemble. Nous allons continuer de nous assurer que tous les Canadiens, d'un bout à l'autre de ce pays, prospèrent.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, nous allons lui donner une chance, nous n'en ferons pas un débat sur la souveraineté du Québec, sauf qu'il doit 6 milliards de dollars au Québec en santé et 1 milliard de dollars au Québec en immigration pour l'accueil des réfugiés. Ça fait 7 milliards de dollars sur un déficit total de 11 milliards de dollars. Il fait l'unanimité contre lui et il étouffe littéralement le Québec.

Utilise-t-il 1 milliard de dollars en immigration et 6 milliards de dollars en santé pour mettre le Québec au pas et faire des Québécois des Canadiens comme les autres, et du Québec une province comme les autres?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, on comprendra tous à la Chambre que quand je m'engage envers le Québec et les Québécois, je ne m'engage pas envers le chef du Bloc québécois, mais envers le premier ministre du Québec.

Je peux dire que, vendredi passé, nous avons eu une très bonne conversation. Nous travaillons ensemble sur l'immigration, sur les soins de santé et sur la croissance économique. Nous ne serons pas toujours d'accord sur tout, mais nous allons être d'accord sur le besoin de travailler ensemble de façon constructive et non de créer des chicanes, ce qui est la raison d'être du Bloc québécois.

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, après des décennies d'échecs de la part des libéraux et des conservateurs, les communautés autochtones continuent de vivre dans des logements surpeuplés qui ont désespérément besoin de réparations. Les libéraux ont promis d'adopter un train de mesures pour améliorer considérablement la situation d'ici 2030, mais le rapport que la vérificatrice générale a publié aujourd'hui indique clairement qu'ils renieront encore une autre promesse faite aux Autochtones.

Le gouvernement libéral cessera-t-il de gaspiller des millions de dollars au bénéfice des consultants privés pour plutôt faire de ce grave problème une priorité dans le prochain budget?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous remercions la vérificatrice générale de son rapport et, bien entendu, nous examinons attentivement toutes ses recommandations afin que notre feuille de route réponde efficacement à ces préoccupations.

En ce qui concerne la coopération ou les partenariats avec les Autochtones, que ce soit en matière de logement ou de services de police, la consultation est au cœur de tout ce que nous faisons. Nous sommes déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations pour faire progresser nos priorités.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les communautés autochtones vivent dans des logements trop peuplés qui ont désespérément besoin d'être réparés. Le rapport de la vérificatrice générale aujourd'hui montre que 80 % des besoins en logement ne sont pas comblés.

Le premier ministre n'accepterait jamais ça à Toronto. Pourquoi le premier ministre a-t-il un standard plus bas pour les communautés autochtones?

• (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce que le chef du Nouveau Parti démocratique est en train de dire est tout simplement faux. Nous avons investi des sommes historiques pour travailler avec les communautés autochtones sur le logement, sur les services et les soins de santé et pour donner de l'aide pour créer de la prospérité économique. Il y a encore beaucoup de travail à faire, nous le reconnaissons tous. Cependant, le progrès que nous avons fait sur la réconciliation et sur le partenariat avec les peuples autochtones va continuer.

Nous remercions la vérificatrice générale de ses recommandations. Nous allons continuer de travailler main dans la main avec les communautés autochtones pour atteindre des résultats.

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone qui entrera en vigueur le jour du poisson d'avril frappera particulièrement durement les Néo-Écossais. La taxe du premier ministre coûtera 1 500 \$ à la famille moyenne de la Nouvelle-Écosse, soit beaucoup plus que ce que celle-ci recevra en remboursements.

C'est pourquoi l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse a adopté à l'unanimité, avec l'appui des trois partis, une motion demandant aux députés fédéraux de cette province de voter dans le même sens que les conservateurs pour dire non à la hausse.

L'un d'entre eux est le député de Kings—Hants, le président du comité de l'agriculture, qui étudie en ce moment les répercussions douloureuses de la taxe sur le carbone sur les agriculteurs.

La question s'adresse au président du comité de l'agriculture. Votera-t-il avec nous afin de dire non à la hausse?

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre.

Bien sûr, on peut poser des questions au gouvernement sur des questions administratives et, bien sûr, aux présidents de comités. Il est important que les Canadiens comprennent, cependant, que les questions posées à un président de comité doivent porter sur les dossiers dont ce comité est saisi à ce moment. Après consultation, on se rend compte que ce n'est pas le cas de la question que pose le député.

Je vois que le ministre du Logement se lève.

Questions orales

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, ce que le député laisse entendre est faux. Nous avons des données concrètes qui montrent que, dans les provinces où le système s'applique, les familles reçoivent chaque année des centaines de dollars de plus que ce qu'elles paient en redevances sur les combustibles.

Les conservateurs prétendent se soucier de l'abordabilité, mais ils s'opposent aux mesures visant à mettre plus d'argent dans les poches des familles. Ils prétendent se soucier de l'abordabilité, mais ils s'opposent aux mesures qui protègent les pensions des aînés. Ils prétendent se soucier de l'abordabilité, mais ils votent contre des mesures destinées à éliminer les intérêts sur les prêts d'études canadiens.

Nous ferons tout en notre pouvoir pour rendre la vie plus abordable, notamment en laissant plus d'argent dans les poches des familles tout en luttant contre les changements climatiques.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la censure parlementaire qui est à l'œuvre prouve tout ce qu'il faut savoir sur ce dossier et sur tout le reste au sein du gouvernement.

J'ai posé une question au député de Kings—Hants, le président du comité de l'agriculture, qui étudie en ce moment les répercussions douloureuses de la taxe sur le carbone, mais les occupants des banquettes avant de la Chambre l'ont fait taire. Ils lui ont dit de s'asseoir et de se taire parce qu'ils avaient un meilleur porte-parole qui interviendrait à sa place au nom du Cabinet du premier ministre.

Ma question s'adresse au député de Kings—Hants, qui préside le comité de l'agriculture. Son comité étudie comment la taxe sur le carbone nuit aux agriculteurs. Choisira-t-il, par son vote, de dire non à la hausse?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, si le député a des doutes au sujet du député de Kings—Hants, je peux le rassurer en lui disant que sa collectivité le considère comme un champion. Il a lancé une pétition récemment pour s'opposer au gouvernement conservateur de la Nouvelle-Écosse et faire en sorte que des changements soient apportés au secteur agricole dans sa collectivité.

Chaque fois que les conservateurs posent une question en matière d'environnement, c'est pour trouver une façon d'en faire moins.

La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a laissé entendre que les débordements de la rivière des Outaouais devaient être attribués à l'absence de réglementation.

Le député de Cariboo—Prince George a laissé entendre que le changement climatique n'était pas dû à la pollution industrielle, mais à une augmentation de la chaleur corporelle causée par l'accroissement de la population.

Le député de Red Deer—Lacombe a rendu visite à des écoliers pour leur dire que le dioxyde de carbone était de la nourriture pour les plantes.

Ce...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il a tout à fait raison. Il s'agit d'une blague, d'un pois-

son d'avril. La plaisanterie s'adresse aux contribuables canadiens, en particulier aux Néo-Écossais, qui devront payer 1 500 \$ de plus une fois que cette augmentation de la taxe sur le carbone entrera en vigueur. Il dit que le député de Kings—Hants est un champion. Est-il un champion qui ne peut même pas parler, qui est réduit au silence par ses propres collègues? Le député va-t-il...

Des voix: Oh, oh!

• (1435)

Le Président: À l'ordre.

Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, ce ministre censuré pourrait-il briser le silence et nous dire ceci: choisira-t-il, par son vote, de dire non à la hausse pour ses concitoyens ou choisira-t-il de les exploiter le jour du poisson d'avril?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs souhaitent répandre de fausses informations pour duper les Canadiens et les amener à voter pour eux. Comme le démontrent les données, je parle bien ici non pas de projections, mais de données concrètes, les habitants de ma province reçoivent plus d'argent chaque année grâce aux remboursements que ce qu'ils paient en redevances sur les combustibles. Tout ce que font les conservateurs...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre.

L'honorable ministre a la parole.

L'hon. Sean Fraser: Monsieur le Président, chaque fois que les conservateurs ont l'occasion de s'exprimer à la Chambre, ils préconisent l'une des deux choses suivantes: faire moins pour l'environnement ou priver d'argent les familles de ma collectivité. Je n'apporterais ni l'une ni l'autre.

Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre plus d'argent dans les poches des familles et servir les générations futures.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ma question s'adresse au député silencieux de Kings—Hants. On lui a demandé d'expliquer pourquoi il votait en faveur d'une taxe sur le carbone de 1 500 \$ par famille qui ne génère qu'une remise de 963 \$. Je lui ai expressément demandé de répondre, mais ses maîtres au Cabinet du premier ministre le musèlent.

Une fois de plus, est-ce que le président du comité de l'agriculture, le député de Kings—Hants, va prendre la parole aujourd'hui et nous dire s'il votera de sorte à dire non ou oui à la hausse de la taxe?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le chef de l'opposition connaît parfaitement les règles de cet endroit et sait que les députés de ce côté-ci de la Chambre sont heureux et fiers de parler des mesures d'abordabilité et des mesures que nous mettons en place pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

Puisque nous abordons ce thème, j'ai une question à poser à un membre du comité de la défense, le député de Selkirk—Interlake—Eastman. Pourquoi a-t-il trahi le peuple ukrainien en votant contre l'accord de libre-échange?

Questions orales

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les habitants de Kings—Hants, en Nouvelle-Écosse, découvrent qu'ils n'ont pas voix au chapitre au Parlement, car le député a été réduit au silence. Le premier ministre est terrifié à l'idée qu'il prenne la parole et qu'il s'éloigne de son texte. Il est au courant de la volonté unanime de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, où libéraux, conservateurs et néo-démocrates ont adopté une motion demandant à tous les députés fédéraux de la province de voter contre la hausse.

Le député de Kings—Hants, qui préside le comité de l'agriculture, va-t-il, oui ou non, défendre les agriculteurs de sa circonscription et voter avec nous afin de dire non à la hausse?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, chaque jour, le député de Kings—Hants défend les agriculteurs, il défend ses concitoyens, il défend les Néo-Écossais et il défend les Canadiens.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes extrêmement fiers de l'avoir comme collègue. Il sait que les habitants de Kings—Hants n'ont pas besoin de compressions. C'est la seule chose que les conservateurs ont à leur offrir, comme à tous les Canadiens d'ailleurs.

• (1440)

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le député de Kings—Hants participe aujourd'hui au Programme de protection des témoins.

Il ne peut tout simplement pas prendre la parole, puisque son whip lui fait signe de s'abstenir. C'est exactement ce qui vient de se passer il y a quelques instants, quand je lui ai posé une question légitime en sa qualité de président du comité de l'agriculture, un comité qui étudie les effets dévastateurs de la taxe sur le carbone imposée aux agriculteurs de sa circonscription et de tout le pays.

Pour la sixième fois, va-t-il se retirer du Programme de protection des témoins et annoncer s'il votera en faveur de notre motion visant à dire non à la hausse?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs adorent dénigrer le Canada. Ils répandent la peur et les faussetés.

De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons au Canada et aux Canadiens. C'est pourquoi je me réjouis d'annoncer de bonnes nouvelles aux députés: le taux d'inflation pour février, qui a été publié ce matin, est de 2,8 %; il est inférieur aux attentes et se situe dans la fourchette cible établie par la Banque du Canada. C'est le deuxième mois consécutif, puisqu'en janvier, le taux d'inflation se situait à 2,9 %, dans les limites de la cible.

Notre plan fonctionne.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, dans 12 jours, Ottawa éliminera 1 milliard de dollars en santé si le Québec n'accepte pas des conditions dans son propre champ de compétence; 12 jours alors qu'on parle de sommes sur lesquelles le Québec et Ottawa se sont entendus depuis plus d'un an.

Si la priorité du fédéral était les patients, cet argent serait transféré depuis longtemps. Or non, dans 12 jours, c'est le couperet ou les

conditions. C'est le fédéral qui prend en otage les personnes malades avec l'argent qu'elles paient en impôt.

Pourquoi ne pas simplement prioriser les patients et verser l'argent dès maintenant, sans condition?

L'hon. Mark Holland (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est bizarre. Le Bloc québécois cherche tout le temps la chicane. Pourtant, quand je parle avec le ministre Dubé et le gouvernement du Québec, c'est clair que le gouvernement du Québec veut travailler dans un esprit de coopération avec notre gouvernement pour améliorer la santé de chaque Québécois et de chaque Québécoise. C'est la raison pour laquelle il va y avoir une entente avec Québec avant la fin du mois.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, on parlerait de relations intergouvernementales tendues si seulement il existait une relation. Le fédéral est plutôt entré dans sa phase du « non »: non à la hausse des transferts en santé sans condition, non au droit de retrait de l'assurance dentaire et de l'assurance-médicaments, non au soutien de l'accueil des demandeurs d'asile.

Finalement, la seule chose à laquelle le fédéral ne dit pas non, c'est l'argent de nos impôts. Or, les Québécois ont le droit d'avoir leur mot à dire sur ce que le fédéral fait avec leur argent.

Pourquoi est-ce si difficile de dire oui? Pourquoi est-ce si difficile de simplement respecter la volonté du Québec?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le Bloc québécois est devenu le champion du « non »: non à la collaboration, non au partage d'information, non au fait de s'asseoir ensemble, non au fait d'arriver à des résultats, non pour travailler pour les Québécois.

Il voudrait que ce soit un échec, mais ce n'est pas le cas. On est capable de s'asseoir et de travailler ensemble. Le ministre de la Santé fait un travail extraordinaire. Il a des rencontres régulières avec son homologue à Québec.

Les députés du Bloc québécois ne sont pas autour de la table. Ils n'ont aucune idée de ce qui se passe là-bas. Tout ce qu'ils veulent, c'est la chicane et dire que cela ne fonctionne pas.

Or cela fonctionne. On travaille ensemble pour tous les Québécois.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, on n'est peut-être pas au gouvernement, mais on a simplement énuméré quelques mesures budgétaires, parce que c'est aussi non aux pleins pouvoirs en immigration pour le Québec, non à la loi 21 sur la laïcité de l'État, non aux demandes anticipées d'aide médicale à mourir.

C'est presque par principe: même quand cela ne coûte pas un sou, le fédéral dit non au Québec. Quel contraste en cette semaine où l'on rend hommage à Brian Mulroney, qui prônait un fédéralisme d'honneur et d'enthousiasme pour les Québécois.

Est-ce que le gouvernement réalise à quel point dire non à tout et dire non tout le temps, c'est exactement faire l'inverse?

• (1445)

L'hon. Mark Holland (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est seulement le Bloc québécois qui dit non tout le temps. Le Bloc québécois cherche les problèmes. Il cherche la chicane.

Questions orales

De notre côté, nous cherchons une solution, ensemble, avec Québec. C'est pour nous assurer que l'information est présente dans chaque province et dans chaque territoire. Je suis tellement fier de voir qu'il y a une entente avec chaque province et chaque territoire pour augmenter la qualité des soins de santé partout au pays.

C'est notre objectif de travailler dans un esprit de coopération, pas de jouer un jeu partisan.

* * *

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, l'an dernier, dans ma circonscription, un producteur local du nom de Kolk Farms s'est vu contraint de payer 62 000 \$ en taxe sur le carbone, juste pour son gaz naturel. Je répète: 62 000 \$. Ce que le gouvernement libéral—néo-démocrate ne comprend pas, parce qu'il est tellement déconnecté de la réalité, c'est que ce sont les Canadiens qui paient la facture lorsqu'ils font l'épicerie pour nourrir leur famille. Les Canadiens ont déjà de la difficulté à joindre les deux bouts. Et maintenant, le 1^{er} avril, ils vont écoper d'une autre hausse de 23 %.

Le premier ministre va-t-il annuler la hausse et abolir la taxe?

L'hon. Gudie Hutchings (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, je veux rappeler à la députée d'en face qu'il y aura, pour les régions rurales, un supplément à la remise sur le carbone. Une famille de quatre personnes en Alberta recevra 2 160 \$. Une famille de ma circonscription qui vit à la campagne recevra 1 430 \$.

Mes amis, nous comprenons la situation. C'est pourquoi nous sommes là pour aider les gens en leur offrant la remise sur le carbone. C'est pourquoi nous les aidons au moyen de la prestation pour la garde d'enfants. Nous sommes là pour les aider avec le logement. Nous sommes là aussi pour les Canadiens qui habitent en zone rurale.

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, ce qui saute aux yeux, c'est que les libéraux entretiennent une relation dysfonctionnelle avec la vérité. La réalité, c'est que les Canadiens payent plus d'argent qu'ils n'en reçoivent. Par exemple, une famille moyenne de l'Alberta paye 2 943 \$, mais elle ne reçoit que 2 032 \$, ce qui veut dire qu'au bout du compte, elle se retrouve des milliers de dollars dans le rouge. Voilà combien les gens doivent verser au gouvernement et combien le gouvernement leur soutire.

Pourquoi le gouvernement fait-il ça aux Canadiens alors qu'ils ont déjà de la difficulté à payer leurs factures, à joindre les deux bouts et à nourrir leurs familles?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas trop ce qui se passe avec les conservateurs à la Chambre. Peut-être qu'ils ont suivi le président du comité de l'agriculture dans le programme de protection des témoins. Quand il s'agit de défendre les intérêts des Albertains et de leur pension, où se trouve le député d'Edmonton Mill Woods? Où se trouve...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Je vais demander à tout le monde de permettre aux députés de s'exprimer afin que la présidence puisse entendre la question ou la réponse et que les députés qui ne parlent pas l'autre langue officielle puissent entendre la traduction.

Le ministre a la parole.

L'hon. Randy Boissonnault: Monsieur le Président, où sont les députés conservateurs à la Chambre lorsqu'il s'agit de défendre les Albertains et de leur assurer une retraite digne? Ils ne disent pas un mot sur le Régime de pensions du Canada. Ils ne disent pas un mot pour défendre les Albertains.

Ils ont été muselés par leur chef et ils ne défendent pas les Albertains, malgré la tentative désastreuse de Danielle Smith de retirer des Canadiens du Régime de pensions du Canada. Les conservateurs brillent par leur absence. Nous sommes ici pour...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Chers collègues, essayons de nous en tenir au temps imparti en respectant les députés qui ont la parole.

Je suis certain que tout le monde aimerait entendre la question du député de Tobique—Mactaquac.

• (1450)

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je vais vous dire ce que font les députés albertains. Ils défendent les gens de leurs circonscriptions en votant pour exprimer une absence de confiance envers le gouvernement, qui doit être remplacé.

Après huit années de gouvernement libéral—néo-démocrate, plus de 50 familles de militaires en service actif ont recours à la banque alimentaire que je viens de visiter à Oromocto, au Nouveau-Brunswick. Les militaires de ces 50 familles servent à la base de Gagetown, la plus grande base militaire au Canada. Cette situation est absolument honteuse et tout à fait inacceptable. Comme si cela ne suffisait pas, les libéraux augmentent maintenant la taxe sur le carbone, une mesure punitive, inefficace et inutile.

Quand les libéraux écouteront-ils enfin les Canadiens, manifesteront-ils un peu de respect à l'égard des meilleurs éléments de notre pays et aboliront-ils la taxe?

L'hon. Gudie Hutchings (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, je suis vraiment étonnée de cette sortie du député de Tobique-Mactaquac, alors que les conservateurs ont voté contre une augmentation de traitement pour les employés du ministère de la Défense nationale qui travaillent dur. L'automne dernier, lors du marathon de votes qui a duré toute la nuit, ils ont également voté contre l'augmentation du budget de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

J'aimerais bien demander au député ce qu'il va dire aux électeurs au sujet des 106 projets que le gouvernement a financés dans sa circonscription et contre lesquels il a voté. Comptez sur moi pour leur dire que nous défendons les intérêts des petites entreprises des régions rurales du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je leur dirai avec grand plaisir que je votais pour exprimer mon absence de confiance dans un gouvernement qui doit être remplacé.

Questions orales

Le gouvernement a causé la crise de l'inflation avec ses dépenses inconsidérées, et maintenant, il veut faire grimper la taxe sur le carbone, qui s'applique à l'essence, au chauffage et aux aliments, de 23 % le 1^{er} avril. Si les libéraux se préoccupaient vraiment des Canadiens, surtout de ceux qui ont tant sacrifié pour servir notre pays, ils écouterait les nombreux Canadiens — en fait, plus de 70 % de nos concitoyens — qui leur demandent de les laisser respirer et d'abolir la taxe.

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, il y a tellement de cris à la Chambre aujourd'hui que je peux pardonner au député d'en face d'avoir raté la bonne nouvelle annoncée aujourd'hui: grâce au dur labeur des Canadiens — et les temps ont été durs, sans contredit —, l'inflation est retombée dans la fourchette cible de la Banque du Canada en février. Cela suit les chiffres pour janvier. C'est une bonne nouvelle pour les Canadiens, qui ont vécu une période difficile.

Nous soutenons le Canada et les Canadiens. Tout ce que les conservateurs veulent faire, c'est couper, couper et encore couper.

* * *

LE LOGEMENT

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NDP): Monsieur le Président, les Edmontoniens vivent une double crise du logement: les loyers augmentent plus vite que dans le reste du pays, et le taux d'inoccupation est à son plus bas depuis 10 ans. Or, ce n'est pas avec les slogans des conservateurs que l'on construira des logements abordables, et les libéraux ne font rien pour régler le problème qu'ils ont créé.

En revanche, le fonds de protection des locataires des néo-démocrates contribuerait à préserver le parc de logements abordables et il donnerait aux locataires l'espoir dont ils ont besoin. Les libéraux s'engageront-ils à inclure ce fonds dans le budget afin que les Edmontoniens ne se retrouvent pas sans logis?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses efforts dans ce dossier.

J'ai récemment eu l'occasion de me rendre à Edmonton pour rencontrer le maire et le ministre provincial de l'Alberta, en compagnie de mon collègue le député d'Edmonton-Centre. Nous ne ménageons aucun effort pour augmenter le financement destiné aux organismes communautaires qui viennent en aide aux Canadiens qui n'ont pas de toit sur la tête. Tout récemment, nous avons également eu l'occasion de conclure un accord assorti d'une enveloppe de 175 millions de dollars pour la construction de milliers de logements à Edmonton, dont des logements locatifs additionnels, ce qui contribuera à faire baisser le prix des loyers tout en continuant de soutenir les personnes qui cherchent un endroit où habiter.

Il n'y a pas de solution miracle à la crise du logement, mais nous utiliserons tous les leviers à notre disposition pour mieux résoudre cette crise en travaillant de concert avec Edmonton et l'Alberta.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Monsieur le Président, l'Union européenne déclare que M. Nétanyahou laisse délibérément des enfants mourir de faim à Gaza, qu'il fait de l'inanition une arme de guerre. Les groupes de défense des droits de la

personne dénoncent le fait que des journalistes, des civils, des hôpitaux et des travailleurs humanitaires soient pris pour cibles, et les Nations unies ont accusé le Canada de complicité parce que nous fournissons des armes militaires à Israël. Hier soir, le Parlement a demandé que l'on cesse d'apporter une aide militaire au gouvernement de Benyamin Nétanyahou; pourtant, de nombreux contrats d'approvisionnement en matériel militaire sont encore en vigueur.

La ministre va-t-elle respecter le Parlement en nous disant si, vu les ententes, des armes à feu Colt fabriquées à Kitchener et des véhicules blindés Roshel fabriqués à Brampton, entre autres, seront envoyés à Israël, oui ou non?

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à dire que j'étais très fier d'être un parlementaire hier. Quatre des cinq partis à la Chambre ont uni leurs efforts pour trouver une solution viable en définissant pour le Canada une position qui conviendrait aux Canadiens. Nous continuerons à préconiser un cessez-le-feu. Nous continuerons à ne pas vendre d'armes, comme nous l'avons promis, et nous continuerons à veiller à ce que les otages soient ramenés là où ils devraient être: chez eux.

J'invite les conservateurs à s'impliquer autant que nous dans ce dossier.

* * *

● (1455)

LES SERVICES DE GARDE

M. Michael McLeod (Territoires du Nord-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, tout le monde sait à quel point il est important que les familles des Territoires du Nord-Ouest aient accès à des services de garde d'enfants florissants et de qualité. Étant donné l'augmentation du coût de la vie, l'accès aux services de garde est essentiel. Les familles de ma circonscription et d'ailleurs dans le Nord attendent avec impatience la mise en œuvre du régime.

Ma question à la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social est la suivante: que fait-on pour les Territoires du Nord-Ouest et les habitants du Nord en général?

L'hon. Jenna Sudds (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, c'était merveilleux de me trouver dans les Territoires du Nord-Ouest avec mon collègue. J'ai rencontré Jude, de la Yellowknife Day Care Association, Jennifer, du Collège Aurora, et de nombreuses autres personnes qui m'ont dit directement que notre régime pancanadien rend la vie plus abordable.

À compter du 1^{er} avril prochain, les familles ténoises verront leurs frais de garde passer à 10 \$ par jour en moyenne, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 9 000 \$ par année par enfant. Ce sont des économies mensuelles importantes pour les mères et les pères des Territoires du Nord-Ouest, autant d'argent qu'ils peuvent ainsi consacrer à répondre aux besoins fondamentaux de leur famille.

Questions orales

[Français]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, « ils sont affamés, ils sont comme ça ». C'est l'explication de la responsable d'une banque alimentaire à Montréal à la suite des interventions des policiers dans les files d'attente, après des bousculades parce qu'il manquait de nourriture. Voici le Canada après huit ans de ce premier ministre. Les banques alimentaires sont débordées et elles crient famine parce que la nourriture coûte trop cher. La solution libérale, c'est d'augmenter la taxe sur le carbone le 1^{er} avril avec l'appui du Bloc québécois, ce qui va augmenter encore plus le prix de la nourriture. Cela coûte cher de voter pour le Bloc québécois.

Quand le premier ministre va-t-il mettre fin à la faim et annuler la hausse de taxe de 23 % le 1^{er} avril?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, « [l]a survie de notre planète est en jeu. Je ne peux ignorer ce défi de l'urgence climatique et continuer de regarder mes deux fils dans les yeux. » Je cite les mots du premier ministre Legault. Il est fier du système de tarification du carbone propre au Québec. Les Québécois et Québécoises sont fiers de cela. Les conservateurs veulent le démolir. Nous ne leur permettrons pas de le faire.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, la survie de plus en plus de familles québécoises et de familles de travailleurs québécois est en jeu en ce moment parce que la nourriture coûte trop cher. Pourquoi la nourriture coûte-t-elle trop cher? Le Québec importe des aliments du reste du Canada. Les agriculteurs qui cultivent ces aliments paient la taxe sur le carbone. Les transformateurs alimentaires paient la taxe sur le carbone. Les camionneurs qui transportent ces aliments paient la taxe sur le carbone. Qui peut deviner qui paie la facture finale? Ce sont les familles du Québec. La taxe sur le carbone que le « Bloc libéral » veut radicalement augmenter coûte cher aux Québécois aussi.

Quand va-t-on mettre fin à cette folie?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, alors que les conservateurs jouent avec les mots, on vient d'apprendre que l'ONU vient de déclarer que l'année 2024 pourrait être l'année la plus chaude de l'histoire. Ce qu'on entend du côté des conservateurs, c'est de ne rien faire. La planète sonne le signal d'alarme. C'est pourquoi, de ce côté-ci de la Chambre, nous allons continuer d'investir pour combattre les changements climatiques. Nous allons continuer d'investir dans les familles canadiennes. Nous allons continuer d'investir dans les Canadiens malgré le fait que les conservateurs veulent ignorer les changements climatiques au pays.

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, après huit ans de gouvernement libéral, les Canadiens sont de plus en plus nombreux à fréquenter les banques alimentaires. Les gens sont si affamés que la tension monte dans les files d'attente; tellement, que la police doit intervenir pour rétablir l'ordre pendant la distribution de la nourriture. Le gouvernement libéral, appuyé par le Bloc québécois, va malgré tout augmenter encore une fois la taxe sur le carbone le 1^{er} avril, et ce n'est pas un poisson d'avril.

Cela coûte cher de voter pour le Bloc québécois. À part accentuer la souffrance des Québécois, à quoi ça sert de voter pour le Bloc québécois?

• (1500)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je pense qu'il y a beaucoup de gens qui nous regardent à la maison et qui n'en reviennent simplement pas lorsqu'ils voient à quel point la désinformation du côté conservateur est maintenant sans limite. La députée qui vient de poser une question a voté en faveur de la tarification du carbone au Québec. Elle s'est prononcée en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Elle faisait partie d'un gouvernement qui était un leader nord-américain en matière de lutte contre les changements climatiques et aujourd'hui, sous les pressions de son chef climatosceptique, elle revire sa chemise de bord, elle recule sur tous ses principes. C'est inacceptable.

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, je l'invite à lire le discours de notre chef lors de son passage à Québec à l'occasion du congrès conservateur.

L'inflation a déjà atteint un niveau plus que dévastateur, entraînant un coût de la vie jamais vu depuis 40 ans...

Le Président: À l'ordre. Je demande aux députés de bien vouloir garder le silence pour que la présidence puisse entendre la question.

J'invite l'honorable députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis à recommencer sa question.

Mme Dominique Vien: Monsieur le Président, l'inflation a déjà atteint un niveau plus que dévastateur, entraînant un coût de la vie jamais vu depuis 40 ans.

Pouvons-nous croire qu'au Canada, des citoyens sont aujourd'hui incapables de se nourrir? C'est une honte, et le Bloc québécois soutient fièrement une augmentation de 23 % de la taxe sur le carbone. Ça coûte déjà trop cher de se nourrir, mais ça coûte encore plus cher de voter pour le Bloc québécois.

Le gouvernement peut-il faire preuve de compassion et annuler sa nouvelle hausse de la taxe sur le carbone prévue pour le 1^{er} avril?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, peut-on me rappeler si le discours de Québec est celui où le chef de l'opposition attaquait la mairesse de Montréal et le maire de Québec? Est-ce le discours où il disait que les changements climatiques n'existaient pas et où les conservateurs ont voté? Ou est-ce le discours où il disait qu'il allait abandonner les familles, les aînés, les jeunes et les étudiants et où il a dit qu'il allait faire des compressions un peu partout? J'aimerais qu'on me rappelle quel est ce discours. Peut-être y avait-il tout ça dans le même discours à Québec cette fois-là.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, l'augmentation unilatérale des cibles d'immigration du Québec par le fédéral, c'est une perte de souveraineté historique pour l'État québécois. Lorsque le Québec fixe ses seuils à 50 000, c'est 50 000, non pas 60 000 ou 70 000.

Questions orales

Si une fois les seuils fixés, le ministre voulait augmenter la réunification familiale, il aurait dû collaborer avec Québec. Par exemple, il aurait pu proposer d'enfin alléger la tâche du Québec quant aux demandeurs d'asile. Or non, il n'a jamais collaboré. Il a voulu forcer le Québec à augmenter ses cibles, qu'il le veuille ou non.

À quand une approche collaborative au lieu d'un ton condescendant?

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, hier, j'avais demandé à la députée de bien lire l'Accord Canada-Québec. J'aurais dû être un peu précis. Je demande simplement de lire l'article 13 pour avoir plus de clarification.

C'est clair qu'il y a une collaboration qui est très intense avec Québec et que nous avons tous nos responsabilités à assumer. J'accueille favorablement la sortie récente de la ministre Fréchette. Nous allons continuer de travailler ensemble sur nos priorités, qui sont communes après tout.

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, pour mettre cela au clair, personne n'est contre la réunification familiale. On est juste contre l'imposition au Québec de politiques irresponsables du fédéral.

Si le ministre avait voulu, il aurait négocié des compromis. Or regardons son bilan. Il augmente de force les cibles d'immigration du Québec. Il est largement responsable de la hausse record de l'immigration temporaire. Il est aussi responsable du nombre démesuré de demandeurs d'asile que le Québec accueille sans répartition.

Dans les trois catégories, Ottawa hausse unilatéralement l'immigration au Québec, sans égard pour notre capacité d'accueil et sans financement supplémentaire.

Est-ce planifié ou est-ce une perte de contrôle?

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, imaginons qu'on est médecin, qu'on nous dit d'accueillir 10 patients et qu'on nous en envoie 20. C'est ridicule et c'est ça, la situation dans laquelle se trouvent les familles québécoises.

Ce que j'entends du Bloc québécois, c'est du mépris envers les familles québécoises. Que disent-ils à leurs citoyens qui s'attendent à être réunifiés avec leurs proches qui sont à l'étranger? Ça déchire les familles québécoises. Ça déchire les familles canadiennes.

On va travailler ensemble avec le Québec pour rectifier la situation.

* * *

• (1505)

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, après huit années de gouvernement néo-démocrate—libéral, on constate que le premier ministre n'en vaut tout simplement pas le coût. Lorsque la taxe sur le carbone a été annoncée, le gouvernement a promis aux petites entreprises un remboursement substantiel. Le gouvernement dispose maintenant de 2,5 milliards de dollars en revenus perçus, alors que le nombre de faillites monte en flèche et que les entreprises souffrent de la hausse des taxes et de l'inflation.

Étant donné que le premier ministre a rompu sa promesse concernant le remboursement de la taxe sur le carbone, pourquoi n'annule-t-il pas tout simplement la hausse, n'abolit-il pas la taxe et ne rembourse-t-il pas les petites entreprises?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le député qui vient de parler représente la Colombie-Britannique, et cette province est fière, à juste titre, de faire figure de chef de file au Canada et dans le monde en matière de tarification de la pollution depuis 2008. Elle a mis sur pied un système provincial que les Britanno-Colombiens appuient. De deux choses l'une, soit que le Parti conservateur ignore cette réalité, soit qu'il manque de respect envers la population de la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne les petites entreprises, l'argent versé leur reviendra très bientôt.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas seulement trahi les petites entreprises avec la taxe sur le carbone. Il doit plus de 1 milliard de dollars en remboursements promis aux communautés des Premières Nations et métisses. Dans ce qui semble être un cruel poisson d'avril, les collectivités des régions rurales et éloignées vont subir une hausse de 23 % de la taxe sur le carbone le 1^{er} avril. Cela signifie des coûts plus élevés pour chauffer les écoles, les bureaux des conseils de bande et les entreprises.

Je vais poser la question une fois de plus: quand le gouvernement va-t-il annuler la hausse, abolir la taxe et redonner leur argent aux communautés éloignées, rurales, autochtones et métisses?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le député de la Colombie-Britannique, mais je suis vraiment déçue de constater qu'il ne semble pas comprendre le fonctionnement de la tarification du carbone dans sa province. Il n'y a pas de filet de sécurité fédéral en Colombie-Britannique. Il n'y a pas de filet de sécurité fédéral pour les entreprises et les habitants de la Colombie-Britannique.

La Colombie-Britannique possède un système de tarification de la pollution exceptionnel, que la province a elle-même instauré en 2008. Les Britanno-Colombiens en sont fiers, à juste titre d'ailleurs.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, 100 000 \$, ce n'est pas une bagatelle. Richard, un agriculteur de la région de Shuswap, a payé ce montant en taxe sur le carbone pour exploiter sa ferme au lieu d'acheter de la nourriture pour élever de la volaille et nourrir les Canadiens. Or, le premier ministre néo-démocrate—libéral veut augmenter la taxe sur le carbone de 23 % dans le cadre de son plan visant à la quadrupler.

Après huit ans, on constate que le premier ministre n'en vaut pas le coût. Quand va-t-il renoncer à la hausse et abolir la taxe pour laisser les agriculteurs cultiver et redonner aux Canadiens les moyens de se nourrir?

Questions orales

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, après huit années de politiques laxistes du gouvernement néo-démocrate—libéral en matière de criminalité, de plus en plus de Canadiens dans l'ensemble du pays sont victimes de crimes violents. Le *Toronto Star* rapporte que les détournements de voitures ont plus que doublé en 2024 et qu'il y a déjà eu davantage d'introductions par effraction dans le but de voler une voiture que durant toute l'année dernière. Les Canadiens sont non seulement inquiets pour leurs propriétés privées, ils le sont également pour la sécurité de leur famille.

Cette semaine, j'ai rencontré certaines familles à Brampton qui veulent savoir quand le premier ministre va renoncer à ses politiques laxistes en matière de criminalité et protéger les Canadiens contre les véritables crimes violents.

L'hon. Dominic LeBlanc (ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement cherche toujours à protéger les Canadiens contre le crime. C'est pourquoi nous collaborons avec les corps policiers, les autorités municipales et les provinces pour faire absolument tout ce qu'il faut pour mettre fin à ces activités criminelles de plus en plus violentes. Je me suis entretenu avec le premier ministre de l'Ontario et des chefs de police de l'ensemble du pays. La GRC collabore avec ses partenaires dans ces administrations. Cette semaine seulement, l'Agence des services frontaliers du Canada a saisi 68 véhicules au port de Montréal.

Nous allons continuer de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité des Canadiens.

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont présenté le projet de loi C-5 et le projet de loi C-75, qui permettent aux criminels d'obtenir une mise en liberté sous caution et d'être relâchés, parfois le même jour. Résultat: les petits entrepreneurs d'un peu partout au pays doivent non seulement composer avec des hausses de taxes, comme celle de la taxe libérale sur le carbone, mais ils doivent aussi payer pour des mesures de sécurité supplémentaires afin de protéger leur entreprise et leur famille du vol, du crime organisé, de l'extorsion, des fusillades et des incendies criminels.

Voilà ce qu'est la nouvelle réalité pour les entreprises et les familles du Canada, après huit ans sous l'actuel premier ministre. Il n'en vaut ni le coût, ni la corruption, ni les crimes. Quand cela va-t-il s'arrêter?

L'hon. Arif Virani (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je respecte le député d'en face, mais ce que je respecte plus que tout, c'est le fait qu'il était absent lors du vote sur le projet de loi C-75. Cette mesure législative a véritablement alourdi les peines en cas de déclaration de culpabilité par procédure sommaire pour les vols de voitures. La plupart de ses collègues ont voté contre cette mesure. Il était absent, je l'excuserai donc sur ce point.

En ce qui concerne les peines minimales obligatoires, j'aimerais parler d'un homme appelé Ben Perrin. Le député se souvient peut-être de lui. Il était le principal conseiller de Stephen Harper. Ben Perrin a déclaré officiellement que les peines minimales obligatoires étaient une grossière erreur, une erreur judiciaire qui perpétue le racisme systémique. C'est pourquoi nous les avons annulées. J'aimerais que les députés d'en face se mettent au diapason.

L'hon. Gudie Hutchings (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui comprend que les changements climatiques sont réels et qu'ils ont des répercussions sur les agriculteurs d'un océan à l'autre. Dans le cadre de mes déplacements, j'ai constaté de mes propres yeux les conséquences des ouragans et de la sécheresse. La crise climatique entraîne des coûts pour nos agriculteurs. Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui lutte contre les changements climatiques pour que ma petite-fille puisse me dire un jour: « Mamie, tu as essayé de faire changer les choses ». Les changements climatiques sont bien réels et ils affectent tout le monde.

Le Président: Le député de Kings—Hants...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Les députés semblent très enthousiastes à l'idée d'écouter leur collègue.

Le député de Kings—Hants a la parole.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je me réjouis que les conservateurs se soient levés, mais la question que je vais poser ne leur plaira peut-être pas.

Le député de Carleton parle des agriculteurs de Kings—Hants. Il leur met toutefois des bâtons dans les roues, puisqu'il empêche que le projet de loi C-234 soit mis aux voix à la Chambre. Je demande donc au député de Carleton de laisser le vote avoir lieu, afin de soutenir les agriculteurs.

Cela dit, ma question s'adresse au ministre. Pourrait-il parler à la Chambre, et aux résidents de la Nouvelle-Écosse, des ajustements que nous avons apportés au filet de sécurité fédéral afin de soutenir les Canadiens des régions rurales, y compris des programmes que nous avons instaurés en matière d'abordabilité du chauffage domestique et de thermopompes, contrairement aux gens d'en face?

• (1510)

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, au cours des 18 derniers mois, les gens de notre province, la Nouvelle-Écosse, ont ressenti les effets des changements climatiques plus que toute autre région du pays, en raison des feux de forêt, de l'ouragan *Fiona* et des inondations survenues dans la circonscription du député. Le député a toujours été un ardent défenseur des collectivités rurales et du secteur agricole.

Grâce à ses efforts, nous avons doublé le remboursement que reçoivent les ménages des régions rurales de la Nouvelle-Écosse. Grâce à ses efforts, nous offrons de couvrir le coût des thermopompes pour permettre aux gens d'économiser entre 1 500 \$ et 4 700 \$ par année. Toujours grâce à ses efforts, le gouvernement provincial renonce à une politique qui aurait une incidence sur les viticulteurs de sa région. Je suis fier d'être à ses côtés aujourd'hui et je le serai pendant des années...

Le Président: Le député d'Edmonton Mill Woods a la parole.

Questions orales

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, les vols d'autos ont presque doublé à Toronto comparativement à la dernière année, et 2024 vient juste de commencer. Où vont les véhicules volés? Ils vont au port de Montréal.

En passant, je tiens à saluer les efforts des policiers de la Sûreté du Québec en février dernier. Cela dit, le fédéral doit en faire davantage pour les aider. C'est pourquoi notre chef a proposé de modifier le Code criminel afin de ramener des peines plus sévères pour les voleurs d'autos et pour fournir les ressources nécessaires aux ports pour les aider à stopper le crime.

Est-ce que le gouvernement libéral est conscient que sa stratégie pour contrer les vols d'autos ne fonctionne pas?

L'hon. Arif Virani (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui a trait aux crimes dans nos communautés et aux vols de voitures, nous avons priorisé ces enjeux avec les investissements que nous avons faits au port de Montréal. Il y a quelques semaines, nous avons annoncé un montant de 28 millions de dollars pour les vols de voitures. De plus, il y avait un montant de 121 millions de dollars pour aider les policiers. Il y avait aussi une quinzaine de millions de dollars pour aider l'Agence des services frontaliers du Canada à la frontière comme telle.

Nos investissements sont les actions qu'il faut faire pour combattre cet enjeu extrêmement important et pour promouvoir la sécurité de nos communautés.

* * *

● (1515)

[Traduction]

LES SOINS DENTAIRES

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, je pense que personne dans notre pays ne devrait jamais passer ses journées à souffrir parce qu'il n'a pas les moyens de voir un dentiste. La santé buccodentaire, c'est la santé tout court.

Des aînés de Dartmouth—Cole Harbour m'ont dit que le nouveau régime canadien de soins dentaires allait véritablement améliorer leur qualité de vie, mais les conservateurs s'en moquent. Les conservateurs ont voté contre le régime de soins dentaires pour les Canadiens, et nous savons qu'ils préconisent toujours les compressions plutôt que les investissements dans les soins.

Le ministre des Services aux citoyens peut-il faire savoir aux Canadiens combien de personnes ont demandé à bénéficier du programme et combien d'aînés perdront leur accès aux soins dentaires si les conservateurs arrivent à leurs fins?

L'hon. Terry Beech (ministre des Services aux citoyens, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux d'informer mon collègue que, grâce à ses efforts, plus de 1,5 million de Canadiens ont pu s'inscrire à notre programme de soins dentaires. Aujourd'hui, les personnes âgées de 70 ans et plus peuvent s'inscrire, et les enfants et les personnes handicapées pourront le faire à partir du mois de juin. Au total, nous prévoyons que 9 millions de Canadiens en bénéficieront.

Je ne comprends pas pourquoi les conservateurs veulent priver de soins dentaires plus d'un Canadien sur cinq. Si nous travaillons

tous ensemble, les Canadiens peuvent s'assurer que les conservateurs n'auront jamais cette possibilité.

Le Président: Avant de donner la parole à la députée de Victoria, je demande au député de Wellington—Halton Hills, qui est un député chevronné, de ne pas crier ses commentaires et de laisser les députés qui ont la parole donner leur réponse.

La députée de Victoria a la parole.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, « c'est comme si un éléphant était assis sur ma poitrine ».

C'est ainsi qu'un enfant d'Edmonton décrit la qualité de l'air en ce moment. Actuellement, le Canada affiche la pire qualité de l'air en Amérique du Nord. Nos enfants respirent des toxines nocives, et la situation ne fera qu'empirer avec la saison des feux de forêt de cette année. Cependant, les libéraux font comme si de rien n'était et brisent leurs promesses en matière de lutte contre les changements climatiques tout en versant des milliards de dollars aux plus grands pollueurs du pays. Quant aux conservateurs, ils ne peuvent même pas s'entendre sur l'existence des changements climatiques.

Les libéraux cesseront-ils de faire passer les intérêts des PDG du secteur pétrolier et gazier avant la santé et la sécurité de nos enfants?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous faisons. Le Canada est le premier et même le seul pays du G20 à avoir éliminé progressivement les subventions aux combustibles fossiles, et ce, deux ans avant tout le monde. C'est le seul pays à s'être engagé à éliminer le financement public qui subventionne les combustibles fossiles. Nous avons affiché le meilleur rendement de tous les pays du G7 en matière de réduction des gaz à effet de serre entre 2019 et 2021. Nous travaillons pour lutter contre les changements climatiques. Nous travaillons à améliorer la qualité de l'air partout au pays.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, la fin de semaine dernière, Flair a annulé un de ses vols de retour au Canada et laissé plus de 100 passagers coincés dans un autre pays. Elle n'a pas communiqué avec eux et ne leur a pas offert de nourriture ni proposé de billets de retour avec d'autres compagnies aériennes. Ces passagers ont dû rentrer au Canada par leurs propres moyens.

Si cette situation donne une impression de déjà vu, c'est parce que la même chose s'est produite il y a deux ans et que les libéraux avaient promis de tenir tête aux PDG des grandes compagnies aériennes.

Le ministre peut-il expliquer à ces passagers pourquoi on les a laissés tomber à ce point, malgré le nouveau régime soi-disant amélioré de droits des passagers aériens?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, nous défendons toujours les Canadiens et les droits des passagers. Il n'y avait rien à cet égard avant notre arrivée au pouvoir. Nous sommes en contact avec Flair et avec d'autres compagnies aériennes pour voir ce que nous pouvons faire.

Nous serons toujours du côté des passagers aériens.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1520)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA TAXE SUR LE CARBONE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kings—Hants.

Comme toujours, je suis absolument ravie de prendre la parole au nom des habitants de Davenport. Je vais parler de la motion de l'opposition présentée aujourd'hui par les conservateurs sur l'abordabilité et la tarification de la pollution. J'aimerais commencer par quelques observations personnelles, puis je passerai au discours que j'ai préparé.

Comme les députés le savent, la crise climatique est bien réelle. Les émissions de carbone ont une incidence sur le climat. Si le Canada n'accélère pas ses efforts pour réduire rapidement ses émissions dès maintenant, les coûts seront encore plus élevés pour les Canadiens plus tard. Attendre avant d'agir entraînera des conditions climatiques plus difficiles et plus imprévisibles à l'échelle mondiale.

La semaine dernière, j'ai eu le bonheur de recevoir le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles dans ma circonscription. La question de la taxe sur le carbone a été soulevée par un habitant de Davenport, qui a demandé: « Étant donné la crise de l'abordabilité qui afflige les Canadiens et l'augmentation du prix de la pollution prévue le 1^{er} avril, les gens devraient-ils croire le chef de l'opposition lorsqu'il tente de convaincre un grand nombre de Canadiens que la tarification de la pollution nuit aux Canadiens? ».

Le ministre a répondu qu'il y a les faits et qu'il y a les perceptions, que la tarification de la pollution est le moyen le plus efficace du point de vue économique pour réduire les émissions de carbone, et que, si l'on interrogeait 100 économistes, 99 et demi d'entre eux diraient que c'est vrai. Il a ajouté que la façon dont nous avons structuré le système était de rendre la taxe sur le carbone abordable pour les Canadiens. Ainsi, huit familles canadiennes sur dix récupèrent plus d'argent qu'elles n'en paient, et ce, de manière inversement proportionnelle au revenu. Ceux qui vivent avec les moyens les plus modestes reçoivent beaucoup plus d'argent qu'ils n'en ont payé. Les personnes qui reçoivent moins d'argent qu'elles n'en paient sont celles qui vivent dans des maisons de 6 000 pieds carrés, qui ont un Hummer dans leur entrée et un bateau dans leur cour arrière. En fin de compte, s'ils paient plus, c'est parce qu'ils polluent davantage.

Il a également été noté que le premier ministre de la Saskatchewan avait décidé de cesser d'accorder des remises de la taxe sur le carbone pour le chauffage domestique. La conséquence directe de cette décision est la diminution du remboursement pour les habitants de la Saskatchewan, et les personnes qui en souffrent le plus sont celles qui vivent avec des revenus modestes. Ce premier ministre a appauvri les pauvres à cause de ses choix.

Travaux des subsides

La motion dont nous sommes saisis propose de faire la même chose pour tous les Canadiens.

En 2023, le Canada a enregistré des records en matière de feux de forêt: pendant la saison, la superficie incendiée a plus que doublé par rapport au record précédent, ce qui a entraîné l'évacuation de centaines de milliers de Canadiens de leur domicile. La superficie totale brûlée a dépassé les 18 millions d'hectares, soit deux fois et demie le record précédent établi en 1995, et plus de 6 fois la moyenne des 10 dernières années.

Dans son rapport de 2020 sur les risques climatiques et leurs répercussions sur l'industrie de l'assurance au Canada, le Bureau d'assurance du Canada a également conclu que « les réclamations moyennes annuelles pour phénomènes météorologiques violents payées par les assureurs au Canada pourraient plus que doubler au cours des 10 prochaines années, passant de 2,1 milliards de dollars à 5 milliards de dollars par année, et doivent être accompagnées d'une augmentation du revenu des primes ». Il est évident qu'il y a des coûts bien réels lorsque des gens perdent leur maison à cause d'un incendie ou doivent quitter leur maison et leur emploi en raison d'un ordre d'évacuation.

Des experts et des résultats de recherche nous ont également appris que la façon la plus efficace de lutter contre les changements climatiques est de mettre un prix sur les émissions polluantes de carbone, qui sont la principale cause des changements climatiques causés par l'humain. La tarification de la pollution par le carbone réduit les émissions et encourage la réduction dans tous les secteurs de l'économie, tout en donnant aux ménages et aux entreprises la marge de manœuvre nécessaire pour décider quand et comment apporter des changements. Elle incite les entreprises canadiennes à mettre au point et à adopter de nouveaux produits, processus et services à faibles émissions de carbone. Lorsqu'on la met en œuvre correctement — et c'est le cas au Canada —, cette mesure est à la fois efficace et abordable pour les Canadiens.

En ce qui concerne la remise canadienne sur le carbone, la majeure partie des recettes du système fédéral de tarification de la pollution retourne directement dans les poches des Canadiens dans les provinces où la redevance sur les combustibles s'applique, et 8 ménages sur 10 dans ces provinces reçoivent plus d'argent grâce aux versements trimestriels de la remise sur le carbone que ce qu'ils paient en raison du système fédéral de tarification de la pollution.

• (1525)

Le gouvernement fédéral comprend la nécessité de maintenir le signal de prix qui, à long terme, est essentiel au succès de la tarification du carbone et à la réduction des émissions, mais, en même temps, nous avons montré que nous étions disposés à faire preuve de souplesse et d'innovation pour soutenir des options qui iront encore plus loin dans la réduction de la pollution climatique à long terme.

Nous avons pris des mesures temporaires et ciblées pour suspendre la redevance sur les combustibles pour le mazout afin d'inciter les consommateurs à adopter une solution de rechange plus propre et beaucoup plus abordable qui leur permettra d'économiser des milliers de dollars et de réduire les émissions de carbone à long terme.

De telles mesures rendront la vie plus abordable de la bonne manière, tout en soutenant l'objectif d'atteindre un avenir prospère et à faibles émissions de carbone pour tous les Canadiens.

Travaux des subsides

Nous savons qu'il y a de meilleures façons de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens, des façons qui ne détruisent pas l'environnement et qui n'entraînent pas des coûts dévastateurs à long terme. Nous offrons cette aide là où elle est la plus efficace, notamment avec le programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe, qui portera de 10 000 \$ à 15 000 \$ le financement fédéral que les propriétaires admissibles peuvent recevoir pour l'installation d'une thermopompe. Nous proposons également, dans le projet de loi C-59, de doubler le supplément pour les personnes en milieu rural de la Remise canadienne sur le carbone, en faisant passer le taux de 10 à 20 % du montant de base à compter d'avril 2024. Les habitants des collectivités rurales sont confrontés à des réalités uniques, et cette mesure contribuera à remettre encore plus d'argent dans les poches des familles qui doivent faire face à des coûts énergétiques plus élevés parce qu'elles ne vivent pas dans une grande ville. Nous avons été très clairs: nous continuerons à mettre en œuvre le régime de tarification de la pollution sans cesser de veiller à ce que les ménages et les familles du Canada aient plus d'argent dans leurs poches.

Plus récemment, dans le cadre du projet de loi C-59, Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2023, nous avons présenté des mesures pour faire progresser le plan financièrement responsable du gouvernement qui vise à bâtir une économie plus propre et plus forte. Les mesures que le projet de loi propose visent à créer des emplois bien rémunérés, à stimuler la croissance et à bâtir une économie qui fonctionne pour tous grâce à la mise en œuvre de crédits d'impôt à l'investissement afin de renforcer la compétitivité du Canada. Les crédits d'impôt à l'investissement sont un élément clé du plan global du gouvernement, qui a pour objectif de collaborer avec l'industrie pour atteindre l'objectif de décarbonation. Ce plan comprend le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

Le captage, l'utilisation et le stockage du carbone est un ensemble de technologies qui captent les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles ou de procédés industriels ou les captent directement dans l'air, soit pour stocker le CO₂, généralement en profondeur, soit pour l'utiliser dans d'autres procédés industriels, comme la minéralisation du béton. Ces technologies sont des outils importants pour réduire les émissions dans les secteurs à fortes émissions, lorsque les autres solutions de réduction des émissions sont limitées ou inexistantes. En fait, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et l'Agence internationale de l'énergie considèrent chacun le déploiement de ces technologies comme un élément qui jouera un rôle déterminant dans l'atteinte de la carboneutralité à l'échelle mondiale. Pour sa part, le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone aidera non seulement les entreprises canadiennes à adopter des technologies propres, mais il créera aussi des emplois, garantira que les entreprises canadiennes demeurent concurrentielles à l'échelle mondiale et réduira les émissions du Canada.

En conclusion, réduire le coût de la vie pour les Canadiens tout en protégeant l'environnement a toujours été une priorité pour le gouvernement libéral fédéral, et cela reste une priorité aujourd'hui. Ces 10 dernières minutes, j'ai donné quelques exemples des investissements ciblés et responsables que le gouvernement réalise pour aider les Canadiens à trouver un logement abordable. Le gouvernement veut que le Canada reste le meilleur pays au monde où vivre, travailler, étudier et avoir une famille. Réduire le coût de la vie est un élément clé de ce projet.

C'est un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de ma circonscription, Davenport, au sujet de cette motion de l'opposition sur l'abordabilité et la tarification de la pollution.

Je me ferai maintenant un plaisir de répondre aux questions.

● (1530)

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, il y a deux ans cette semaine, la députée de Davenport déclarait que la taxe sur le carbone n'avait absolument aucune incidence sur les recettes pour le gouvernement. Pourtant, dans les comptes publics, Finances Canada a mentionné que, rien que l'année dernière, 670 millions de dollars ont été conservés par le gouvernement et n'ont pas été redistribués. Selon les comptes publics d'il y a quelques années, 100 millions de dollars ont été conservés pour financer des programmes du gouvernement.

Je me demande si la députée aimerait revenir sur sa déclaration d'il y a deux ans et présenter la réalité des faits concernant la nature de la taxe sur le carbone, qui n'est pas sans incidence sur les recettes.

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, les changements climatiques sont bien réels. Nous devons prendre toutes les mesures possibles pour faire la transition vers un avenir et une économie à faibles émissions de carbone. Le moyen le plus efficace et le plus abordable d'y parvenir consiste à tarifier la pollution, ou à instaurer ce qu'on appelle également une taxe sur le carbone. Le gouvernement n'empêche aucun sou. Il redonne tout l'argent perçu aux Canadiens, aux petites entreprises et aux agriculteurs. Voilà ce que nous faisons.

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, je pense aux personnes handicapées. Ces dernières ne reçoivent toujours pas la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Pourtant, elles ont des besoins criants en matière de logement et ont du mal à composer avec la hausse des loyers et du prix des aliments.

Selon la députée, pourquoi le gouvernement tarde-t-il à instaurer la prestation canadienne pour les personnes handicapées et pourquoi refuse-t-il d'imposer les profits excessifs des grandes sociétés qui s'enrichissent à profusion tandis que les personnes handicapées souffrent?

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, dans ma circonscription, Davenport, la population est très favorable à la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Le budget de 2024 sera présenté à la Chambre le 16 avril et j'espère qu'il contiendra de bonnes nouvelles au sujet de la prestation canadienne pour les personnes handicapées.

D'ici là, à partir du 1^{er} avril, grâce à la Remise canadienne sur le carbone, une famille de quatre recevra 1 800 \$ en Alberta, 1 200 \$ au Manitoba, 1 120 \$ en Ontario, 1 500 \$ en Saskatchewan, 760 \$ au Nouveau-Brunswick, 824 \$ en Nouvelle-Écosse, 880 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 192 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador. Huit Canadiens sur dix recevront plus grâce à la remise que ce qu'ils ont payé au titre de la tarification de la pollution. Nous devons continuer de soutenir les Canadiens alors que nous nous dirigeons vers un avenir à faibles émissions de carbone.

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, je suis encouragé par la réponse que vient de donner la députée de Davenport. J'espère qu'elle continuera de demander au gouvernement de financer la prestation canadienne pour les personnes handicapées dans le budget de 2024.

Travaux des subsides

En ce qui concerne la motion à l'étude et le discours que nous venons d'entendre, je suis encouragé par le fait qu'elle dise être consciente des impacts de la crise climatique, mais je suis découragé par le fait qu'elle qualifie les investissements dans le stockage du carbone de responsables. Elle et bien d'autres doivent comprendre que c'est un choix irresponsable. C'est une nouvelle façon de subventionner l'industrie du pétrole et du gaz et de lui verser des milliards de dollars. En outre, c'est une solution qui, la plupart du temps, génère plus d'émissions que ce qu'elle capte.

La députée peut-elle s'engager à faire plus de recherches sur le stockage du carbone et à avoir de bonnes discussions, comme elle a souvent su en avoir à la Chambre sur d'autres questions, afin d'aborder les vraies solutions à la crise climatique, dont le captage du carbone ne fait pas partie?

• (1535)

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, je remercie le député de sa passion. Tout comme lui, je me soucie beaucoup des changements climatiques. Nous avons tous les deux à cœur de prendre des mesures énergiques pour assurer un avenir carbonutre au Canada.

Je ne manquerai jamais de prendre en considération toute nouvelle recherche et information. Pour moi, le plus important, c'est notre objectif d'atteindre la carboneutralité et de le faire d'une manière durable et abordable pour les Canadiens.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, c'est merveilleux de se retrouver à la Chambre. Je suis ravi de voir que mes collègues commencent à apprécier mon travail et que mon nom et mon titre en Nouvelle-Écosse commencent à se faire connaître.

À ce qu'il paraît, j'occupe toutes les pensées du député de Carleton en ce moment. Il a parlé de moi à maintes reprises, et j'espère qu'il reviendra à la Chambre pour me poser des questions et me permettre de lui répondre aujourd'hui. J'inviterais mes collègues conservateurs à aller voir s'il est dans l'antichambre. Je dois faire attention, car je veux éviter de dire qui est présent à la Chambre, mais j'espère que le député de Carleton pourra se joindre au débat et me poser des questions en bonne et due forme.

C'est le premier débat auquel je participe depuis le décès du très honorable Brian Mulroney. Nous avons eu l'occasion de rendre visite à sa famille aujourd'hui et de rendre hommage à un grand homme, un personnage d'envergure reconnu par tous les Canadiens comme ayant fait de grandes choses pour ce pays. Je m'en voudrais de ne pas commencer mon intervention en soulignant ce que M. Mulroney a fait pour le Canada. Il a été député en Nouvelle-Écosse. Dans ma circonscription, les gens ont un grand respect pour le travail qu'il a accompli en tant que premier ministre et en tant que progressiste-conservateur. J'en ai parlé à la Chambre. Kim Campbell et lui ont été les derniers de cette génération de véritables dirigeants progressistes-conservateurs à avoir occupé le bureau du premier ministre. Sa prestation à ce titre a été formidable.

J'ai une petite anecdote à raconter. J'ai eu l'occasion de rencontrer M. Mulroney lors du Forum économique de l'Atlantique, à Antigonish. Il s'est montré très généreux à l'égard de ma femme, Kimberly. Il l'a remerciée du travail qu'elle fait pour me permettre de siéger au Parlement. Il a dit que Mila avait fait la même chose pour lui quand il était en poste. Il comparait bien sûr deux charges très différentes, mais je tenais quand même à partager cette anecdote.

Lors de chaque journée de l'opposition, les conservateurs veulent parler de la tarification du carbone. C'est une bonne chose, car il est important de discuter des raisons pour lesquelles cette politique a été mise en place et des façons de bâtir des programmes qui sont réellement bons pour l'environnement et pour l'abordabilité. J'invite mes collègues de l'opposition à réfléchir à leur plan en matière d'environnement et au fait qu'ils se sont tous présentés aux dernières élections en proposant un programme qui incluait la tarification du carbone. Je comprends que ce n'est plus la position du Parti conservateur, mais je n'ai aucune idée de ce que celui-ci propose par rapport à cette lutte extrêmement importante que les Canadiens veulent que les parlementaires et les gouvernements mènent.

Afin de mettre les choses en contexte pour les Canadiens, après avoir écouté le chef de l'opposition officielle, on pourrait croire qu'aucun autre pays ou administration n'impose une forme quelconque de tarification du carbone et qu'il s'agit en quelque sorte d'une mesure draconienne insensée mise en place par le gouvernement. Que diraient alors les conservateurs aux 77 autres administrations partout dans le monde qui ont adopté la tarification du carbone dans le cadre de leurs initiatives environnementales? En fait, la tarification du carbone est fondamentalement une idée conservatrice: on offre aux consommateurs et aux innovateurs du secteur privé la capacité d'orienter le marché dans la bonne direction, plutôt que de s'en remettre au gouvernement. J'ai vraiment hâte de voir ce que le Parti conservateur présentera, si jamais il se décide à le faire. Je serai bien surpris qu'il le fasse, mais c'est ce qui s'impose, parce que les Canadiens méritent que les partis à la Chambre prennent cette question au sérieux.

La motion de l'opposition d'aujourd'hui parle de suspendre ou d'éliminer complètement la taxe sur le carbone, en laissant entendre qu'il s'agit d'un terrible fléau pour le pays. Je ne suis pas de cet avis. J'estime plutôt que la tarification du carbone est un plan valable et qu'elle a tout à fait sa place dans les discussions sur les enjeux liés à l'environnement et à l'abordabilité. Je pense apporter une certaine crédibilité à ce débat, puisque j'ai déjà critiqué le gouvernement au sujet des modalités du filet de sécurité fédéral.

Plus tôt, alors que j'écoutais les questions du député de Carleton — que le gouvernement n'a pas le choix d'écouter, conformément à la procédure —, je n'ai pu m'empêcher de penser que j'ai fait plus pour faire évoluer la politique de tarification du carbone que ce que le député de Carleton a fait en 20 ans. Il en parle beaucoup, mais c'est moi qui ai pris les devants afin qu'on ajuste la politique pour les communautés rurales, qu'on accorde une exemption pour le mazout domestique et qu'on mette en place un programme ayant une véritable incidence sur l'abordabilité et le chauffage domestique.

Je tiens à souligner que, de mon point de vue à la Chambre, je peux voir lorsque les conservateurs interviennent au sujet du mazout, par exemple, pour déclarer qu'ils veulent abolir la taxe. Évidemment, cela signifie qu'ils veulent également abolir les remboursements dont bénéficient les Canadiens. Ils veulent abolir les 17 ¢ le litre sur le mazout domestique. Nous savons que celui-ci est le moyen le plus dispendieux pour chauffer une maison au Canada. Son coût a augmenté d'environ 70 % depuis deux ans. En fait, les habitants des Maritimes qui chauffent leur maison au mazout paient de quatre à cinq fois plus cher que ceux qui ont pu faire la transition vers le gaz naturel, y compris dans des endroits comme la Saskatchewan.

Travaux des subsides

• (1540)

Je vois que le député de Regina—Lewvan est prêt à intervenir avec sa question, et je l'attends avec impatience. Il doit comprendre que la raison pour laquelle nous avons exempté le mazout domestique, c'est que nous avons déjà répertorié un million de ménages canadiens qui étaient extrêmement vulnérables, partout au pays, pas seulement au Canada atlantique, mais, bien entendu, nous étions touchés de façon disproportionnée.

Je suis fier du travail que nous avons accompli pour faire des ajustements, pas seulement pour lancer des slogans, mais pour donner des solutions. Les gens de la Nouvelle-Écosse, ainsi que le député de South Shore—St. Margarets, le député de Cumberland—Colchester et le député de Nova-Ouest, qui est une bonne personne, auraient eu une réduction de 17 ¢ le litre sur leur facture de chauffage, à n'en pas douter. Or, ils obtiennent maintenant une réduction de 17 ¢ le litre sur leur facture de chauffage pour les trois prochaines années, et ils obtiennent une solution à long terme qui leur fera épargner des milliers de dollars par année en chauffage. C'est précisément une mesure qui traite à la fois d'abordabilité et d'environnement. J'invite les conservateurs à comprendre que ces deux choses doivent aller de pair dans le contexte d'aujourd'hui. Ils voudraient nous faire croire que ces deux choses sont mutuellement exclusives. Je ne suis pas de cet avis. Je suis convaincu qu'il existe un moyen de créer des programmes qui peuvent faire avancer les dossiers sur tous les fronts.

Encore une fois, nous avons bonifié les remises pour les zones rurales. Ce n'est pas négligeable. En tant que membre d'un caucus rural de ce côté-ci de la Chambre, c'est une chose pour laquelle j'ai travaillé fort. Nous avons trouvé des solutions et des mesures concrètes pour rajuster la politique sans détruire un mécanisme de tarification qui compte dans la lutte environnementale. Oui, l'argent est bel et bien remis aux ménages. C'est ce que nous avons dit.

Si les conservateurs n'aiment pas le filet de sécurité fédéral, aiment-ils une autre forme de tarification du carbone? J'invite l'un de mes collègues à nous le dire aujourd'hui. Je comprends qu'ils n'aiment pas le filet de sécurité fédéral, mais aiment-ils le système de plafonnement et d'échange qui est en place au Québec? Aiment-ils le plan de la Colombie-Britannique? C'est sur ce point que la conversation devrait porter. Les conservateurs croient-ils en une quelconque forme de tarification du carbone?

J'espère qu'un député d'en face prendra la parole pour poser une question sur l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse aujourd'hui. J'invite les 55 députés de l'assemblée de Nouvelle-Écosse à encourager le premier ministre de la province, Tim Houston, à travailler de concert avec les premiers ministres des provinces atlantiques, peut-être avec Doug Ford, avec le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, et avec la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith. Nous pourrions mettre en place un système de plafonnement et d'échange au Canada. Pensons-y un instant. Il pourrait répondre à la norme fédérale. Il n'est pas nécessaire que ce soit le filet de sécurité fédéral. N'oublions pas pourquoi nous en sommes là: certains premiers ministres provinciaux ont décidé qu'ils ne voulaient pas d'une forme quelconque de signal de prix qui change les choses. Toutefois, j'inviterai les premiers ministres des provinces de l'Atlantique et les députés provinciaux. Je serai heureux de parler de ce sujet. Il est important. Tout ce que le gouvernement veut, c'est un prix crédible pour pouvoir lutter contre les changements climatiques et contribuer à la réduction des émissions.

J'invite le député de Regina—Lewvan à se rendre dans les bureaux de Federated Co-operatives, en Saskatchewan, et à parler à son équipe de direction de la façon dont la tarification du carbone contribue à attirer des centaines de millions de dollars d'investissements dans sa province. Les dirigeants lui diront que c'est la tarification du carbone qui permet de changer les choses et de stimuler l'innovation. En fait, c'est ce qui permet de justifier la tarification du carbone. S'il n'a pas recours à la tarification du carbone, le député de Regina—Lewvan se contentera-t-il d'utiliser des fonds publics pour stimuler l'innovation? Est-ce que ce sera la seule solution du député ou utilisera-t-il d'autres types de principes du libre marché pour stimuler l'innovation qui doit se produire?

Lorsqu'il est question de technologie, et non de taxes, comment les conservateurs ont-ils l'intention d'encourager son développement? Je ne sais toujours pas exactement comment ils vont s'y prendre. Vont-ils compter sur la bienveillance des sociétés? Les conservateurs et le chef de l'opposition officielle laissent entendre que les lobbyistes des entreprises sont inutiles et que les sociétés sont terribles au Canada. Comment vont-ils les inciter à opérer les changements dont nous avons besoin pour lutter contre les changements climatiques? Je les invite à commencer à répondre à ce genre de questions.

Je constate que les conservateurs n'aiment pas le filet de sécurité fédéral. Je remarque que cette motion de l'opposition ne mentionne pas du tout le fait que l'argent retourne aux ménages de la Nouvelle-Écosse et, en fait, de tout le pays. Tenons un débat éclairé.

Encore une fois, j'invite le député, qui aura la parole dans environ 30 secondes, à commencer sa réponse en indiquant s'il croit ou non à la tarification du carbone. Si les conservateurs ne croient pas au filet de sécurité fédéral — ce qui est très clair —, c'est bien, mais croient-ils à une forme quelconque de tarification du carbone? Les Canadiens doivent connaître la réponse parce que, au bout du compte, il y a un moyen d'y arriver sans le filet de sécurité fédéral. Nous avons cependant besoin que les premiers ministres provinciaux jouent aussi un rôle dans la solution. À mon avis, c'est ce qui est important. C'est ce qui manque dans la motion de l'opposition d'aujourd'hui.

J'attends avec impatience les questions et je vois que les députés sont prêts.

Comme il ne reste que 10 secondes, je vais poser une brève question sur le projet de loi C-234. Les conservateurs vont-ils le mettre aux voix? Les agriculteurs de ma circonscription ont besoin d'aide, mais les conservateurs ne font rien. Ils ont fait intervenir six députés. Nous devons être en mesure de mettre cette question aux voix.

• (1545)

Le vice-président: Je suis vraiment content que le député de Kings—Hants ait parlé du bon travail du député de Nova-Ouest. Je l'apprécie.

[Français]

Nous passons aux questions et aux observations.

L'honorable députée de Beauport—Limoilou a la parole.

Travaux des subsides

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, supposons que nous vivons dans un monde parallèle et que la taxe sur le carbone, que le Québec et la Colombie-Britannique ne paient pas, est annulée. Quelles seraient les conséquences sur les relations internationales du Canada et sur les marchés? De plus, qui paierait le prix de cette conséquence? Seraient-ce les plus pauvres ou les plus riches, comme les pétrolières, qui seraient les plus avantagés par cette abolition de la taxe sur le carbone?

[Traduction]

M. Kody Blois: Monsieur le Président, je vais répondre en anglais. J'aimerais répondre en français, mais la question était nuancée.

La députée a frappé en plein dans le mille. Si nous abolissions le signal de prix, cela nuirait à l'industrie québécoise. Je suppose que le Parti conservateur cherche à nuire à l'innovation au Québec et à nuire aux familles à revenu plus faible s'il y avait un filet de sécurité fédéral dans cette province, mais ce n'est pas parce que le gouvernement du Québec croit qu'il faut agir au sujet des changements climatiques. Il tente de faire croire que ce signal de prix nuit à l'innovation au pays et à notre capacité d'atteindre nos objectifs à l'international.

Je ne connais pas la position. Je ne peux parler au nom des conservateurs, mais la manière dont ils diabolisent la tarification du carbone et prétendent qu'elle est la source de tous les maux de la société révèle une vision à court terme. Elle n'est pas nuancée, et s'ils n'aiment pas le filet de sécurité fédéral, ils devraient proposer et promouvoir d'autres types de plans environnementaux crédibles, ce que j'attends toujours.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole. Tout d'abord, le député de Kings—Hants est sorti de son mutisme, et je l'en félicite. Évidemment, c'est plus agréable pour lui de prendre la parole quand toutes les banquettes ministérielles sont vides, puisque personne ne peut le museler. Je suis heureux que le député ait été libéré par ses collègues.

Sur une note plus sérieuse maintenant, la Saskatchewan a présenté un plan sur le carbone semblable à celui du Nouveau-Brunswick, mais le gouvernement du député l'a rejeté. Ce qu'il a dit est donc faux. D'ailleurs, plusieurs affirmations du député sont inexactes. Il affirme que les provinces doivent avoir un plan. Pourtant, la Saskatchewan a présenté un plan, mais le gouvernement libéral l'a rejeté pour des raisons idéologiques.

J'aimerais poser au député de Kings—Hants la même question que lui a adressée notre chef plus tôt aujourd'hui. En ce qui concerne cette motion, 70 % de ses concitoyens veulent annuler la hausse de la taxe pour qu'elle n'augmente pas le 1^{er} avril.

Le député votera-t-il avec ses concitoyens ou se rangera-t-il du côté de ses collègues des banquettes ministérielles, qui ne veulent pas qu'il prenne la parole?

M. Kody Blois: Monsieur le Président, il y avait beaucoup d'éléments dans cette question. J'espère que vous me donnerez le temps nécessaire pour y répondre.

Je vais poser une question au député. Il a mentionné que, pendant la période des questions d'aujourd'hui, le chef de l'opposition officielle m'a posé des questions à titre de président du comité. C'est maintenant le moment approprié de répondre à ces questions.

Je dirai simplement ceci: il a parlé des agriculteurs de Kings—Hants. Demain, le député de Regina—Lewvan doit se joindre à son caucus et demander au chef de l'opposition officielle de laisser le projet de loi C-234 être mis aux voix. Nous avons l'occasion d'aider les agriculteurs dès maintenant. Les conservateurs ont fait intervenir six députés et ils retardent l'adoption d'un projet de loi qui pourrait améliorer le sort des agriculteurs de ma circonscription et de tout le pays. Pourquoi nuisent-ils à l'agriculture canadienne et pourquoi font-ils passer leurs intérêts partisans avant ceux des agriculteurs du Canada?

Pour répondre à sa question et aux députés de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse qui ont dit qu'ils aimeraient qu'on suspende la taxe, je serai heureux de discuter avec chacun de ces députés de la manière dont nous pourrions travailler avec le premier ministre Tim Houston et avec les premiers ministres de chaque province et territoire afin de pouvoir présenter non seulement un plan, mais un plan qui respecte la norme fédérale.

C'est l'élément que le député a oublié dans sa question. Oui, la Saskatchewan a présenté un plan. Elle a d'ailleurs adopté une forme de tarification du carbone applicable au milieu industriel. Nous devons travailler avec les sept premiers ministres provinciaux concernés pour pouvoir établir un système national de plafonnement et d'échange, ce qui permettra d'éliminer ce terrible filet de sécurité fédéral que les conservateurs détestent tant.

• (1550)

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, on parle beaucoup de la tarification du carbone, mais, en réalité, de nombreux autres éléments du prétendu plan de lutte contre les changements climatiques du gouvernement ne sont pas à la hauteur de l'engagement nécessaire pour atteindre les objectifs du Canada.

Parmi ces éléments, mentionnons le programme pour des maisons plus vertes. Le financement de ce programme est pratiquement épuisé, ce qui laisse en plan beaucoup de propriétaires et de professionnels qui ont suivi une formation spéciale pour faire l'évaluation énergétique des maisons. Le gouvernement n'a toujours pas annoncé à quoi ressemblera son nouveau programme, et beaucoup de gens se demandent quand il le fera.

Le député pourrait peut-être nous dire à quelle date les spécialistes de la vérification et de l'évaluation énergétique, ainsi que les propriétaires qui veulent demander cette aide financière, auront une idée du nouveau programme.

M. Kody Blois: Monsieur le Président, c'est merveilleux de voir le nombre de députés ici aujourd'hui qui pensent que je fais partie du Conseil privé. Je suis un député d'arrière-ban du Parti libéral. Je prends note des bons programmes que le gouvernement a mis en place pour améliorer l'efficacité énergétique des maisons, notamment les 2 milliards de dollars investis dans le cadre de l'initiative canadienne pour des maisons plus vertes.

Il y a encore une multitude de programmes fédéraux. Je n'ai pas de calendrier précis. Le député devra demander au ministre responsable du portefeuille quand cela sera possible, mais nous continuerons à travailler avec les parties prenantes partout au Canada pour promouvoir l'efficacité énergétique des maisons. C'est une question de bon sens pour le coût de la vie et pour l'environnement.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, c'est un véritable privilège de prendre la parole au nom des gens que je représente dans Barrie—Innisfil.

Travaux des subsides

Le Canada connaît en ce moment une véritable révolte au sujet de la taxe sur le carbone. La motion d'aujourd'hui représente des gens de partout au pays qui réclament l'annulation de la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone qui est prévue le 1^{er} avril.

Je sais que le Président vient de la Nouvelle-Écosse et qu'il a appris aujourd'hui que l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse a adopté à l'unanimité une motion visant à annuler la hausse de la taxe sur le carbone prévue le 1^{er} avril. Par ailleurs, 70 % des premiers ministres provinciaux du pays demandent la même chose, tout comme 70 % des Canadiens. Hier, à l'Assemblée législative de l'Ontario, la cheffe du Parti libéral a pris la parole pour demander au gouvernement fédéral d'éliminer la hausse de taxe de 23 % prévue le 1^{er} avril.

C'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. En tant que député de Barrie—Innisfil, je communique régulièrement avec des résidents de ma circonscription. Je sais que de nombreux députés utilisent les outils à leur disposition pour communiquer avec leurs concitoyens; chaque fois que nous envoyons des dépliants par la poste, nous posons une question.

Nous posons cette question pour avoir une idée de ce que nos concitoyens pensent de certains enjeux dont nous débattons au pays. Récemment, j'ai envoyé un dépliant aux gens de ma circonscription. Ce dont je vais parler ne représente qu'une petite partie des réponses que j'ai reçues.

Ces réponses étaient éloquentes. Elles décrivent la situation que vivent mes concitoyens en ce moment, non seulement à cause de la taxe sur le carbone, mais aussi à cause de la crise de l'abordabilité et de l'inflation, de même que celle de l'augmentation des taux d'intérêt. Ces crises ont eu de graves répercussions sur mes concitoyens et sur les Canadiens des quatre coins du pays, et pas seulement sur les personnes elles-mêmes, mais aussi sur les entreprises.

Dans certaines de ces réponses, 81 % des personnes qui m'ont répondu ont dit vouloir que la taxe sur le carbone soit abolie. Je ne leur ai pas posé une question piège, mais une question très simple et très succincte: « Appuyez-vous la taxe sur le carbone? » Or, 81 % des résidents de ma circonscription ont répondu par la négative. Je reconnais toutefois que certains étaient en faveur de la taxe sur le carbone, et c'est très bien ainsi. Néanmoins, les réponses que j'ai obtenues correspondent à ce que je vois d'un bout à l'autre du pays, c'est-à-dire que 70 % des Canadiens veulent que la taxe sur le carbone soit abolie.

Je vais citer quelques résidents de ma circonscription. Je me fais leur porte-voix. Je prends la parole à la Chambre pour représenter les gens de Barrie—Innisfil, qui m'ont élu en 2015.

« Nous sommes âgés de 80 et 81 ans. Nous n'avons pas les moyens de payer les taxes qui nous sont imposées », disent Lyle et Phyllis de Barrie.

« Chaque mois, la taxe sur le carbone représente en moyenne 59 \$ de ma facture de gaz seulement. Pour une année, cela représente 708 \$ pour la facture de gaz seulement, sans parler du coût de l'épicerie qui a augmenté. Nous n'arrivons pas à économiser. Avec cette petite portion des taxes payées (oui, notre argent) qu'on me rembourse quatre fois par année, le premier ministre agit comme s'il me faisait une faveur. Cette mesure ne fait pas la moindre différence par rapport à l'augmentation de tous les coûts », dit Lulu d'Innisfil.

« Je vous écris cette courte note pour vous dire que je M'OPPOSE à la hausse de la taxe sur le carbone s'appliquant à l'essence qui est prévue le 1^{er} avril. En tant que retraité, j'ai de la difficulté à composer avec toutes les hausses de taxes, du prix des aliments, des factures de services publics, etc. Ma pension augmente seulement [...] de 2 % par année », dit Mark de Barrie. La taxe sur le carbone augmentera de 23 % le 1^{er} avril.

« La population en général ne peut pas assumer d'autres taxes en ce moment », dit Jennifer d'Innisfil.

« Cette mesure contribue de façon importante à l'inflation, laquelle nous devons contrôler de toute urgence », dit Alexander d'Innisfil.

« Je ne crois pas que ce soit un moyen efficace d'encourager la réduction de la consommation de carburant », dit Todd de Lefroy.

« Il faudrait l'annuler parce que la vie coûte déjà très cher », a dit Nora, de Barrie.

Voilà l'essentiel de la question dont nous discutons aujourd'hui.

• (1555)

Comme je l'ai mentionné plus tôt, la crise de l'abordabilité et de l'inflation qui sévit actuellement dans notre pays a des répercussions réelles sur les gens. Ajoutons à cela les hausses de taux d'intérêt et les prêts hypothécaires qui doivent être renouvelés. Faut-il s'étonner qu'il y ait une révolte contre la taxe sur le carbone non seulement à l'échelle locale, mais aussi parmi les premiers ministres provinciaux du pays? C'est parce qu'ils sont sur le terrain. Il est facile pour nous de rester dans notre bulle ici, à Ottawa, et de ne pas reconnaître les répercussions que la taxe a sur les Canadiens.

Je suis certain que les libéraux, les néo-démocrates, les bloquistes et d'autres députés entendent, tout comme moi, leurs concitoyens parler du facteur de l'abordabilité. Tout ce que nous demandons, c'est de donner un répit aux gens en n'augmentant pas la taxe sur le carbone de 23 % le 1^{er} avril. Cela ne s'arrêtera pas là. La taxe quadruplera d'ici 2035. Elle sera quatre fois plus élevée qu'elle ne l'est actuellement. Les gens n'ont déjà pas les moyens de payer la taxe maintenant. Comment auront-ils les moyens de la payer quand il y aura cette hausse?

Évidemment, le gouvernement soutient que cette mesure n'a aucune incidence sur les recettes. Or, si on ne prend pas l'argent des gens, on n'aura pas à le leur remettre. En fait, selon le directeur parlementaire du budget, les gens ne récupèrent pas ce qu'ils paient en taxe sur le carbone.

Les libéraux peuvent argumenter tant qu'ils veulent à la Chambre. Comme l'a dit un jour l'ex-ministre de l'Environnement dans un bar à Terre-Neuve, lorsqu'on parle plus fort et plus longtemps, les gens finissent par croire ce qui est dit. C'est tout bonnement de la propagande.

Cependant, les faits sont devant nous, présentés par le directeur parlementaire du budget. Dans la province d'où je viens, l'Ontario, en 2023-2024, le coût de la taxe sera de 1 363 \$. Le remboursement sera de 885 \$. Autrement dit, selon le directeur parlementaire du budget, on débourse plus en payant la taxe sur le carbone que ce que l'on récupère en remboursement. Dans d'autres provinces, par exemple à Terre-Neuve-et-Labrador, c'est 1 281 \$. On récupère 934 \$. En Alberta, on paie 2 466 \$ de taxe sur le carbone, en tenant compte du coût brut financier et économique; le remboursement que l'on obtient s'élève à 1 756 \$.

Si on ne peut pas se fier au directeur parlementaire du budget et aux données qu'il fournit aux parlementaires, quelle est la raison d'être de sa fonction? À mon avis, les données du directeur parlementaire du budget et les données anecdotiques que les habitants de ma circonscription font remonter jusqu'à moi montrent sans ambiguïté que les habitants de ma circonscription n'ont pas les moyens de payer cette taxe sur le carbone. Ils n'ont pas les moyens de payer cette augmentation.

J'aimerais parler une minute des frais d'exploitation des entreprises. Comme nous l'avons dit maintes fois en cet endroit, lorsqu'on taxe les grossistes, les producteurs et les transporteurs, ce sont les consommateurs qui finissent par en payer le prix à l'épicerie. Soit dit en passant, les épiceries doivent payer pour chauffer et réfrigérer leurs installations. Au bout du compte, c'est le consommateur qui écope. Lorsqu'on taxe les fournisseurs, c'est l'entreprise cliente qui en paie le prix.

Hier, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a publié sur son site Web un document qui réaffirme ceci à ses membres: « Taxe carbone : augmentation colossale de 23 % le 1^{er} avril! Cela veut dire qu'elle s'élèvera à 17,6 cents par litre d'essence! » On y discute entre autres du fait que le gouvernement fédéral avait promis de remettre la taxe sur le carbone aux entreprises. À l'échelle nationale, le gouvernement doit 2,5 milliards de dollars aux entreprises. Dans la province de l'Ontario, il doit 2 637 \$ de remboursement par entreprise. Pourtant il garde toujours cet argent. Les PME sont toujours touchés par la hausse des coûts des fournisseurs que j'ai mentionnée plus tôt.

Je suis ici pour représenter les gens de Barrie—Innisfil, qui sont aux prises avec une énorme crise de l'abordabilité. Je parle d'ainés, de mères monoparentales et de personnes qui essaient de conserver leur logement; il n'y a pas que la taxe sur le carbone qui leur cause des problèmes, mais de nombreux facteurs. Tout ce que nous demandons aujourd'hui pour les gens de Barrie—Innisfil et de l'ensemble du Canada, alors que la révolte contre la taxe sur le carbone gronde, c'est d'abolir la taxe et de contribuer à rendre la vie des Canadiens plus abordable.

• (1600)

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de voir le député. J'ai bien aimé son discours.

Il a parlé du directeur parlementaire du budget et a demandé à quoi sert ce dernier s'il arrive à de mauvaises conclusions. Peut-être pourrait-il parler de la différence entre les incidences financières et les incidences économiques. Quand on regarde quelles sont les incidences financières, soit les entrées et les sorties d'argent, le bilan est positif pour 80 % des ménages canadiens.

Puis, quand on regarde du côté des incidences économiques, selon l'analyse du directeur parlementaire du budget, même les personnes qui font la queue devant les banques alimentaires se retrouvent dans une meilleure situation. Je ne suis pas d'accord avec le directeur parlementaire du budget là-dessus et je ne suis pas seul; le Fonds monétaire international fait partie de ceux qui ne sont pas d'accord non plus. Qu'est-ce que le député pourrait nous dire à ce sujet?

M. John Brassard: Monsieur le Président, j'ai du mal à me convaincre qu'une personne qui fait la queue devant une banque alimentaire est mieux lotie qu'elle ne l'est pour prendre soin de sa propre famille.

Travaux des subsides

À Barrie, au mois de décembre, la fréquentation des banques alimentaires a augmenté de 150 %. Au Canada, deux millions de personnes ont recours aux banques alimentaires chaque année. En 2024, on s'attend à ce que ce nombre augmente d'un million.

Est-ce le genre de pays que nous voulons? Voulons-nous que les gens fassent la queue devant les banques alimentaires, ou voulons-nous qu'ils soient productifs et qu'ils tentent d'offrir un avenir sûr à leur famille?

Je traite avec le directeur parlementaire du budget. Je m'occupe également des statistiques, tout comme le député. Cependant, je suis également en contact avec les résidents et les entreprises de ma circonscription. Or, les uns et les autres me disent que le coût de la vie est beaucoup trop élevé en raison d'une combinaison de nombreux facteurs. L'un d'entre eux, et non le moindre, est l'augmentation de la taxe sur le carbone qui entrera en vigueur le 1^{er} avril, ainsi que les augmentations subséquentes qui sont prévues, mais dont le gouvernement a dit qu'elles ne se produiraient pas. Les libéraux ont dit qu'ils ne l'augmenteraient pas jusqu'à un certain niveau, mais c'est effectivement ce qu'ils sont en train de faire.

Tout augmente, y compris le prix des produits de première nécessité. Étant donné la crise de l'abordabilité en cours, je pense que tout cela est injuste.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours de mon collègue du Parti conservateur et il n'a fait aucune mention de ce qu'a dit très clairement le directeur parlementaire du budget. Selon ce dernier, avec le prix sur la pollution, on remet de l'argent aux familles de la classe moyenne et aux plus démunis. De plus, 80 % des gens qui paient la taxe reçoivent plus en compensation que ce qu'ils paient en taxe sur le carbone. La taxe ne s'applique pas dans toutes les provinces.

Évidemment, le Parti conservateur ne dit pas cela. Si mon collègue est si préoccupé par le coût de la vie pour les gens, pourquoi son parti et lui ont-ils voté contre l'abolition de la TPS sur les coûts de chauffage? Pourquoi a-t-il voté contre les soins dentaires pour les aînés? Pourquoi a-t-il voté contre un programme de nutrition pour les enfants dans les écoles?

M. John Brassard: Monsieur le Président, actuellement, le coût de la vie est à la hausse partout au pays parce que le NPD a soutenu beaucoup de politiques du gouvernement libéral.

[Traduction]

Je ne pense pas qu'il ait entendu ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir que dans ce pays, certaines familles paient plus pour la taxe sur le carbone que la somme qu'elles reçoivent en retour. Selon les données du directeur parlementaire du budget, en Ontario, la province où je vis, les répercussions fiscales et économiques nettes sur chaque famille s'élèvent à 1 820 \$. Je n'ai aucune raison de ne pas croire le directeur parlementaire du budget; il s'agit d'un mandataire indépendant du Parlement dont le travail consiste à évaluer ces données et à nous communiquer des renseignements en fonction de cette évaluation. Cela signifie que les familles paient plus que ce qu'elles reçoivent en retour de la taxe sur le carbone.

Travaux des subsides

Le fait est que certains premiers ministres de ce pays demandent maintenant au gouvernement de mettre fin à la taxe sur le carbone, de l'abolir le 1^{er} avril. Ils écoutent leurs électeurs, tout comme moi, et 81 % de ceux-ci m'ont dit qu'ils ne voulaient pas de cette taxe sur le carbone. Ils ne veulent assurément pas payer pour les augmentations futures prévues dans le plan du gouvernement libéral.

• (1605)

M. Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre, surtout pour une discussion aussi importante, car nous traversons une crise du coût de la vie, et le gouvernement libéral—néo-démocrate s'en fiche éperdument. Je peux garantir que le message que tous les députés entendent le plus souvent lorsqu'ils retournent dans leur circonscription, c'est que le coût de la vie augmente de manière effrénée. De l'épicerie à l'essence, en passant par le chauffage, tout est devenu inabordable pour tout le monde.

Quelle est la solution, selon les députés de la coûteuse coalition? C'est d'imposer une hausse de 23 % de la taxe sur le carbone dès le 1^{er} avril. À quel point faut-il être déconnecté de la réalité? Parmi les gens à qui j'ai parlé, personne ne m'a dit: « Vous savez ce qui pourrait être utile? Nous pourrions envoyer plus d'argent à Ottawa. » Personne ne croit que la taxe sur le carbone améliore la situation des gens, et c'est pourquoi nous assistons à une révolte contre la taxe sur le carbone. Le directeur parlementaire du budget a été on ne peut plus clair: les Canadiens perdent des centaines de dollars chaque année, ce qui deviendra des milliers de dollars si nous n'annulons pas le plan visant à quadrupler la taxe sur le carbone.

Dans tout le pays, des milliers de gens ordinaires participent à des rassemblements où l'on réclame la suppression de la taxe. Les jeunes familles, les personnes âgées, les anciens combattants, les propriétaires de petites entreprises et les nouveaux Canadiens se manifestent en grand nombre pour ajouter leur voix au chœur de mécontentement qui se fait de plus en plus entendre. Ils ne peuvent plus se permettre une qualité de vie décente, et encore moins de progresser, et leurs députés libéraux et néo-démocrates leur ont tourné le dos. Les gens ne veulent plus rester silencieux. Ils en ont assez qu'on leur dise de se taire et d'accepter leur sort. Ils refusent de se faire sermonner par le premier ministre parce qu'ils osent s'opposer à sa taxe sur le carbone.

La bonne nouvelle, c'est qu'ils ne sont pas seuls. Les deux tiers des Canadiens s'opposent à la hausse de 23 % de la taxe sur le carbone, et il n'est pas étonnant que les gens soient en colère. Le premier ministre et ses partenaires de la coalition du NPD se moquent des personnes qui parcourent de longues distances pour aller travailler ou faire leurs courses. Ils ne tiennent pas compte des préoccupations légitimes des personnes âgées qui n'ont plus les moyens de chauffer leur maison pendant les nuits les plus froides et, depuis leur tour d'ivoire, ils dénigrent quiconque ose dire ce qui est pourtant évident: le projet de taxe sur le carbone est un projet fiscal et non un projet environnemental.

Si mes collègues libéraux ne me croient pas, ils n'ont qu'à regarder la réponse à la question au *Feuilleton* dans laquelle leur ministre de l'environnement admet qu'ils ne mesurent même pas la réduction des émissions pouvant être attribuée à leur taxe sur le carbone chaque année. Il admet lui-même qu'ils ne savent pas si la taxe sur le carbone réduit les émissions, alors pourquoi la payons-nous?

L'absurdité ne s'arrête pas là. Ce même ministre s'est rendu à une conférence de dirigeants municipaux et a déclaré que le Canada

n'avait plus besoin de nouvelles routes. Il a fallu quelques jours pour réparer cette bourde du ministre de l'Environnement, mais le mal était fait. Les habitants de municipalités comme Carman, Sanford, Brunkild et Sperling ont bien compris le message: le gouvernement libéral ne pense pas que la route 3 devrait être élargie, par exemple.

Les dirigeants municipaux se sont immédiatement mis à me téléphoner pour me dire à quel point ils étaient furieux de voir que le nouveau plan des libéraux consistait à ne plus construire de routes au Canada. Ce qui devrait vraiment inquiéter les libéraux, par contre, c'est que leur bilan est si mauvais que personne n'a été surpris par cette annonce ridicule et déconnectée de la réalité. N'oublions jamais que le premier ministre méprise les agriculteurs qui utilisent le propane ou le gaz naturel pour sécher leur grain ou pour chauffer leurs étables. Il a fait tout ce qu'il a pu pour vider le projet de loi C-234 de sa substance et faire perdre environ 900 millions de dollars aux agriculteurs.

Il est triste de penser que le premier ministre n'est pas du tout inquiet de savoir que la taxe sur le carbone pénalise de nombreuses familles d'agriculteurs, comme celles qui vivent à Altona, Rathwell, Roland, Elm Creek et Oakville. Ces agriculteurs paient des milliers de dollars en taxe sur le carbone pour éviter que leur grain ne germe et ne se gâte dans les silos. Alors que les prix des produits alimentaires atteignent des sommets, qui peut bien avoir l'idée géniale d'augmenter le coût de production des aliments que nous mangeons?

Les gens de ma circonscription n'oublieront jamais le jour où le premier ministre a accordé une exemption de taxe à 3 % des ménages canadiens et a laissé tomber les 97 % qui restent. Les gens qui habitent dans des localités comme Winkler, Morden, Portage et Plum Coulee n'ont pas obtenu d'exemption de taxe pour le chauffage domestique. Eux aussi ont été laissés pour compte par le gouvernement.

• (1610)

Ce n'est que lorsque le caucus libéral de l'Atlantique était sur le point de se révolter que le premier ministre a pensé qu'il pouvait apaiser la situation en accordant une exemption temporaire de la taxe sur le carbone à ceux qui se chauffent au mazout. Il a peut-être maté l'insurrection au sein du caucus libéral, mais il a rappelé aux Canadiens combien il peut être calculateur et motivé par des considérations politiques lorsqu'il est acculé au pied du mur. Contrairement à ce que le premier ministre croyait, les Canadiens de l'Atlantique ne sont pas dupes. Ils ont vu clair dans son jeu: il espère acheter leur vote avant d'augmenter de nouveau les taxes après les prochaines élections.

Il suffit d'examiner les propos tenus par la ministre du Développement économique rural pour comprendre pourquoi certaines personnes ont obtenu une exemption et d'autres non. C'est parce que les bonnes gens qui vivent dans des collectivités comme Morris, Rosenfeld, Starbuck et Mariapolis ne votent pas pour les libéraux. La triste réalité, c'est qu'au lieu d'agir dans l'intérêt de tous les Canadiens, le premier ministre se soucie seulement des gens qui votent pour lui.

Travaux des subsides

Alors que le 1^{er} avril approche à grand pas, sept premiers ministres provinciaux sur dix demandent publiquement au premier ministre d'annuler sa hausse de 23 % de la taxe sur le carbone. Je ne me souviens pas de la dernière fois où sept premiers ministres provinciaux se sont ouvertement opposés à une politique du gouvernement fédéral. Dans ma province, le Manitoba, le premier ministre néo-démocrate ne parle pas beaucoup de la hausse de la taxe sur le carbone. Il a dit qu'il avait eu des conversations privées avec le premier ministre Trudeau à ce sujet, mais cela montre qu'un premier ministre néo-démocrate ne défendra pas publiquement la hausse de la taxe sur le carbone. Qui sait? Il se rendra peut-être compte de ce qui se passe et il parlera à nos concitoyens. Il se joindra peut-être même à la coalition du bon sens.

Le premier ministre libéral de Terre-Neuve-et-Labrador fait partie des sept premiers ministres qui s'opposent à l'augmentation de 23 % de la taxe sur le carbone. Il a fait quelque chose d'assez courageux: il a tenu tête au premier ministre. Il n'a pas été facile pour le premier ministre de la province d'aller à contre-courant de son propre parti. Pour avoir agi ainsi, il s'est fait accuser par le premier ministre Trudeau d'avoir une vision à court terme, mais contrairement à la plupart des députés libéraux de Terre-Neuve-et-Labrador, ce premier ministre libéral a défendu les gens qu'il représente.

Avant que le député libéral d'Avalon ne soit pris en charge par le programme de protection des témoins, il s'était dit d'accord avec le caucus conservateur au sujet de la taxe sur le carbone. Il est même allé jusqu'à demander que le premier ministre se soumette à vote de confiance au sein de son parti. Je dirais pour ma part que ce sont tous les Canadiens qui devraient pouvoir voter afin que nous sachions s'ils font confiance au premier ministre. C'est ce qu'on appelle une élection générale. Le temps est venu. De toute évidence, le premier ministre veut que la taxe sur le carbone soit l'enjeu de la prochaine élection générale, alors allons-y. Je m'en voudrais de ne pas mentionner ce que le député libéral d'Avalon dit, car cela résume bien la situation: « Les gens pensent que le temps est peut-être venu pour du changement. Ce que je dis à tout le monde, c'est que chaque chef, chaque parti a une date de péremption. Notre date de péremption, c'est maintenant. » Les conservateurs sont tout à fait d'accord.

La raison pour laquelle les gens s'opposent à l'augmentation de la taxe sur le carbone, c'est qu'ils n'ont plus un sou à donner. Près de 50 % des familles sont à 200 \$ de déclarer faillite. Regardez la montée en flèche du nombre de personnes qui ont recours aux banques alimentaires et vous aurez une bonne idée de ce qui se passe actuellement au pays. À l'instar de tous mes collègues, je présume, je reçois chaque jour des courriels de citoyens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai reçu une lettre d'une personne âgée qui n'a pas les moyens de faire le plein d'essence pour simplement se rendre à ses rendez-vous médicaux. Elle ne peut pas se permettre d'acheter des fruits et des légumes et, à cause du prix élevé des aliments, elle fait maintenant le gros de son épicerie au Dollarama.

Pour conclure, j'exhorte les députés libéraux à défendre leurs concitoyens qui n'ont pas les moyens de payer leurs factures et de nourrir leur famille, et à voter pour la motion conservatrice visant à annuler la hausse. Je les presse d'être honnêtes avec eux-mêmes et de reconnaître que la dernière chose que les gens peuvent s'offrir en ce moment est une nouvelle hausse de taxe. Il n'y a aucune honte à reconnaître que la taxe sur le carbone est un échec, tant sur le plan de l'abordabilité que sur le plan de la réduction des émissions. En fait, je pense que les gens préféreraient que les hommes politiques

admettent leurs erreurs, qu'ils changent de cap et qu'ils fassent ce qui est juste pour les gens qu'ils sont censés servir, plutôt que de maintenir leur entêtement idéologique, et qu'ils essaient d'être un peu plus pragmatiques.

J'espère que le gouvernement néo-démocrate—libéral se laissera convaincre par le bon sens des gens ordinaires. Je crains que ce ne soit pas le cas. C'est pourquoi il nous fait des élections sur le thème de la taxe sur le carbone, parce qu'il est temps de supprimer la taxe sur tout pour tout le monde, et pour de bon.

• (1615)

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je suis très reconnaissant au député d'avoir mentionné les personnes qui ont désespérément besoin d'aide ainsi que la nécessité de les aider. Je copréside le Caucus anti-pauvreté multipartite, et c'est une de mes principales préoccupations depuis 2015. Nous savons par les chiffres que la tarification de la pollution a une très faible incidence sur le coût de la vie, en particulier sur la hausse du prix des aliments, qui a été de 20 % au cours des deux dernières années, ce qui est un vrai problème, mais la tarification de la pollution équivaut à bien moins que 1 % de cette augmentation.

En faisant preuve de bon sens, quelle mesure raisonnable, notamment en ce qui concerne l'aide aux personnes dans le besoin, le député souhaiterait-il voir adopter pour aider réellement et de façon mesurable les personnes dont il se préoccupe ostensiblement?

M. Brandon Leslie: Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'en face pour son travail. Nous partageons la même vision qui consiste à aider les personnes les plus vulnérables.

La taxe sur le carbone n'est pas la seule cause du problème créé par le gouvernement libéral. La crise du coût de la vie a été provoquée par plusieurs facteurs. La meilleure chose que nous puissions faire, c'est de donner de l'espoir à nos concitoyens, d'élargir leurs horizons et de leur permettre d'être prospères. Les libéraux pourraient y parvenir en créant des emplois au Canada, en donnant aux gens la possibilité de travailler fort, de connaître leur valeur, de s'affirmer et de se donner une bonne qualité de vie pour eux-mêmes et pour leur famille. C'est ce que fera le prochain gouvernement conservateur.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur un aspect que mon collègue a touché dans son discours, c'est-à-dire la question de la situation précaire des aînés. J'aimerais y revenir parce que, ce matin, à la Chambre, j'ai eu l'honneur de déposer le rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, où le parti de mon collègue et tous les partis dans la pièce ont reconnu unanimement au Comité qu'on avait besoin d'augmenter la Sécurité de la vieillesse des aînés. Ça pourrait concrètement rendre de l'argent dans le portefeuille et les poches des aînés.

Soutient-il ses collègues qui, au Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées ont voté pour le projet de loi C-319?

Va-t-il continuer à faire pression sur les libéraux, au-delà de la taxe sur le carbone, pour penser à d'autres solutions pour aider les gens en situation précaire, dont les aînés avec l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse pour tous les aînés et rétablir cette iniquité entre les aînés de 65 à 74 ans et ceux de 75 ans et plus?

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Branden Leslie: Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mon discours, un certain nombre d'ainés ont communiqué avec mon bureau justement pour se plaindre du fait qu'ils n'ont plus les moyens d'assurer leur survie.

Je les comprends. Beaucoup d'entre eux ont un revenu fixe, mais ils voient leur pouvoir d'achat se détériorer continuellement en raison de la politique inflationniste des libéraux, qui consiste à imposer pour mieux dépenser et qui fait baisser la valeur des marchandises tout en en faisant augmenter le prix. La meilleure chose que nous pourrions faire, c'est de veiller à ce qu'ils en aient plus pour leur pension, qu'elle soit publique ou privée. Les mesures prises par le gouvernement fédéral ont une incidence majeure. C'est ce qu'il faudra faire pour rétablir le pouvoir d'achat des aînés.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, si les libéraux ne peuvent pas mesurer la quantité de carbone émise, alors ils ne peuvent pas en mesurer la réduction. Pourquoi imposent-ils une taxe sur le carbone?

Quel est le problème avec Dollarama? Le Tigre Géant propose des fruits frais à très bon marché.

M. Branden Leslie: Monsieur le Président, il n'y a pas de problème avec Dollarama. La triste réalité, c'est que la plupart des gens où j'habite préféreraient acheter des produits de meilleure qualité chez Co-op. Évidemment, Tigre Géant constitue une autre option intéressante pour les consommateurs qui ont un magasin de cette bannière près de chez eux.

Pourquoi le gouvernement impose-t-il une taxe sur le carbone sans connaître les effets de cette mesure? Voilà une question fort pertinente. En fait, nos concitoyens ne s'insurgeraient pas contre cette taxe s'ils en voyaient les effets, notamment au moyen d'indicateurs environnementaux. Or, pour l'instant, cette mesure ne leur en donne pas pour leur argent. Ils s'appauvrissent et ils n'ont pas la qualité de vie que nous méritons tous en tant que Canadiens.

• (1620)

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président, toute la journée, on nous a répété que les gens recevront plus en remise que ce qu'ils paient pour la taxe sur le carbone, ce qui est absolument faux, comme l'a démontré le directeur parlementaire du budget.

Les conservateurs savent ce qu'est le gros bon sens. Si au départ on ne perçoit pas de taxe, on n'aura rien à rembourser aux Canadiens.

En ce qui concerne le projet de loi C-234, j'aimerais bien que mon collègue me dise ce qu'il en pense. Les libéraux martèlent depuis le début de la journée que ce sont les conservateurs qui refusent de reprendre le débat sur le projet de loi. Nous en avons pourtant parlé six fois, et j'ai eu l'occasion d'intervenir au sujet de cette importante mesure législative qui accorderait aux agriculteurs une exemption de la taxe sur le carbone. Si l'on taxe les agriculteurs et qu'on hausse le coût de leurs intrants, ce sont les consommateurs qui écoperont.

Alors je me demande si mon collègue pourrait exprimer son point de vue sur le projet de loi C-234 et nous dire pourquoi nous devons l'adopter dans sa forme originale.

M. Branden Leslie: Monsieur le Président, voilà une bonne question pleine de bon sens. Si l'on ne taxe pas quelque chose, on

n'a pas besoin de rendre la somme prélevée. Quelle façon de voir le monde!

La réalité, c'est que la remise ne tient pas compte du fait que, tout comme ces agriculteurs, chaque consommateur se fait refiler la note. Non seulement la remise est inférieure à ce qui a été payé directement en taxes sur le carbone, mais les coûts indirects sont également bien plus élevés.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un privilège et un honneur de prendre la parole à la Chambre.

Je partagerai mon temps de parole avec mon collègue le député de Beaches—East York, qui, je crois, a posé une question un peu plus tôt.

Étant donné qu'on célèbre aujourd'hui la fête des Pères dans le pays d'origine de ma famille, j'aimerais dire *buona Festa del Papà* à mon père, qui se trouve à Vancouver. Je viens de passer quelques jours avec ma famille et mes parents à Vancouver, la semaine dernière, pendant la relâche scolaire. J'ai été ravi de voir qu'ils se portaient bien.

Avant de faire mes observations, je signale que nous avons reçu aujourd'hui le rapport sur l'inflation des prix à la consommation pour le mois de février au Canada. Les nouvelles sont vraiment très bonnes. En tant qu'économiste, j'ai constaté que l'indice des prix à la consommation est inférieur à 3 %, soit 2,8 %. Si l'on regarde les détails, le premier titre de ce rapport indique que « [l]es prix des services de téléphonie cellulaire et d'accès à Internet reculent au Canada ».

Le débat porte sur le coût de la vie et la tarification du carbone, alors parlons-en. Cependant, je tiens d'abord à citer deux passages:

Les forfaits de téléphonie cellulaire ont diminué de 26,5 % d'une année à l'autre en février, après avoir reculé de 16,4 % en janvier. La baisse d'une année à l'autre a été surtout attribuable à la diminution des prix des nouveaux forfaits et à la hausse des quotas de données offerts dans certains forfaits de téléphonie cellulaire.

De même, les prix des services d'accès à Internet ont reculé de 13,2 % d'une année à l'autre en février sous l'effet d'une diminution mensuelle de 9,4 % [...]

L'inflation des produits d'épicerie continue de s'atténuer.

La croissance des prix des aliments achetés au magasin a continué de ralentir d'une année à l'autre en février (+2,4 %) par rapport à janvier [qui atteignait 3,4 %] et le ralentissement a été généralisé. Les prix des fruits frais (-2,6 %), de la viande transformée (-0,6 %) et du poisson (-1,3 %) ont affiché une baisse [...]

Il y a eu des progrès, et ce, dans tous les domaines. Le taux d'inflation de base a été également très bien maîtrisé. En tant qu'économiste et que député qui siège à quelques comités, je prévois et j'espère que la Banque du Canada prendra des mesures pour faire baisser les taux plus tard cette année, ce qui, à mon avis, est opportun et nécessaire. L'inflation est bien maîtrisée au Canada, et les rapports mensuels sont manifestement positifs.

Passons maintenant au sujet du débat en cours.

[Français]

Je suis très heureux de participer à ce débat aujourd'hui.

Les changements climatiques constituent un enjeu très sérieux pour notre pays, et je dois dire que ce que nous voyons présentement est préoccupant. Nous avons eu un hiver bien atypique. Il n'y a presque pas de neige et les températures sont beaucoup plus douces que ce à quoi nous sommes habitués.

Manifestement, l'impact des changements climatiques se fait sentir partout au Canada. Nous l'avons bien vu dans la dernière année avec, par exemple, la tempête qui a ravagé la Nouvelle-Écosse et les feux de forêt historiques qui ont ravagé des hectares et des hectares partout au pays. Je suis certain que mes collègues se rappelleront que la fumée était bien présente ici même dans la capitale. Il était difficile de respirer, même ici, à la Chambre des communes. Évidemment, cela a fait souffrir bien des personnes ayant des difficultés respiratoires. Il s'agit là d'un seul des effets néfastes des changements climatiques sur la santé.

Il est aussi important que l'on réalise tous que les changements climatiques affectent grandement les infrastructures des communautés partout au pays. Cela a un coût économique très élevé. Je pense qu'il faut le dire haut et fort: la réalité est tout simplement que le Canada n'a pas les moyens de rester les bras croisés à ne rien faire pour combattre les changements climatiques.

Je suis donc heureux de faire partie d'un gouvernement qui prend au sérieux cette question et qui agit. Évidemment, il s'agit d'une question complexe et il n'y a pas de solution simple. Cependant, les experts s'entendent pour dire que notre système de tarification de la pollution est le meilleur outil pour réduire nos émissions tout en retournant l'argent aux Canadiens.

En effet, lorsque la tarification de la pollution par le carbone est appliquée correctement, comme c'est le cas ici au Canada, elle réduit efficacement les émissions de gaz à effet de serre et rend la vie plus abordable pour les Canadiennes et les Canadiens en veillant à ce qu'ils reçoivent plus d'argent qu'ils n'en paient.

• (1625)

Tous les trois mois, et le 15 avril, nous remettons des centaines de dollars aux familles par le truchement de la Remise canadienne sur le carbone. Celle-ci donne plus d'argent à huit familles sur dix comparativement à ce qu'elles paient, tout en veillant à ce que les grands pollueurs paient leur juste part. Dans les provinces où la redevance fédérale sur les combustibles s'applique, une famille de quatre personnes recevra jusqu'à 1 800 \$ en 2024-2025 par le truchement de la Remise canadienne sur le carbone de base. Je suis heureux de dire que le premier versement pour 2024-2025 aura lieu le mois prochain. Les autres paiements trimestriels suivront en juillet, octobre et janvier.

En plus de verser ces montants de base, le gouvernement fédéral propose des modifications législatives avec le projet de loi C-59 afin de doubler, dès cette année, le supplément rural pour le faire passer à 20 % du montant de base de la Remise canadienne sur le carbone. Il est important pour nous de reconnaître les besoins énergétiques élevés et l'accès plus limité à des moyens de transport plus propres des personnes vivant dans les régions rurales.

La Remise canadienne sur le carbone n'est qu'une des mesures à travers lesquelles notre gouvernement aide les Canadiens à payer leurs factures d'énergie. Le premier ministre a en effet annoncé plusieurs nouvelles mesures l'automne dernier pour soutenir les Canadiens. Depuis le 9 novembre dernier, la redevance fédérale sur les combustibles pour les livraisons de mazout pour le chauffage est suspendue temporairement. Cela signifie que les ménages qui utilisent le mazout de chauffage ont plus de temps et profitent d'un soutien financier accru pour passer à une thermopompe. Selon nos estimations, cette mesure permettra à un ménage qui utilise 1 500 litres de mazout domestique d'économiser 261 \$ en 2023-2024.

Travaux des subsides

Nous allons également de l'avant avec une mesure qui fait en sorte que la thermopompe moyenne soit gratuite. Avec cette mesure, nous aidons les personnes ayant un revenu faible à médian à cesser d'utiliser le chauffage au mazout dans les provinces et les territoires qui ont accepté d'appuyer le versement de subventions bonifiées du gouvernement fédéral pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe. La subvention pour la conversion est maintenant passée à 15 000 \$, et ce montant s'ajoute aux subventions provinciales ou territoriales pouvant atteindre 5 000 \$. Par ailleurs, notre gouvernement offre un paiement initial de 250 \$ aux personnes ayant un revenu faible à médian qui utilisent le mazout de chauffage et qui s'inscrivent à un programme conjoint fédéral-provincial pour passer à une thermopompe.

Comme on peut bien le voir, notre gouvernement aide réellement les Canadiens dans la transition verte. Bien entendu, ce soutien vient s'ajouter à tout ce que nous faisons déjà pour soutenir les familles qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Par exemple, le système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants que nous mettons actuellement en œuvre d'un océan à l'autre permet à bien des familles de faire des économies considérables. Grâce à ce nouveau système national, les familles d'un bout à l'autre du Canada économisent un montant pouvant atteindre entre 2 610 et 14 300 \$ par année approximativement pour chaque enfant qui fréquente un service de garde réglementé. Il n'y a aucun doute que cela fera une grosse différence dans le budget des familles.

• (1630)

[Traduction]

Le gouvernement continue d'être là pour les Canadiens, comme il l'est depuis le premier jour, en 2015. Nous mettrons toujours en place des mesures qui font baisser le coût de la vie pour les Canadiens, qui stimulent la croissance économique et qui assurent un brillant avenir à toutes les familles, partout au pays, toutes ces vaillantes familles qui se lèvent le matin afin de faire ce qui s'impose pour elles-mêmes et pour ce merveilleux pays où nous sommes choyés de vivre.

J'attends avec impatience les questions et les observations.

Mme Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, je suis un peu perplexe. Mon collègue a fait du porte-à-porte pour l'élection de la cheffe du Parti libéral provincial, qui a annoncé aujourd'hui que, si les libéraux sont élus, ce dont je doute fortement, elle éliminera la taxe sur le carbone.

Quel chef appuie-t-il?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, la députée de King—Vaughan a promis de tarifer le carbone. En compagnie de l'ancien chef du Parti conservateur, elle a fait campagne en faveur de la tarification du carbone. Comme cela faisait partie de leur plateforme électorale, soit elle induit la Chambre en erreur, soit elle induit ses concitoyens en erreur, soit les deux. Voilà ce qu'elle fait.

Je suis député de Vaughan—Woodbridge et je représente mes concitoyens. J'ai toujours été honnête avec eux, et cela ne changera pas. D'autres devraient suivre mon exemple.

Travaux des subsides

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, dans son analyse des coûts de la taxe sur le carbone, le directeur parlementaire du budget a parlé des quantiles les plus favorisés par la taxe sur le carbone. Il a dit que les plus défavorisés en termes de redevances étaient dans les quintiles les plus riches, c'est-à-dire parmi les gens qui gagnent le plus d'argent et qui consomment le plus, en fin de compte.

Naturellement, les pétrolières doivent aussi payer la taxe sur le carbone. Comme elles génèrent beaucoup de gaz à effet de serre, elles en paient plus. Si on abolit la taxe sur le carbone, en fin de compte, est-ce qu'on donnera encore plus d'argent aux pétrolières? Est-ce que ce sont les moins riches qui seront pénalisés, parce qu'ils recevront encore moins d'argent?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, le prix sur la pollution aide les plus vulnérables de notre pays. Si nous annulions la taxe sur le carbone, cela aiderait seulement les plus riches au Canada.

[Traduction]

Les mieux nantis seraient avantagés, tandis que ceux qui ont les revenus les moins élevés et les Canadiens de la classe moyenne, qui forment la majorité des travailleurs du pays, y perdraient au change.

[Français]

Je comprends bien la question de ma collègue. Je veux dire que nous aidons les Canadiens et que nous voulons toujours aider la classe moyenne.

[Traduction]

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NDP): Monsieur le Président, plus tôt aujourd'hui, ma collègue la députée de Victoria a posé une question semblable sans obtenir de réponse satisfaisante, alors je vais la poser au député. Les néo-démocrates jugent que la tarification fondée sur le rendement est injuste. Nous croyons dans la tarification du carbone, sauf que Suncor paie 14 fois moins de taxe sur le carbone que le Canadien moyen.

Pourquoi est-ce que le gouvernement ne demande pas aux grandes pétrolières de payer ce qu'elles doivent, de payer leur juste part?

• (1635)

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, je travaille avec la députée de London—Fanshawe au sein du Groupe d'amitié parlementaire de l'Ahmadiyya Muslim Jama'at, dont elle partage la coprésidence.

J'aimerais dire que tous les Canadiens et toutes les entreprises canadiennes doivent payer leur juste part dans le cadre du verdissement de l'économie et de la transition vers une économie verte, comme j'aime le dire. En ce qui concerne notre système de tarification du carbone, nous savons que 8 Canadiens sur 10, et à plus juste raison que 8 familles canadiennes sur 10, sont avantagés par ce système. Évidemment, nous savons qu'il est toujours possible de faire mieux.

En ce qui concerne les industries et ainsi de suite, il y a environ 800 000 Canadiens qui travaillent dans le secteur de l'énergie aux 4 coins du pays. Ils travaillent dur, et nous les appuierons dans cette transition, mais nous savons que nous devons utiliser ces ressources pour réaliser des progrès. Je me réjouis à l'idée de continuer à discuter avec la députée et avec tous mes collègues afin

d'établir comment nous allons soutenir la croissance de notre économie tout en offrant un environnement sain et un avenir brillant à tous les Canadiens, surtout à nos enfants.

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je vais en venir à la tarification de la pollution, mais j'aimerais d'abord poser une question fondamentale à laquelle nous devons tous répondre: les députés se soucient-ils des mesures à prendre pour sauver notre planète? Se soucient-ils de réduire les émissions pour nos enfants? S'en soucient-ils? Si la réponse est oui, alors cela nous amène à une autre question, soit: comment pouvons-nous réduire nos émissions de la manière la plus efficace possible? Si nous tenons à utiliser judicieusement l'argent des contribuables, nous devons réduire les émissions de la manière la plus efficace possible.

Ceux d'en face parlent beaucoup du gros bon sens. Le gros bon sens devrait dicter aux députés que les pollueurs doivent payer et que la pollution constitue une défaillance classique du marché. J'ai entendu des personnes faire circuler d'autres opinions concernant ce qu'est une défaillance du marché. Dans le cas présent, la pollution ne coûte rien au pollueur, car nous en assumons tous le coût collectivement. Que faut-il faire? Instaurer de signaux émis sous forme de prix. La réponse, qui tombe sous le sens, consiste à faire payer les pollueurs. Voilà ce qu'est la tarification de la pollution. Nous ne souhaitons pas pénaliser les gens ou leur rendre la vie plus difficile. Nous souhaitons simplement modifier les comportements, de telle sorte que, en combinaison avec la tarification, on internalise l'externalité négative, on fait en sorte qu'il y ait une remise et on recycle les recettes.

J'entends les gens se renvoyer la balle à ce sujet. Dans les faits, 100 % des recettes retournent à la province d'origine et 90 % de cette somme retournent directement aux ménages. Si une motion disait, aujourd'hui, que 100 % des recettes devraient retourner aux ménages, je voterais certainement en sa faveur. Nous pourrions améliorer ce programme, mais le fait est que 90 % des fonds retournent directement aux ménages. Ce programme a très peu d'incidences sur les recettes.

J'ai entendu quelqu'un demander si cela fonctionnait. Bien sûr que cela fonctionne. Ce n'est pas moi qui le dis. Si on regarde le rapport d'étape sur les émissions pour 2030, on ne constate pas seulement une baisse constante: on constate un recul par rapport au statu quo. Si nous n'avions rien fait depuis 2015, ou si nous avions pris le genre de mesures adoptées par le gouvernement Harper, les émissions atteindraient 815 mégatonnes d'ici 2030. Y a-t-il quelqu'un à la Chambre qui sait à combien s'élèveront les émissions grâce à toutes les mesures que nous avons mises en place, selon le rapport d'étape? Elles atteindront 467 mégatonnes. C'est encore trop élevé et loin de ce qu'il faudrait, mais il s'agit d'une réduction de 43 % par rapport au statu quo et de 36 % alors que notre objectif est de 40 %. Nous sommes très près d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé.

D'ailleurs, une bonne partie de cette réduction est due à la tarification de la pollution. Le rapport d'étape indique que 30 % de la réduction des émissions proviennent de la tarification de la pollution. Si l'on considère le delta entre 815 mégatonnes et 467 mégatonnes, 23 % de la réduction totale par rapport à la situation habituelle proviennent de la tarification de la pollution. Ainsi, oui, cette mesure fonctionne dans le contexte d'un plan global très sérieux de lutte contre les changements climatiques.

Travaux des subsides

Il est facile de se préoccuper des changements climatiques lorsque l'on est bien nourri. J'ai souvent entendu dire à la Chambre que la tarification de la pollution appauvriait les plus pauvres d'entre nous, et qu'elle faisait du tort à ceux qui étaient déjà en difficulté. Il est extrêmement cynique de profiter d'une véritable crise du coût de la vie, de profiter du vrai stress et des vraies difficultés que vivent tant de gens dans le besoin, pour compromettre une mesure efficace de lutte contre les changements climatiques qui permet à la plupart des ménages de mieux s'en tirer. Cette mesure ne fait pas augmenter tous les coûts et elle ne pousse pas les gens à recourir aux banques alimentaires. Je l'ai dit lorsque j'ai posé une question à un collègue, et je n'ai pas obtenu de réponse satisfaisante. On constate une inflation du prix des aliments de 20 % sur les 2 dernières années, et la tarification de la pollution, nous disent les économistes, représente moins de 1 % des effets inflationnistes. La crise du coût de la vie n'est pas due à cette mesure.

Nous pourrions tenir un débat très intéressant sur les taux d'intérêt. Peut-être que le député de Carleton affirmerait qu'il souhaite congédier le gouverneur de la Banque du Canada. Nous avons eu des débats captivants sur les taux d'intérêt et sur les véritables causes de la crise du coût de la vie. Les économistes nous diront que la tarification de la pollution n'est absolument pas en cause.

Il serait aussi intéressant de discuter de l'aide sociale au pays. Nous avons considérablement augmenté l'Allocation canadienne pour enfants. Nous avons sorti des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté. Nous avons augmenté l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Nous avons augmenté le Supplément de revenu garanti pour les aînés. Les députés savent-ils ce qu'ont fait les gouvernements provinciaux, surtout les gouvernements provinciaux conservateurs? Ils n'ont pas augmenté les prestations d'aide sociale ni les prestations destinées aux personnes handicapées en fonction de l'inflation. Je suis en Ontario, et le député pourrait peut-être me dire ce que le gouvernement Ford a fait pour que les prestations destinées aux personnes handicapées suivent le coût de la vie, mais les conservateurs n'ont pour ainsi dire rien fait.

• (1640)

Nous pourrions parler de la véritable crise du coût de la vie et de ce qui l'alimente. Nous pourrions parler de l'inflation dans le secteur de l'alimentation. Nous pourrions parler des taux d'intérêt et de l'inaction des provinces dans leurs champs de compétence. Si les faits nous intéressent, il y a une chose dont nous ne devrions pas parler à la Chambre concernant cet enjeu, et c'est la tarification de la pollution.

On a beaucoup parlé du rapport du directeur parlementaire du budget. Parfois, quand j'entends ce qui se dit dans les débats à la Chambre, je me demande s'il y a quelqu'un qui a lu ce rapport, alors je vais en citer un passage. Au sujet de l'incidence financière, le directeur parlementaire du budget affirme que « la plupart des ménages enregistreront un gain net [si on calcule la différence avec la] redevance sur les combustibles et la TPS connexe ». De plus, il ajoute ceci : « L'incidence financière [...] est généralement progressive [...] »

Quoi? Le directeur parlementaire du budget affirme que cela coûtera plus cher. Je dois être honnête, c'est un débat qu'il faudrait vraiment avoir, parce que, ce que le directeur parlementaire du budget dit, c'est que, en ce qui concerne l'incidence financière des sommes que les ménages reçoivent et déboursent, 80 % des ménages en sortent gagnants.

Le directeur parlementaire du budget ajoute également que l'impact de la tarification de la pollution sur le PIB est minime, mais que l'impact pour les ménages est important, ce qui fait que la plupart des ménages sont perdants si on inclut les incidences financières et économiques. Par contre, cela ne concerne pas les ménages à faible revenu alors, je le répète, il est tout à fait erroné de parler des banques alimentaires sans offrir de solutions concrètes pour aider les gens à sortir de la pauvreté, même lorsqu'il est question de l'analyse du directeur parlementaire du budget.

Penchons-nous un peu plus sur la question de savoir si le directeur parlementaire du budget a raison. L'analyse financière est simple. Il y a des entrées et des sorties d'argent. Sur le plan économique, je dirais qu'ils ont tort. Ce n'est pas parole d'évangile.

Par exemple, voici ce qu'on peut lire dans l'*American Economic Journal* au sujet de l'incidence macroéconomique de la tarification du carbone : « Nous ne trouvons aucune preuve d'une incidence négative sur l'emploi ou sur la croissance du PIB, mais plutôt une incidence positive nulle ou modeste. »

Il y a aussi un document publié en juin par le FMI qui dit ceci : « Les pays qui ne recyclent pas leurs revenus connaissent un important ralentissement économique, tandis que les pays qui recyclent leurs revenus n'observent qu'une faible incidence sur l'activité économique. » Je signale à ceux qui suivent le débat chez eux que le Canada recycle ses revenus.

Pire encore, et c'est particulièrement grave, je me demande pourquoi on ne parle pas d'un autre aspect souligné par le directeur parlementaire du budget, qui dit ceci : « La portée du rapport se limite à l'estimation de l'incidence distributive de la redevance fédérale sur les combustibles. Le rapport n'a pas pour objectif d'estimer les coûts économiques et environnementaux des changements climatiques. »

Les conservateurs pourraient peut-être m'expliquer pourquoi nous nous pencherions sur les effets économiques négatifs de la tarification de la pollution — et les effets fiscaux sont positifs pour les ménages — sans évaluer les autres scénarios. Autrement dit, on regarderait uniquement un côté du bilan.

On entend des députés qui réclament la technologie, pas des taxes, mais une telle approche coûtera plus cher aux ménages. Elle sera payée par des taxes, ou le prix sera pire encore si nous ne tenons pas compte des véritables coûts économiques associés à l'inaction pour contrecarrer les changements climatiques. Soyons bien clairs : sans plan sérieux de lutte contre les changements climatiques au pays — et les conservateurs fédéraux n'ont aucun intérêt pour un tel plan —, nous ferons face à des changements climatiques hors de contrôle.

Revenons aux coûts. Les conservateurs n'ont aucun plan. Depuis que je siége au Parlement, ils n'en ont jamais eu, sauf à l'époque d'Erin O'Toole, qui a rapidement été chassé. Que lui reprochait-on? Il avait un plan. Le slogan « la technologie, pas des taxes » n'est pas un plan.

Que fait la tarification de la pollution? Ce mécanisme indique aux consommateurs qu'il sera plus coûteux de polluer. Ils cherchent alors des solutions plus écologiques, et les entreprises innoveront pour répondre à la demande. Sans une tarification, qui internalise une externalité négative, les entreprises n'innoveront pas. Le secteur privé ne prendra pas de mesures sérieuses pour contrer les changements climatiques.

Travaux des subsides

Si on veut de la technologie, et non des taxes, il faudra s'en remettre uniquement aux subventions gouvernementales. D'où viennent ces subventions, chers conservateurs? Elles viennent des taxes.

Si on veut que le fardeau fiscal des gens augmente, on n'a donc qu'à abolir la taxe.

• (1645)

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux que mon collègue d'en face ait insisté sur la nécessité de faire en sorte que la taxe sur le carbone n'ait aucune incidence sur les recettes, car cela va à l'encontre des remarques d'un autre député qui a déclaré, à deux reprises à la Chambre, que le gouvernement s'était arrangé pour que la taxe n'ait aucune incidence sur les recettes.

Ce député a ensuite pris la parole une autre fois pour dire que la taxe n'a aucune incidence sur les recettes à l'échelon fédéral. Devenez qui était cet autre député? C'était exactement le même député qui vient de parler.

Le ministère des Finances a dit au comité des comptes publics que, l'an dernier, 670 millions de dollars n'ont pas été redistribués sous forme de remboursements. Ce montant a été conservé par le gouvernement. Selon les comptes publics, dès 2019, 100 millions de dollars avaient été conservés pour les programmes du gouvernement au lieu d'être redistribués sous forme de remboursements.

Qu'en est-il? La taxe est-elle sans incidence sur les recettes, comme le député l'a dit à deux reprises, ou n'est-elle pas sans incidence sur les recettes, comme l'ont affirmé les comptes publics et comme il l'a déclaré plus tôt aujourd'hui?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, comme je l'ai dit pendant mes observations, 90 % de l'argent revient directement aux ménages. En ce qui concerne l'incidence sur les recettes, 100 % des revenus retournent à la province d'origine: 90 % vont directement aux ménages et les 10 % restants vont aux entreprises, aux municipalités et...

Une voix: Ce n'est pas le cas.

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, il y a les 10 % restants, et il faut avoir un débat crédible pour déterminer si ces 10 % devraient être distribués comme ils l'ont été jusqu'ici. J'affirme que, s'il y avait un vote à la Chambre — et les députés sont libres de présenter la motion —, je voterais en faveur de la neutralité fiscale à 100 %, mais lorsqu'ils parlent d'abolir complètement la taxe, c'est une motion risible. Je voterai toujours contre.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le député a mentionné que les pollueurs devraient payer. Bien entendu, le NPD est d'accord. Le rapport du directeur parlementaire du budget indique que le Canada pourrait générer 4 milliards de dollars de revenus grâce à un impôt sur les bénéfices exceptionnels. Lorsque le NPD a demandé que les grandes pétrolières paient leur juste part pour aider les familles, les libéraux se sont rangés du côté des conservateurs et ont voté contre la motion.

Pourquoi les libéraux cherchent-ils davantage à protéger les profits des sociétés qu'à aider les travailleurs?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, dans mes deux dernières propositions budgétaires, j'ai parlé d'un impôt sur les bénéfices exceptionnels. On a déjà mis en place un impôt sur les bénéfices exceptionnels des banques et des compagnies d'assu-

rance. Le gouvernement conservateur du Royaume-Uni a aussi instauré un impôt sur les bénéfices excessifs du secteur pétrolier et gazier. C'est décidément une question dont nous devrions discuter à la Chambre. Les conservateurs du Royaume-Uni ont été, je crois, des modèles pour les conservateurs d'ici jusqu'à ce que ceux-ci s'égarèrent, mais si les conservateurs du Royaume-Uni ont mis en place cette mesure, il n'y a aucune raison pour que nous ne puissions pas tenir un débat à ce sujet et la mettre en place ici aussi.

[*Français*]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, on sait fort bien que le gouvernement libéral fait actuellement des sous en percevant la taxe sur le carbone. Ce que je veux de dire par là, c'est qu'il n'y a pas d'argent qui est soutiré pour l'environnement. Toutefois, en ce qui concerne les pétrolières, elles sont toujours là au Canada. Est-ce que le gouvernement parle d'un côté et agit de l'autre?

J'aimerais que le député puisse me dire précisément ce que fait son gouvernement.

[*Traduction*]

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans mon discours, nous avons un plan global de lutte contre les changements climatiques, qui touche à de multiples domaines. Dans le plan pour 2030, la tarification de la pollution est responsable d'une grande partie des réductions d'émissions; elle représente entre 23 et 30 % du plan global.

Si nous éliminions la taxe, remplacer ces réductions considérables d'émissions coûterait très cher. C'est en supposant, bien sûr, que ceux qui souhaitent éliminer la taxe auraient à cœur de remplacer ces réductions. S'ils s'en fichent, ils devraient le dire franchement.

Nous prenons aussi beaucoup d'autres mesures. Nous investissons dans le transport en commun. Nous investissons dans les technologies propres. Nous avons mis en place des règles concernant les émissions de méthane. Il y a aussi un règlement à venir, un règlement qui fait actuellement l'objet d'un débat, concernant un plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier.

• (1650)

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député de son allocution, qui a eu l'avantage d'énerver les conservateurs.

Ma question est simple et porte sur l'analyse économique du directeur parlementaire du budget. Inclut-elle les coûts toujours croissants des assurances contre les inondations ou les incendies?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, c'est une excellente question. La réponse est non. En fait, l'autre jour, le *Financial Times* a publié un article où l'on affirme que les primes d'assurance constituent une tarification dissimulée du carbone et que nous allons payer pour l'action climatique d'une manière ou d'une autre.

Aux députés conservateurs, je dirais que si nous devons payer d'une manière ou d'une autre, nous devrions certainement exploiter le pouvoir du libre marché et payer le moins possible.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, on rapportait récemment que le gouvernement néo-démocrate—libéral allait augmenter sa taxe sur le carbone de 23 % le 1^{er} avril, même si elle ne sert à rien.

Travaux des subsides

Le commissaire à l'environnement du Canada affirme que les néo-démocrates—libéraux sont très loin d'atteindre leurs cibles de réduction des émissions et il relève des « hypothèses trop optimistes, [une] analyse limitée des incertitudes et l'absence d'examen par les pairs ». D'ailleurs, les néo-démocrates—libéraux ne se donnent même pas la peine de mesurer l'efficacité de la taxe sur le carbone.

C'est parce que les néo-démocrates—libéraux préfèrent augmenter leur taxe inutile que de corriger les problèmes du réseau électrique surchargé du Canada ou de bâtir de nouveaux réseaux de transport en commun, par exemple. Le prix de l'essence augmente et les Canadiens n'ont plus les moyens de faire le plein ou de chauffer leur maison. C'est à cause d'une taxe qui ne fonctionne pas. La taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

L'été sera cruel pour les Canadiens, car le gouvernement néo-démocrate—libéral prévoit augmenter la taxe sur le carbone qui s'applique aux aliments, au chauffage et à l'épicerie de 23 % dès le 1^{er} avril prochain. Tous les voyages en voiture que les Canadiens en difficulté rêvent de faire pendant l'été deviendront probablement inabordable parce que le prix de l'essence est sur le point de monter en flèche à cause des hausses de taxes prévues par les néo-démocrates—libéraux. Selon des experts, la hausse récente du prix de l'essence dans la région du Grand Toronto pourrait n'être que le début d'une montée du prix à la pompe cet été, et certains estiment que la hausse de la taxe néo-démocrate—libérale est l'une des raisons pour lesquelles on prévoit une augmentation de 20 ¢ le litre d'ici le 1^{er} juillet.

Les Canadiens ont le droit d'avoir les moyens de subvenir à leurs besoins. Ils méritent de pouvoir se payer ce voyage. Ils ne méritent pas cette hausse de taxe du gouvernement néo-démocrate—libéral. Il est temps d'abolir la taxe.

Si nous prenions 2 000 \$ à une personne pour ensuite lui remettre 1 500 \$, elle ne nous dirait pas merci. Elle dirait qu'il faut appeler la police. Pourtant, le directeur parlementaire du budget, le principal gardien de la rigueur budgétaire au Canada, démontre que c'est exactement ce qui arrive aux Canadiens. L'arnaque sournoise que constitue la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale prend des milliers de dollars aux Canadiens et ne leur redonne que quelques centaines de dollars, tout en faisant augmenter tous les coûts, y compris le coût de la nourriture, du carburant, et le gouvernement néo-démocrate—libéral voudrait qu'on l'en remercie.

Il y a pire. Le 1^{er} avril, les néo-démocrates—libéraux veulent augmenter leur taxe de 23 %. Or, les Canadiens ne remercieront pas les néo-démocrates—libéraux d'avoir pris leur argent. Ils vont plutôt les mettre à la porte. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Selon le directeur parlementaire du budget, le principal responsable de la surveillance budgétaire au Canada, une famille albertaine moyenne paiera 2 466 \$ pour la taxe sur le carbone libérale—néo-démocrate, mais ne recevra que 1 750 \$ en remboursement. Autrement dit, la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale leur coûte maintenant 710 \$ et elle atteindra la somme astronomique de 3 000 \$ d'ici 2030. Où le premier ministre libéral—néo-démocrate s'attend-il à ce que les Albertains en difficulté trouvent 3 000 \$ de plus pour payer une taxe qui ne fonctionne même pas?

La vie n'a jamais été aussi chère, et les gens en arrachent. Les Canadiens veulent un répit, pas plus de taxes. Cette taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

crate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Selon le directeur parlementaire du budget, une famille ontarienne moyenne paiera 1 363 \$ pour la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale, mais ne recevra que 885 \$ en retour. Autrement dit, la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale privera les Ontariens de près de 500 \$ cette année et d'une somme astronomique qui atteindra 1 800 \$ d'ici 2030. Où le premier ministre néo-démocrate—libéral s'attend-il à ce que les Ontariens en difficulté trouvent 1 800 \$ de plus pour une taxe qui ne fonctionne même pas?

Depuis que les néo-démocrates—libéraux sont au pouvoir, la vie n'a jamais été aussi chère, et les gens en arrachent. Le rêve de devenir propriétaire d'une maison a disparu. Les Canadiens veulent un répit, pas plus de taxes. Cette taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Selon le directeur parlementaire du budget, une famille néo-écossaise moyenne paiera 1 039 \$ pour la taxe sur le carbone libérale—néo-démocrate, mais ne recevra qu'environ 600 \$. Cela signifie que les néo-démocrates—libéraux retirent environ 430 \$ des poches des Néo-Écossais à l'heure actuelle, et cela augmentera pour atteindre la somme astronomique de 1 500 \$ d'ici 2030. Où le premier ministre libéral—néo-démocrate s'attend-il à ce que les Néo-Écossais en difficulté trouvent 1 500 \$ de plus pour payer une taxe qui ne fonctionne même pas?

Depuis que les néo-démocrates—libéraux sont au pouvoir, la vie n'a jamais été aussi chère, et les gens en arrachent. Les Canadiens veulent un répit, pas plus de taxes. Cette taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

• (1655)

Un nouveau rapport révèle qu'une famille moyenne dépensera 700 \$ de plus pour l'épicerie cette année seulement. Le rapport sur les prix alimentaires au Canada estime qu'une famille de 4 personnes dépensera pas moins de 16 297 \$ en produits alimentaires cette année, une hausse de plus de 700 \$, mais il y a pire. Le 1^{er} avril, les néo-démocrates—libéraux augmenteront la taxe sur le carbone de 23 %, une taxe qui s'applique à tout, y compris aux produits alimentaires. Personne n'a les moyens de payer une telle hausse. C'est pourquoi le nombre de gens qui ont recours aux banques alimentaires atteint des records partout au Canada. La taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Selon un nouveau rapport, le recours aux banques alimentaires a augmenté de 600 % parmi les étudiants universitaires au Canada. Or, les étudiants en difficulté ne sont pas au bout de leur peine. Alors que les étudiants canadiens n'ont même pas les moyens de se payer des ramens, les néo-démocrates—libéraux feront bondir la taxe sur le carbone de 23 %, une taxe qui s'applique à tout, y compris aux produits alimentaires. À cause des néo-démocrates—libéraux, l'accès à la propriété est devenu un rêve complètement inabordable pour les étudiants universitaires canadiens d'aujourd'hui. Ils ont maintenant l'audace d'augmenter la taxe sur le carbone qui s'applique à tout de 23 %.

Travaux des subsides

Il faut mettre un terme à ce délire. Les étudiants canadiens méritent mieux que des ramens de banque alimentaire et une taxe sur le carbone. Cette taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Les députés passeraient-ils quatre minutes seuls avec le premier ministre libéral du Canada? Probablement pas, mais récemment, il a dit que si les Canadiens passaient quatre minutes seuls avec lui, ils comprendraient à quel point sa taxe sur le carbone sur tout est géniale. Les Canadiens n'ont pas besoin de passer des moments privilégiés avec le premier ministre libéral pour comprendre combien la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale leur coûte, car ils n'ont pas les moyens de se nourrir, d'acheter du carburant ou de payer le loyer. Ils ont recours aux banques alimentaires. Ils perdent leur maison.

Maintenant, les néo-démocrates—libéraux vont augmenter leur taxe sur le carbone de 23 % le 1^{er} avril. Aucun moment passé seul avec le premier ministre libéral ne changera le fait que le directeur parlementaire du budget a déclaré que la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale coûtera à certains Canadiens près de 3 000 \$ par année. Les Canadiens n'ont pas besoin de passer du temps seuls avec le premier ministre. Ils ont besoin d'allègements fiscaux. Cette taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Comme le veut l'adage, on n'a jamais tiré de la farine d'un sac de charbon. Pourtant, les libéraux sont convaincus du contraire. Les néo-démocrates—libéraux ont annoncé qu'ils allaient rebaptiser à grands frais leur taxe sur le carbone — une mesure impopulaire — et faire payer la note aux Canadiens, au lieu de l'abolir. C'est inacceptable, non?

Les néo-démocrates—libéraux savent qu'il s'agit d'une très mauvaise politique qui coûte plus cher aux Canadiens. Ils savent qu'elle ne fonctionne pas et que les Canadiens en ont horreur. Toutefois, contrairement aux néo-démocrates—libéraux, les Canadiens ne peuvent pas simplement changer leurs factures sous prétexte qu'elles sont plus élevées. La taxe sur le carbone fait grimper le coût des aliments, de l'essence et des produits de première nécessité. Le 1^{er} avril, les néo-démocrates—libéraux vont augmenter cette taxe de 23 %.

La vie n'a jamais été aussi chère, et les gens en arrachent. Ils ont besoin d'aide. La taxe néo-démocrate—libérale n'en vaut pas le coût. Il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

Après huit ans d'un gouvernement dirigé par le premier ministre, la situation financière des gens a empiré. Ils veulent de l'espoir, mais le premier ministre veut leur soutirer plus d'argent alors qu'ils ont du mal à payer leurs factures. Au lieu de leur donner cet espoir, les néo-démocrates—libéraux leur imposent une hausse de taxe. La hausse de la taxe sur le carbone fera augmenter tous les prix. Au printemps, le panier d'épicerie coûtera plus cher. Faire le plein d'essence en rentrant du travail coûtera plus cher. Chauffer sa maison et s'éclairer coûtera plus cher. Plus, toujours plus: c'est ce que les néo-démocrates—libéraux demandent aux Canadiens. Pendant ce temps, les Canadiens, eux, reçoivent de moins en moins.

J'ai des nouvelles pour les néo-démocrates—libéraux: les Canadiens n'ont plus rien à donner. Ils n'en ont pas un peu plus. Ils n'en ont pas un tout petit peu plus. Ils n'ont plus rien du tout à donner. Les Canadiens en ont assez. Ils ne peuvent pas se permettre le premier ministre et ils savent qu'il n'en vaut pas le coût, pas plus que sa taxe coûteuse, qu'il est temps d'abolir.

Si les députés devaient choisir entre un abonnement à Disney+ et l'augmentation de la taxe sur le carbone de la coalition néo-démocrate-libérale, que choisiraient-ils? La ministre des Finances libérale du Canada a échoué sur ce plan lorsqu'elle a dit aux Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts qu'ils devraient renoncer à leur abonnement à Disney+. Et pourtant, cela ne l'empêchera pas d'augmenter cette taxe néo-démocrate-libérale d'un énorme 23 % le 1^{er} avril.

À maintes reprises, le gouvernement a montré qu'il n'avait aucune idée de la difficulté qu'ont les gens ordinaires à se payer les produits de première nécessité comme la nourriture, le loyer et le carburant. La vie est hors de prix, et les Canadiens en ont assez de se faire dire qu'ils doivent donner de plus en plus aux néo-démocrates—libéraux et accepter que la vie leur apporte de moins en moins ce qu'ils recherchent. Le temps est venu de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

• (1700)

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Monsieur le Président, je peux tout à fait comprendre l'argument qui consiste à dire que le coût de la taxe sur le carbone va se répercuter sur les consommateurs et qu'il s'agit d'une mesure inflationniste. C'est une belle histoire que l'opposition essaie de vendre. Le problème, c'est qu'il semble que cette affirmation soit fautive ou, du moins, que de nombreux experts semblent penser que la taxe sur le carbone...

M. Jasraj Singh Hallan: Monsieur le Président, j'aimerais simplement vérifier quelque chose. Je ne pense pas que le député porte une cravate.

Le vice-président: J'ai vérifié avant qu'il ne se lève. Il porte une cravate.

L'honorable député de Thunder Bay—Rainy River a la parole.

M. Marcus Powlowski: Monsieur le Président, comme je le disais, les experts semblent penser que la taxe sur le carbone ne contribue que très peu à l'inflation. Permettez-moi de citer quelques-uns de ces experts.

En septembre, le gouverneur de la Banque du Canada a conclu que la taxe sur le carbone ne contribuait que pour 0,15 % au taux d'inflation. Quelques économistes de l'Alberta ont réalisé une étude publiée récemment dans *Policy Options* où ils calculent que la taxe sur le carbone n'a fait augmenter les prix à la consommation que de 0,6 % au cours des huit dernières années. Dans une étude réalisée en Colombie-Britannique, Statistique Canada a estimé que la taxe sur le carbone n'avait contribué qu'à 0,33 % de l'augmentation du coût des denrées alimentaires.

D'où tirent-ils leurs statistiques? J'en ai cité quelques-unes. J'aimerais entendre l'opposition. D'où tirent-ils leurs statistiques?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, pour ce qui est des experts, le directeur parlementaire du budget affirme qu'une famille moyenne en Ontario, où se trouve la circonscription du député, paiera 1 363 \$ en taxe sur le carbone, mais ne recevra que 885 \$ en remboursement. Ainsi, d'ici 2030, une famille de sa circonscription déboursera la somme colossale de 1 800 \$ au titre de la taxe sur le carbone. Mille huit cents dollars, c'est beaucoup d'argent pour une famille de quatre personnes. Ce n'est pas une somme négligeable.

Il est temps d'abolir la taxe et de dire non à la hausse.

Travaux des subsides

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, la députée de Calgary Nose Hill sait que je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il faut régler les problèmes d'abordabilité pour les gens de partout au pays, aussi bien dans sa région que dans la mienne. Je crois que son intérêt à cet égard est sincère. Je sais qu'elle ne pense pas que les remboursements liés à la tarification de la pollution sont suffisants.

J'aimerais toutefois entendre ce qu'elle a à dire à ce sujet. En ce qui concerne l'abordabilité, elle sait, tout comme moi, que les sociétés pétrolières et gazières ont augmenté leurs profits de façon astronomique au cours de la dernière année. En fait, elles ont augmenté leurs profits de 18 ¢ le litre, les faisant passer de 24 ¢ à plus de 40 ¢ l'an dernier. Or, cette arnaque à la pompe n'est assortie d'aucun remboursement.

La députée ne convient-elle pas qu'il faut en faire davantage pour régler le problème de l'abordabilité en se penchant sur ces profits excessifs et en les réaffectant pour aider les Canadiens à subvenir à leurs besoins quotidiens?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, le Canada est un pays froid dont l'économie repose sur les ressources naturelles et qui n'offre pas de bonnes options de transport en commun pour de nombreux habitants dans bien des régions du pays. En fait, nous n'avons même pas de réseau électrique fonctionnel pour recharger les voitures électriques, alors il est insensé d'augmenter une taxe sur le carbone qui ne fonctionne pas, qui ne permet pas d'atteindre les cibles d'émissions du Canada et qui accule les Canadiens à la ruine.

Il est temps d'abolir la taxe et de dire non à la hausse.

• (1705)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, il y a plusieurs années, un ancien ministre responsable des changements climatiques a dit que si l'on répétait un mensonge assez souvent, les gens commenceront à croire que c'est la vérité. Tout au long de cette discussion, on entend dire que les Canadiens reçoivent plus d'argent en remboursement de la taxe sur le carbone que ce qu'ils paient. J'entends cette ritournelle sans cesse.

La députée peut-elle nous dire comment les Canadiens peuvent recevoir davantage que ce qu'ils paient, surtout si l'on considère que les bureaucrates doivent trouver le moyen d'obtenir leur part de 15 %?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, je remercie la députée de dire non à la hausse et de vouloir abolir la taxe en posant cette question. Elle sait que les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. Ils recourent aux banques alimentaires pour avoir de quoi manger. Ils ne peuvent pas faire le plein d'essence, et encore moins essayer d'épargner pour acheter une maison inabordable. C'est pourquoi il est absolument insensé de croire le gouvernement sur parole. Le gouvernement veut être remercié parce qu'il augmente une taxe sur le carbone qui ne fonctionne pas.

Plus des deux tiers des Canadiens savent qu'il est temps de dire non à la hausse et d'abolir la taxe.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je ne pouvais pas ne pas me lever.

Je viens d'entendre ma collègue parler de la question du mensonge. J'aimerais les entendre. En ce moment, ce sont les conservateurs qui font de la désinformation.

Ils ont tenté de répéter qu'au Québec la taxe sur le carbone s'appliquait alors qu'elle ne s'applique pas. C'est plutôt un levier économique avec des marchés aussi importants que la Californie, l'État de Washington et beaucoup d'autres. Au Québec, c'est un levier économique.

Les conservateurs ont beau le répéter comme une vérité, cela ne s'applique pas au Québec.

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, partout au Québec, beaucoup de gens ont du mal à faire face à la hausse des loyers, à la hausse du prix des denrées alimentaires et à la baisse du niveau de vie. Cela s'explique aussi en partie par le prix plus élevé du plein d'essence. Une taxe sur le carbone ne réduit pas le coût de la vie. Les conservateurs aboliront la taxe et diront non à la hausse.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée de Calgary Nose Hill d'avoir si éloquemment rappelé aux Canadiens que les conservateurs axés sur le gros bon sens élimineraient la hausse et aboliraient la taxe.

Ronald Reagan a déjà dit: « Lorsqu'une entreprise ou un particulier dépense plus d'argent qu'il n'en gagne, il fait faillite. Lorsqu'un gouvernement fait pareil, il vous refile la facture, et cette facture prend deux formes: des hausses du fardeau fiscal et de l'inflation. Ne vous méprenez pas, l'inflation est une forme d'impôt et n'a rien d'accidentel. »

Après huit ans sous le gouvernement libéral—néo-démocrate, les Canadiens sont aux prises avec cette facture. L'inflation a atteint son niveau le plus élevé en 40 ans parce que le gouvernement actuel, avec l'appui du NPD, a doublé la dette, ce qui a entraîné la hausse des taux d'intérêt la plus rapide de l'histoire du Canada, et les choses ne font qu'empirer. Les loyers et les paiements d'hypothèque ont doublé. Il faut maintenant 25 ans pour épargner la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une maison, alors que, juste avant que le premier ministre actuel arrive au pouvoir, on pouvait payer son hypothèque au complet en 25 ans. Voilà ce qui se produit lorsque nous avons un gouvernement libéral—néo-démocrate qui gère les finances de manière irresponsable.

Après huit ans, les travailleurs canadiens consacrent une part plus grande que jamais de leurs chèques de paie au logement. À l'heure actuelle, le coût du logement représente entre 60 et 80 % du revenu mensuel de certains Canadiens, et c'est à cause des dépenses incontrôlées du gouvernement. Voilà pourquoi nous voyons aujourd'hui des étudiants qui vivent sous les ponts et des gens qui doivent habiter dans leur voiture, même s'ils ont des emplois bien rémunérés.

Travaux des subsides

Aujourd'hui, plus que jamais, les gens ont recours aux banques alimentaires. Dans certains cas, des familles à deux revenus doivent fréquenter des banques alimentaires parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer les coûts de l'essence, de l'épicerie et du chauffage, qui augmentent de jour en jour à cause de cette arnaque qu'est la taxe sur le carbone. Le prix du panier d'épicerie augmentera encore de 700 \$ cette année parce que le gouvernement libéral—néo-démocrate imposera une taxe aux agriculteurs, aux transporteurs et aux détaillants. Ce que le gouvernement actuel ne comprend pas, c'est qu'au bout du compte, tous ces coûts sont reflués aux Canadiens qui achètent de la nourriture. Les tablettes des banques alimentaires se vident, alors que les files d'attente s'allongent. D'ailleurs, les files d'attente sont devenues si longues que la police a dû intervenir pour aider à contrôler certaines d'entre elles et à distribuer la nourriture.

Cette situation est le résultat de huit années de gouvernement libéral—néo-démocrate. Des nouveaux arrivants sont venus en grand nombre dans notre pays avec la promesse du rêve canadien. Ils pensaient qu'ils pourraient se payer une maison, acheter des denrées alimentaires et bénéficier d'un avenir sûr, mais après huit années de gouvernement libéral—néo-démocrate, la vie n'a jamais été aussi chère. La criminalité, le chaos et le désordre règnent dans les rues, et le rêve d'accéder à la propriété est mort, en particulier pour neuf jeunes sur dix, qui ne pourront jamais s'offrir un logement en raison des dépenses incontrôlées du gouvernement actuel.

En réalité, cette arnaque de taxe sur le carbone ne permet pas aux Canadiens de recevoir plus d'argent que ce qu'ils versent en taxe. Le directeur parlementaire du budget l'a prouvé dans ses rapports et hier, lorsqu'il a comparu devant le comité, il a de nouveau prouvé que les Canadiens sont plus pauvres à cause de l'arnaque de la taxe sur le carbone. En fait, le gouverneur de la Banque du Canada a prouvé à de multiples reprises que la suppression de la taxe permettrait de réduire considérablement la crise inflationniste que nous connaissons aujourd'hui.

Le taux d'inflation actuel serait réduit de 0,6 point de pourcentage du jour au lendemain. Pour les Canadiens qui travaillent fort et qui peinent à arriver, cela signifie que le gouverneur de la Banque du Canada pourrait commencer à baisser les taux d'intérêt plus tôt et que, conséquemment, les taux d'intérêt pour les hypothèques pourraient baisser. Idem pour les loyers. Toutefois, compte tenu des dépenses incessantes et de l'obsession idéologique qu'a le gouvernement libéral—néo-démocrate d'infliger tout ce stress financier sans gagner quoi que ce soit sur le plan environnemental, les Canadiens n'ont aucun espoir de voir baisser les prix de l'essence, des produits d'épicerie et du mazout. C'est navrant.

Chaque mois, deux millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires, et rien que cette année, un million de personnes de plus devront faire de même à cause du prix des aliments. Le gouvernement libéral—néo-démocrate ne fera rien pour améliorer la situation. En fait, il rendra la vie des travailleurs canadiens encore plus difficile.

Parmi les nouveaux arrivants, 84 % disent qu'ils ne savent même pas pourquoi ils sont venus ici. Le rêve canadien n'est plus qu'un cauchemar pour eux. L'espoir de posséder une maison et d'assurer l'avenir de leurs enfants s'est envolé et, en plus, ils n'ont pas les moyens de faire l'épicerie. Nous entendons parler de mères qui se privent de nourriture pour que leurs enfants puissent manger. Je me suis rendu dans ces banques alimentaires et je l'ai vu de mes propres yeux.

• (1710)

En fait, il suffit de tourner nos regards vers l'Alberta pour comprendre ce que nous voulons dire quand nous parlons de ne pas gagner quoi que ce soit sur le plan environnemental et du stress financier infligé. Le gouvernement libéral dit que, grâce à ces remboursements bidon, les gens récupèrent plus d'argent qu'ils n'en versent. En moyenne, une famille albertaine paiera 2 900 \$ pour cette arnaque qu'est la taxe sur le carbone. Le remboursement est de 2 000 \$. Il y a de drôles de mathématiques libérales là-dedans, parce que le compte n'y est pas.

Je me souviens de la première fois où je me suis présenté aux élections fédérales. C'était en 2019, et je suis allé chez une mère seule qui occupait une maison avec une pancarte « à vendre », au coin d'une rue. Je n'oublierai jamais cette conversation. J'ai frappé à la porte. Je me suis présenté et je lui ai présenté notre plan. Elle m'a dit d'attendre un instant et elle est allée chercher en courant sa facture de Direct Energy. Les larmes aux yeux, elle m'a dit qu'elle était en train de vendre sa maison parce qu'elle avait perdu son travail dans le secteur pétrolier et gazier. Elle élevait ses enfants seule et elle avait été mise à pied. Elle devait donc vendre sa maison pour nourrir ses enfants et survivre. Elle avait perdu son emploi à cause du programme hostile au secteur de l'énergie et hostile à l'Alberta du gouvernement libéral—néo-démocrate.

Ensuite, elle m'a montré sa facture de Direct Energy et m'a demandé ce qu'était la taxe sur le carbone. Elle avait toujours chauffé sa maison, et se demandait pourquoi on la punissait pour quelque chose qu'elle avait toujours fait. Elle arrivait à peine à nourrir ses enfants, et on lui prenait toujours plus d'argent. C'est exactement ça, l'arnaque de la taxe sur le carbone: le Canadien moyen se sacrifie davantage, et l'environnement n'y gagne rien. Le ministère de l'Environnement du gouvernement libéral—néo-démocrate lui-même avoue qu'il ne suit pas la baisse des émissions parce qu'il ne peut pas le faire. C'est une arnaque. Depuis le début.

Les conservateurs, toujours pleins de bon sens, vont juguler la crise du coût de la vie en abolissant la taxe, en construisant des logements, en redressant le budget et en faisant échec au crime. D'ici là, nous allons continuer d'exhorter le gouvernement libéral—néo-démocrate obsédé par son idéologie et par la taxe sur le carbone à abolir la taxe, à mettre fin à l'arnaque et à dire non à la hausse.

[Français]

Le vice-président: Comme il est 17 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour l'expédition des travaux des subsides.

Le vote porte sur la motion.

[Traduction]

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

• (1715)

M. Warren Steinley: Monsieur le Président, je demande un vote par appel nominal.

Le vice-président: Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au mercredi 20 mars, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

PRIVILÈGE

LA PRÉSUMÉE DIVULGATION PRÉMATURÉE DU PROJET DE LOI C-63

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour répondre à une question de privilège soulevée par le député de Regina—Qu'Appelle le 26 février dernier concernant la présumée divulgation prématurée du contenu du projet de loi C-63, Loi sur les préjudices en ligne.

J'aimerais commencer par dire que le député a tort d'affirmer qu'il y a eu une fuite au sujet du projet de loi. Je vais décrire de façon succincte le vaste processus de consultation qui s'est tenu et l'information qui était du domaine public sur cette question bien avant que le projet de loi soit inscrit au Feuilleton.

Le gouvernement parle d'une loi sur les préjudices en ligne depuis des années. En 2015, le gouvernement a promis de rendre publiques les lettres de mandat des ministres, ce qui représente un changement majeur vu le secret qui, sous les gouvernements précédents, entourait ces documents qui énoncent des engagements politiques déterminants. Grâce à la publication des lettres de mandat, les journalistes peuvent se fonder sur leur libellé pour subodorer le contenu éventuel d'un projet de loi que le gouvernement a fait inscrire au Feuilleton.

Dans la plateforme électorale libérale de 2021, intitulée « Avancions ensemble », le parti s'est engagé à ce qui suit:

Adopter, au cours des 100 premiers jours, une loi afin de lutter contre les manifestations graves de contenu toxique en ligne, en particulier les discours haineux, le contenu terroriste, le contenu qui incite à la violence, le matériel pédopornographique et la diffusion non consensuelle d'images intimes. Cela assurera que les plateformes de médias sociaux soient tenues responsables du contenu qu'elles hébergent. Notre loi reconnaîtra l'importance de la liberté d'expression de tous les Canadiens et adoptera une approche équilibrée et ciblée afin de contrer les discours extrêmes et toxiques;

Renforcer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et le *Code criminel* afin de lutter plus efficacement contre la haine en ligne.

Dans la lettre de mandat qu'il lui a adressée le 16 décembre 2021, le premier ministre demandait au ministre de la Justice et procureur général du Canada d'obtenir des résultats pour les Canadiens en s'acquittant de l'engagement suivant:

Poursuivre, avec le ministre du Patrimoine canadien, les efforts en vue d'élaborer et de déposer dès que possible un projet de loi visant à lutter contre les formes graves de contenu préjudiciable en ligne afin de protéger les Canadiens et de tenir les plateformes de médias sociaux et autres services en ligne responsables du contenu qu'ils hébergent, notamment en renforçant la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et le *Code criminel* afin de lutter plus efficacement contre la haine en ligne, et réinstaurer des mesures visant à renforcer les dispositions relatives aux discours haineux, y compris la remise en vigueur de l'ancienne disposition de l'article 13. Cette législation devrait refléter les commentaires reçus lors des récentes consultations.

De plus, dans la lettre de mandat qu'il lui a adressée le 16 décembre 2021, le premier ministre demandait au ministre du Patrimoine canadien d'obtenir des résultats pour les Canadiens en s'acquittant de l'engagement suivant:

Poursuivre, avec le ministre de la Justice et procureur général du Canada, les efforts en vue d'élaborer et de déposer dès que possible un projet de loi visant à lutter contre les formes graves de contenu préjudiciable en ligne afin de protéger les Canadiens et de tenir les plateformes de médias sociaux et autres services en ligne responsables du contenu qu'ils hébergent. Ce projet de loi devrait refléter les commentaires recueillis lors des récentes consultations.

Comme nous pouvons le constater, le gouvernement avait déclaré publiquement son intention de présenter une mesure législative contre les préjudices en ligne, il avait fourni de l'information sur son plan et il avait mené de vastes consultations sur la proposition

Privilège

bien avant de faire inscrire quelque projet de loi que ce soit au Feuilleton des avis.

J'attire maintenant l'attention de la Chambre sur l'ampleur des consultations menées par le gouvernement au sujet du projet de loi sur les préjudices en ligne.

Premièrement, en ce qui concerne les consultations en ligne, du 29 juillet au 25 septembre 2021, dans une démarche de consultation et de rétroaction, le gouvernement a publié une proposition d'approche pour s'attaquer au contenu préjudiciable en ligne. Il y avait deux documents: un guide de discussion qui présentait les grandes lignes d'une approche globale et un document technique qui résumait les instructions de rédaction pour étayer le projet de loi.

● (1720)

Je pense qu'il est pertinent de répéter ici que le gouvernement a publié en juillet 2021 un document technique qui présentait le cadre proposé pour cette mesure législative. Ce document technique énumérait les catégories de contenu préjudiciable que l'on se proposait de réglementer et il traitait de la création d'un poste de commissaire à la sécurité numérique, d'une commission à la sécurité numérique, de pouvoirs réglementaires et de pouvoirs d'exécution, et cetera.

Deuxièmement, il y a les tables rondes sur la sécurité en ligne. De juillet à novembre 2022, le ministre du Patrimoine canadien a organisé partout au pays 19 tables rondes virtuelles et en personne sur les éléments essentiels à un cadre législatif et réglementaire sur la sécurité en ligne. Des séances virtuelles ont également eu lieu sur les sujets suivants: l'antisémitisme, l'islamophobie, le racisme anti-Noirs, le racisme anti-asiatique, la violence contre les femmes ou fondée sur le sexe, ainsi que l'industrie des hautes technologies.

Avant chaque séance, les participants avaient reçu un document d'information afin de se préparer à la discussion. Dans ce document, on sollicitait des commentaires sur les conseils du groupe consultatif d'experts sur la sécurité en ligne, qui avait terminé ses réunions le 10 juin. Les commentaires recueillis auprès des participants portaient sur plusieurs aspects déterminants de la sécurité en ligne.

Troisièmement, il y a l'assemblée citoyenne sur l'expression démocratique. Le ministère du Patrimoine canadien, par le biais de l'initiative de citoyenneté numérique, apporte un soutien financier au projet Démocratie numérique du Forum des politiques publiques, qui réunit des universitaires, des membres de la société civile et des professionnels des politiques pour soutenir la recherche et l'élaboration de politiques sur la désinformation et les préjudices en ligne. L'une des composantes de ce projet pluriannuel est une assemblée annuelle citoyenne sur l'expression démocratique qui examine les impacts des technologies numériques sur la société canadienne.

L'assemblée a eu lieu du 15 au 19 juin 2023 à Ottawa, et son thème était la sécurité en ligne. Les participants ont entendu les points de vue d'un groupe représentatif de citoyens sur les éléments essentiels d'un cadre législatif et réglementaire efficace pour la sécurité en ligne.

Privilège

De plus, en mars 2022, le gouvernement du Canada a créé un groupe consultatif d'experts sur la sécurité en ligne chargé de fournir au ministre du Patrimoine canadien des conseils sur la conception d'un cadre législatif et réglementaire pour lutter contre les contenus préjudiciables en ligne et sur la meilleure façon d'intégrer les commentaires reçus lors de la consultation nationale tenue de juillet à septembre 2021.

Le groupe consultatif d'experts, composé de 12 personnes, a participé à 10 ateliers semestriels sur les composantes d'un cadre législatif et réglementaire pour la sécurité en ligne, dont un atelier d'introduction et un atelier de conclusion sommaire.

Le gouvernement a entrepris ses travaux avec le groupe consultatif d'experts de manière ouverte et transparente. La page Web du gouvernement du Canada intitulée « L'engagement du gouvernement en faveur de la sécurité en ligne », qui est en ligne depuis plus d'un an, décrit tout cela en détail.

J'aimerais maintenant revenir sur des éléments précis que le leader à la Chambre de l'opposition officielle a soulevés dans son intervention. Le député a cité un article de CBC qui parlait de l'intention de créer un organisme de réglementation pour faire assumer aux plateformes en ligne la responsabilité de leur contenu préjudiciable. La page Web que je viens de mentionner dit ceci: « Le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en place un cadre réglementaire transparent et responsable pour la sécurité en ligne au Canada. Aujourd'hui, plus que jamais, les services en ligne doivent être tenus responsables du traitement des contenus préjudiciables sur leurs plateformes et de la création d'un espace en ligne sûr qui protège tous les Canadiens. »

• (1725)

Encore une fois, ce site Web est en ligne depuis plus d'un an, bien avant que le projet de loi ne soit inscrit au Feuilleton. Le gouvernement parle depuis longtemps de créer un organisme de réglementation chargé de demander des comptes aux services en ligne; il mène des consultations à ce sujet et il s'engage à le faire depuis longtemps.

Le député cite également un article de CBC qui parle d'un nouvel organisme de réglementation chargé de superviser un bureau de la sécurité numérique. Je porte à l'attention de la Chambre le « Résumé de la quatrième séance: pouvoirs de réglementation » du groupe consultatif d'experts sur la sécurité en ligne, qui dit ceci:

Il y a eu consensus sur la nécessité d'avoir un organisme de réglementation qui pourrait prendre la forme d'un commissaire à la sécurité numérique. Les experts ont convenu que le commissaire devrait avoir des pouvoirs d'audit, d'inspection, d'application de pénalités financières et d'ouverture d'enquêtes en vue d'assurer la conformité si une approche fondée sur les systèmes est adoptée, mais les avis divergeaient quant à l'étendue de ces pouvoirs. Quelques participants ont mentionné qu'il serait important de réfléchir à ce qui serait pratique et réalisable pour le rôle du commissaire. Certains ont indiqué qu'ils hésitaient à donner trop de pouvoirs au commissaire, mais d'autres ont mentionné que l'organisme de réglementation aurait besoin d'avoir du « mordant » pour imposer la conformité.

Cette page Web est en ligne depuis des mois.

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle le projet de loi sera calqué sur la législation sur les services numériques de l'Union européenne, je rejette également la prémisse de l'intervention du député de Regina—Qu'Appelle, lorsqu'il a cité l'article de CBC en question. Ce projet de loi est une approche proprement canadienne. Le modèle de l'Union européenne ne se limite pas aux médias sociaux et cible le marché et les vendeurs. Il couvre également la dés-

information électorale et certaines publicités ciblées, ce que notre mesure législative contre les préjudices en ligne ne fait pas.

Le député a également mentionné un article de CTV sur les types de préjudices en ligne qui seraient ciblés par le projet de loi. J'aimerais revenir sur le programme électoral libéral de 2021, qui renfermait les éléments suivants comme cibles pour la mesure législative proposée: « [...] les discours haineux, le contenu terroriste, le contenu qui incite à la violence, le matériel pédopornographique et la diffusion non consensuelle d'images intimes. » Ces cinq points étaient l'objet des vastes consultations dont j'ai parlé plus tôt dans mon intervention.

À la lumière de ces consultations, deux autres points ont été ajoutés à la liste. J'aimerais d'ailleurs attirer l'attention de la Chambre sur un extrait tiré du processus de consultation intitulé: « Ce que nous avons entendu: Approche proposée du gouvernement pour s'attaquer au contenu préjudiciable en ligne ». Voici l'extrait en question: « Les participants ont également suggéré d'inclure les technologies d'hypertrucage dans les lois sur la sécurité en ligne. » On peut également y lire ceci: « De nombreux participants ont souligné que la pornographie juvénile et le cyberchantage peuvent provenir de l'extérieur du Canada. Les participants ont exprimé leur frustration quant au manque de recours et d'outils dont disposent les victimes pour traiter de tels cas et ont mentionné la nécessité d'une collaboration internationale pour assurer la sécurité en ligne. »

Je poursuis:

Certains répondants ont apprécié la proposition qui va au-delà des définitions du Code criminel pour certains types de contenu. Ils ont appuyé la décision d'inclure, dans la définition, du matériel relatif à l'exploitation sexuelle des enfants qui pourrait ne pas constituer une infraction criminelle, mais qui causerait néanmoins un préjudice important aux enfants. Quelques intervenants ont dit que la proposition ne va pas assez loin et que la loi pourrait être plus large et inclure du contenu comme des images d'exploitation de la main-d'œuvre et de servitude domestique des enfants. Il y a également eu un appui pour un concept de partage non consensuel d'images intimes [...]

• (1730)

On peut également y lire ceci:

Quelques répondants ont déclaré que d'autres types de contenu, comme le doxing (c.-à-d. la divulgation non consensuelle de renseignements personnels propres à une personne), la désinformation, l'intimidation, le harcèlement, la diffamation, les théories du complot et les ventes illicites d'opioïdes en ligne devraient également être saisies dans le cadre législatif et réglementaire.

Ce document est en ligne depuis plus d'un an.

J'attire également l'attention sur la page Web intitulée « Résumé de l'atelier de clôture » du groupe consultatif d'experts, où on peut lire ceci:

Ils ont souligné l'importance d'empêcher que les mêmes copies de certaines vidéos, comme les atrocités diffusées en direct, et les abus sexuels d'enfants, soient à nouveau partagées. Les experts ont souligné que de nombreux services de partage de fichiers permettent aux contenus de se propager très rapidement.

Je poursuis:

Les experts ont souligné que les contenus particulièrement choquants comme les contenus liés à l'exploitation sexuelle des enfants nécessitent une solution spécifique. Ils ont expliqué que l'équité associée au retrait de la pornographie juvénile est différente de celle des autres types de contenu, car le contexte n'a tout simplement pas d'importance pour ce type de matériel. En comparaison, d'autres types de contenus, comme les discours haineux, peuvent bénéficier de la protection de la Charte dans certains contextes. Certains experts ont expliqué qu'une obligation de retrait assortie d'un délai précis serait la plus logique pour les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants.

On peut également lire ceci:

Les experts n'étaient pas en accord sur l'utilité des cinq catégories de contenus préjudiciables précédemment recensées dans la proposition du gouvernement pour 2021. Ces cinq catégories comprennent les discours haineux, les contenus terroristes, l'incitation à la violence, l'exploitation sexuelle des enfants et le partage non consensuel d'images intimes.

Voici un autre point:

Quelques participants ont souligné que la nature anonyme des médias sociaux donne aux utilisateurs plus de liberté pour répandre du contenu préjudiciable tel que du contenu intimidant, des menaces de mort et des comportements haineux en ligne. Quelques participants ont fait remarquer que cela peut créer un poids pour la santé mentale des jeunes et contribuer à un sentiment de solitude qui, s'il n'est pas maîtrisé, pourrait mener à des comportements autodestructeurs.

Je le répète, cette page Web est en ligne depuis plus d'un an.

Le député cite aussi un reportage de CTV concernant un nouveau poste d'ombudsman de la sécurité numérique. J'aimerais citer la page Web du groupe consultatif d'experts intitulée « Résumé de la quatrième séance : pouvoirs de réglementation ». On peut y lire ceci:

Le groupe d'experts a examiné l'idée d'un ombudsman et la façon dont il pourrait être lié à un commissaire à la sécurité numérique. Les experts ont proposé un ombudsman qui porterait davantage son attention sur les plaintes individuelles *ex post*, si les utilisateurs n'étaient pas satisfaits de la façon dont un service donné répondait à leurs préoccupations, signalements ou plaintes. Dans ce système, le commissaire assumerait le rôle de l'organisme de réglementation *ex ante*, avec un mandat consacré aux pouvoirs de surveillance et d'application de la loi. Beaucoup ont fait valoir qu'un rôle d'ombudsman devrait être intégré au bureau du commissaire et que l'échange de renseignements entre ces fonctions serait utile. Quelques experts ont fait remarquer que le terme « ombudsman » serait reconnaissable partout au pays, car il s'agit d'un terme et d'une signification communs à d'autres régimes au Canada.

Il a été mentionné que l'ombudsman pourrait jouer un rôle plutôt adjudicatif qui se distinguerait du rôle de surveillance du commissaire, et aurait le pouvoir de faire retirer certains contenus des plateformes. Certains experts ont noté que cela procurerait un degré de confort aux victimes. Quelques experts se demandaient où se situerait la ligne de démarcation entre une plainte et un règlement en privé et la nécessité d'impliquer des autorités publiques.

- (1735)

La page Web est en ligne depuis des mois.

En outre, des tables rondes se sont tenues sur la sécurité en ligne et le racisme envers les personnes noires, comme le précise le résumé suivant:

Les participants étaient en faveur de la création d'un poste d'ombudsman de la sécurité numérique pour tenir les plateformes de médias sociaux responsables et pour permettre aux victimes de signaler les préjudices en ligne. Il a été suggéré que l'ombudsman pourrait agir comme un organisme qui reçoit les plaintes des victimes et travailler avec la plateforme ou l'organisme gouvernemental correspondant pour résoudre la plainte. Certains participants ont exprimé des préoccupations au sujet de la capacité de l'ombudsman de traiter les plaintes des utilisateurs et d'y réagir rapidement. Pour assurer l'efficacité de l'ombudsman, les participants estiment que l'organisme doit disposer de ressources suffisantes pour suivre le rythme des plaintes qu'il reçoit. Quelques participants ont également souligné l'importance pour l'ombudsman d'être formé aux nuances culturelles afin de comprendre les contextes culturels qui sous-tendent le contenu qui lui est présenté.

La page Web est en ligne depuis plus d'un an.

Enfin, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur un article de La Presse canadienne du 21 février 2024, qui indique que « La législation devrait également ouvrir la voie à un nouveau protecteur du citoyen chargé de répondre aux préoccupations du public concernant le contenu en ligne, ainsi qu'à un nouveau rôle de réglementation qui superviserait la conduite des plateformes sur l'internet ». L'article a été publié en ligne avant que le projet de loi ne soit inscrit au Feuilleton.

Monsieur le Président, comme votre prédécesseur l'a rappelé dans la décision qu'il a rendue le 9 mars 2021, « il existe un prin-

Privilège

cipe reconnu selon lequel la Chambre doit être la première mise au courant des détails de nouvelles mesures législatives ». Il a ensuite ajouté: « [...] lorsque la présidence est appelée à déterminer si une question de privilège semble fondée de prime abord, elle doit prendre en considération dans quelle mesure un député a été gêné dans l'exercice de ses fonctions parlementaires, ou si les faits allégués ont fait outrage à la dignité du Parlement. » Il a aussi dit ceci:

Lorsqu'une question de privilège est jugée fondée de prime abord, les travaux usuels de la Chambre sont immédiatement mis de côté afin d'en débattre et de déterminer les suites à y donner. Compte tenu des conséquences importantes sur les travaux, il ne suffit pas de dire qu'une atteinte au privilège ou outrage a possiblement eu lieu, ni de rappeler des précédents en la matière en inférant que le gouvernement a présument l'habitude de faire les choses ainsi. Il faut que les allégations soient claires et convaincantes pour la présidence.

Le gouvernement comprend et respecte la pratique bien établie selon laquelle les députés ont le droit de prendre connaissance en premier des mesures législatives. Il est clair que le gouvernement parle depuis deux ans de son projet de loi sur les préjudices en ligne et mène de vastes consultations à ce sujet. Comme je l'ai expliqué, les consultations publiques ont été vastes et approfondies, parallèlement au dépôt de documents et d'articles techniques. Tout cela s'est produit avant que le projet de loi ne soit inscrit au Feuilleton.

Certains des renseignements fournis par le député de Regina—Qu'Appelle ne figurent même pas dans le projet de loi, notamment le fait que celui-ci soit calqué sur la législation sur les services numériques de l'Union européenne, ce qui est tout simplement faux, comme je l'ai clairement démontré. Le député fonde également ses arguments sur le fait que les sources « n'étaient pas autorisées à en parler publiquement », selon les reportages qu'il a cités. Ce n'est certainement pas la preuve d'une fuite, d'autant plus que le gouvernement a mené de vastes consultations et qu'il a rendu publics des détails sur le contenu de la proposition législative pendant des années avant qu'un projet de loi ne soit inscrit au Feuilleton.

L'élaboration du projet de loi s'est accompagnée de vastes consultations ouvertes et publiques sur des propositions précises. C'est ainsi que le chef de l'opposition a pu déclarer, le 21 février, avant même que le projet de loi ne soit inscrit au Feuilleton, que son parti et lui s'y opposaient avec véhémence. Il a pu faire cette déclaration en raison des consultations publiques et des renseignements que le gouvernement a communiqués au sujet de son plan au cours des deux dernières années. Je tiens à préciser que le gouvernement n'a pas communiqué le projet de loi avant son dépôt à la Chambre, et les faits montrent qu'il n'y a pas eu de divulgation prématurée du projet de loi.

- (1740)

J'avancerais qu'une consultation aussi large des Canadiens est une façon saine d'élaborer des projets de loi et que les preuves que j'ai présentées montrent clairement qu'il n'y a pas, de prime abord, matière à question de privilège. Nous sommes d'avis que cela ne permet pas à la présidence de conclure qu'il y a eu atteinte aux privilèges de la Chambre, ni de donner à cette question préséance par rapport aux autres travaux de la Chambre.

Affaires émanant des députés

[Français]

LOI PORTANT SUR UN CONSEIL NATIONAL DE RÉCONCILIATION

PROJET DE LOI C-29 — AVIS DE MOTION D'ATTRIBUTION DE TEMPS

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Madame la Présidente, il n'a pas été possible d'en arriver à un accord en vertu des dispositions de l'article 78(1) ou 78(2) du Règlement en ce qui concerne l'étude des amendements du Sénat au projet de loi C-29, Loi prévoyant la constitution d'un conseil national de réconciliation.

En vertu des dispositions de l'article 78(3) du Règlement, je donne avis que, à la prochaine séance de la Chambre, un ministre proposera une motion prévoyant pour les délibérations à cette étape un certain nombre de jours ou d'heures.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): C'est noté.

Comme il est 17 h 42, la Chambre abordera maintenant l'étude des affaires émanant des députés selon l'ordre indiqué au Feuilleton d'aujourd'hui.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS**LOI SUR LA PRÉVENTION ET LA PRÉPARATION EN MATIÈRE DE PANDÉMIE**

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-293, Loi concernant la prévention et la préparation en matière de pandémie, dont le comité a fait rapport sans proposition d'amendement.

[Traduction]

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Une motion d'amendement figure au Feuilleton des avis pour l'étude à l'étape du rapport du projet de loi C-293. La motion n° 1 sera débattue et mise aux voix.

MOTIONS D'AMENDEMENT

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD) propose:

Que le projet de loi C-293 soit modifié par suppression de l'article 3.

— Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour parler de mon amendement à l'étape du rapport au projet de loi C-293, Loi concernant la prévention et la préparation en matière de pandémie. Mon amendement supprimerait l'article 3 du projet de loi pour la simple raison que cet article, s'il était maintenu, empêcherait la mise en place d'un examen transparent et indépendant de la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19.

Au lieu de cela, tel qu'il est actuellement rédigé, il créerait un « comité consultatif » qui relèverait directement du ministre de la Santé. Autrement dit, l'entraîneur jouerait le rôle d'arbitre, puisque c'est le ministre qui nommerait lui-même les membres de ce comité. En outre, le projet de loi ne prévoit aucunement que les résultats de l'examen de ce comité consultatif soient déposés au Parlement ou mis à la disposition du public. C'est tout simplement inacceptable.

Selon le NPD, les Canadiens méritent une évaluation complète, impartiale, indépendante et entièrement publique des leçons à tirer de la pandémie de COVID-19. Les néo-démocrates du Canada

n'appuieront aucun projet de loi qui empêcherait cela. Pour être clair, notre parti appuie fermement les autres dispositions de la mesure législative. Nous pensons que le ministre de la Santé devrait être tenu d'établir un plan de prévention et de préparation en matière de pandémie et de nommer un coordonnateur national en la matière. Si mon amendement est adopté, les néo-démocrates soutiendront le projet de loi à l'étape de la troisième lecture, car l'amendement permet de préserver les parties les plus intéressantes du projet de loi. Toutefois, si mon amendement est rejeté, nous n'hésiterons pas à voter contre le projet de loi.

Il est important de souligner que l'amendement à l'étape du rapport n'aurait pas été nécessaire si les conservateurs et les libéraux ne s'étaient pas unis lors des délibérations du comité permanent de la santé pour bloquer ma motion ayant pour but d'amender le projet de loi visant à créer une enquête publique indépendante sur la réponse du Canada à la COVID-19. Le 23 octobre 2023, j'ai proposé un amendement au comité de la santé pour exiger légalement qu'une enquête sur la COVID-19 soit lancée, conformément à la Loi sur les enquêtes, dans les 90 jours suivant l'adoption du projet de loi C-293.

La Loi sur les enquêtes prévoit la formation de commissions d'enquête pour faire la lumière sur des questions d'importance nationale et formuler des conclusions et des recommandations. Il s'agit de la loi nationale du Canada qui permet d'obtenir de vraies réponses à d'importantes questions de politique publique. Contrairement au comité consultatif prévu à l'article 3 du projet de loi dont nous sommes saisis, les commissions d'enquête ont le pouvoir d'assigner des témoins à comparaître, de recueillir des preuves sous serment, d'exiger la production de documents et de retenir les services de conseillers techniques et d'experts. Les audiences sont publiques, et les conclusions ainsi que les recommandations de la commission sont rendues publiques.

Or, à notre grand étonnement, les conservateurs sont restés les bras croisés et se sont abstenus de voter sur mon amendement, permettant ainsi aux libéraux, qui ont voté contre, de bloquer une telle enquête. Fait intéressant, pendant la pandémie, sous la direction d'Erin O'Toole, le Parti conservateur a demandé à maintes reprises la tenue d'une enquête publique indépendante dirigée par des experts sur les mesures prises par le Canada à l'égard de la COVID-19. Même à l'heure actuelle, il critique souvent la façon dont le gouvernement fédéral a géré le dossier de l'enquête sur la COVID-19, et le NPD partage bon nombre de ses préoccupations à cet égard. Lors de la dernière campagne électorale, le Parti conservateur s'est engagé à lancer une telle enquête.

Je peux comprendre pourquoi les libéraux hésitent à demander une enquête sur les mesures prises par leur gouvernement à l'égard de la COVID-19, mais je trouve plutôt difficile de comprendre pourquoi les conservateurs se sont ligüés avec eux pour bloquer une enquête indépendante sur les mesures prises par notre pays à l'égard de la plus grave pandémie depuis un siècle. Les conservateurs et les libéraux ont essentiellement formé une coalition de collusion sur la COVID. Les conservateurs aiment bien lancer le mot « coalition ». Ils pourraient peut-être expliquer aux Canadiens pourquoi ils se sont joints à une coalition de collusion avec les libéraux pour bloquer une enquête indépendante sur la COVID-19.

Affaires émanant des députés

Ils ont peut-être décidé de faire volte-face sur la nécessité de mener une enquête indépendante l'automne dernier, car, à l'époque, l'ancien chef du Parti réformiste, Preston Manning, exhortait les conservateurs fédéraux à se servir des conclusions douteuses de son enquête hautement politisée sur la COVID comme arme. Alors que les libéraux veulent donner l'illusion de la surveillance et de la reddition de comptes à l'aide d'examen internes inadéquats, comme le prévoit le projet de loi, les conservateurs semblent vouloir jouer à des jeux politiques avec des rapports partisans. Les néo-démocrates, pour leur part, veulent qu'une enquête complète et publique soit menée en toute équité et sans crainte par des experts indépendants sur la COVID-19. C'est parce que le NPD croit que les Canadiens méritent des réponses, et nous ne nous contenterons de rien de moins.

● (1745)

Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé le Canada, tous les pouvoirs publics ont dû intervenir pour assurer la sécurité des Canadiens. Les gens ont le droit de savoir pourquoi certaines décisions ont été prises et quelles erreurs ont été commises. Ils ont le droit de savoir si les autorités ont agi de façon appropriée. Tout au long de la pandémie, les néo-démocrates insistaient sur le besoin éventuel d'un examen entièrement indépendant, complet et approfondi de la réponse du Canada à la COVID-19. Jusqu'à présent, le premier ministre a reporté les questions au sujet d'une enquête sur la COVID-19, se contentant de dire qu'il y aura éventuellement un travail qui se fera sur les « leçons apprises ».

En septembre 2022, l'ancien ministre libéral de la Santé a dit qu'une décision du gouvernement pourrait être prise « bientôt » sur le type d'examen qui devrait être effectué. Cependant, lorsqu'on lui a demandé s'il devrait être indépendant, il s'est contenté de dire qu'un examen rigoureux est nécessaire.

Alors que la situation d'urgence liée à la pandémie est derrière nous, le NPD trouve inacceptable que les libéraux n'aient toujours pas demandé une enquête indépendante de la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19. Franchement, nous sommes choqués que les conservateurs y aient fait obstacle. Au lieu de dissimuler les lacunes et les échecs du gouvernement fédéral, nous ne devons ménager aucun effort pour tirer des leçons des erreurs du passé et nous préparer aux menaces futures.

Plusieurs éminents experts en santé et en sécurité publiques ont demandé au gouvernement fédéral de lancer une enquête indépendante dirigée par des experts sur la réponse du Canada à la COVID-19. Par exemple, le *British Medical Journal* a récemment publié une série d'articles sur la réponse du Canada à la COVID-19 et il a demandé la tenue d'une enquête nationale indépendante. Les auteurs de la série sont des experts dans divers domaines de la pratique clinique et de la recherche. Leur étude a révélé que le Canada était mal préparé, qu'il disposait de systèmes de données désuets, que la coordination et la cohésion n'ont pas été à la hauteur et qu'il a refusé de voir les divers besoins de ses citoyens.

Les auteurs ont constaté que, au bout du compte, ce qui a sauvé le Canada, c'était sa population extrêmement consentante, qui a respecté des mesures de santé publique rigoureuses et qui a atteint volontairement l'un des taux de vaccination les plus élevés au monde. Autrement dit, les Canadiens se sont mobilisés pendant la pandémie de COVID-19, alors que leurs gouvernements, eux, ont failli à la tâche.

D'importantes questions demeurent, notamment celle de savoir si les exigences relatives à la vaccination étaient justifiées. Pourquoi l'immunité naturelle n'a-t-elle pas été prise en compte et pourquoi la préparation du gouvernement fédéral aux situations d'urgence a-t-elle été si inadéquate? Il y a beaucoup d'autres questions importantes auxquelles les Canadiens veulent des réponses.

La série d'articles du *British Medical Journal* a exposé de nombreuses raisons pour lesquelles une enquête indépendante est nécessaire au Canada. Voici la première:

[...] on ne pourra pas changer l'avenir si on ne revient pas sur le passé. Il ne fait aucun doute que l'on peut tirer des leçons pour orienter les nouveaux investissements en santé et la préparation aux situations d'urgence, et une grande partie des leçons proviennent de décisions et de mesures qui ont échoué.

Les leçons constructives peuvent également ouvrir la voie à un avenir meilleur, où nous pourrions examiner ce qui a bien fonctionné.

Deuxièmement, l'absence d'une enquête fédérale indépendante permet à d'autres intervenants d'occuper cet espace. Songeons, par exemple, à la prétendue Enquête nationale citoyenne dirigée par Preston Manning, qui a été alimentée par de la désinformation, des considérations idéologiques et des théories du complot.

Troisièmement, une enquête aiderait le Canada à réaliser son ambition d'être un chef de file sur la scène mondiale, puisqu'il y a un lien entre la sécurité sanitaire nationale et mondiale.

Quatrièmement, une enquête fournirait un cadre pratique pour réformer les systèmes de santé et de santé publique du Canada, qui éprouvaient des difficultés avant la pandémie et qui sont actuellement sous respirateur artificiel.

Enfin, et surtout, une enquête permettrait de rendre des comptes à propos des quelque 60 000 décès liés directement à la COVID au Canada et des 5 millions de cas de COVID au pays qui ont dévasté des familles et laissé beaucoup de gens aux prises avec la COVID longue.

Les néo-démocrates sont d'accord avec le *British Medical Journal*. Nous demandons au gouvernement fédéral d'ordonner sans tarder la tenue d'une enquête publique indépendante sur la réponse du Canada à la COVID-19. Pour cette raison, nous proposons cet amendement aujourd'hui et c'est seulement s'il est adopté que nous pourrions appuyer ce projet de loi.

Nous ne pouvons pas accepter un camouflage inadéquat. Seule une enquête audacieuse, exhaustive, complète, publique et indépendante sur la COVID-19 sera satisfaisante dans ces circonstances. Les Canadiens ne méritent rien de moins. Seul le NPD prend la parole à la Chambre pour l'exiger. Voilà ce qui motive cet amendement aujourd'hui.

● (1750)

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses observations et de son amendement. Il découle du débat que nous avons eu à l'étape de la deuxième lecture. J'ai été clair à l'étape de la deuxième lecture lorsque j'ai dit que le plan est au cœur du projet de loi. Nous devons adopter une mesure législative à la Chambre pour que tous les futurs gouvernements ne ménagent aucun effort pour se préparer à la prochaine pandémie et, idéalement, pour qu'ils prennent des mesures visant à réduire les risques afin de prévenir la prochaine pandémie.

Affaires émanant des députés

L'organisme consultatif chargé de mener l'examen n'était pas censé avoir une quelconque fonction de recherche et de reddition de comptes tournée vers le passé. Il visait à réunir des experts pour tirer des leçons et orienter le plan.

Dans les conversations que j'ai eues avec mes collègues par la suite, et même à l'étape de la deuxième lecture, j'ai dit clairement que je n'allais pas en faire mon Golgotha. L'essence du projet de loi, c'est que tous les futurs gouvernements soient tenus de rendre des comptes au Parlement en lui présentant le plan et en l'améliorant tous les trois à cinq ans — et j'ai dit que j'étais également disposé à accepter un amendement à ce sujet. Ainsi, nous pourrions faire tout ce que nous pouvons, alors qu'on sait que les coûts de la prévention et de la préparation sont dérisoires par rapport aux coûts humains et économiques d'une pandémie, aux coûts que nous venons d'assumer et à ceux que nos enfants risquent d'assumer lorsque la prochaine pandémie frappera.

Je tiens à préciser que je ne souscris pas à tout ce qu'a dit mon collègue de Vancouver Kingsway. Je ne dis pas qu'il s'agit d'un camouflage. L'idée était de réunir des experts pour élaborer un plan. Toutefois, je suis on ne peut plus pragmatique et j'aimerais que le projet de loi soit adopté. Je pense qu'il est extrêmement important que l'essentiel soit adopté et que nous réfléchissions sérieusement à une approche pangouvernementale. Nous en avons parlé.

Le projet de loi définit des responsabilités ministérielles précises pour guider l'établissement du plan. Le projet de loi s'appuie sur le rapport sur la prévention de la prochaine pandémie de la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les écosystèmes, le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la prévention de la prochaine pandémie et le rapport du groupe d'experts indépendants sur la préparation en cas de pandémie.

L'essentiel du projet de loi, c'est-à-dire la partie la plus importante, vise à ce qu'un plan soit déposé au Parlement et mis en place afin qu'on puisse se préparer à la prochaine pandémie et la prévenir, à ce que les futurs gouvernements présentent des plans pour améliorer ces efforts et à ce que le gouvernement rende des comptes à la Chambre. L'Agence de la santé publique du Canada et le gouvernement ne feraient pas ce travail séparément. Ils auraient une obligation de rendre des comptes régulièrement au public canadien.

Nous savons, pour avoir vu ce qui s'est passé après la crise du SRAS, qu'on a formulé de bonnes recommandations qu'on s'est ensuite efforcé de mettre en œuvre, bien qu'on ne les ait pas toutes mises en œuvre. Puis, le public a perdu intérêt. Nous sommes passés à autre chose et nous n'étions pas aussi préparés que nous aurions pu et dû l'être. Le projet de loi remédierait à cette situation. Il ferait en sorte que tous les futurs gouvernements prennent ces importantes obligations au sérieux, comme il se doit.

J'accepte certainement l'amendement. Je n'accepte pas la description de l'organisme consultatif, mais si l'élimination de l'organisme consultatif et de cet examen particulier est ce qu'il faut pour faire adopter l'essentiel du projet de loi et assurer une reddition de comptes au Parlement sur un plan de préparation et de prévention en cas de pandémie, alors qu'il en soit ainsi. Adoptons l'amendement et renvoyons le projet de loi au Sénat.

• (1755)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole au nom des Canadiens pleins de gros bon sens de Renfrew—Nipissing—Pembroke, afin de révéler l'objet véritable du projet de loi

d'initiative parlementaire qui est à l'étude. Je m'oppose au projet de loi C-293, parce qu'il dissimulera les échecs répétés du gouvernement au cours de la pandémie. Je ne crois pas que le député de Beaches—East York veuille délibérément camoufler l'incompétence crasse de son parti, mais c'est l'effet qu'aura le projet de loi s'il est adopté.

Alors que de plus en plus de Canadiens sont contraints de participer à des camps de rééducation politique, ils ne font qu'apprendre que seul l'effet a de l'importance et que l'intention n'en a aucune. De même, je ne pense pas que le député voulait perpétuer des stéréotypes racistes néfastes au sujet des habitants de la Chine, mais c'est l'effet qu'aurait le projet de loi. Heureusement, je n'ai pas encore été contraint de participer à un programme de rééducation marxiste. C'est pourquoi je continue à penser que l'intention a beaucoup d'importance.

De toute évidence, l'intention du député de Beaches—East York est de soumettre le gouvernement fédéral à un examen critique pour ce qui est de la façon dont il a géré la pandémie, et d'utiliser les conclusions de cet examen pour élaborer le prochain plan en cas de pandémie. Nous avons tous entendu les appels à une enquête publique indépendante ou à une commission royale d'enquête sur la gestion de la pandémie, mais ce n'est pas ce qui est proposé ici.

Ce qui est proposé dans ce projet de loi, c'est que le ministre de la Santé nomme un comité paritaire de conseillers. Les conseillers libéraux triés sur le volet examineraient non seulement les actions du gouvernement fédéral, mais aussi celles des gouvernements provinciaux et des administrations municipales. S'immiscer dans les compétences provinciales semble être l'un des passe-temps préférés de la coalition néo-démocrate—libérale. Un tel comité permet également d'atténuer les éventuelles critiques que pourrait susciter un rapport préparé par des personnes choisies par le ministre de la Santé.

Le fait que le député de Beaches—East York ait senti le besoin de présenter ce projet de loi constitue une critique virulente à l'endroit du gouvernement néo-démocrate—libéral. Même si nous nous sommes fait dire à répétition pendant la pandémie que le gouvernement procéderait à un examen indépendant, le député n'a tellement pas fait confiance au gouvernement dont il fait lui-même partie qu'il a essayé de faire adopter une loi pour obliger ce dernier à prendre ses responsabilités.

Par ailleurs, le Cabinet libéral avait si peu confiance en son caucus que, même lorsque le projet de loi faisait l'objet d'une étude au comité en octobre dernier, le ministre de la Santé effectuait un examen secret. En novembre, quand le journaliste Paul Wells a demandé au gouvernement si on avait procédé à un examen secret des mesures prises pendant la pandémie, le gouvernement lui a donné des réponses évasives. Si la députée de Yorkton—Melville n'avait pas inscrit sa question au Feuilleton, il est probable que cet examen secret des mesures prises pendant la pandémie n'aurait jamais été révélé.

Heureusement, les Canadiens n'ont pas à attendre que les libéraux publient les résultats de leur examen secret des mesures prises pendant la pandémie. Les National Institutes of Health des États-Unis ont procédé à un examen de la réponse du Canada à la pandémie. Voici ce qu'ils ont conclu:

Comparativement à ses voisins plus au sud des Amériques, soit les États-Unis et le Mexique, le Canada semble avoir connu un succès relatif. Toutefois, la comparaison avec d'autres pays pendant la pandémie de COVID-19, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud, révèle des lacunes dans la préparation et la réponse du Canada à la pandémie.

Le *British Medical Journal* a mené un examen en 2023. Voici sa conclusion:

Les experts ont constaté que les leçons tirées de l'épidémie de SRAS-CoV-1 en 2003 n'ont pas été retenues et que les gouvernements et les autorités de santé publique du Canada étaient mal préparés à la COVID-19, avec un leadership fragmenté en matière de santé qui a nuï à une réponse coordonnée.

Cette citation du *British Medical Journal* souligne vraiment un problème majeur concernant ce projet de loi. L'épidémie de SRAS, en 2003, était censée être un avertissement. Elle a mené à la création de l'Agence de la santé publique du Canada. Il existait un plan en cas de pandémie, comme le prévoit ce projet de loi. Il existait une unité de surveillance des pandémies à l'étranger, comme le prévoit ce projet de loi, sauf que les libéraux ont renoncé à cette unité de surveillance pour se concentrer plutôt sur le vapotage aromatisé.

Ils ont ignoré le plan de lutte contre la pandémie et des décennies de pratiques de gestion des urgences, ce qui nous amène à ce projet de loi. Si tout ce que ce projet de loi proposait, c'était que le ministre de la Santé nomme des conseillers et prépare un plan, ce serait déjà discutable. Le ministre a déjà le pouvoir de nommer des conseillers et il l'a déjà fait en secret. Le gouvernement a déjà le pouvoir d'élaborer un plan de préparation en cas de pandémie. Si le gouvernement a déjà tous les pouvoirs dont il a besoin, à quoi sert vraiment ce projet de loi?

J'ai dit plus tôt que ce projet de loi renforce des stéréotypes racistes préjudiciables. En mettant l'accent sur la réglementation de l'agriculture et en imposant des limites à l'utilisation des terres pour prévenir l'urbanisation, il renforce la théorie raciste du « marché humide ». Malgré le fait que l'Institut de virologie de Wuhan menait des recherches sur le coronavirus transporté par des chauves-souris, que les scientifiques avaient recueillies et rapportées à Wuhan, beaucoup croient encore que le virus s'est propagé à de nombreuses espèces dans un marché d'animaux vivants.

• (1800)

Pour trop de gens, il était plus facile de croire que les personnes résidant en Chine vivent, travaillent et font leur marché dans des conditions insalubres. Ces stéréotypes dépassés risquent de nous faire oublier la menace croissante du bioterrorisme et de la guerre biologique.

Depuis la nuit des temps, les virus qui cherchent à nous tuer viennent d'autres espèces, mais ce monde-là est révolu. Nous vivons dans un monde où la manipulation des gènes est peu coûteuse. Le développement rapide des vaccins à ARNm illustre à quel point la biotechnologie est devenue puissante. Pourtant, le projet de loi ne parle absolument pas de l'origine la plus probable de la prochaine pandémie mortelle. Au lieu de cela, le projet de loi cherche à utiliser la préparation à la pandémie comme prétexte pour faire avancer le programme idéologique progressiste, un manifeste communiste.

Le projet de loi demande l'ajout de règlements en agriculture. Il donnerait au ministre le pouvoir de fermer n'importe quel élevage jugé à risque. Ce sera la fin des industries de la volaille et du porc au Canada.

Avant que mes collègues libéraux commencent à crier à la désinformation, je les invite à comparer ce qui est écrit au sous-alinéa 4(2)l(ii) à ce qui se trouve au sous-alinéa 4(2)l(iv). Le sous-

Affaires émanant des députés

alinéa (ii) parle de réglementer les activités commerciales, notamment l'élevage industriel. Le sous-alinéa (iv) dit que toute activité d'élevage faisant intervenir des « espèces à risque élevé » doit être éliminée progressivement. Le projet de loi ne définit pas ce qu'on entend par espèce à risque élevé, mais en toute logique, on peut présumer que les espèces qui ont déjà été à l'origine de virus mortels seraient considérées comme étant des espèces à risque élevé. Il y a tout un monde entre l'encadrement des risques au moyen de la réglementation et l'élimination progressive des risques.

Si le député se souciait vraiment des risques de pandémie que posent les pratiques agricoles productives, il aurait pu réunir des agriculteurs et des scientifiques pour élaborer une mesure législative visant à réduire les risques. Toutefois, ce n'est pas l'objectif de la base végétalienne libérale. Elle veut éliminer progressivement l'élevage de bétail. Exploiter les craintes qu'ont les gens d'une autre pandémie pour faire avancer ce programme est diabolique. Voilà la différence entre un végétalien conservateur et un végétalien libéral. Les végétaliens conservateurs ne veulent que des fruits et des légumes abordables pour eux-mêmes, tandis que les libéraux cherchent à imposer leurs légumes à tout le monde.

Je tiens à préciser que les socialistes radicaux d'extrême gauche ne sont pas tous végétaliens. C'est pourquoi le projet de loi prévoit aussi des mesures pour promouvoir les « protéines de remplacement ».

L'expression « protéines de remplacement » n'est qu'un dilogisme de l'extrême gauche qui fait référence à des grillons. Pourquoi l'extrême gauche désire-t-elle tous nous faire manger des insectes? D'abord, elle a prétendu qu'il faudrait manger des insectes en raison de la surpopulation. Lorsque cela ne s'est pas produit, elle a invoqué les changements climatiques et prétendu que les grillons produisent moins de gaz à effet de serre par livre de protéines, tout en présentant les vaches comme des criminelles climatiques. Maintenant, elle brandit la menace de futures pandémies pour éliminer progressivement le porc et la volaille, tout en faisant la promotion de sa protéine de remplacement préférée. Les Canadiens ne mordent pas à l'hameçon; ils voient clair dans son jeu.

Ce que les Canadiens ne voient pas, c'est le gouvernement rendre vraiment des comptes pour les décisions qu'il a prises durant la pandémie.

Vu la réputation de franc-tireur du député de Beaches—East York au sein d'un des caucus libéraux les plus serviles que j'aie jamais vus, il est facile d'imaginer que le projet de loi visait initialement une véritable reddition de comptes. Malheureusement, la seule contribution de ce projet de loi à la préparation en cas de pandémie est l'augmentation de l'approvisionnement national en papiers mouchoirs. Il donnerait au ministre de la Santé des pouvoirs qu'il possède déjà. Il prévoit l'établissement d'un comité consultatif que le ministre a déjà formé en secret. Il renforce des stéréotypes racistes sur les personnes qui vivent en Chine. C'est une façon pour ceux qui s'opposent aux pratiques agricoles modernes d'accaparer de nouveaux pouvoirs. Le projet de loi est complètement muet sur le risque accru que la prochaine pandémie émane d'un laboratoire.

Affaires émanant des députés

Au mieux, le projet de loi est inefficace. Au pire, il ouvre la voie à de nouveaux règlements sur l'aménagement du territoire et cherche à éliminer progressivement les pratiques agricoles modernes. Le député avait peut-être l'intention d'utiliser le projet de loi pour préparer le Canada à la prochaine pandémie. Or, le projet de loi fait plutôt avancer un programme d'extrême gauche tout en faisant fi de la menace croissante du bioterrorisme. Le projet de loi n'en vaut pas le coût pour les Canadiens.

• (1805)

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la présidente, je pense que l'amendement de mon...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre.

[Traduction]

Le député a la parole, et je demande aux députés de faire preuve de respect et de lui permettre de prononcer son discours sans l'interrompre.

[Français]

L'honorable député de Montcalm a la parole.

M. Luc Thériault: Madame la présidente, l'amendement de mon collègue de Vancouver Kingsway me semble, après ces discours, encore plus nécessaire. Après 6,5 millions de morts sur la planète et 45 000 décès d'un océan à l'autre au Canada, il faut éviter de mettre des lunettes qui auraient des angles partisans.

Tout au long des travaux qui ont eu lieu au Comité permanent de la santé pendant la gestion de la pandémie, mes collègues, dont certains sont ici à la Chambre, ont pu constater que le Bloc québécois essayait chaque fois de trouver des solutions, d'élever le débat, de sortir de la partisanerie, de ne pas strictement chercher à savoir qui était le coupable. Le Bloc québécois essayait de trouver des solutions, de faire en sorte que nous soyons tous responsables de ce qui se passe et de faire en sorte que plus jamais cela ne se passe ainsi.

En ce sens, je ne comprends pas la résistance des gens d'en face à la tenue d'une enquête publique indépendante. D'abord, je leur rappellerai qu'il y a eu, à un moment donné, un peu de grabuge sur la rue Wellington. Il y a eu, en quelque sorte, une crise de confiance. La santé publique est une médecine de masse dont le patient doit être compliant si on veut que cette médecine fonctionne. À partir du moment où le patient n'a plus confiance dans les mesures qui sont prises pour remédier à la situation, on n'est pas à la bonne place et on est dans le trouble. Si, pour rétablir la confiance, il fallait justement un examen objectif, indépendant, totalement exempt des intérêts de l'exécutif, il me semble que cela commencerait à devenir intéressant pour tous ceux qui sont en crise de confiance relativement à nos institutions.

En ce sens, je suis tout à fait d'accord sur les propos de mon collègue néo-démocrate de Vancouver Kingsway. D'ailleurs, le Bloc québécois a travaillé en comité pour qu'on puisse effectivement remplacer l'article 3, comme le propose l'amendement de mon collègue. Au début de nos travaux, quand nous avons reçu ce projet de loi, nous n'avons pas trop compris pourquoi il était si mal aimé. J'avais l'impression qu'il dérangeait un peu tout le monde, autant les gens d'en face que ceux de ce côté-ci. Évidemment, pour nous, la mise en place d'un comité consultatif n'avait pas de bon sens. Des comités consultatifs, il y en a. Cependant, une crise de cette am-

pleur mérite une enquête publique et indépendante afin que les commissaires puissent faire toute la lumière sur cette affaire.

Maintenant, nous pensions que les conservateurs étaient avec nous. Il aurait été intéressant, lors du vote, que le Parti conservateur fasse front commun avec le Bloc québécois et le NPD alors que le gouvernement est minoritaire. Nous aurions pu remplacer ce premier volet du projet de loi. Or ce n'est pas le cas. Il faut dire que lorsque nous avons reçu le projet de loi, nos amis conservateurs étaient peut-être moins en avance dans les intentions de vote. Je n'en dirai pas plus au sujet de la partisanerie, parce que mon propos pourrait être qualifié de partisan. On dirait qu'à partir du moment où on sait qu'on va possiblement se retrouver de l'autre côté, on a des réticences quant au fait de lâcher prise et de laisser à d'autres personnes indépendantes de son pouvoir d'influence le fait de pouvoir rétablir les faits. D'ailleurs, souvent, nos amis conservateurs ne se préoccupent pas beaucoup des faits.

• (1810)

Cela étant dit, il est certain que le Bloc québécois va voter contre le projet de loi dans son état actuel. Nous avons un certain nombre de préoccupations concernant le plan de prévention. Il me semble que, un plan de prévention, cela va de soi. D'ailleurs, il y a des outils qui existent actuellement. Il suffit qu'on ait des gens compétents, qu'on ne dilapide pas les ressources qu'on a et qu'on ne fasse pas de compressions à la mauvaise place.

Que s'est-il passé? Nous avons des éléments de réponse. Nous avons le rapport de la vérificatrice générale et il y a eu quelques petites enquêtes. Nous avons donc des éléments de réponse. Or, il faudrait poser une question, d'abord et avant tout. Rappelons-nous ce qu'a fait le gouvernement un mois avant que le Parlement ferme ses portes. Il a envoyé 19 tonnes d'équipement de protection individuelle en Chine, alors qu'on en a manqué cruellement, alors que la réserve nationale était vide. Si ce n'est pas une erreur, je ne sais pas ce que c'est. Toutefois, ce qui m'intéresse, ce n'est pas de savoir qui a fait l'erreur, mais de savoir pourquoi on a pu faire une telle erreur. Ce n'est pas le « qui » qui m'intéresse, c'est le « comment ». C'est avec une enquête publique et indépendante qu'on va pouvoir, à un moment donné, rétablir le pourquoi du comment et faire en sorte de ne plus jamais être dans ces scénarios.

Que s'est-il passé avec le réseau mondial d'information en santé publique, ce fleuron de renommée mondiale? Ce sont des gens qui doivent lever le drapeau rouge quant aux différentes pandémies ou épidémies qui existent dans le monde. Dans un monde aussi interdépendant où les frontières sont de plus en plus perméables, il est tout à fait normal d'avoir ce genre de service étatique qui permet effectivement d'établir le danger sur la base d'observations scientifiques.

Affaires émanant des députés

Je me souviens des premières rencontres que nous avons eues avec les représentants de la santé publique, où on nous disait qu'il y avait peu de chances que ça parte de la Chine continentale et que ça vienne chez nous. Il y avait peu de chances. Nous n'avions pas grand-chose pour les contredire. Je me rappelle qu'au début, nous avions des débats pour déterminer si c'était une épidémie ou une pandémie. Il n'a pas fallu beaucoup de temps avant que cela devienne une pandémie, que cela devienne mondial et que cela devienne un cauchemar. Quand je dis que c'est devenu un cauchemar, j'ai un pincement au cœur pour tous ceux et celles qui l'ont vécu de près, qui ont perdu un proche, qui se sont vus confinés, qui ont eu leur vie confinée avec des confinements à répétition pour protéger les systèmes de santé qui n'étaient pas assez robustes pour pouvoir continuer de fonctionner. Ce n'est pas rien comme phénomène de société.

Que s'est-il passé aussi concernant la gestion chaotique des frontières? Les quarantaines et les frontières sont de la responsabilité du fédéral. Comment se fait-il que la mairesse de Montréal ait été obligée de se rendre à l'aéroport Pierre Elliott Trudeau essayer de transmettre l'information pour que les gens puissent avoir ce qu'il faut pour affronter cette pandémie? Ça n'a pas de bon sens.

Bref, jamais nous n'allons accepter ce projet de loi sans cet amendement. En plus, nous pensons qu'il faudra que le fédéral reste dans ses plates-bandes, parce que je pense qu'il a beaucoup à faire dans ses champs de compétence pour pouvoir mieux gérer une prochaine pandémie.

* * *

● (1815)

MESSAGE DU SÉNAT

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a transmis un message pour l'informer qu'il a adopté le projet de loi suivant: le projet de loi C-57, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine de 2023.

* * *

[Traduction]

LOI CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LA PRÉPARATION EN MATIÈRE DE PANDÉMIE

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-293, Loi concernant la prévention et la préparation en matière de pandémie, dont le comité a fait rapport sans proposition d'amendement, ainsi que de la motion n° 1.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir appuyer le projet de loi C-293, Loi concernant la prévention et la préparation en matière de pandémie.

J'aimerais d'abord saluer les efforts exceptionnels qui ont été déployés par les divers établissements de santé, les travailleurs de la santé ainsi que nombre de personnes et d'organisations généreuses de Richmond Hill afin d'assurer la santé et la sécurité des Canadiens tout au long de la pandémie de COVID-19.

Premièrement, je tiens à souligner les efforts que les centres de soins de longue durée, notamment le centre Mariann Home, à Richmond Hill, ont déployés afin de protéger sans relâche les aînés et les personnes vulnérables pendant la pandémie. Il est tout à fait remarquable qu'aucun des établissements de soins de longue durée de

Richmond Hill n'ait perdu un seul bénéficiaire à cause de la pandémie, ce qui témoigne de leur vigilance.

Deuxièmement, j'aimerais souligner l'immense contribution de nos héros des soins de santé, les médecins, le personnel infirmier et les travailleurs de l'hôpital Mackenzie, à Richmond Hill, et de l'équipe dévouée de professionnels de la santé de l'établissement Richmond Green, qui ont joué un rôle essentiel dans l'administration des vaccins au sein de la collectivité pendant la pandémie.

Troisièmement, je tiens à remercier les habitants et les organisations de Richmond Hill qui ont fait preuve d'une compassion et d'une générosité exceptionnelles, y compris le New Canadian Community Centre et la Canada China Trade Innovation Alliance, qui ont donné de l'équipement de protection individuelle, des masques et d'autres fournitures aux hôpitaux et aux centres de soins du Canada.

Enfin et surtout, je tiens à saluer et à remercier tous nos travailleurs de première ligne qui ont affronté les risques élevés d'exposition à la COVID-19 afin de continuer à fournir des services essentiels et quotidiens à nos collectivités. Il s'agit des employés d'épicerie, des policiers et des pompiers, des travailleurs des transports en commun, des propriétaires de petites entreprises et des travailleurs sociaux.

Je suis très fier de souligner tous les efforts louables et le travail acharné des gens de Richmond Hill pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens pendant la pandémie de COVID-19. Au cours des quatre dernières années, leurs contributions ont inspiré et guidé la réponse du gouvernement à la plus grande crise de santé publique des 100 dernières années.

Je suis également heureux de souligner que, en tant que membre du Comité permanent de la santé, j'ai eu l'occasion d'étudier en profondeur les articles de ce projet de loi pour m'assurer qu'il offrirait les meilleurs résultats en matière de protection de la santé et de la sécurité des Canadiens en prévision de futures urgences de santé publique.

Cela dit, je prends la parole aujourd'hui au sujet de ce projet de loi parce qu'il vise à accomplir ce qui est devenu particulièrement important pour le gouvernement et les Canadiens depuis le plus fort de la pandémie de COVID-19, c'est-à-dire mettre en place, en collaboration avec les provinces, les territoires et les partenaires du secteur de la santé, un système qui permettrait de prévenir efficacement les pandémies futures et de préparer le Canada à y faire face.

D'abord, je me permets de décrire les trois exigences que le projet de loi C-293 imposerait au ministre de la Santé quant à la création d'un plan fédéral d'intervention et de préparation robuste. Premièrement, le projet de loi prévoit la tenue d'un examen par des experts de la réponse du Canada à la COVID-19. Deuxièmement, un plan de prévention et de préparation en matière de pandémie doit être élaboré et mis à jour périodiquement. Enfin, un coordinateur national de la prévention et de la préparation en matière de pandémie dûment nommé est chargé de la mise en œuvre et de la supervision du plan.

Affaires émanant des députés

La première exigence consiste à créer un comité consultatif chargé d'examiner la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19 dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de la loi. Le gouvernement a pu profiter de divers examens et de diverses évaluations de la réponse du Canada à la pandémie — notamment, un certain nombre de rapports relatifs à la COVID-19 du Bureau du vérificateur général du Canada —, et il a pris des mesures en conséquence. Par exemple, sur la base des enseignements tirés de la pandémie, l'Agence de santé publique du Canada a été en mesure de renforcer les évaluations de santé publique et les alertes précoces en cas de menaces ainsi que la gestion des biens médicaux de la Réserve stratégique nationale d'urgence. Ces enseignements lui ont en outre permis d'améliorer la collecte, le partage et l'utilisation des données de santé publique en collaboration avec les provinces et les territoires, ainsi que l'accès à ces données.

Il ne s'agit là que de quelques-uns des progrès réalisés grâce à la mise en œuvre des recommandations jugées aptes à permettre au Canada de mieux faire face aux futurs événements de santé publique et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé pour tous les Canadiens.

• (1820)

Je vais maintenant aborder les deuxième et troisième exigences. Deuxièmement, le projet de loi exige que le ministre de la Santé établisse un plan de prévention et de préparation en matière de pandémie dans les deux ans suivant son entrée en vigueur. Ce plan doit tirer parti des plans existants, reconnaître les répercussions sur les champs de compétence et y remédier, puis permettre une approche souple et adaptable aux efforts d'intervention et de préparation en cas d'urgence, car chaque pandémie est différente.

Enfin, la troisième exigence serait la nomination d'un coordonnateur national de la prévention et de la préparation en matière de pandémie. Son rôle serait de coordonner les activités que je viens de mentionner au titre de la mesure législative proposée. L'Agence de la santé publique du Canada travaille actuellement avec des partenaires clés pour intégrer les enseignements et les applications pratiques de l'expérience de la COVID-19 au Canada et à l'étranger. Le but est de soutenir une approche solide pour gérer les urgences sanitaires futures, y compris la mise à l'essai et la mise à jour des plans de préparation.

Il est également important de garder à l'esprit que nous devons continuer à travailler en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, qui assurent l'accès au système de santé et qui sont responsables de la mise en œuvre des interventions en santé publique chez eux.

Avant de conclure, j'aimerais aborder l'un des principaux éléments du projet de loi, c'est-à-dire l'adoption de l'approche « Une seule santé », qui tient compte du fait que l'intégration des connaissances scientifiques et de l'expertise en matière de santé humaine, animale et environnementale est essentielle pour comprendre les pandémies, les prévenir et y réagir. Afin de protéger notre propre santé, nous devons en effet reconnaître à quel point elle est indissociable de celle des animaux et de l'environnement. Il s'agit d'une préoccupation majeure pour les habitants de Richmond Hill.

Nous soutenons pleinement cette approche, car elle est fondée sur la recherche scientifique et les données probantes. L'Agence de la santé publique du Canada l'a intégrée à toutes ses activités, contribuant ainsi à préserver le bien-être des humains, des animaux et de l'écosystème que nous partageons tous.

En conclusion, la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens demeure une priorité absolue pour l'actuel gouvernement, tant à court terme qu'à long terme. Il s'agit notamment de nous préparer à faire face aux futures pandémies et autres phénomènes de santé d'envergure mondiale. C'est pourquoi nous soutenons en principe plusieurs des principaux éléments du projet de loi.

Encore une fois, je remercie la Chambre de m'avoir donné l'occasion de discuter du projet de loi C-293 et de souligner ce que fait le gouvernement pour prévenir les pandémies et nous y préparer.

• (1825)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole au sujet du projet de loi C-293, présenté par le député d'en face. Je crois que lors de ma dernière intervention à ce sujet, j'ai suggéré au député quelques slogans pour sa campagne à la direction, mais je continue de lui souhaiter la meilleure des chances dans tous ses projets personnels. Il s'en est très bien tiré, même s'il n'a pas choisi le slogan que je lui avais alors conseillé.

Plus sérieusement, je tiens à revenir sur certains des commentaires que j'ai faits, dans ma dernière intervention sur ce projet de loi, relativement aux répercussions de la pandémie sur la société et à la nécessité de prendre sérieusement en compte certains des problèmes qui en ont résulté, puis à rebondir sur ces idées pour poursuivre mes réflexions.

La dernière fois que j'ai pris la parole à la Chambre au sujet de ce projet de loi, j'ai conclu en disant que j'étais très préoccupé par certaines des répercussions sociales et culturelles de la pandémie. Avant la pandémie, on observait déjà des tendances, notamment l'éclatement des communautés traditionnelles et une polarisation accrue sur le plan politique. Les gens étaient moins enclins à s'investir dans les groupes de quartier et les organismes communautaires, dans les ligues communautaires, dans les organisations religieuses et ainsi de suite. On voyait que la polarisation autour de courants politiques gagnait déjà du terrain. Or, les tendances se sont considérablement accélérées durant la pandémie. Lorsque les restrictions ont empêché les gens de se réunir dans les structures communautaires existantes, on a assisté à une intensification de la polarisation politique. La société s'est fractionnée en fonction des opinions sur le port du masque et du statut vaccinal.

Pour évaluer — sur le plan plus culturel que politique — ce qui s'est passé pendant la pandémie, il convient de réfléchir à la manière de resoudre les gens, de les réconcilier au-delà de ces cliques, de manière à ce que la société redevienne telle qu'elle était, une société où les gens étaient disposés à laisser la politique de côté pour se serrer les coudes en se concentrant sur ce qui les unissait.

Au cours des deux dernières semaines, à part les gens qui ont assisté à quelques audiences sur ArnaqueCan à Ottawa, la plupart d'entre nous étaient dans leur circonscription pour renouer avec leurs concitoyens. J'ai tenu un certain nombre de tables rondes et de discussions avec les habitants de ma circonscription. En discutant avec les gens depuis le début de la COVID, j'ai constaté à maintes reprises à quel point les échecs du gouvernement pendant la pandémie ont érodé la confiance dans son processus décisionnel et même la confiance dans nos institutions. Il serait souhaitable que les gens puissent avoir confiance en nos institutions, mais cette confiance doit se mériter. Les décideurs du gouvernement et les institutions publiques ne peuvent pas exiger qu'on leur fasse confiance simplement en raison des postes qu'ils occupent. Ils doivent gagner cette confiance en montrant qu'ils en sont dignes.

Affaires émanant des députés

Pour de nombreux Canadiens, la pandémie a prouvé que les institutions auxquelles ils faisaient auparavant confiance n'étaient pas aussi efficaces qu'ils l'avaient pensé, qu'elles passaient à côté des enjeux qui les préoccupaient ou qu'elles ne défendaient pas leurs intérêts. La pandémie a bouleversé nos vies sur bien des plans. Nous avons bien sûr été séparés les uns des autres. Nous avons également été victimes de politiques draconiennes qui ont diabolisé des gens et qui les ont punis pour leurs choix personnels en matière de santé.

Les répercussions n'ont pas été strictement ponctuelles. Ce n'est pas seulement quelque chose qui s'est produit dans le passé, pendant la pandémie, et qui a maintenant pris fin. Les événements ont eu des conséquences profondes sur la confiance de la population, tout cela parce que le gouvernement n'était pas préparé.

Dans les années qui ont précédé le début de la pandémie, le gouvernement ne s'est pas soucié de constituer les stocks de matériel appropriés. Ensuite, complètement affolé, il a donné des conseils contradictoires, en disant par exemple qu'il ne fallait pas porter de masque, puis qu'il fallait en porter un. Dans un premier temps, les responsables de la santé publique avaient en effet déclaré que le port du masque était contre-productif, avant de revenir sur leur recommandation. Au départ, on nous avait dit de recevoir tous les vaccins disponibles, puis on nous a dit de recevoir tel vaccin plutôt que tel autre.

• (1830)

Les autorités ont manqué de cohérence dans leurs déclarations et, à mon avis, d'humilité. La confiance du public a grandement été ébranlée, et c'est compréhensible.

Récemment, pendant la relâche, nous avons eu un échange sur ce sujet en particulier au comité des comptes publics. Alors que les conservateurs critiquaient des aspects des décisions du gouvernement, quelqu'un du côté libéral a nous dit de ne pas le faire parce que nous ébranlions la confiance de la population. Or, de notre point de vue, les institutions de l'État doivent mériter cette confiance, et c'est notre travail en tant qu'opposition de les faire répondre de leurs échecs.

Par conséquent, c'est en faisant répondre le gouvernement et d'autres institutions publiques de leurs actes et en analysant leurs échecs en toute objectivité que nous arriverons à la réconciliation qui s'impose. Je pense qu'il faut effectivement faire un bilan. Même si les conservateurs n'appuient pas le projet de loi en raison de graves problèmes dans la structure des examens proposés, comme mes collègues l'ont soulevé, une évaluation complète et indépendante s'impose. Le gouvernement a tellement mal géré la pandémie, en prenant tellement de mauvaises décisions.

D'après les conversations que j'ai eues, je constate les gens dans ma circonscription se sont sentis trahis par les incohérences et la diabolisation dont ils ont été témoins pendant la pandémie, au point qu'ils ont maintenant du mal à croire quoi que ce soit qui émane du gouvernement ou de toute autre institution officielle. Il nous faut un gouvernement qui fait son travail, qui planifie efficacement la lutte contre les crises et qui a conscience d'avoir le devoir de gagner la confiance des Canadiens plutôt que de l'exiger. Or, c'est par leur travail que les gouvernements doivent s'efforcer de gagner la confiance des gens.

En même temps, je pense aux types de processus qu'il faudrait mettre en place pour les enquêtes de cette nature, et ils exigent une véritable indépendance. Encore et encore, lorsque le gouvernement veut que nous nous penchions sur une question ou que nous me-

nions une enquête, il veut toujours pouvoir en contrôler le résultat. C'est le cas, par exemple, avec son approche à l'égard du scandale ArnaqueCAN.

Toutes les enquêtes indépendantes ont tiré des conclusions extrêmement critiques à l'égard des marchés publics. Le gouvernement a déclaré qu'il allait demander la tenue d'une enquête interne au sein de l'ASFC, qui sera effectuée par un enquêteur qui fait partie de la chaîne de commandement de l'ASFC et qui lui rend des comptes. Ce processus pourra inévitablement être contrôlé par le gouvernement, et les personnes qui devraient rendre des comptes dans le cadre de ce processus ne pourront pas le faire de manière efficace parce que l'enquêteur fera partie de cette structure interne. Le processus proposé dans ce projet de loi d'initiative parlementaire présente une fois de plus les mêmes défauts évidents.

Pour reprendre les points essentiels, le gouvernement a gravement failli à sa tâche pendant la pandémie. Il s'est contredit et a dépensé beaucoup d'argent dans des domaines qui n'étaient pas liés à la pandémie. Nous l'avons vu, dans les premiers jours de la pandémie, se livrer à une horrible monopolisation des pouvoirs. Il a essayé de profiter de l'inquiétude qui régnait au début de la pandémie, en disant qu'il voulait avoir le pouvoir de légiférer sans le Parlement. Les conservateurs ont riposté et mis un terme à cette situation. Le gouvernement a ensuite tenté d'utiliser les circonstances de la pandémie pour créer des divisions et des conflits au sein de ce pays, au détriment de Canadiens qui faisaient certains choix.

Nous devons faire le bilan, mais ce bilan doit être honnête. Il nous faut un gouvernement prêt à faire le travail nécessaire pour rétablir la confiance des citoyens, et non d'un gouvernement qui, comme les libéraux, ne cesse de décevoir les Canadiens, mais exige leur confiance en dépit de tous ces échecs. Nous avons besoin d'un gouvernement qui est honnête avec les Canadiens et qui s'efforce de faire avancer les choses dans leur intérêt.

• (1835)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de participer au débat sur le projet de loi d'initiative parlementaire C-293.

Il y a beaucoup de conversations en ce moment sur ce que nous aurions pu faire différemment en réaction à la pandémie. Je veux revenir un peu en arrière et parler de la façon dont la pandémie a évolué, des décisions prises par le gouvernement et de la façon dont nous devrions examiner ces décisions. Cependant, cet examen ne peut pas être effectué par l'un des copains de ski du premier ministre. Comme l'a dit mon collègue, le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, l'examen doit être transparent.

Il n'y a pas si longtemps, les Canadiens ne pouvaient pas se rassembler pour célébrer Noël ou Pâques. Je me souviens que les Canadiens ne pouvaient pas célébrer leur anniversaire ou assister à des funérailles les uns avec les autres ou avec leur famille. Cela s'est passé très rapidement et a semé la zizanie entre les Canadiens. Le premier ministre excelle dans l'art de diviser les Canadiens. C'est ce qu'on a vu avec l'approche du gouvernement pendant la pandémie.

On a vu le gouvernement stigmatiser des gens qui avaient fait des choix différents en matière de santé. Nous avons vu des gens qui ne pouvaient littéralement pas voyager. Nous avons vu des gens qui voulaient travailler, mais qui ne pouvaient pas le faire en raison d'un choix de santé personnel. Ces gens ont été renvoyés et ne pouvaient plus subvenir aux besoins de leur famille.

Affaires émanant des députés

Je pense que nous avons beaucoup appris pendant la pandémie. À posteriori, en considérant la situation actuelle, je crois que les Canadiens n'accepteraient jamais les décisions qui ont été prises au cours de cette période. L'approche adoptée par le gouvernement a fait l'objet d'un examen, et le recours à la Loi sur les mesures d'urgence a été jugé inconstitutionnel. Le gouvernement a bafoué les droits constitutionnels des Canadiens.

Comment se fait-il alors que ce même gouvernement confie à des gens la responsabilité d'effectuer un autre examen? La confiance est rompue. Quand on en est là, il faut beaucoup de temps pour la rétablir. Tant de choses se sont passées pendant les mois de la pandémie. Nous constatons maintenant que l'argent s'envolait en fumée, que ce soit dans la Prestation canadienne d'urgence ou dans le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, et que cet argent était dépensé de façon inappropriée.

L'emblème des dépenses inappropriées que nous constatons en ce moment est l'application ArnaqueCAN. Une entreprise de deux personnes a littéralement reçu 20 millions de dollars de fonds publics, alors qu'elle n'avait aucune expertise en informatique. Ce que l'on constate à la lumière de certains de ces faits est incroyable.

M. Kevin Lamoureux: Il s'agissait de millions de dollars aussi à l'époque de Harper.

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, mon collègue, l'actuel député de Winnipeg-Nord, qui éprouve des difficultés dans sa circonscription, essaie de dire le plus de mots possible. Il est intéressant de constater que chaque fois qu'il juge quelque chose d'inapproprié, il parle de Stephen Harper. Je me sens assez mal, en fait, pour le député de Winnipeg-Nord, parce que l'ancien premier ministre Stephen Harper semble habiter ses pensées depuis des années, sans payer de loyer, et tout le monde sait que les loyers sont chers en ce moment. Ça doit être agréable pour M. Harper d'avoir ce pouvoir. Il y a pas mal d'espace là-dedans, alors je pense qu'il doit s'y sentir à l'aise.

Cela revient à ce que les libéraux répètent inlassablement. Si quelque chose va mal, ils disent que Stephen Harper faisait les choses autrement. Je peux vous garantir que Stephen Harper aurait géré la pandémie autrement. Il n'aurait pas dépensé des milliards de dollars sur des choses dont on n'avait pas besoin. L'affectation de fonds aux amis des libéraux, il n'y en aurait pas eu.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au secrétaire parlementaire qu'il n'a pas la parole. Par conséquent, il ne devrait pas intervenir. S'il souhaite parler, il peut demander à faire ajouter son nom à la liste. Pour l'instant, il devrait se contenter d'écouter.

Le député de Regina—Lewvan a la parole.

● (1840)

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, c'est vrai que les choses auraient été faites très différemment si un gouvernement conservateur avait été au pouvoir pendant la pandémie. Les gens auraient peut-être pu se rendre à des funérailles. Je sais que d'autres pays ont adopté une approche différente. Les gens avaient la possibilité de faire certaines de ces choses dans d'autres pays, comme la Suède, alors que nous ne pouvions pas voir nos proches...

M. Kevin Lamoureux: C'était des mesures provinciales.

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, le député dit que c'était des mesures provinciales, et je comprends, mais je me sou-

viens du décès de mon oncle. Lors de son service funéraire, j'ai dû écouter les éloges funèbres depuis ma camionnette, parce qu'un nombre restreint de personnes étaient admises dans l'église. Je pense que les Canadiens ne veulent jamais revivre de telles situations.

Nous sommes d'accord: il faut davantage d'examen. Ces examens doivent être effectués de manière équitable, et il faut savoir qui les effectuera. Comme je l'ai dit plus tôt, il y a eu contestation du caractère constitutionnel de l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence. Un organisme indépendant s'est chargé de l'examen, et il a déclaré que l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence avait porté atteinte aux droits constitutionnels des Canadiens. C'est sur ces points que nous devons vraiment nous concerter et insister pour que cela ne se reproduise plus jamais.

Dans notre pays, des gens ont vu leur compte bancaire être gelé parce qu'ils avaient fait un don de 25 \$ ou qu'ils avaient acheté un t-shirt pour soutenir un mouvement. Ce n'est pas le Canada dans lequel je veux que mes trois enfants grandissent. Je pense que nous valons mieux que cela, et nous devrions toujours être vigilants et rester sur nos gardes pour que ce genre de choses ne se produise plus jamais.

Nous avons parlé de ce qui est arrivé avec les dépenses, et mon collègue libéral de Winnipeg-Nord parlait des dépenses de millions et de milliards de dollars. Combien de personnes ont gagné beaucoup d'argent pendant la pandémie sans être en mesure d'honorer les contrats qu'elles signaient? Plusieurs me viennent à l'esprit. Les libéraux disent qu'ils se soucient des Canadiens et qu'ils sont là pour eux. Une grande partie des dépenses, des milliards de dollars de dépenses liées à la COVID, n'est jamais allée à des programmes en lien avec la COVID. Cet argent n'a pas du tout été consacré à des programmes liés à la COVID. Je pense que nous n'en sommes qu'à la pointe de l'iceberg en ce qui concerne les programmes comme l'application ArnaqueCAN et il faudrait également vérifier les états financiers pendant la COVID.

N'oublions pas que, dans le cas de l'application ArnaqueCan, il ne s'agit pas seulement d'une question d'argent. Le gouvernement a forcé des dizaines de milliers de personnes à se mettre en quarantaine alors qu'il n'y avait pas lieu de le faire. Le fiasco de cette application ne se limite pas aux millions de dollars de fonds publics qui ont été gaspillés. Ce fiasco a également privé les Canadiens d'une grande partie de leurs droits et libertés. Sans la moindre raison, les Canadiens ont dû se mettre en quarantaine, s'absenter du travail et passer du temps loin de leurs enfants.

Il y a beaucoup d'autres dépenses qui ont été faites pendant la pandémie de COVID-19 qu'il faudrait vraiment examiner, et j'ai hâte de voir ce qui se passera quand nous...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée, mais je dois interrompre le député. Il disposera de 2 minutes et 50 secondes la prochaine fois que la Chambre sera saisie de cette question, car la période réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée et l'article retombe au bas de la liste de priorité du Feuilleton.

[Français]

Conformément à l'ordre adopté le lundi 18 mars, la Chambre se forme maintenant en comité plénier pour étudier l'affaire émanant du gouvernement n° 37.

[Traduction]

Je quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY

(La Chambre se forme en comité plénier, sous la présidence de Mme Carol Hughes, pour étudier l'affaire émanant du gouvernement n° 37.)

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la présidente, j'invoque le Règlement.

Conformément à l'article 43(2)a) du Règlement, je demande que toutes les périodes de débat des députés libéraux soient divisées en deux.

La vice-présidente: Avant d'entamer le débat de ce soir, j'aimerais rappeler aux honorables députés la manière dont la soirée se déroulera.

Chaque député qui prendra la parole se verra accorder 10 minutes. Les discours ne seront pas suivis d'une période de questions et d'observations.

Conformément à l'ordre adopté le lundi 18 mars, les députés peuvent partager leur temps de parole avec un autre député. La présidence ne recevra ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

[Français]

Nous pouvons maintenant commencer le débat exploratoire.

[Traduction]

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que le comité rende hommage à feu le très honorable Brian Mulroney.

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Madame la présidente, il est difficile de savoir par où commencer pour rendre hommage comme il convient à l'héritage extraordinaire du très honorable Brian Mulroney. Quand je suis né, il était député de Nova-Centre, la circonscription que je représente aujourd'hui, après être devenu chef de parti et s'être porté candidat lors d'une élection partielle, avant d'accéder à la fonction de premier ministre. Nous avons tous deux fréquenté l'Université St. Francis Xavier, ce dont il n'a jamais cessé d'être très fier.

Ce ne sont pas les réalisations qui manquent pendant les mandats de M. Mulroney au poste de premier ministre du Canada, et il en a été abondamment question ces derniers jours. Il n'hésitait jamais à les célébrer lui-même. Il a d'ailleurs dit: « Vous ne pouvez pas nommer un premier ministre canadien qui a réalisé autant de choses significatives que moi, parce qu'il n'y en a pas. »

Quand on passe en revue ses nombreuses réalisations, il est difficile de contester son bilan extraordinaire. Bien sûr, son leadership en matière d'environnement est bien connu et est tout simplement d'une autre époque, où les grandes réalisations ne semblaient jamais être au-delà de ses capacités.

Ordres émanant du gouvernement

Je pense au travail qu'il a fait pour sauver littéralement la couche d'ozone, aux négociations pour finaliser le traité sur les pluies acides et, bien sûr, à l'adoption d'une position de principe contre le racisme et la discrimination que subissait la majorité en Afrique du Sud. Il a en effet contribué à mettre fin à l'apartheid et à libérer Nelson Mandela du pénitencier de Robben Island.

Bien sûr, sa contribution à l'établissement d'une économie florissante est bien connue avec l'accord de libre-échange...

• (1845)

La vice-présidente: Je suis désolée d'interrompre le député, mais je dois lui demander d'éloigner le papier du microphone pour éviter des problèmes de son. Je le remercie.

Je demande à tous les députés de faire très attention aux sources de bruit près des microphones, notamment en veillant à ce que leur téléphone soit en sourdine et que la fonction de vibration soit désactivée, pour éviter de nuire au travail des interprètes.

Le ministre a la parole.

L'hon. Sean Fraser: Madame la présidente, en tant que Canadien de l'Atlantique et Néo-Écossais, je ne saurais trop insister sur ses contributions à ma région. Il a pris part à la fondation de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'agence de développement régional du Canada atlantique. J'ai assisté au Forum économique de l'Atlantique, que nous avons aidé à cofonder à notre alma mater à tous les deux, l'Université St. Francis Xavier, où le premier ministre actuel a en fait présenté les actes constitutifs de l'organisme à M. Mulroney, qui a immédiatement convenu qu'ils devraient être entreposés dans le bureau qu'il avait dans son cabinet, qui est maintenant conservé en toute sécurité dans la réplique du bureau du premier ministre dans l'édifice du Centre, réplique qui se trouve sur le campus de l'Université St. Francis Xavier.

L'expérience que j'ai vécue à ses côtés au cours des dernières années m'a permis de voir l'homme travailler, et les conseils qu'il m'a prodigués resteront à jamais gravés dans ma mémoire. Nous nous sommes d'abord rencontrés dans le cadre de notre travail commun pour faire avancer la création de l'institut de gouvernance qui porte son nom à l'Université St. Francis Xavier, mais au fil des ans, nous nous sommes rapprochés lorsque nous avons travaillé à la mise en place du Forum économique de l'Atlantique. Je n'ai jamais compris pourquoi il s'intéressait à un député libéral de Nouvelle-Écosse, mais il semblait s'intéresser à la même priorité que moi, soit la promotion du bien-être des provinces de l'Atlantique. Nous avons réussi à organiser cet événement extraordinaire, et son empreinte durable continue de se voir à travers le travail effectué sur le campus, dans l'institut qui porte son nom.

Ce qui me fascine, ce n'est pas seulement son manque de réticence, mais son ouverture à la collaboration avec des personnes de convictions partisans différentes pour servir les intérêts des Canadiens, qu'il s'agisse de son aide à la négociation de la version la plus récente de l'ALENA, du travail que nous avons pu accomplir dans notre communauté ou des innombrables anecdotes que nous avons entendues de la part de députés des deux côtés de la Chambre sur les appels téléphoniques auxquels il répondait toujours sur les conseils amicaux qu'il prodiguait.

Ordres émanant du gouvernement

Cependant, en plus de ses réalisations professionnelles et de son attitude à l'égard de son travail, c'était tout simplement un privilège d'apprendre à le connaître personnellement. Il répondait toujours aux nombreux appels téléphoniques que je lui faisais, et lui m'appelaient souvent simplement pour prendre de mes nouvelles, et je lui en suis reconnaissant. Il semblait s'intéresser non seulement à mon cheminement professionnel ou aux politiques, mais aussi à mon bien-être, étant donné qu'il avait appris à connaître ma famille, mes sœurs, mes parents et mes enfants.

Chaque fois que nous discutons, il me demandait comment les enfants allaient et il s'assurait qu'ils étaient en santé. Il s'intéressait à ce que faisaient ma famille et ma femme pour gérer les difficultés de la vie politique, car il en connaissait trop bien les effets. Après la réunion du Forum économique de l'Atlantique, il a pris le temps de visiter ma famille à la maison de mes parents, à Merigomish, en Nouvelle-Écosse, uniquement pour les remercier des possibilités qu'ils avaient créées en ayant fondé une famille de jeunes qui veulent se montrer généreux envers la collectivité qui les a aidés. Voilà le genre de personne qu'il était. Je n'oublierai jamais cette touche personnelle.

Cependant, quand je pense à l'influence qu'il a exercée, aussi extraordinaire soit-elle, je me dis que l'influence qu'il continuera à exercer en inspirant des générations futures n'est pas négligeable. Les générations de jeunes qui font des études à l'Université St. Francis Xavier par l'entremise du Brian Mulroney Institute of Government continueront d'exercer une influence pendant de nombreuses années encore. Ils vont occuper des postes de dirigeants de haut niveau, notamment au sein du gouvernement et ailleurs dans la sphère politique, comme il l'a fait.

Au cours d'un débat à la Chambre, il a dit à la blague qu'un député du parti d'en face qui lui posait une question se trouvait dans une position très désavantageuse, car, à l'époque, ce député était le seul parlementaire de premier plan, à la Chambre des communes et au Sénat, à ne pas avoir fait des études à l'Université St. Francis Xavier. L'attitude de Brian Mulroney à l'égard de notre alma mater et son affinité pour elle nous aideront à inspirer une génération de jeunes à occuper des postes de dirigeants dans les jours et les années à venir.

S'il y a une leçon que je retiens de la générosité dont il a fait preuve à mon égard et envers ma famille, c'est qu'il faut toujours adopter une perspective à long terme pour déterminer à quoi consacrer son temps. Le temps est notre seule monnaie d'échange en politique, et nous devons l'utiliser pour le bien de la population et non pour devenir populaires. Il disait: « Si votre seul objectif est de devenir populaire, vous serez populaire; toutefois, vous aurez la réputation d'être celui qui n'a rien accompli. » Parallèlement, il nous a rappelés, notamment dans un discours prononcé pas plus tard que l'an dernier en Nouvelle-Écosse, que l'histoire ne retient que les grandes réalisations qui ont façonné l'avenir du Canada. C'est une leçon que je tente d'appliquer tous les jours dans le cadre de mon travail. Nous devrions tous nous inspirer de son exemple et nous concentrer sur les grandes réalisations, sur l'idée que nous sommes au service de la population, des collectivités et de notre pays.

Je tiens à remercier la famille Mulroney. Ma collectivité se porte mieux grâce au travail et à la contribution de M. Mulroney à la vie publique. Le Canada lui sera à jamais redevable.

Qu'il repose en paix.

• (1850)

M. Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Madame la présidente, c'est un véritable honneur de prendre la parole à la Chambre pour rendre hommage à Brian Mulroney, un homme qui se montrait toujours compatissant, intelligent et attentionné dans tous mes échanges avec lui.

J'ai rencontré M. Mulroney pour la première fois peu après avoir terminé mes études de droit, lors d'un voyage en Floride avec mon ami Jonathan Cohen. Alors que nous étions à Palm Beach, nous avons aperçu M. Mulroney en train de se promener sur un sentier, alors nous nous sommes approchés pour lui dire que nous étions de Montréal. Il m'a regardé et m'a dit: « Anthony Housefather, comment vont les choses à Alliance Québec? » J'étais le président de cette organisation bénévole et il savait qui j'étais parce qu'il avait lu un article sur moi dans le journal. C'est dire à quel point l'esprit de cet homme était incroyable et aiguisé. Il s'est arrêté et a discuté avec mon ami et moi pendant une vingtaine de minutes, sur ce sentier de Palm Beach, en nous offrant quelques conseils au passage. Cette rencontre m'a profondément marqué en tant que jeune avocat.

Tout au long de sa carrière après qu'il a repris la pratique du droit chez Ogilvy Renault — maintenant Norton Rose —, nous avons eu l'occasion de lui reparler à plusieurs reprises. Chaque fois, il faisait preuve de perspicacité et de compassion. Il s'intéressait vivement à tout ce que nous faisons. Il se souvenait de ce que nous lui disions au sujet de nos vies et de nos familles, de nos champs d'intérêt et de nos espoirs, et il nous revenait sur ces sujets lors de nos rencontres subséquentes.

Il adorait parler des membres de sa famille. Il était très fier d'eux, qu'il s'agisse de son épouse, Mila, qu'il aimait tant; de Mark, que je connais mieux que les autres Mulroney et que je considère comme un type formidable et extraordinaire; de Ben; de Caroline; ou de Nicolas. Il était très fier de sa famille, et avec raison, puisqu'ils sont tous devenus des citoyens exemplaires.

Brian Mulroney était tellement une bonne personne. Si je voulais prendre la parole aujourd'hui, c'est parce que tant de Canadiens sont tout simplement en admiration devant un premier ministre. Qu'ils l'aiment ou qu'ils le détestent, il n'est pas qu'un simple citoyen. Parmi toutes les choses qu'il a accomplies dans sa vie, y compris la signature de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, dont il était vraiment à l'origine, comme l'ambassadeur David Cohen nous l'a dit aujourd'hui à la chapelle ardente de M. Mulroney, l'excellente relation entre le Canada et les États-Unis a commencé avec Brian Mulroney, lorsque lui et Ronald Reagan ont tenu le sommet irlandais. Que l'on soit d'accord ou non avec lui, il a toujours défendu ses principes. Il a toujours fait une différence. Il prenait toujours les choses à cœur.

• (1855)

[Français]

Je suis moi-même un anglophone du Québec, et je dois dire que Brian Mulroney était exemplaire comme anglophone du Québec parce qu'il parlait couramment les deux langues. Non seulement il maîtrisait le français, mais il maîtrisait la culture du Québec. À une époque où on ne mélangeait pas les deux cultures, il était perçu comme étant capable d'aller d'une culture à l'autre d'une manière tout à fait exemplaire.

[Traduction]

Je terminerai en disant que, même lors de ma dernière discussion avec l'ancien premier ministre Mulroney, c'était un homme plein de compassion. En décembre dernier, il m'a vu à la télévision et il a pu voir que j'étais contrarié par le vote du gouvernement sur Israël, à l'ONU. Il a pris le temps de m'appeler sur mon cellulaire pour me dire à quel point il était fier de moi. Cela a fait toute la différence. Juste avant Noël, alors que je me sentais déprimé, il m'a remonté le moral.

Monsieur le premier ministre Mulroney, reposez en paix. Vous avez tant fait pour le Canada. Le pays tout entier vous est redevable.

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Madame la présidente, les deux derniers députés libéraux ont prononcé de magnifiques discours. Je les en remercie.

J'aimerais commencer en disant que les Irlandais ont un dicton: la famille, c'est là où l'amour commence et ne finit jamais. Pour Martin Brian Mulroney, l'amour de la famille n'a jamais pris fin. Alors que le Canada pleure un premier ministre qui a transformé le pays et que le monde pleure un grand homme d'État, sa famille pleure la perte d'un père dévoué de quatre enfants et d'un grand-père de 16 petits-enfants. Il était également un véritable partenaire de vie pour Mila. C'était tout un partenariat qu'ils avaient! Il disait souvent que sans Mila à ses côtés, sans son amour, son soutien et ses conseils, il n'aurait jamais pu relever les défis auxquels il a été confronté au cours de sa vie. Non seulement elle lui a apporté beaucoup d'amour, mais elle l'a aussi aidé à rester concentré et discipliné et elle savait mieux que lui comment gagner un auditoire.

Ben a écrit un jour que, même si son père n'était pas toujours présent, il faisait toujours sentir sa présence dans leur vie. Il était également présent dans la vie de nombreuses autres personnes. Beaucoup d'entre nous à la Chambre avons eu la chance de pouvoir le partager avec sa famille. Beaucoup d'entre nous avons eu la chance de recevoir ses fameux appels, où il nous félicitait, nous consolait, prenait des nouvelles, évoquait des souvenirs ou, parfois, potinait. Dans un moment difficile sur le plan personnel, l'ancien premier ministre Brian Mulroney a conclu l'éloge funèbre qu'il a prononcé pour son ami Ronald Reagan par une citation du poète irlandais Yeats:

Songez où débute et finit la gloire de l'homme.
Et dites que ma gloire fut d'avoir de tels amis.

Il disait souvent: « Tu danses avec la personne qui t'a amené ».

L'amitié, la loyauté et la famille étaient les valeurs qui définissaient la vie de Brian Mulroney. Le soir même où il a remporté la course à la direction, il a pris la parole devant tous les délégués du pays et il a dit au député Erik Nielsen qu'il n'était pas le premier choix de ce dernier pour devenir chef, mais que lui était son premier choix pour devenir vice-premier ministre, ce qui a immédiatement uni le parti après une course à la direction qui avait semé la division.

J'ai eu le grand honneur de servir tous les jours dans son gouvernement, du début jusqu'à la fin, alors que j'étais dans la vingtaine. Sa loyauté et son amitié ont façonné la vie de tous les jeunes membres du personnel politique qui ont eu la chance de faire partie de son gouvernement.

Les gens ont souvent parlé, à juste titre, de la vie de Brian Mulroney et de ses nombreuses réalisations transformatrices. Nom-

Ordres émanant du gouvernement

breux sont ceux qui ont souligné ce qu'il a fait, mais j'aimerais prendre un moment pour parler de la façon dont il s'y est pris.

Une caractéristique de ses discours en tant que premier ministre a été de citer l'inscription dans la chapelle du Souvenir de la tour de la Paix: « Un peuple sans idéal est voué à mourir ». Tout a commencé par cette vision selon laquelle, pour que le Canada prospère, il fallait que le monde achète ce que nous produisons. Afin de réaliser cette transformation importante, il devait gouverner non pas pour un mandat politique, mais pour les décennies à venir.

Brian Mulroney avait un instinct unique et se souciait des gens. L'ancien premier ministre Bob Rae a dit que, pour M. Mulroney, la politique n'était pas qu'une affaire locale; c'était aussi une affaire personnelle. Il était vraiment exceptionnel dans l'art de se faire des amis, de gagner des alliés et de créer un sentiment de loyauté. Il était exceptionnel pour ce qui est de rassembler des gens ayant des opinions et des points de vue différents dans la poursuite d'une cause commune. Il savait repérer et mobiliser les talents et était maître dans l'art de la négociation.

La vie publique est d'abord et avant tout axée sur les gens. Pour réussir en politique, il faut aimer les gens et vouloir les aider. Brian Mulroney aimait les gens et voulait les aider. Il a ajouté à ce désir une bonne dose de vision, l'a attisé avec un profond désir de faire de grandes choses, des choses importantes, qui auraient une incidence positive pour son pays et ses habitants, puis il a cajolé, charmé, persuadé ou mis au défi tous ceux qu'il fallait par la seule force de sa personnalité et son extraordinaire pouvoir de persuasion.

Plus important encore, il savait d'instinct que pour réussir, il faut soutenir ses alliés et ses amis lorsqu'ils en ont besoin, et ce même si on doit en payer le prix sur le plan politique. Leurs priorités étaient les siennes et il les a aidés à ce qu'elles deviennent réalité. Il devait comprendre pourquoi chaque personne, chaque électeur, chaque travailleur, chaque député, chaque président et chaque premier ministre croyait en ce qu'il croyait et ce qui le motivait. Il savait que pour parvenir à un grand Canada, si nous voulions que les autres nations nous aident à répondre à nos besoins, nous devons les aider à répondre aux leurs. En tant que seul premier ministre à s'être adressé au Congrès américain, il a exprimé cette approche en citant Emerson: « La seule façon d'avoir un ami est d'en être un. » C'était ça, sa recette secrète.

• (1900)

Pour qu'un premier ministre accomplisse de grandes réalisations, il doit s'entourer d'une équipe formidable et en tirer le maximum. Il savait attirer les talents comme peu d'autres, et ses collaborateurs croyaient en sa vision pour le Canada. Sous sa gouverne, son Cabinet incluait des noms comme Clark, Wilson, Crosbie, Mazankowski, Carney, McDougall, Flora, Charest, Mayer, McKnight, Andre, Wise, Masse, Bouchard, Blais et bien d'autres. Il savait quel secteur du gouvernement convenait le mieux à chacun de ses collaborateurs, et il les laissait faire leur travail. Il tirait le maximum de ses ministres en les laissant diriger leur ministère respectif pour faire avancer les choses. Ils se faisaient mutuellement confiance.

Il disait souvent que le capital politique devait être dépensé, et non accumulé. D'ailleurs, il a investi une grande partie de son capital politique dans le Canada atlantique. C'est là qu'il a fait ses études, y compris ses premières années loin de chez lui, à l'école secondaire au Nouveau-Brunswick. Il a ensuite poursuivi ses études à l'Université St. Francis Xavier, dans ma province, la Nouvelle-Écosse, où il s'est joint au club des conservateurs.

Ordres émanant du gouvernement

Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en Nouvelle-Écosse. Il a ainsi pu tisser un lien spécial avec mon coin de pays, qu'il a appris à bien connaître. Le défunt premier ministre Mulroney a déjà dit qu'il se considérait comme un habitant des Maritimes, par le baptême du désir. Nous le croyons aussi.

Il voulait redonner au Canada atlantique la place qui lui revient au sein de la Confédération. L'Accord atlantique a donné aux provinces le droit, pour la première fois, de toucher des redevances sur les ressources extracôtières. Son gouvernement a acheté des actions d'Hibernia, sans quoi cette dernière n'aurait jamais vu le jour. Ces deux choses ont directement permis aux Ténéliens de se soustraire à la péréquation.

Le regretté premier ministre Mulroney croyait que le développement économique régional devait être réalisé dans les régions et non au ministère de l'Industrie à Ottawa. Grâce aux milliards de dollars investis dans les petites et moyennes entreprises, la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, basée au Nouveau-Brunswick, a accéléré la croissance dans la région.

Le contrat de construction de frégates à Saint John, au Nouveau-Brunswick, a transformé l'économie du Sud de la province. Il a offert un soutien financier pour reconstruire l'ensemble de la route transcanadienne qui traverse cette province, sachant qu'avec le libre-échange, on avait besoin d'un réseau de transport moderne pour acheminer les marchandises du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse vers les marchés canadiens et américains.

Malgré beaucoup de résistance, il a milité pour la construction d'un lien permanent avec l'Île-du-Prince-Édouard, le pont de la Confédération, parce qu'une province produisant des denrées périssables avait besoin d'un accès plus rapide et plus fiable aux marchés d'exportation. La création de la Slemon Park Corporation, à Summerside, a transformé 200 emplois civils sur une base militaire en cinq fois plus d'emplois dans un centre d'affaires en aérospatiale.

En Nouvelle-Écosse, le traité sur les pluies acides conclu avec les États-Unis a mis fin à la destruction des rivières, des ruisseaux et des produits forestiers essentiels à la province. L'accord de libre-échange a stimulé les exportations de la Nouvelle-Écosse vers les États-Unis et la croissance rapide de nos exportations de bœuf, de fruits de mer et de produits laitiers. Résultat: aujourd'hui, plus de 70 % de nos fruits de mer sont exportés, dont 50 % aux États-Unis.

C'est ce qui a amené l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna à dire que le regretté premier ministre Mulroney en avait fait plus pour le Canada atlantique que tout autre premier ministre de l'histoire du pays. Pendant que M. McKenna préparait un petit texte d'introduction qu'il prononcerait avant un discours de M. Mulroney, celui-ci lui a demandé comment avançaient ses préparatifs. Le premier ministre McKenna a dit que c'était un peu trop élogieux et qu'il devrait peut-être montrer plus de retenue. M. Mulroney lui a alors répondu: « Frank, il est impossible que ton discours soit trop élogieux. Je peux en prendre beaucoup. »

Mon compagnon de voyage Mark McQueen, qui a été membre du personnel politique de M. Mulroney, a écrit récemment un court texte où il décrivait la façon dont le regretté premier ministre Mulroney abordait la vie:

Aimez et honorez votre famille. Soyez un ami loyal et indéfectible. Cherchez de nouveaux amis et de nouvelles expériences. Admettez vos erreurs. Encouragez les autres quand ils sont découragés. Trouvez l'âme sœur et « dansez toujours avec ce-

lui ou celle qui vous a accompagné ». Tirez parti de vos forces. Laissez briller les autres. Vivez une vie digne de mention.

Je vais conclure en citant les paroles du regretté premier ministre Mulroney. Quiconque a lu ses *Mémoires* sait que ce livre est rempli d'extraits du journal qu'il tenait en tant que premier ministre. La dernière entrée est datée du 27 juin 1993, deux jours après la fin de son mandat de premier ministre. Elle se lit comme suit:

● (1905)

Je n'ai pas gouverné pour faire les manchettes en 10 jours, mais pour faire du Canada un pays meilleur en 10 ans. J'en ai payé le prix par l'hostilité des médias et la désapprobation du public. Mais je l'ai fait sciemment et volontairement. Le leadership est une question de courage, de force et de détermination, souvent face à des critiques et à une adversité écrasantes. Il s'agit de prendre des positions que l'on croit être dans l'intérêt à long terme du Canada et de s'y tenir.

Il a ajouté:

[...] le travail — le caucus, la Chambre, les problèmes, les réalisations, l'enthousiasme — me manquera. J'ai toutefois atteint une certaine sérénité [...] Je pars avec le cœur léger et un sentiment de satisfaction d'avoir fait beaucoup et en tout temps pour le Canada.

Aujourd'hui, l'histoire se souvient affectueusement de lui, et nous aussi. À notre prochaine rencontre, monsieur le premier ministre.

[Français]

Mme Caroline Desbiens (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, BQ): Madame la présidente, aujourd'hui, c'est une journée de reconnaissance intemporelle et non partisane qui commande le geste tendre et la gratitude. Ma gratitude pour M. Mulroney, son épouse et les enfants est océane.

Je suis extrêmement honorée de pouvoir prendre quelques minutes à la Chambre pour rendre hommage à cet humain plus grand que nature qu'était M. Mulroney. Il y a eu en ces lieux, comme sur toutes les sphères de communication, de nombreux hommages multipliant éloges et réalisations. Je me permets donc d'y ajouter bien humblement quelques pages de vie partagée avec la famille Mulroney, qui dessinent un portrait profondément humain de cet homme d'État d'exception aussi attachant qu'engagé.

C'était à l'automne 1984. J'étais alors une jeune auteure-compositrice-interprète, et le tout nouveau premier ministre du Canada et sa famille étaient attendus pour une visite à L'Isle-aux-Coudres dans le cadre du célèbre passage des grands voiliers naviguant de Saint-Malo à Québec. Pour l'occasion, les insulaires s'étaient mobilisés, comme seuls les insulaires sont capables de le faire, et avaient élaboré une belle animation en l'honneur du passage de la famille Mulroney sur notre petite île. Bien entendu, on me sollicita pour le volet culturel de l'affaire afin d'interpréter quelques chansons pour la déjà célèbre famille.

C'est à ce moment précis que j'ai réellement senti que mes chansons jouaient un rôle, avaient un genre d'impact sur la vie des autres. Jusque-là, je croyais que les gens qui m'applaudissaient le faisaient parce qu'il n'y avait que moi devant eux qui chantais et que c'était d'usage d'applaudir. Moi, j'adorais chanter et peindre mon Québec en le chantant, alors c'était déjà un privilège qu'on m'écoute.

Ordres émanant du gouvernement

Or, ce jour de septembre, en ce lieu même où le même jour un certain Jacques Cartier, des centaines d'années auparavant, avait baptisé le pays, je chantais pour le premier ministre de ce pays. J'ignorais alors que M. Mulroney adorait la chanson, la musique et qu'il aimait chanter. Dès les premiers instants de ma prestation, j'ai senti son vif intérêt, celui de madame et même des enfants pour mes chansons, tant et si bien qu'au dernier refrain de ma prestation, M. Mulroney fredonnait déjà le refrain avec moi. Une complicité naturelle s'est installée et la musique en était le cœur. Le premier ministre était aussi notre député. D'autres événements ont suivi dans la circonscription et j'étais dorénavant et très souvent au cœur du volet culturel de ses activités.

Quelques années plus tard, le protocole du gouvernement fédéral me contactait, m'informant que le premier ministre et sa famille souhaitaient que je puisse venir interpréter mon ode au Saint-Laurent sur la Colline du Parlement. Je fus donc reçue par le premier ministre. J'ai interprété ma chanson en descendant le Saint-Laurent, accompagnée de rien de moins que l'orchestre symphonique de la Gendarmerie royale du Canada dans le cadre des célébrations de la nomination du gouverneur général de l'époque, Ray Hnatyshyn. C'était en 1990, quelques jours avant le jour J de l'accord du lac Meech.

Au moment de quitter l'île vers Ottawa, mon père, qui suivait rigoureusement la politique, m'avait dit: Ma fille, va chanter ton fleuve, et chante-le de tout ton cœur, et j'espère qu'il finira par t'appartenir. De toute évidence, l'histoire nous apprendra que ce ne fut pas suffisant, car notre fleuve nous échappe plus que jamais. Il suffit d'en parler aux pêcheurs québécois.

Pour M. Mulroney, la culture, c'était l'âme d'un peuple. Un jour, avec sa voix grave et profonde, il m'avait dit: Chère Caroline, un peuple qui est animé par sa culture et qui alimente sa création est immortel. Il était attaché à ses racines et à tout ce qui parlait et définissait le Québec et sa Côte-Nord. À cet égard, son amour pour la culture s'est traduit par de nombreux legs. Il a contribué à la mise en place de plusieurs lieux culturels importants partout sur le territoire québécois et canadien. Malheureusement, le gouvernement Harper a par la suite laissé tomber plusieurs d'entre eux.

Pour reprendre les propos de notre vénérable collègue et doyen de la Chambre, le député de Bécancour—Nicolet—Saurel, le parti du temps de M. Mulroney n'existe plus. Quoiqu'il en soit, on se souvient que, dans Charlevoix, le Musée de Charlevoix, le Domaine Forget, le Musée d'art contemporain de Baie-Saint-Paul et les Moulins de l'Isle-aux-Coudres, pour ne nommer que ceux-là, et tous nos lieux porteurs de mémoire, lui doivent beaucoup.

Moi, je lui dois toute la confiance qui m'habite depuis. Grâce à sa reconnaissance et à son enthousiasme, le couple Mulroney aura donné le premier élan à ma modeste carrière. Surtout, ils m'auront permis de croire en mon talent d'auteure et d'interprète. Dans la fragilité qui m'habitait, il a semé l'espoir et le rêve. Il m'a donné la permission de croire en moi, comme il aura permis au Québec de croire en sa capacité de s'inscrire au sein du Canada comme peuple cofondateur, profondément distinct et français et résolument autonome dans sa vision de société. Un peuple, c'est un artiste, un artisan qui imagine, invente, s'investit et crée ce qu'il veut et voit de meilleur pour son évolution et son équilibre. M. Mulroney savait cela. M. Mulroney était un artiste.

● (1910)

Par delà son immense legs en matière de politique intérieure, internationale et diplomatique, il aura semé dans le cœur des Québécois un héritage large comme le Saint-Laurent. Chaque personne qu'il rencontrait était importante. Il était attentif, avait une mémoire phénoménale et une joie de vivre absolument contagieuse, inébranlable. Même René Lévesque a eu confiance en sa capacité à réunir les deux solitudes. Il était clair que si lui ne réussissait pas, personne ne le pourrait.

C'est pourquoi, depuis ce malheureux refus canadien, nous sommes en quête de notre souveraineté. Nous persisterons jusqu'à l'atteinte de celle-ci. C'est plus clair que jamais, car les tristes séquences de Meech et de Charlottetown auront eu raison de tous les espoirs. M. Mulroney, échappant à son projet politique, aura lui aussi détourné sa trajectoire. Nous connaissons la suite. Depuis, le Québec s'enfoncé dans ses faux déficits causés par le fédéral et le déclin de sa langue et du poids du Québec au Parlement. Il voit ses régions s'éteindre et additionne les revers sous les ingérences du fédéral dans ses compétences.

Lorsque M. Mulroney quitta la politique en 1993, j'eus le privilège d'agrémenter une dernière fois en chanson son départ. Pour l'occasion, j'avais osé composer un petit refrain spécialement pour lui et la vie politique qu'il avait menée.

Ça allait comme suit:

Un pays qui perd son Capitaine
C'est comme un bateau sans amarres,
D'aussi loin que porte ma rengaine
Du plus profond de notre histoire jamais de meilleur Capitaine

Aujourd'hui, pendant un court moment, nous nous sommes rappelés, la famille et moi, quelques-uns de nos bons moments. C'est le cœur chagrin que je regrette son départ, mais je salue tous les reportages et les témoignages qui nous ont permis de prendre la mesure du passé et qui nous ont raconté un temps où les discours, les engagements et les gestes avaient de la hauteur. Nous avons tous constaté qu'à plusieurs égards, aujourd'hui, cette hauteur a été scindée vers le bas par des considérations davantage orientées sur les égos assoiffés de pouvoir à tout prix au détriment de ce qui devrait tous et toutes nous animer, soit le service aux citoyens.

Lorsque je me suis assise à la Chambre en 2019, ma première pensée fut pour mon père et pour René Lévesque. Aujourd'hui, M. Mulroney les a rejoints, et mes pensées vont dorénavant aussi vers lui. Il s'ajoute à ces personnages défunts importants qui sont mes phares et ma motivation sur le chemin de la politique. J'ai aussi eu une pensée pour les Lise Payette de ce monde, qui font que les femmes se lèvent et changent le monde.

Il nous reste ici de bien belles personnes. Elles sont capables de hauteur, de rationalité et de détermination pour poursuivre le chemin vers notre pays. Parmi celles-ci, il y a le chef du Bloc québécois et député de Beloeil—Chambly, mes collègues du Bloc québécois et quelques-uns de nos collègues à la Chambre, sans oublier nos collègues du Québec qui portent le projet de la souveraineté de notre pays avec franchise et ouverture à l'Assemblée nationale.

Je compte aussi sur des femmes marquantes comme Janette Bertrand et Pauline Marois et j'espère que cette fougue et cette joie qui habite aussi la relève qui foisonne dans nos organisations politiques souverainistes et qui sont absolument stimulantes.

Ordres émanant du gouvernement

En ces moments de deuil et de commémoration, je nous souhaite un pas de recul afin de mesurer le chemin que nous avons à faire pour faire de notre société contemporaine un espace sécuritaire, égalitaire et inclusif, respectueux des différences et consensuellement tourné vers une politique qui soutient les valeurs sociales et collectives de la communauté, et donc logiquement laïque, dans le but ultime de faire partie de l'exercice constructif qui livrera à nos enfants un monde meilleur.

La politique réunit souvent, divise parfois et brise même de vieilles amitiés pourtant solides. Elle ne devrait jamais faire passer la soif du pouvoir devant les intérêts de la population et la survie de la planète. Je nous invite tous et toutes à prendre cette période pour revoir les bases et les convictions profondes qui motivent notre engagement et à ouvrir la fenêtre du meilleur. Prenons le départ de M. Mulroney aujourd'hui comme un coup de fouet sur nos égos et relevons la tête. La hauteur est juste là devant.

La petite fille de l'isle salue bien bas le petit gars de Baie-Comeau et se permet d'offrir, au nom de tous mes collègues du Bloc québécois, de tous les gens de L'Isle-aux-Coudres, de Charlevoix, de la Côte-de-Beaupré, de Baie-Comeau, de la Côte-Nord et du Québec, nos plus sincères condoléances, notre gratitude et nos douces amitiés pour toute la famille de Brian Mulroney.

Il me reste un pays à poursuivre
Il me reste un pays à chanter

• (1915)

[Traduction]

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la présidente, je n'ai eu l'occasion de rencontrer Brian Mulroney qu'une seule fois dans ma vie, et c'était il y a quelques années à peine. J'assistais au déjeuner annuel de la Société Saint-Patrick de Montréal, qui coïncidait avec le 80^e anniversaire de Brian Mulroney. Il était l'orateur invité ce jour-là. Au début de son allocution, il nous a raconté de merveilleuses histoires pendant ce qui m'a semblé être une bonne demi-heure.

À la fin de ces histoires, dont beaucoup nous ont fait hurler de rire, j'aurais trouvé normal qu'il dise que c'était fini et qu'il s'assoie, mais ce n'était que le début. Il s'est lancé dans une analyse de la situation mondiale. Il a parlé des valeurs qui doivent nous guider dans ce monde si nous voulons en faire un endroit meilleur pour l'humanité et pour le Canada.

Ce jour-là, quand j'ai eu l'occasion de lui parler très brièvement lors de la petite réception qui a précédé le repas, je lui ai dit que le grand-oncle de ma femme était Davie Fulton. Je savais que Davie Fulton avait été un mentor pour Brian Mulroney. Davie Fulton avait été ministre de la Justice et avait côtoyé Brian Mulroney quand celui-ci était un militant politique en herbe. Il l'avait observé pendant ses études à l'Université St. Francis Xavier, où Brian Mulroney s'était engagé pour la première fois en politique du côté des conservateurs. Bien entendu, il était très fier et heureux de savoir que ce jeune homme aspirait à occuper la plus haute fonction du pays.

Je me souviens de la progression de la carrière de M. Mulroney. Je me souviens de ces deux campagnes à la direction et de leur caractère spectaculaire. L'une s'est déroulée en 1976, et l'autre, je crois, vers 1982. La force de sa personnalité traversait littéralement l'écran du téléviseur.

Brian Mulroney est une source d'inspiration pour les dirigeants et les acteurs politiques. Il a inspiré des dirigeants et des acteurs poli-

tiques à être audacieux et ambitieux, et à établir des relations fondées sur la bonne volonté, la générosité et la bienveillance. C'est une source d'inspiration non seulement pour la scène politique et le monde des affaires, mais aussi pour tous les Canadiens et pour tout le monde.

L'idée que les relations sont au cœur d'une vie enrichissante, l'idée de bonté et de générosité. Un député qui a pris la parole un peu plus tôt avant moi a parlé de certains principes qui ont guidé ses relations, de l'idée que nous devons tendre la main aux personnes qui souffrent pour leur offrir du soutien, ainsi que de la croyance en la loyauté et ainsi de suite.

• (1920)

[Français]

M. Mulroney était un fier Québécois, issu du terroir de la Côte-Nord. Je crois que c'est très important de souligner que M. Mulroney était certes un être extrêmement urbain et cosmopolite, mais qu'il a été formé dans une ville industrielle en région du Québec, donc une ville motrice pour l'économie du Québec où j'imagine que certains emplois portaient des risques pour la santé et la sécurité au travail.

Cette expérience l'a formé et a fait de lui, je dirais, un noble populiste. Quand j'emploie le terme populiste, je ne parle pas du populisme moderne qui tente peut-être de cultiver des émotions négatives dans le but de s'en servir pour prendre le pouvoir. Je parle d'un populisme à la Diefenbaker, si on peut dire. C'est un populisme qui a en tête et qui a au cœur les intérêts supérieurs de sa collectivité et du plus grand nombre de personnes, des gens qu'on dit « ordinaires ». On sait ce que ça veut dire.

Ça veut dire les gens comme nous tous qui ne se sont pas nécessairement dans l'élite de la société et qui font face à certains défis et qui parfois ont besoin d'un coup de pouce. Pendant toute sa carrière, c'est ce genre de populisme qu'il avait dans son âme.

[Traduction]

Cet esprit communautaire vient expliquer pourquoi il était si en avance sur son temps dans un dossier dont a parlé hier par la députée de Saanich—Gulf Islands, c'est-à-dire l'environnement. Je ne pense pas qu'il s'y soit intéressé parce qu'il avait fait une étude de marché et qu'il pensait que c'était un atout politique pour faire avancer sa carrière ou les intérêts de son gouvernement. Je pense qu'il croyait à l'environnement parce qu'il croyait à la collectivité.

Il savait que soutenir l'environnement, c'était une façon d'aider le monde et d'aider le pays. Voilà des valeurs qui nous guident et nous inspirent aujourd'hui.

[Français]

M. Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Madame la présidente, aujourd'hui, cette honorable Chambre rend hommage à un grand homme qui s'est dévoué pour notre pays pendant de nombreuses années. Le très honorable Brian Mulroney a fermé les yeux pour son dernier voyage, mais son nom et son image demeureront vifs dans l'histoire du Canada.

Au-delà de la partisanerie et des visions politiques, Brian Mulroney voyait grand et loin sur des éléments clés qui sont incontestablement essentiels pour les Canadiens et pour l'essor de notre pays.

Visionnaire, Brian Mulroney a été un grand défenseur de l'action climatique, du libre-échange et de la justice sociale. D'ailleurs, son activisme pour le climat et son ardeur à combattre les changements climatiques devraient en faire rougir plusieurs sur les bancs de l'opposition et servir de leçon à ses successeurs à la tête du Parti conservateur.

« La lutte commence chez nous », avait déclaré l'ancien premier ministre Brian Mulroney, lors de la signature de l'Accord Canada—États-Unis sur la qualité de l'air il y a de cela 33 ans. Cette lutte doit se continuer chez nous en sa mémoire et en l'honneur du travail extraordinaire qu'il a accompli à ce chapitre.

J'ai eu le plaisir de rencontrer M. Mulroney en novembre dernier au Gala EnviroLys qui se tenait dans ma circonscription. Malgré sa fatigue, il souriait à tous. Lorsque je me suis présenté à lui, il m'a dit que la politique est prenante, mais de faire passer ma famille toujours avant. Je chéris le conseil de M. Mulroney et je respecterai toujours son approche rassembleuse et modérée qui ne brûle pas des ponts et garde une oreille tendue aux opinions contraires.

Loin du protectionnisme et de la peur de l'autre qu'affiche le Parti conservateur de nos jours, M. Mulroney était le champion du libre-échange et de l'ouverture au monde.

L'accord de libre-échange signé avec les États-Unis a revitalisé l'économie canadienne et fortifié la position de nos entreprises.

• (1925)

[Traduction]

Les pays s'en tirent mieux et croissent plus rapidement quand ils sont ouverts au commerce et que les échanges ne sont pas freinés par les frontières. Le gouvernement actuel a maintenu cette vision de croissance et de collaboration en multipliant les accords commerciaux pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer et d'élargir leur horizon.

Brian Mulroney avait bien compris que les accords commerciaux contribuent à renforcer les relations commerciales bilatérales et stimulent les économies des pays partenaires. Les accords de libre-échange aident aussi à promouvoir et à protéger les investissements étrangers, à améliorer les relations diplomatiques et à uniformiser les règles du jeu pour les entreprises canadiennes afin qu'elles puissent être concurrentielles dans les marchés mondiaux.

Je remercie M. Mulroney d'avoir ouvert la voie et d'avoir réussi à mettre en place un atout essentiel pour le Canada. J'admire toujours le très honorable Brian Mulroney pour son courage et sa foi dans la justice sociale.

En prenant position pour s'opposer à l'apartheid en Afrique du Sud et réclamer la libération de Nelson Mandela malgré les avis divergents de nos alliés, il a placé le Canada du bon côté de l'histoire. Les Canadiens sont reconnaissants du service honorable qu'il a rendu à la nation et espèrent que son legs se perpétuera dans l'histoire du pays.

[Français]

Au nom des résidents d'Alfred-Pellan, je présente mes plus sincères condoléances à la famille Mulroney. Les Canadiens partagent la douleur de sa famille et demeurent reconnaissants au très honorable Brian Mulroney pour son service public pendant toutes ces années.

Ordres émanant du gouvernement

Que M. Mulroney repose en paix. Que la chaleur des sentiments des Canadiens à sa mémoire réchauffe son dernier voyage et reconforte sa famille.

[Traduction]

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Madame la présidente, je partagerai mon temps de parole.

[Français]

C'est un honneur de prendre la parole en ce lieu et de réfléchir à l'héritage du 18^e premier ministre du Canada, feu le très honorable Brian Mulroney.

Je tiens tout d'abord à présenter mes plus sincères condoléances à Mila, son épouse depuis près de 52 ans, à leurs enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas, ainsi qu'à ses 16 petits-enfants.

[Traduction]

Mes prières et celles d'un pays reconnaissant vous accompagnent, monsieur le premier ministre Mulroney.

Avant et depuis son décès le 29 février, j'ai entendu beaucoup d'histoires merveilleuses de Canadiens qui m'ont raconté leurs interactions avec le premier ministre Mulroney. Il y a un thème récurrent.

[Français]

C'est la gentillesse, la compassion et l'humilité.

[Traduction]

J'ai eu l'honneur de rencontrer le premier ministre Mulroney à plusieurs occasions au fil des ans, et mes conversations avec lui étaient toujours éclairantes. J'ai l'impression que lui et moi étions des âmes sœurs. Nous avons tous deux grandi dans un village et sommes issus d'un milieu modeste. Nous avons tous deux des origines irlandaises. Nos pères étaient électriciens, et nous sommes tous deux devenus avocats. Nous avons eu chacun quatre enfants: lui, il a eu trois garçons et une fille, et moi, j'ai eu trois filles et un garçon. Nos enfants sont aujourd'hui des adultes, des parents et des professionnels à part entière. Les siens forment un fier héritage et offrent maintenant un soutien rempli d'amour à Mila.

Malgré sa fierté bien compréhensible à l'égard de ses réalisations, le premier ministre Mulroney n'a jamais oublié ses origines. Il avait une capacité naturelle unique et remarquable à communiquer avec les gens. Il avait une mémoire impeccable et pouvait se souvenir du nom, du visage et des détails d'une personne des années après l'avoir rencontrée.

Je me souviens qu'un jour, à l'époque où j'étais ministre, je me trouvais dans la salle à manger parlementaire de l'édifice du Centre et j'étais assise à la table voisine de celle du premier ministre Mulroney. Il rencontrait certains de ses anciens collègues du Sénat. Les gens n'arrêtaient pas de vouloir se faire prendre en photo avec lui. Ils emmenaient leurs enfants avec eux. D'anciens et de nouveaux collègues venaient se faire prendre en photo, et il s'est finalement levé, a ajusté sa cravate à la manière de Rodney Dangerfield, puis a dit : « Vous savez, j'ai déjà été quelqu'un d'important ici. Quelqu'un d'autre veut-il ma photo? » Il a pu ensuite poursuivre son agréable conversation avec ses camarades.

Ordres émanant du gouvernement

Il avait un sens de l'humour qui le distinguait, et il était farouchement loyal à sa famille, à ses collègues et à son pays. Sa compassion et sa touche personnelle ont suscité une grande loyauté chez tous ceux qui ont eu la chance de travailler pour lui au cours de sa vie.

Cette année marque le 40^e anniversaire de la première victoire électorale du premier ministre Mulroney, qui a obtenu la plus grande majorité de l'histoire du Canada. Il a été le deuxième des deux seuls chefs conservateurs à remporter des majorités consécutives. Pendant neuf ans, le premier ministre Mulroney a dirigé son caucus avec force et notre pays avec courage et avec une détermination inébranlable. Il était un négociateur habile et un homme unificateur, car il croyait fermement à un discours public constructif. Il était un défenseur inconditionnel des valeurs canadiennes.

De sa signature de l'Accord de libre-échange nord-américain, le premier du genre, à sa lutte pour mettre fin à l'apartheid, le premier ministre Mulroney, par ses réalisations au pays et sur la scène internationale, a consolidé la place du Canada dans le monde et pavé la voie à l'amélioration de la compétitivité et de la prospérité du Canada. Il a été l'architecte du Canada moderne, dans tous les sens du mot. Le premier ministre Mulroney restera dans les mémoires comme un grand homme d'État canadien, et l'histoire jugera son bilan politique et personnel avec admiration. Tout le monde se souvient qu'il avait dit, au moment de la signature de l'accord de l'Atlantique, qu'il ne craignait pas d'imposer la prospérité à la population du Canada atlantique.

Reposez en paix, monsieur le premier ministre Mulroney. Nous vous remercions des services que vous avez rendus à notre pays et au mouvement conservateur.

Mes prières et mes pensées vont à la remarquable famille étendue des Mulroney et à ses amis proches.

• (1930)

[Français]

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, je remercie ma collègue la whip en chef de l'opposition et députée de Surrey-Sud—White Rock de son excellent discours.

À mon tour, je suis heureux aujourd'hui de rendre hommage au très honorable Brian Mulroney, le 18^e premier ministre du Canada.

Avant d'énumérer certaines de ses nombreuses réalisations, je me permets de témoigner ma fierté de pouvoir dire qu'il a des racines à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, une des 28 municipalités de la belle circonscription de Portneuf—Jacques-Cartier. Ses ancêtres et ses parents y ont habité. Son passage fut bref, car sa mère, enceinte de 6 mois de Brian, a quitté la ville avec toute la famille pour s'installer à Baie-Comeau. De là est venu son surnom: le « p'tit gars de Baie-Comeau ».

Brian Mulroney a marqué l'histoire de notre nation de manière indélébile, non seulement par ses réalisations politiques remarquables, mais aussi par sa vision, son leadership et son dévouement envers le peuple canadien. Sous la direction de ce premier ministre progressiste-conservateur, le Canada a connu une période de prospérité et de croissance économique sans précédent. Son engagement en faveur des réformes économiques audacieuses, notamment l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, a ouvert de nouvelles occasions pour notre pays sur la scène internationale et a renforcé notre position dans le commerce mondial.

J'invite mes collègues à mieux le découvrir en parcourant une biographie autorisée écrite par Guy Gendron *Brian Mulroney: L'homme des beaux risques*. J'en ai appris beaucoup sur sa vie politique et les coulisses du pouvoir.

En outre, l'honorable Brian Mulroney a joué un rôle déterminant dans la promotion des droits de la personne et de la justice sociale. Son leadership dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et son soutien aux efforts internationaux pour promouvoir la paix et la démocratie ont valu au Canada une réputation de défenseur des valeurs humanitaires fondamentales.

De plus, cet homme était un grand défenseur de la langue française. C'est sous son gouvernement que l'on a révisé la Loi sur les langues officielles en y ajoutant l'obligation de faire la promotion des deux langues officielles ici au Canada, l'anglais et le français. Je pense également à la privatisation de plusieurs sociétés d'État, comme Petro-Canada et Air Canada. Je ne suis pas certain qu'il serait content de voir l'usage que l'on fait du français chez Air Canada. On repassera, on en reparlera plus tard.

En tant que premier ministre, Brian Mulroney a également fait preuve d'une grande habileté diplomatique, en renforçant les liens du Canada avec ses partenaires internationaux tout en préservant notre souveraineté et notre identité nationales.

Au-delà de ces réalisations politiques, Brian Mulroney était un homme de principe, d'intégrité et de compassion. Sa passion pour le service public et son engagement envers le bien-être de tous les Canadiens resteront gravés dans nos mémoires pour les générations à venir. Son respect, sa générosité et sa sociabilité étaient phénoménaux.

À titre d'exemple, un jour, je me trouve à l'aéroport de Montréal avec mon collègue et ami de Sackville—Preston—Chezzetcook pour une mission de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Le hasard fait que l'on rencontre le très honorable Brian Mulroney. C'est impressionnant de le voir. C'est celui qui m'a influencé, motivé et inspiré à plonger dans la vie politique. Il est impressionnant par sa stature, par sa voix unique, mais aussi par son ouverture, sa disponibilité et l'intérêt qu'il nous porte, mon collègue et moi. On peut voir une photo de nous sur ma page Facebook. Ce fut un privilège pour moi de le rencontrer et d'échanger avec lui.

Est-ce une question de hasard? J'en doute. Le jour des funérailles de ce légendaire Irlandais, le samedi 23 mars prochain, dans les rues de Québec se déroulera la parade de la Saint-Patrick.

En conclusion, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'honorable Brian Mulroney. C'est tout un legs qu'il nous a laissé, et cet héritage sera durable.

J'aimerais offrir mes condoléances les plus profondes à la grande dame derrière lui, Mila, à ses enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas, ainsi qu'aux 16 petits-enfants Mulroney.

Monsieur le premier ministre, je vous souhaite un bon voyage et je vous dis merci.

• (1935)

Le Président: Je viens d'apprendre quelque chose sur ses origines *in utero* dans la belle circonscription de Portneuf—Jacques-Cartier.

L'honorable ministre des Relations Couronne-Autochtones a la parole.

Ordres émanant du gouvernement

[Traduction]

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur absolu pour moi de prendre la parole afin de rendre hommage au regretté premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, qui est décédé récemment. Il a vécu une vie incroyable, et je tiens à lui rendre hommage aujourd'hui.

Plusieurs raisons m'ont poussé à prendre la parole ce soir. Permettez-moi de commencer par la raison la plus importante à mes yeux. Je suis un fier Canadien d'origine tamoule. J'ai été élu en 2015 pour représenter la plus grande communauté tamoule du Canada, celle de la circonscription de Scarborough—Rouge Park. Je me souviens très bien du moment, dans mon enfance, où 155 Tamouls ont débarqué sur le rivage de St. Shott's, à Terre-Neuve. À l'époque, cela avait suscité une grande controverse. Comme on le sait, le Canada n'a pas toujours été généreux envers les personnes cherchant asile sur ses côtes. Je pourrais parler du MS *St. Louis*, du *Komagata Maru* et d'autres exemples où la générosité canadienne n'a pas été au rendez-vous.

Toutefois, à cette occasion, le dirigeant du pays, le défunt premier ministre, a voulu s'assurer que les réfugiés étaient bien accueillis. Cette année-là, lorsqu'ils sont arrivés, la controverse a été très vive. On réclamait leur expulsion. Il y avait beaucoup de racisme. Le premier ministre est intervenu et a déclaré que les Canadiens devaient faire preuve de compassion à l'égard des Tamouls.

Il a dit, entre autres, que son gouvernement allait tout faire sauf permettre que des réfugiés dans des canots de sauvetage soient refoulés sans raison loin de nos côtes. Il a dit que de croire que 155 Tamouls sri lankais pouvaient dévaloriser notre citoyenneté et ruiner nos politiques d'immigration ne témoignait pas de la résilience et de la force du Canada. Il a incarné la force du Canada en défendant ce qui était juste à cette époque.

Au nom de toute la communauté tamoule du Canada, je ne peux que remercier le regretté premier ministre et lui rendre hommage pour la générosité dont il a fait preuve. Cette communauté compte maintenant plus de 300 000 membres dans l'ensemble du pays. Je tiens à exprimer ma plus sincère gratitude à la famille Mulroney.

Ses efforts de lutte contre l'apartheid resteront gravés dans l'histoire. Ayant été, dans ma jeunesse, consterné par les conséquences de l'apartheid et du racisme ainsi que par ce que les êtres humains peuvent faire subir à leurs semblables, j'ai été très impressionné de voir un leader mondial, le dirigeant du Canada, montrer la voie à suivre dans la lutte contre l'apartheid. Lorsque le regretté président Mandela est venu au Canada, j'ai pu le voir à Queen's Park, et je peux dire à tout le monde que cela ne se serait pas produit sans le leadership du regretté premier ministre. C'est encore pour moi une source d'inspiration. En politique, nous pouvons accomplir de grandes choses, et c'est ce qu'il a réussi à faire.

Je représente la circonscription de Scarborough—Rouge Park. Pauline Browes, la première ministre de l'Environnement d'un gouvernement conservateur, faisait partie du Cabinet du premier ministre Mulroney. Je suis très reconnaissant pour le travail que le premier ministre a accompli en matière d'environnement, en particulier parce que Pauline Browes est l'une des championnes du parc urbain national de la Rouge, une région que je représente.

J'ai eu l'occasion de rencontrer le regretté premier ministre quand j'étais en 9^e année, à l'occasion d'un voyage à Ottawa, juste devant Rideau Hall. Nous étions dans deux autobus scolaires. Il nous a

parlé. C'était un jour décisif dans l'histoire du Canada, le jour de la signature de l'accord du lac Meech. Ce jour-là, il a trouvé le temps de dire quelques mots, et ce moment restera à tout jamais gravé dans mon cœur.

Je tiens à adresser mes plus sincères condoléances à Mark, à Mi-la, à Caroline, à Nicolas et à Ben, et à leur dire que nous sommes tous endeuillés, d'un bout à l'autre du Canada.

● (1940)

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage au très honorable Brian Mulroney, un homme remarquable qui a siégé à la Chambre pendant plus d'une décennie, mais qui fut au service du Canada toute sa vie.

J'ai immigré au Canada en janvier 1984. Plus tard cette année-là, j'ai assisté à ma première élection fédérale canadienne, à l'issue de laquelle le très honorable Brian Mulroney fut élu pour la première fois à titre de 18^e premier ministre du Canada.

C'est par pure coïncidence que, le 17 septembre 1984, j'ai célébré mon anniversaire au Canada pour la première fois. C'est le jour où Brian Mulroney est entré en fonction comme premier ministre. C'était très inspirant de voir un homme né dans une famille de la classe moyenne devenir premier ministre du Canada. Cela ne peut arriver qu'ici, au Canada. Plus tard, en 1990, j'ai été recruté par le très honorable Paul Martin pour l'appuyer dans sa course à la chefferie.

De 1984 à 1993, le premier ministre Mulroney a remporté deux gouvernements majoritaires et a guidé le Canada à travers plusieurs orientations stratégiques importantes, comme la fin de la guerre froide, l'introduction de la TPS et l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Le premier ministre Mulroney a directement contribué à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, qui a joué un rôle déterminant pour la vigueur économique du pays tout entier. On se souviendra de lui pour sa personnalité attachante, qui fut essentielle pour renforcer la grande relation entre le Canada et les États-Unis à une époque où le protectionnisme américain était en vogue.

Bien après s'être officiellement retiré de la vie publique, M. Mulroney a continué à consacrer son énergie et ses efforts à la protection des intérêts économiques et géopolitiques du Canada. En 2017, j'ai eu l'occasion de siéger en tant que membre du Comité permanent du commerce international, et nous avons étudié attentivement les négociations d'un nouvel ALENA, qui étaient en cours. Lorsque Donald Trump, alors président, s'apprêtait à abolir l'ALENA et à imposer des restrictions à l'importation qui auraient ralenti le secteur manufacturier canadien, c'est M. Mulroney qui est intervenu pour apporter son aide.

Il avait une connaissance approfondie de la scène politique américaine et comprenait le mouvement qui était en train de transformer la politique américaine. M. Mulroney connaissait personnellement un grand nombre d'acteurs clés et a mis à profit ses connaissances et ses contacts pour aider le Canada. Cet ancien premier ministre progressiste-conservateur a aidé un gouvernement libéral. M. Mulroney ne se souciait pas de la politique intérieure: il avait carrément le pays tatoué sur le cœur.

Ordres émanant du gouvernement

Aujourd'hui, j'ai eu le privilège et l'occasion de rendre hommage à M. Mulroney, lors de son exposition en chapelle ardente ici à Ottawa. Je suis attristé par la perte d'un homme qui avait réellement à cœur le sort des Canadiens. Les principes de M. Mulroney ont contribué à façonner notre nation et le monde pour le meilleur.

Au nom des habitants de Surrey—Newton, j'offre mes plus sincères condoléances à la famille de M. Mulroney, y compris son épouse, Mila, et ses enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas. Je souhaite également à Mila une bonne santé et de la force, et j'offre mes meilleurs vœux à ses enfants, pour qu'ils continuent à suivre la voie qu'il a tracée pour nous tous pour que nous restions fiers.

Que le premier ministre Mulroney repose en paix et que Dieu bénisse son âme.

• (1945)

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Thornhill.

En tant que lieutenant politique du Québec pour le Parti conservateur du Canada, c'est un privilège pour moi de me lever ce soir à la Chambre pour rendre hommage à la fois à un Canadien exceptionnel et à un fier Québécois. Je parle évidemment de l'ancien premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney. Le 29 février 2024 marquera l'histoire, celle du départ d'un homme hors du commun.

Le « p'tit gars de Baie-Comeau » représentait plusieurs groupes à la fois, des groupes qui ont construit le pays. Tout d'abord, sa famille était d'origine irlandaise et catholique, mais aussi de langue anglaise. Néanmoins, la famille Mulroney allait à l'église pour célébrer la messe en français, en plus de vivre dans une petite ville majoritairement francophone. Ce n'est pas surprenant qu'il ait si bien maîtrisé la langue de Molière. C'est peut-être aussi pourquoi il s'entendait si bien avec tout le monde. C'est facile, rétrospectivement, de se dire qu'il était aimé comme premier ministre, et ce, même si c'était peut-être moins évident à la fin de son mandat. Je suis certain que même ses plus ardents adversaires diraient la même chose aujourd'hui, et c'est ce que nous devons et allons retenir le plus de lui: il était avant tout un gentleman.

Si la mesure d'un homme se calcule d'après la manière dont il traite les autres, on comprendra pourquoi nous avons perdu un géant. On comprendra aussi pourquoi c'était sa façon d'agir envers les autres qui a été si marquante. D'un parti politique comme de l'autre, de l'Ouest à l'Est du Canada et dans le monde entier, nous avons entendu des milliers de témoignages émouvants au sujet de cette gentillesse, une gentillesse volontaire qui ne s'attend à recevoir aucune faveur en retour. C'était une gentillesse profonde, authentique, chaleureuse et rarement vue dans les couloirs parlementaires, où la froideur des querelles politiques peut parfois régner. C'est de cette façon qu'il a séduit les Canadiens en remportant la plus grande majorité de notre histoire. Si ses politiques et les risques qu'il a pris avaient un thème, c'était celui de se rassembler autour des valeurs communes. C'était la justice et le bien. Il avait le courage d'aller au front avec ses convictions, même lorsque ce n'était pas populaire politiquement.

Avec tout son cœur, il voulait inclure le peuple québécois dans la Constitution canadienne, avec honneur et enthousiasme. Il voulait arrêter la souffrance et la discrimination en Afrique du Sud. Avec tout son cœur, il voulait faire ce qui était juste et bien. Si on sent

aujourd'hui une telle effusion d'émotions, c'est pour cette raison. Les Canadiens et les Québécois viennent de perdre quelqu'un de vraiment bon, une personne qui incarnait vraiment la règle d'or, celle de traiter les autres de la manière dont on voudrait être traité. Le contraste est frappant comparativement à l'environnement politique d'aujourd'hui. C'est presque incroyable de penser que cette manière d'être, cette façon particulière de faire de la politique serait possible aujourd'hui, encore moins de penser que ce serait une stratégie gagnante. Or ce n'était pas une stratégie électorale, c'était sa manière d'être. C'était Brian Mulroney.

J'ai eu la chance de rencontrer M. Mulroney à plusieurs reprises, des occasions que je n'oublierai jamais. Je peux personnellement attester qu'il était ce personnage aimable, plus grand que nature, dont on a entendu parler. Je peux également attester que son héritage de gentillesse résistera à l'épreuve du temps. C'est un héritage de rectitude morale, un héritage d'efforts altruistes pour améliorer la situation non seulement pour ses compatriotes, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité. Il est certain que cela n'a pas été à la hauteur des exigences élevées qu'il avait pour lui-même, mais l'histoire ne gardera que peu de traces de ses défauts. En réalité, l'histoire gardera plutôt de riches souvenirs de la personne qu'il était.

Au nom du Québec, des conservateurs, de tous les Canadiens et, surtout, au nom de l'humanité, merci, M. le premier ministre.

• (1950)

[Traduction]

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, prendre la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un premier ministre est un insigne honneur, mais prendre la parole pour rendre hommage à un premier ministre qui a radicalement transformé notre pays, et que j'ai connu, est le rêve d'une enfant d'une famille de vaillants immigrants qui, dans ses premiers souvenirs de la politique, comprenait que le Canada était un pays qui nous permettrait de réussir.

À Mila, Caroline et Andrew, Ben et Jess, Mark et Vanessa, Nic et Katy, à leurs enfants et au reste de leur famille, j'offre mes plus sincères condoléances alors qu'ils cherchent du réconfort dans les souvenirs que les habitants du pays partagent avec eux.

Le premier ministre Mulroney a mené une vie que l'on ne peut que qualifier d'extraordinaire, au cours de laquelle il a troqué les usines de papier du Nord du Québec contre les coulisses du pouvoir ici à Ottawa, une vie caractérisée par son dévouement envers sa famille, sa communauté et son pays, et une vie qui laissera une marque durable sur le Canada ainsi que sur le reste du monde.

Pendant mon passage en politique, j'ai eu la chance d'entendre ses discours, ses histoires, et beaucoup plus tard, j'ai appris à connaître le premier ministre parce qu'il m'avait appelée, dans le désœuvrement d'un jeudi, pour que je revienne à la vie politique, que j'avais cru un moment avoir quittée. Il était chaleureux, coriace et il parlait un langage coloré quand c'était nécessaire et mérité.

Il citait souvent les Écritures, en particulier un passage des Actes: les jeunes gens auront des visions, et les vieillards auront des songes. C'était son intention. Je crois qu'il s'agit d'une réflexion sur la nature des choses telles qu'il les voyait et sur le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, mais à bien des égards, cela décrit aussi sa vie. Il avait la vision d'un continent réuni par le commerce, où tous bénéficieraient des bienfaits du commerce et du marché libre. Il avait la vision d'un monde uni par des valeurs communes comme la démocratie, la paix et la justice.

Ordres émanant du gouvernement

Les éloges dont ne tarissent pas ses alliés comme ses adversaires en disent long sur l'estime qu'avaient pour lui les gens de tous les horizons. Le respect qu'il inspirait et dont il faisait tout autant preuve est peut-être l'une des meilleures leçons que l'on pourrait tirer au Parlement. De nombreuses personnes, des sommités dans le pays et à l'étranger, des chefs de file dans leur domaine, ont parlé avec éloquence de ce mandat et de ce qu'il a représenté pour le Canada.

Je ne peux pas dire grand-chose sur ce qu'était la vie au Canada lorsqu'il était premier ministre, mais je peux dire ce qu'est la vie au Canada depuis qu'il a été premier ministre. Nous pouvons remercier Brian Mulroney pour la prospérité économique que nous avons connue dans les années 1990 et 2000. Nous pouvons remercier Brian Mulroney pour la stabilité financière qui a rendu cette prospérité possible. Pour le respect et l'admiration dont le Canada jouit depuis longtemps dans le monde entier, nous pouvons certainement remercier Brian Mulroney. Le fait même que nous soyons ici aujourd'hui au Parlement, à travailler pour un Canada uni, témoigne du travail qu'il a accompli pour préserver notre unité nationale à une époque où beaucoup pensaient que c'était impossible.

Toutes ces réalisations ont été rendues possibles par une foi profonde et durable en notre pays, en notre population et en ce que nous représentons ici en tant que nation. Le lieu où nous nous trouvons altère cette foi, et c'est vers l'héritage de M. Mulroney que nous devons nous tourner lorsque nous luttons pour la préservation des valeurs au Parlement: faire ce que l'on sait être juste, même lorsque c'est impopulaire; persévérer, même face à une opposition intense et souvent viscérale; être une voix toujours résonnante de clarté morale en ces temps périlleux.

Une chose est certaine: son héritage et son succès se perpétueront grâce à ses quatre enfants, qui sont déjà des chefs de file dans leurs propres domaines de la politique, de la télévision et des affaires. Ils incarnent à leur manière le caractère, l'ambition et la décence de leur père, et j'ai la chance de les compter parmi mes amis.

Je remercie Caroline, Ben, Mark et Nic d'avoir partagé leur père avec le Canada. Voici une citation qui leur convient parfaitement, quelques jours à peine après la Saint-Patrick, et qui convient surtout au premier ministre Mulroney, dont les yeux irlandais étaient toujours souriants. « La mort laisse une peine que personne ne peut guérir. L'amour laisse un souvenir que personne ne peut voler. » Que ces souvenirs vous réconfortent dans votre deuil. Puissiez-vous chérir l'amour qu'il éprouvait manifestement pour vous et pour ce pays, et puisse son souvenir être toujours une bénédiction. Je sais qu'il occupera une place dans le cœur de millions de Canadiens.

• (1955)

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à offrir mes plus sincères condoléances à Mila, à Caroline, à Ben, à Nicolas, à Mark et aux 16 petits-enfants Mulroney au nom de ma famille, des habitants de Calgary Rocky Ridge et en mon propre nom, comme militant conservateur de l'ère Mulroney. Mes années de formation sont liées aux années où Brian Mulroney était premier ministre, et c'est à cette époque que je suis devenu un militant politique conservateur, ce que je n'ai jamais cessé d'être depuis.

Il est impossible de mesurer les répercussions de la vie et de l'héritage de Brian Mulroney sans d'abord dire quelques mots sur le Canada de 1984.

En 1984, le Canada était ruiné. Il était littéralement fauché. Le Canada payait les intérêts sur la dette nationale par tirage à découvert comme un débiteur insolvable qui utilise une carte de crédit pour payer les intérêts d'une autre. Les paiements d'intérêts sur la dette du gouvernement précédent représentaient 38 % des dépenses publiques. La politique nationale décourageait explicitement les investissements étrangers au profit de centaines de sociétés d'État déficitaires financées par les contribuables. Le Canada n'avait pas la confiance de ses alliés les plus importants, et le programme énergétique national désastreux avait détruit l'économie de l'Alberta. Les taux d'inflation, d'intérêt et de chômage avaient atteint les deux chiffres. Tel était l'état du pays que Brian Mulroney avait été élu pour diriger. Il s'est produit par la suite une série de changements et de revirements politiques qui ont sauvé le pays de la lente descente aux enfers enclenchée par le gouvernement qui l'avait précédé.

Brian Mulroney est devenu premier ministre à l'époque du dernier sursaut de tension de la guerre froide, quand l'Union soviétique, de plus en plus instable, était dirigée par le gouvernement de Konstantin Tchernenko, un homme âgé, malade et intransigeant qui a été le troisième dirigeant communiste à mener la course aux armements dangereuse et potentiellement apocalyptique avec l'Occident, course qui a duré de nombreuses années. C'est au cours de cette période décisive et terrifiante que Brian Mulroney a fermement replacé le Canada dans le camp occidental, avec des pays qui partageaient les valeurs du Canada, comme la démocratie, le pluralisme et la primauté du droit. Le contraste était frappant avec le premier ministre qui l'avait précédé et qui semblait préférer les bonnes grâces des dictateurs du bloc soviétique, comme Honecker, Ceausescu et Castro, à celles des dirigeants du monde libre.

C'est peut-être dans le domaine des relations internationales que Brian Mulroney rayonnait le plus. Il a rouvert le Canada pour le monde des affaires et, avant la fin de sa première législature, il a négocié l'accord de libre-échange avec les États-Unis, ce qui a marqué le début de l'ère de prospérité qui a suivi. Il a convaincu Ronald Reagan de se servir de sa popularité sur la scène politique de son pays pour que le Canada puisse conclure avec lui un traité sur les pluies acides. Il a été un allié indispensable pour imposer la fin du régime haineux d'apartheid en Afrique du Sud.

À sa retraite, il était devenu un leader mondial qui entretenait avec aisance des relations productives avec les géants de son époque: François Mitterrand, Helmut Kohl, Reagan, Bush et Thatcher. Tous ces gens répondaient à ses appels à tout moment. Cependant, il ne se contentait pas de parler au téléphone avec des dirigeants étrangers. Il est toujours resté attaché à sa famille, à ses amis, à son caucus et à son parti, et son utilisation du téléphone était vraiment légendaire.

J'étais un très jeune militant politique à l'époque. Les gens savaient que, lorsqu'il y avait un problème urgent, même concernant la politique locale de sa circonscription, il suffisait de l'appeler, non pas parce que c'était un microgestionnaire ni parce qu'il voulait mettre son nez de chef dans les affaires des autres, mais parce qu'il se souciait beaucoup de la situation et qu'il voulait simplement apporter son aide, alors il se mettait à la disposition des gens.

Ordres émanant du gouvernement

Son humanité, sa compassion et sa bonne humeur ont inspiré une loyauté absolue. Nombreux sont ceux qui faisaient partie de son caucus à cette époque qui m'ont dit que, même lorsque son gouvernement affichait un taux de popularité de 12 % dans les sondages, les députés avaient hâte de se réunir le mercredi matin afin de profiter de l'esprit de camaraderie, de travailler en équipe et d'entendre ses discours d'encouragement.

● (2000)

Toutefois, tous les changements et les réformes que Brian Mulroney a entrepris pendant qu'il était au pouvoir se sont heurtés à une résistance vive, vitriolique et farouche. Les libéraux et les néo-démocrates de l'époque étaient farouchement opposés au libre-échange. Ils accusaient Brian Mulroney de trahir le Canada. Ses adversaires plus à gauche l'ont accusé à maintes reprises de vendre le Canada aux Américains.

Pour certains Canadiens de l'Ouest, les changements qu'il a effectués ne se sont pas réalisés assez rapidement. Pour certains, il n'a pas pu réparer assez rapidement les dommages causés par le gouvernement précédent, malgré la réforme fiscale, l'abolition du programme énergétique national et la privatisation massive des sociétés d'État.

De nombreux Québécois ont tourné le dos à Brian Mulroney après l'échec de l'accord du lac Meech. Aujourd'hui, les gens ont oublié à quel point il s'était heurté à une opposition personnelle et amère, en particulier pendant son deuxième mandat, de 1988 à 1993. Personne ne l'aurait blâmé de laisser tomber les affaires nationales, mais ce n'était pas dans sa nature.

Il aurait pu abandonner. Il aurait pu cesser d'être présent dans la vie de tant de militants politiques et de faire tous ces appels téléphoniques, mais non. Sa détermination à façonner un Canada meilleur n'avait d'égal que sa sérénité devant d'énormes revers contre l'opposition.

Je suis vraiment heureux qu'il ait vécu assez longtemps pour constater la preuve indéniable de son héritage en tant que chef d'État remarquable et premier ministre canadien transformationnel dont l'héritage perdure. Reposez en paix, Brian Mulroney. Une nation reconnaissante vous remercie. La postérité est déjà bien plus bienveillante à son égard que ne l'étaient ses contemporains.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, le 2 novembre dernier, grâce à mon ami François Vaqué, j'ai pu être témoin de l'avant-dernière présence publique du très honorable Martin Brian Mulroney, dont nous commémorons aujourd'hui le décès survenu le 29 février dernier.

C'était l'Université Laval qui avait créé cet événement pour rendre hommage à la carrière de M. Mulroney qui, comme on le sait, était un diplômé de l'Université Laval. D'ailleurs, il a toujours été très fier de dire qu'il était un ancien de la Faculté de droit.

Quand il a pris la parole, interrogé par la rectrice, on sentait qu'il avait toute sa tête, et ce, même si nous savions tous qu'il était dans l'extrême hiver de sa vie. Il était droit comme un chêne et, surtout, il avait la parole facile, comme lui seul savait l'avoir. Quand il a fini son exposé, évidemment la salle était conquise, il a terminé avec ces fameux mots: pas si pire pour un p'tit gars de Baie-Comeau. Bien entendu, tout le monde, les larmes aux yeux, s'est levé et l'a applaudi.

Martin Brian Mulroney, le plus grand premier ministre de l'histoire du Canada, a toujours été fier de ses racines humbles de Baie-Comeau. Il est né dans une ville qui était bilingue et biculturelle. Cela l'a forgé. Il était le fils d'un ouvrier, mais il était très à l'aise, tout enfant, à chanter *When Irish Eyes Are Smiling* devant le grand patron du *Chicago Tribune*. C'était ça, Brian Mulroney. Il était destiné tout jeune à avoir une carrière pancanadienne et c'est ce qu'il a accompli.

Avant de faire de la politique, M. Mulroney était un avocat, mais un avocat pas comme les autres. D'abord, il avait pris soin de sa famille. Son père étant décédé très jeune, il a pris de soin de sa famille au complet et l'a amenée à Montréal. C'est lui qui était littéralement le soutien de la famille Mulroney à Montréal.

Il est devenu un avocat négociateur et a rapidement été identifié comme étant un gagnant. Ce qu'il a réussi à faire entre autres comme jeune avocat, c'est de régler une grève terrible qui frappait le journal *La Presse*. Il a toujours été dans des conflits qui étaient difficiles, mais il les a toujours réglés comme le grand négociateur qu'il était. Il a été aussi à la commission Cliche où il a dénoncé les vils gredins qui, malheureusement, empestaient le monde de la construction du Québec dans les années 1970.

Il est devenu aussi président de l'Iron Ore Company, une des grandes entreprises qui était malheureusement minée par des dizaines et des dizaines de conflits de travail. Grâce au leadership de M. Mulroney, les conflits de travail se sont résolus comme étant des situations passées, passant même le temps des Fêtes et Noël avec ses ouvriers, comme l'a si bien raconté d'ailleurs notre chef dans l'éloge prononcé il y a deux jours.

Fondamentalement, Brian Mulroney était fait pour faire de la politique. Dès l'âge de 17 ans, alors qu'il était à l'Université Saint-François-Xavier, il pouvait recevoir des appels téléphoniques du très honorable John Diefenbaker, le premier ministre conservateur. Il avait le don de se faire ami avec bien du monde, M. Mulroney. C'était clair qu'il devait faire de la politique. Fort probablement le plus grand chef politique que toute la politique canadienne ait connu, il a commencé sa carrière politique par un échec. En 1976, le 22 février, il a perdu le leadership conservateur qu'il souhaitait, terminant troisième derrière Claude Wagner et le très honorable Charles Joseph Clark, qui est devenu une surprise pour bien des gens et qui est devenu premier ministre du Canada.

Il a un match revanche en 1983. Le 11 juin, il devient chef du Parti conservateur. Là, on voit le politicien tout à fait actif, pertinent et qui est capable de soulever les foules comme lui seul pouvait le faire. J'étais jeune militant à l'époque moi aussi. J'ai adhéré au Parti conservateur en novembre 1981. Par la suite, j'ai pu rencontrer M. Mulroney la première fois en action le 10 octobre 1982. C'était à l'hôtel Gouverneur sur le boulevard Laurier à Sainte-Foy, à l'invitation de notre candidate dans la circonscription de Louis-Hébert, Mme Suzanne Duplessis. Pour la première fois, j'ai vu, de mes yeux vu, ce grand homme politique qu'était Brian Mulroney. Il était très impressionnant.

Il aura été à la tête de la plus grande victoire de l'histoire politique canadienne en devenant premier ministre élu le 4 septembre 1984, avec plus de 200 députés.

Il y a tant de choses à dire sur les grandes réalisations de ce grand premier ministre. La première qui me vient à l'esprit concerne l'apartheid. C'est lui qui, à travers le monde, a mené la bataille pour mettre de côté cette horreur d'humanité qu'était l'apartheid. Ça peut paraître surprenant, mais, il y a 40 ans à peine, dans ce grand pays, des gens de couleur noire n'avaient pas les mêmes droits que les gens de couleur blanche. Heureusement, des gens comme Brian Mulroney ont pavé la voie et ont mené la bataille, ce qui a amené d'ailleurs Nelson Mandela à dire que le premier voyage qu'il voulait faire à l'étranger, c'était d'aller au pays de Brian Mulroney, d'aller au Canada. Quand M. Mandela a dit cela au premier ministre Mulroney, celui-ci a proposé de lui envoyer un avion tout de suite. Finalement, M. Mandela est venu.

• (2005)

Il a également été un chef de file en matière d'environnement, à la façon Mulroney. C'est lui qui avait apporté la solution à la question des pluies acides par son pragmatisme. M. Mulroney était un homme pragmatique. Lorsque le président Reagan était à la Chambre des communes pour prononcer un discours, M. Mulroney l'avait amené dans son bureau pour lui montrer un globe terrestre. Il lui avait expliqué comment fonctionnaient les pluies acides en lui montrant d'où elles partaient et où elles s'en allaient, ainsi que les problèmes qu'elles causaient. Il avait si bien expliqué au président Reagan les problèmes des pluies acides que M. Reagan avait dit aux gens qui l'accompagnaient qu'il fallait en parler et changer certaines phrases de son discours. Jamais cela ne s'était fait dans l'histoire politique. Seul M. Mulroney était capable de convaincre l'homme le plus puissant de la planète qu'il fallait agir, et il l'a fait de façon pragmatique.

Il a aussi été le grand artisan de la francophonie et des rassemblements qui ont eu lieu. Il a aussi été, bien entendu, le grand artisan de l'accord du lac Meech, qui a été un succès jusqu'à ce que des gredins le torpillent. Là s'arrêtera mon commentaire à ce sujet. La marque indélébile de la présence de M. Mulroney comme premier ministre, on la retrouve également en matière d'économie. Peu de temps après son élection, il est allé à New York pour dire:

[Traduction]

Le Canada est de nouveau prêt à faire des affaires.

[Français]

Dans ce cas précis, cela s'est avéré. Il a procédé à 23 privatisations d'entreprises d'État qui fonctionnaient cahin-caha. Il en a fait des succès. Surtout, il a créé le libre-échange. À l'époque, le Canada était fermé sur lui-même en matière d'économie. Il fallait ouvrir les frontières et le faire avec les États-Unis. Résultat: presque 40 ans plus tard, notre pays est le chef de file mondial en matière de libre-échange. Parmi celles et ceux qui ont créé cela, je tiens à saluer la contribution exceptionnelle du député d'Abbotsford, qui a permis au Canada d'atteindre plus de 40 traités de libre-échange.

Il faut savoir que le libre-échange a également conduit à la création de la TPS. Pourquoi? Le Canada, avant le libre-échange, avait une taxe sur la production. Or quand une entreprise devait payer une taxe sur ce qu'elle produisait et qu'elle devait ensuite envoyer ses produits à l'extérieur, c'est certain que cela la handicapait. M. Mulroney a donc aboli la taxe sur la production pour instaurer une taxe à la consommation. Évidemment, tout le monde à l'époque était contre, sauf les conservateurs. C'était tellement mauvais que,

Ordres émanant du gouvernement

40 ans plus tard, on l'a encore et personne ne l'a abolie. C'est peut-être la preuve que c'était la chose à faire.

On l'a bien mentionné, le style de M. Mulroney et son amitié étaient extraordinaires. C'était le seul qui pouvait avoir des relations aussi fortes et pertinentes avec des chefs aux visions complètement opposées. Que ce soit François Mitterrand ou Ronald Reagan, seul M. Mulroney était capable de faire la jonction entre les deux. Par la suite, il est devenu ce qu'on appelle *a great elder statesman*. Il n'y a pas de mot en français pour définir cela.

[Traduction]

C'est le genre d'homme dont nous avons besoin plus que jamais. C'était un homme qui, après avoir si bien servi le pays, était prêt à l'aider, peu importe la couleur du gouvernement. C'est ce que M. Mulroney a fait. C'était tellement impressionnant qu'il a été le seul premier ministre à le faire.

[Français]

Il est le seul étranger aux États-Unis à avoir prononcé un éloge pour deux présidents américains. Pour lui, l'élément le plus important de sa vie était sa famille. On le voit encore aujourd'hui. On le voit très bien. Son épouse Mila et ses enfants sont toujours présents auprès de lui. Il était présent auprès de ses enfants et de sa famille. Sa famille et ses enfants ont toujours été présents ensemble. Hier, Nicolas, qui est d'ailleurs né un an après l'élection, en 1985, me racontait que son père l'appelait régulièrement. Il demandait souvent des conseils à son père, qui lui en donnait. C'était la force de M. Mulroney.

En terminant, le *National Post* a publié un sondage. Je vais le lire, parce que c'est assez intéressant. C'est un sondage qui a été mené il y a quelques jours à peine et qui dit ceci:

[Traduction]

« Selon 83 % des Canadiens, Brian Mulroney a fait du "bon travail" en tant que premier ministre. »

[Français]

Ce sont 83 % des gens qui sont satisfaits du travail du premier ministre Brian Mulroney.

[Traduction]

Brian, repose en paix.

• (2010)

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, c'est vraiment un honneur de rendre hommage à un grand Canadien, à un grand homme d'État, à un grand conservateur et à un grand homme. Il a vraiment consacré sa vie à servir ses concitoyens canadiens.

Quand je pense à Brian Mulroney, je pense à un homme qui a sorti le Canada d'une période très difficile. Il me serait impossible d'énumérer toutes les difficultés auxquelles Brian Mulroney faisait face quand les Canadiens lui ont accordé leur confiance dans des proportions encore jamais vues. L'énorme majorité qu'il a obtenue en 1984 témoigne de son leadership, de son charisme, de sa facilité à interagir avec les gens et de sa capacité à montrer aux Canadiens qu'il était vraiment de leur côté.

Ordres émanant du gouvernement

Quand on pense à ce dont il a hérité, on se rappelle l'inflation galopante. Mes parents ont eu du mal à faire leurs paiements hypothécaires au début des années 1980. Je me souviens en avoir entendu parler à la table familiale. Pendant de nombreuses années, les taux d'intérêt étaient supérieurs à 10 %, et mes parents se demandaient comment ils allaient pouvoir continuer de loger leur famille. C'était un problème que connaissaient beaucoup de familles canadiennes, d'un bout à l'autre du pays.

Il a hérité d'un déficit hors de contrôle et d'un service de la dette qui accablait les contribuables et l'État. Il a hérité d'une économie qui, au fil des ans, avait été étouffée par l'intervention du gouvernement. Il y avait plus de 60 sociétés d'État en 1984, année où Brian Mulroney est devenu premier ministre. Les Canadiens ne le savent peut-être pas, mais le gouvernement du Canada était propriétaire de Petro-Canada, y compris les stations-service. Le gouvernement libéral précédent avait nationalisé et créé des sociétés d'État pour gérer tous les différents aspects du secteur pétrolier et gazier, y compris au niveau de la vente au détail. Imaginons le gouvernement du Canada en train d'exploiter des stations-service.

Les sociétés d'État avaient tellement étouffé les secteurs productifs de notre économie que le Canada était dans une situation économique très difficile, avec une croissance minime, des déficits endémiques, une inflation galopante et des taux d'intérêt à l'avenant. Qu'a-t-il fait? Il a mis en œuvre une vision de l'économie de marché, libérant la puissance des travailleurs canadiens qui se fait jour quand le gouvernement les laisse tranquilles et ne leur met pas des bâtons dans les roues. Brian Mulroney a donné cette puissance au pays et a émancipé les gens pour qu'ils puissent faire ce qu'ils font le mieux.

Nous pouvons jeter un regard rétrospectif et constater que, à la fin de son mandat, il avait jugulé l'inflation et fait baisser les taux d'intérêt, et que le secteur privé, dynamique, connaissait la prospérité et prenait de l'expansion. Les Canadiens l'ont récompensé en lui accordant un second mandat en 1988.

Je crois sincèrement que la mesure du titulaire d'une charge assortie de pouvoirs importants, qu'il s'agisse d'un premier ministre provincial, d'un premier ministre du pays ou d'un maire, c'est si ses adversaires politiques défont ce qu'il a fait. Nous nous souvenons tous des débats à l'époque où Brian Mulroney a présenté sa vision du libre-échange. Le libre-échange est un très bel exemple de son leadership, de sa passion et de sa conviction. Durant des mois, voire des années, l'idée était terriblement impopulaire. Or, il y voyait les avantages à long terme pour le Canada. Il voyait que, une fois que les entreprises et les Canadiens seraient en mesure de faire du libre-échange avec notre allié et partenaire commercial et économique le plus important, les gains seraient massifs.

Aux élections de 1988, tous les autres partis politiques se sont farouchement élevés contre lui. Il ne s'agissait pas d'un dossier secondaire ou mineur qui suscite un peu d'ardeur. C'était le dossier principal aux élections de 1988. Tous les groupes d'intérêts qui savaient que la protection de l'État les avantageait ont fait la guerre pour embrouiller les Canadiens, miner les arguments présentés et faire suffisamment peur aux gens pour les inciter à voter contre l'accord de libre-échange et contre le Parti conservateur. Bien des politiciens auraient regardé les résultats des sondages et refusé de toucher à cette idée, convaincus que jamais on ne l'accepterait.

• (2015)

C'est le b-a-ba de la gestion de campagne lorsque l'on s'assoit avec son équipe, que l'on examine son programme, que l'on regarde les sondages et que l'on dit que l'on aimerait peut-être faire quelque chose un jour, mais que le peuple canadien n'est pas prêt; on ne le lui proposera pas cette chose et on ne s'engagera pas à la faire. Brian Mulroney a dit qu'il fallait oublier les sondages, que l'important était de savoir ce dont le pays avait besoin et ce qui le rendrait plus fort et plus prospère, et il s'est battu jusqu'au bout. Grâce à sa force de conviction, à son style de communication impressionnant et à sa voix de baryton douce et chaleureuse, il a réussi à convaincre les Canadiens de lui faire confiance une fois de plus.

Bien entendu, tous les gouvernements successifs ont non seulement promis de maintenir cet accord de libre-échange, mais ils font désormais tout ce qu'ils peuvent pour obtenir de meilleurs accords de libre-échange. Les partis politiques doivent désormais montrer aux Canadiens ce qu'ils comptent faire pour trouver de nouveaux débouchés pour nos exportations et signer de nouveaux accords de libre-échange avec d'autres pays. Il est remarquable de comparer ce qui s'est passé lors des élections de 1988 avec ce qui se passe aujourd'hui.

Comme l'a dit mon collègue du Québec il y a quelques instants, il a dénationalisé plus de 20 sociétés d'État qui encombraient l'économie. Nous savons tous ce qui se passe lorsque les gouvernements gèrent les choses. Lorsqu'ils le font, ils ne fournissent pas d'excellents services à un coût abordable. Ils ne répondent pas aux besoins des consommateurs, mais à ce qui est le plus avantageux pour eux. C'est ce que l'on constate partout. Imaginons ce que ce serait de vivre dans un pays où il y a 63 sociétés d'État dans tous les secteurs, des sociétés ferroviaires aux compagnies aériennes, en passant par des détaillants d'essence. Brian Mulroney a contribué à désencombrer l'économie. Il s'est attelé à désherber le jardin.

C'est ainsi que j'évalue la marque laissée par un ancien premier ministre. Malgré tous les opposants qui ont promis de se battre bec et ongles contre sa vision et son programme, l'un d'entre eux a-t-il défait ce qu'il a fait? Essentiellement, la réponse est non parce qu'il avait raison. Les accords de libre-échange ont fait du Canada un meilleur pays. Le Canada a gagné à avoir un marché libre plus dynamique où les Canadiens sont libres de faire ce qu'ils font le mieux et d'être prospères. Le fait qu'une grande partie de son héritage soit intacte aujourd'hui et que les partis politiques s'affrontent pour savoir qui protégera le mieux cet héritage est un témoignage incroyable de l'homme d'État qu'était Brian Mulroney.

Je voudrais faire part à la Chambre de quelques anecdotes pour montrer quel être humain était Brian Mulroney.

Dire qu'il était magnanime serait un euphémisme, et il n'était pas seulement charmant. Lorsque nous faisons des éloges, les gens pensent parfois que nous ne faisons que flatter l'autre personne ou que nous essayons d'être gentils pour qu'elle nous rende la pareille. Avec Brian Mulroney, c'était authentique. Que ce soit lors d'un appel téléphonique, lorsqu'ils le croisaient à un événement ou lorsqu'ils avaient l'occasion de s'asseoir avec lui et de vraiment se pencher sur une question, les gens pensaient sincèrement que pendant tout le temps où ils étaient avec Brian, ils étaient la personne la plus importante au monde.

Il était si prompt à complimenter et si lent à critiquer. Ses critiques étaient toujours constructives, et il était un grand défenseur non seulement du Parti conservateur, mais aussi du Canada. Il voulait que le Canada réussisse. Nous l'avons vu à maintes reprises. Lorsque des partis politiques de différentes allégeances lui demandaient de l'aide dans un dossier, il répondait toujours présent, car il faisait toujours passer son pays en premier et savait toujours que ses principes conservateurs amélioreraient grandement son pays.

Il m'appelait souvent à l'époque où j'étais à la tête du parti. J'étais très reconnaissant de pouvoir profiter de sa sagesse et de son expérience. Tous les appels téléphoniques que j'ai eus avec Brian Mulroney ont commencé par le sujet dont il voulait parler. Il disait: « Je veux te parler de quelque chose », et il disait de quoi il s'agissait. Mais il ajoutait: « Mais avant, dis-moi comment se porte ta merveilleuse épouse. Comment va Jill? Comment vont Thomas, Grace, Madeline, Mary et Henry? » Il connaissait tous leur nom et savait quel âge ils avaient. Il savait ce que je lui avais dit lors de notre dernier entretien téléphonique. Si je lui disais que l'un de mes enfants faisait du sport, il demandait comment allait son équipe de basketball. Il a véritablement montré qu'il s'intéressait aux gens sur le plan humain, et pas seulement en raison de la fonction qu'ils occupaient.

Dans tout ce qu'il faisait, je pouvais voir que sa famille était aussi son guide. Mila était son roc, la personne à qui il attribue toute sa réussite, et ses merveilleux enfants ont tous réussi à leur tour.

• (2020)

Je veux simplement remercier Brian Mulroney. Je le remercie du service qu'il a rendu au pays. Je remercie Mila et leurs enfants. Je les remercie d'avoir partagé leur père et leur époux pendant tant d'années avec ce merveilleux pays, même si ce ne devait pas être facile.

Je souhaite sincèrement qu'il repose en paix et que ses amis et sa famille trouvent le réconfort en cette période difficile et pendant les cérémonies publiques et ses funérailles.

Merci beaucoup, Brian Mulroney. Reposez en paix.

M. Chris Warkentin (Grande Prairie—Mackenzie, PCC): Monsieur le Président, ma circonscription s'appelle maintenant Grande Prairie—Mackenzie, mais quand j'ai été élu pour la première fois, c'était la circonscription de Peace River. Quand je me suis présenté à l'investiture dans cette circonscription, qui était plus grande à ce moment-là, j'ai appelé le prédécesseur de mon prédécesseur. C'était un homme du nom d'Albert Cooper.

Mon appel venait un peu de nulle part, car je ne connaissais pas M. Cooper. Je savais que mes parents l'avaient rencontré à l'époque où il était député. Je connaissais sa réputation. C'était un homme d'affaires. Il était propriétaire d'une compagnie aérienne à l'époque. Quand il a répondu, je lui ai demandé sans ambages: « Monsieur Cooper, accepteriez-vous que je passe vous voir pour vous donner un aperçu de mes idées? J'aimerais devenir député fédéral. » J'étais jeune. Fait intéressant, j'avais à peu près le même âge qu'avait M. Cooper à sa première élection.

M. Cooper a pris le temps de me rencontrer. Nous avons commencé à nous rendre visite, et il m'a parlé de l'époque où il était député. Ayant été élu pour la première fois en 1984, puis en 1988, M. Cooper avait des histoires extraordinaires à raconter. Il avait des anecdotes sur son chef, le gars qui était, selon M. Cooper, à qui je viens de parler au téléphone, le chef plus grand et le plus exception-

Ordres émanant du gouvernement

nel avec qui il a eu le privilège de travailler et de siéger à la Chambre.

À travers ces anecdotes, M. Cooper m'a montré que Brian Mulroney était un homme remarquable qui avait une incroyable capacité à créer un lien avec son caucus comme aucun autre chef ou, semble-t-il, aucun autre être humain n'avait réussi à le faire avant lui. Quand le fils de M. Cooper est né, on a livré des fleurs à l'hôpital de Peace River. Lorsque la tante de quelqu'un était malade ou que sa grand-mère avait des problèmes de santé, M. Mulroney semblait tout simplement être au courant. Il prenait le téléphone, appelait et établissait un rapport humain.

Ces histoires étaient intéressantes et, au cours des années qui ont suivi, chaque fois que je rendais visite à M. Cooper, il avait de bonnes leçons, tant personnelles que professionnelles, à me donner comme député, comme jeune homme qui se lançait en affaires. Chaque fois que nous nous rencontrions, il y avait des anecdotes sur Brian Mulroney.

Elles restaient gravées dans mon esprit. En tant que jeune député albertain, je tentais de trouver des liens entre ces histoires et certains de mes premiers souvenirs des nouvelles télévisées, alors qu'on voyait des politiciens débattre et qu'on entendait des histoires à propos du grand Brian Mulroney, qui n'était évidemment pas à l'abri de la controverse dans ma jeunesse. En fait, Albert m'a dit aujourd'hui que c'est souvent l'humour de Brian qui le mettait dans le pétrin, parce qu'il pensait souvent à des blagues, mais qu'elles n'avaient pas toujours l'effet souhaité. C'est le risque de l'humour. J'espère que ceux d'entre nous qui sont élus n'en manquent pas, car je crois que davantage d'humour nous rendrait tous un peu plus humains et nous aiderait grandement à survivre dans ce métier qui est le nôtre. Les Canadiens seraient ainsi mieux servis.

Ces histoires continuent de me trotter dans la tête. Un jour, alors que j'étais député depuis environ cinq ans, je me trouvais dans la salle à manger parlementaire, dans l'édifice du Centre. J'étais assis à côté de Travis Toews, qui était à l'époque président de la Cattle-men's Association mais qui allait devenir, par la suite, ministre des Finances de l'Alberta.

Nous avions un excellent repas et, du coin de l'œil, j'ai vu Jim Flaherty, le ministre des Finances de l'époque et un bon ami à moi, quitter une table et je me suis rendu compte qu'il avait mangé avec Brian Mulroney. Étant donné que je n'avais jamais rencontré Brian Mulroney et que les deux hommes allaient passer juste à côté de ma table, j'ai décidé de me lever et de saluer l'ancien premier ministre.

Je me suis levé et j'avais à peine réussi à prononcer les mots « Bonjour, monsieur le premier ministre » quand Brian Mulroney a dit « Christopher Warkentin ». J'ai été quelque peu surpris, puis il a ajouté: « Je vous ai observé dans le cadre de votre travail à titre de président du comité des affaires autochtones, et je tiens à vous dire à quel point je pense que vous êtes remarquable. » Puis, il a multiplié les compliments.

• (2025)

Il a ensuite parlé de l'importance d'être député, mais aussi d'être député conservateur, et de l'importance, à cette époque, de pouvoir compter sur des femmes et des hommes forts qui pouvaient prendre la parole et assumer différentes responsabilités au Parlement. Il a rendu hommage à ce que je croyais être un rôle moins important au Parlement à l'époque. Il a ensuite pris le temps de s'informer au sujet de ma famille et il a dit à quel point c'était important pour lui.

Ordres émanant du gouvernement

Il a finalement décidé qu'il était temps de passer à autre chose. J'aurais pu parler avec lui toute la journée. Je ne voulais pas monopoliser le reste de son après-midi. J'aurais adoré rester à ses côtés, mais je voulais respecter son emploi du temps. Il était prêt à continuer de me parler jusqu'à ce qu'il ait terminé, et il a conclu en me disant à quel point la famille est importante. Ensuite, il m'a remercié de mes services et il a remercié ma famille de m'avoir permis de servir mes concitoyens.

Aujourd'hui, alors que nous évoquons nos souvenirs du grand Brian Mulroney, nous entendons toutes sortes d'anecdotes comme celle-ci. En fait, lorsque Brian a finalement décidé de partir, Travis Toews m'a dit qu'il ne savait pas que je connaissais si bien Brian Mulroney. Je lui ai répondu que c'était la première fois que je le rencontrais.

Il a été frappé par le fait que non seulement Brian était au courant de ma carrière, mais qu'il avait consacré autant de temps à souligner l'importance de mon rôle. Il m'a encouragé à continuer et a veillé à ce que je comprenne bien l'importance de la famille.

Alors que nous nous souvenons de ses réalisations, nous devons le remercier pour son service. Je tiens à remercier les membres de sa famille pour leur service, pour avoir consenti à partager leur père avec nous, avec le pays. À Mila, Mark, Caroline, Nicolas et Ben, merci d'avoir partagé votre père pour l'édification de notre pays.

Nous savons que Brian nous encourageait à reconnaître l'importance de notre famille, car il connaissait l'importance de la sienne. Au nom de tous les Canadiens, nous les remercions d'avoir partagé leur père avec nous. Nous souhaitons remercier Brian pour son service. Nous souhaitons que les membres de sa famille sachent que nos pensées et nos prières les accompagnent tandis qu'ils traversent ce moment difficile où il faut dire adieu. Qu'il repose en paix.

• (2030)

L'hon. Seamus O'Regan (ministre du Travail et des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, je pense que tout Canadien, surtout un Canadien d'origine irlandaise, s'engage sur une pente glissante s'il veut essayer de rendre hommage à un homme qui a prononcé l'éloge funèbre de deux présidents américains. Brian Mulroney a accompli de grandes choses. Quand l'on s'arrête à l'ampleur des projets et à la sévérité des enjeux auxquels cet homme s'est attaqué, je ne peux m'empêcher de penser aux pauvres conseillers qui, à chaque réunion, avaient la tâche de lui exposer les risques.

Parce que nous savons tous à quel point M. Mulroney aimait le Canada, il est impossible de concevoir qu'il n'ait jamais peur. Cet homme avait tant à perdre avec chacune de ses décisions, mais il était courageux. Il a pris des risques. Il a joué gros. Il avait confiance en lui et en son entourage. Il avait foi dans les Canadiens. Il avait foi en notre pays et, le plus souvent, il a remporté de grandes victoires pour notre pays.

Lorsqu'on lui a posé une question au sujet de la plateforme pétrolière Hibernia au large des côtes de Terre-Neuve, soulignant les énormes sommes d'argent public que le gouvernement fédéral y avait consacrées, M. Mulroney répondait : « Si la certitude des résultats et l'élimination des risques avaient été nécessaires avant d'agir, sir John A. Macdonald ne serait jamais allé de l'avant pour jeter les fondations qui unissent le Canada. »

On dit qu'il est né au Québec, mais cela ne nous a jamais empêchés, nous qui sommes de la côte est du pays, de le revendiquer comme l'un des nôtres. Il était lui aussi un diplômé, un fils de la

Nouvelle-Écosse et le fondateur de l'industrie pétrolière et gazière extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador.

C'est dans une salle de bal bondée de St. John's, le 11 février 1985, que M. Mulroney a signé l'Accord atlantique avec le premier ministre provincial Brian Peckford. Il est difficile d'exprimer tout ce que cet accord signifie pour les gens de ma région. Il reconnaissait ce que nous, gens de Terre-Neuve-et-Labrador, avons apporté à ce pays; il reconnaissait que les profits provenant des ressources au large de nos côtes devaient profiter d'abord et avant tout aux habitants de notre province. Il a mis fin à des années de conflit entre les gouvernements fédéral et provincial au sujet des droits extracôtiers et a donné aux investisseurs la stabilité dont ils avaient besoin pour bâtir une industrie énergétique remarquable.

M. Mulroney avait ses détracteurs, mais il n'a jamais reculé. « Je n'ai pas peur d'infliger la prospérité à Terre-Neuve-et-Labrador », a-t-il dit, une déclaration qui est devenue célèbre. À ce jour, l'Accord, comme nous l'appelons, est semblable à la Charte des droits et libertés, sauf qu'il vise la prospérité, et nous avons prospéré.

J'ai eu la chance de me trouver dans le bureau du premier ministre Brian Tobin quand a été extrait le premier baril de pétrole, en 1997, une douzaine d'années après la signature de l'Accord atlantique. Voilà le genre de vision à long terme que Brian Mulroney avait, que John Crosbie avait, et qu'il faut avoir dans ce poste.

Ce fut un moment si important de l'histoire de ma province, mais ce dénouement n'a jamais été une chose certaine. Ce fut un combat, un combat pour notre avenir économique, un combat pour les droits des provinces de la Confédération et un combat contre ceux qui doutaient de nous, qui doutaient que Terre-Neuve-et-Labrador était capable d'avoir et de concrétiser une telle ambition. M. Mulroney n'a jamais douté de nous.

En 1990, il a offert pour 830 millions de dollars de subventions fédérales et pour plus de 1 milliard de dollars de garanties de prêts pour concrétiser l'aménagement de cette plateforme. Puis, en 1993, lorsque le retrait de Gulf Canada a compromis un projet partiellement aménagé, M. Mulroney est intervenu avec une part de 8,5 %. Aujourd'hui, cette plateforme demeure le témoignage de sa foi en nous.

M. Mulroney a toujours cru aux travailleurs de ma province. Pendant la pandémie, il a demandé au gouvernement fédéral et à moi-même, en tant que ministre des Ressources naturelles de l'époque, de soutenir l'industrie alors qu'elle subissait les conséquences des fermetures à l'échelle mondiale. « Échouer n'est pas une option », a-t-il dit, et il avait raison. Nous avons versé près de 400 millions de dollars à la province pour soutenir les travailleurs et pour réduire les émissions de l'industrie, puis nous avons débloqué 5,2 milliards de dollars supplémentaires pour le projet Muskrat Falls.

En dépit de tout ce qu'il a fait pour les citoyens de notre pays, il avait encore beaucoup de temps à consacrer au Terre-Neuvien que je suis. Dans les jours, les semaines et les mois à venir, nous serons nombreux à raconter à quel point cet homme a touché la vie de tant de gens parce qu'il les comprenait. C'est là le fondement de sa grandeur. Je remercie M. Mulroney pour tout ce qu'il a fait ce jour-là pour moi, pour ma province et pour mon pays. Je remercie Mila, Caroline, Ben, Mark et Nicolas d'avoir partagé avec nous tous un mari, un père et un grand-père aussi merveilleux.

J'admirais tant son ambition, son humanité et son amour de la patrie. Il avait la foi et il croyait. Il a pris à cœur les mots du grand Seamus Heaney: « Marche dans les airs malgré ton bon jugement. »

Qu'il repose en paix.

● (2035)

[Français]

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, NDP): Monsieur le Président, je me joins à mes collègues de tous les partis de la Chambre afin de reconnaître le rôle et les contributions du 18^e premier ministre du Canada, feu le très honorable Brian Mulroney.

Je me permets tout d'abord de présenter mes condoléances à Mila et à toute la famille de M. Mulroney. La perte d'un membre de la famille est difficile dans des conditions normales. Or la famille de M. Mulroney pleure sa perte sous l'œil reconnaissant des Canadiens, des Canadiennes, des Québécois et des Québécoises, ainsi que de tous les autres pays à l'international.

[Traduction]

L'héritage de M. Mulroney mérite réflexion.

En 1984, il a été élu avec la plus forte majorité de l'histoire du Canada.

Son sommet bilatéral de 1985 avec le président Ronald Reagan s'est avéré, comme l'a fait remarquer le *Toronto Star*, « fondamental pour un certain nombre d'accords bilatéraux importants sur la sécurité commune, l'environnement et le commerce transfrontalier, qui ont fini par aboutir à l'Accord de libre-échange nord-américain ». Je reviendrai dans un instant sur cet accord.

En ce qui a trait à l'environnement, le traité sur les pluies acides de 1991 s'est avéré primordial pour le Canada, parce que la pollution qui s'infiltrait dans nos rivières, nos lacs et nos forêts provenait principalement du sud de la frontière, soit des États-Unis. D'ailleurs, un rapport publié en 2016 par la Commission mixte internationale à l'occasion du 25^e anniversaire du traité sur les pluies acides a révélé une baisse importante de la quantité de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils, en particulier aux États-Unis, par rapport aux niveaux de 1990.

C'est Brian Mulroney qui a créé la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Il l'a fait non pas parce que c'était populaire, mais parce qu'il croyait sincèrement qu'il fallait protéger l'environnement pour assurer son avenir et celui des générations suivantes.

Je m'en voudrais également de ne pas prendre un moment pour exprimer notre gratitude pour les efforts inébranlables qu'il a déployés, malgré des obstacles politiques internationaux écrasants, pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. On rapporte qu'à sa sortie de prison, Nelson Mandela a dit: « Nous vous considérons comme l'un de nos grands amis à cause du soutien important que nous avons reçu de vous et du Canada au fil des ans. » Après avoir appris le décès de M. Mulroney, le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a publié au nom de sa nation une déclaration disant que M. Mulroney était un « leader qui occupe une place spéciale dans l'histoire de l'Afrique du Sud. »

Cela prouve que lorsque le Canada a la volonté politique et le leadership nécessaires, il peut jouer dans la cour des grands. Il peut amener la communauté internationale à prendre les bonnes déci-

Ordres émanant du gouvernement

sions. Au nom des néo-démocrates, nous le remercions, ainsi que le très honorable Joe Clark, de leurs efforts collectifs dans ce dossier.

M. Mulroney a été qualifié de l'un des premiers ministres les plus importants de l'histoire du Canada. Il y a des preuves substantielles à l'appui de cette affirmation, mais certaines de ses réalisations sont controversées et, dans l'esprit de nombreux historiens, universitaires, experts politiques et partisans, elles ont eu des répercussions négatives sur le Canada et sur le Québec, tant sur le plan économique que politique.

Commençons par l'accord de libre-échange. Cet accord, qui est entré en vigueur en 1987, a codifié l'une des relations commerciales les plus importantes et les plus lucratives du monde, soit celle entre le Canada et les États-Unis, en éliminant une série de barrières commerciales sur une période de 10 ans. Cependant, les opposants faisaient valoir que le libre-échange décimerait les manufacturiers canadiens qui comptaient sur une protection tarifaire. Les détracteurs craignaient que les filiales de sociétés américaines déménagent aux États-Unis pour profiter d'une main-d'œuvre non syndiquée et bon marché. Cette crainte s'est concrétisée dans une certaine mesure.

Il y a aussi eu la TPS. M. Mulroney a remplacé la taxe de vente fédérale par une taxe de 7 % sur les produits et les services. Les avantages et les inconvénients de cette mesure ont aussi fait l'objet de bien des arguments. Peu importe le poste qu'on occupe, que ce soit celui de premier ministre, de ministre ou de parlementaire comme nous, il y aura toujours des décisions qui pourraient ne pas être populaires. Nous les prenons parce que notre parti et nous pensons que ce sont les bonnes. Nous croyons que ce sont les bonnes décisions pour le Canada, et parfois pour nos partenaires internationaux, mais aussi en tenant compte de toutes sortes de facteurs, comme les droits de la personne.

M. Mulroney a également eu le courage de tenter de ramener le Québec dans le giron constitutionnel, et ce, deux fois plutôt qu'une.

● (2040)

À la suite d'une entrevue accordée au *Globe and Mail* le 11 juin 1990, deux jours après avoir conclu une difficile ronde de négociations avec les 10 premiers ministres du Canada, M. Mulroney a déclaré: « C'est comme une campagne électorale. Il faut travailler à rebours. Vous devez choisir vos dates et travailler à rebours à partir de celles-ci [...] J'ai dit [à mes adjoints] que c'est le jour où je vais lancer tous les dés. C'est la seule façon de gérer la situation. » Cette déclaration a eu de graves conséquences politiques: à ce jour, la question de la Constitution n'a pas été réglée.

En conclusion, il n'est pas exagéré de dire que l'héritage de M. Mulroney a été important. Ses contributions ont été immenses. Il a su transcender les lignes de parti pour faire avancer les choses. Son engagement envers le Canada était incontestable. Sa détermination à promouvoir les droits de la personne était admirable et remarquable. Sa famille doit être très fière de ses réalisations, et je sais que mes collègues à la Chambre lui en sont très reconnaissants.

En ce moment même, des Canadiens font la file pour rendre hommage à M. Mulroney et lui exprimer leur gratitude. Je sais que beaucoup de Québécois et de Canadiens assisteront à ses funérailles d'État samedi. Ce sera le moment où une nation reconnaissante lui fera les adieux qu'il mérite.

Ordres émanant du gouvernement

Au nom du Nouveau Parti démocratique, j'offre mes plus sincères condoléances à la famille, aux amis et aux collègues de M. Mulroney.

Qu'il repose en paix.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de rendre hommage au très honorable Brian Mulroney et d'exprimer mes sincères condoléances à sa famille: son épouse, Mila, sa fille, Caroline, et ses fils, Mark, Nicolas et Ben. J'ai eu l'occasion de rencontrer la famille aujourd'hui et je leur ai exprimé mes sincères condoléances au nom des gens de Barrie—Innisfil.

Le jour de mon 18^e anniversaire, je travaillais toute la nuit dans une station de radio country à Brandon, au Manitoba. Je pense que le député de Brandon-Souris savait que j'allais raconter cette histoire. La raison pour laquelle je la raconte, c'est que c'était à peu près à l'époque où Brian Mulroney est entré sur la scène politique. La politique ne m'avait jamais beaucoup intéressé jusque-là, mais cet homme avait un je ne sais quoi. Son magnétisme et ses talents de communicateur avaient quelque chose de particulier.

C'était peut-être à cause de ma carrière radiophonique naissante, mais il y avait quelque chose qui me captivait chez lui. À ce moment-là, durant cette période, je suis devenu progressiste-conservateur. Je n'étais pas très actif dans le mouvement politique à l'époque. Je suis devenu très actif plus tard, sous l'ancien premier ministre Stephen Harper. Cependamment, il y a quelque chose qui a éveillé mon intérêt pour la politique chez Brian Mulroney, et c'était non seulement en raison de sa façon de communiquer, mais aussi en raison de sa vision.

Si je devais le décrire en un mot, je choisirais le mot « audacieux ». J'ai assisté à la majeure partie du débat de ce soir, et je sais qu'il y a bien des façons de décrire l'ancien premier ministre. Il a su faire preuve d'audace à un moment où le Canada devait se montrer audacieux, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale.

Je sais que plusieurs de mes collègues ont raconté que nous sortions d'une période de grand désespoir où les taux d'intérêt étaient élevés. Il a pris des décisions audacieuses qui n'ont pas été très populaires. Quand on y pense, c'est véritablement faire preuve de leadership que d'amener les gens sur une voie qu'ils ne sont pas prêts à suivre même s'ils savent que c'est nécessaire. Voilà ce que Brian Mulroney a fait pour le Canada. Il nous a menés à une période de prospérité économique, et nous devrions lui en être reconnaissants. À bien des égards, cette prospérité a été de longue durée.

Brian Mulroney a évidemment remporté la plus forte majorité de l'histoire du pays. Il a su attirer non seulement un animateur de radio jeune et influençable qui n'avait que 18 ans à l'époque, mais bien d'autres personnes dans l'ensemble du pays, et il y avait une raison à cela. Il avait le genre de personnalité qui attirait les gens. Il était capable de communiquer efficacement et de transmettre sa vision du pays. Il le faisait très bien.

On peut penser à ses réalisations, dont certaines sont positives et d'autres, controversées, et à ce qu'il a accompli dans le monde. Il a redonné au Canada son rôle de chef de file mondial hautement respecté. À sa façon d'interagir et de communiquer avec les autres chefs d'État, Brian Mulroney incarnait la quintessence d'un chef d'État.

Rappelons-nous son attitude malgré la stature des autres dirigeants mondiaux: il était leur égal. Il n'était ni en dessous ni au-dessus. Lorsqu'il entrait dans une pièce pour parler de choses importantes à l'échelle mondiale, comme la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et les enjeux environnementaux, il jouissait du respect de l'assemblée. Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev étaient des personnages plus grands que nature pour des raisons qui leur sont propres. Brian Mulroney pouvait entrer dans une pièce et s'adresser à ces gens à un niveau que nous n'avons pas vu depuis longtemps dans notre pays, à mon avis. Il attirait le respect.

Il affichait ouvertement son amour pour le Canada. Il avait notre pays tatoué sur le cœur. Il croyait au Canada et à la Confédération. Il croyait en l'inclusion de toutes les provinces. Nous en avons eu la preuve avec son travail sur l'accord du lac Meech et sur l'accord de Charlottetown. Il a vraiment cherché à rassembler le pays à un moment où celui-ci en avait bien besoin.

• (2045)

Il ne l'a pas fait seulement pendant son mandat de premier ministre, mais longtemps après avoir quitté ce rôle. Ce soir, nous avons entendu des histoires sur sa façon de miser sur le rapprochement et d'exercer une influence. Plus tôt cette semaine, lorsque le premier ministre et le chef de l'opposition ont parlé de Brian Mulroney, ils ont raconté avoir reçu des appels téléphoniques de sa part; en fonction de son expérience, il leur avait donné ses conseils les plus avisés. Que ce soit à propos de la modernisation de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ou d'autres choses, il était toujours là pour offrir des conseils. Il était toujours là pour reconforter les gens lorsqu'ils en avaient le plus besoin, que ce soit en passant un coup de fil ou tout simplement en leur écrivant un mot.

J'ai entendu ces histoires il y a longtemps, alors j'ai adopté cette pratique en tant que député: écrire un mot aux gens comme Brian Mulroney l'aurait fait ou tout simplement les appeler pour prendre des nouvelles. Il avait la capacité de captiver les gens. En sa présence, qu'on soit seul avec lui ou entouré de 1 000 personnes, on se sentait spécial. On avait toujours l'impression d'avoir des atomes crochus.

C'est plus tard, après les élections de 2015, que j'ai appris à connaître le premier ministre. Nous avons un désir commun, lui et moi, en ce qui concerne les anciens combattants de la guerre du Golfe. Comme les députés le savent, c'est Brian Mulroney qui avait formé une coalition de pays qui partageaient les mêmes idées sur la nécessité de confronter Saddam Hussein au Koweït. Encore une fois, il s'agissait d'une politique étrangère ancrée sur des principes. Brian Mulroney avait constitué cette alliance qui a fait battre Saddam Hussein en retraite hors du Koweït. Je parle de l'origine de la guerre dans le golfe Persique. Je sais que le premier ministre Mulroney attachait beaucoup d'importance, du fond du cœur, à l'envoi de troupes canadiennes dans le golfe Persique.

Personne ne savait raconter une histoire comme Brian Mulroney. Je me souviens d'une histoire qu'il a racontée en ce qui concerne notre désir commun de voir les anciens combattants de la guerre du Golfe élevés au rang de soldats de guerre plutôt que de membres d'une mission de l'ONU. Il parlait de son inquiétude au sujet de l'envoi de CF-18 dans le golfe Persique. Il était au téléphone avec Hosni Moubarak, qui était alors président de l'Égypte. Il a raconté cette histoire lors d'un événement et il a dit, de sa profonde voix de baryton: « Hosni, je suis très inquiet à l'idée d'envoyer des pilotes de CF-18 à la guerre dans le golfe Persique. » Hosni Moubarak lui avait répondu, avec son accent égyptien: « Brian, tu n'as pas à t'en faire. » M. Mulroney lui avait donc demandé: « Que voulez-vous dire, Hosni? Comment pourrais-je ne pas m'en faire? Ce sont des pilotes canadiens qui pilotent des avions canadiens. » M. Moubarak avait alors répliqué: « Si vous n'avez pas à vous en faire, c'est parce que nous avons formé les pilotes irakiens. Nous savons que ce sont de mauvais pilotes. » Le premier ministre Mulroney a dit à l'époque que cela lui avait donné l'assurance qu'il prenait la bonne décision à ce moment-là en envoyant les troupes canadiennes dans le golfe Persique.

Comme je l'ai dit, nous souhaitons tous les deux que les anciens combattants de la guerre du Golfe obtiennent le statut d'anciens combattants ayant servi en temps de guerre. Je le dis au passé, malheureusement, en raison de son décès. Si nous voulons rendre hommage à l'héritage de Brian Mulroney et à sa profonde compassion, à son empathie et au souci qu'il avait de tant de personnes, je demanderais à la Chambre, par égard pour son héritage, que les députés se rassemblent, quel que soit leur parti et qu'ils fassent ou non partie du gouvernement, pour exaucer ce souhait que les anciens combattants de la guerre du Golfe obtiennent le statut d'anciens combattants ayant servi en temps de guerre. Nous l'avons fait deux fois dans notre histoire, pour les anciens combattants de la guerre de Corée et pour les marins marchands. En l'honneur du premier ministre Mulroney, nous devrions le faire aussi pour les anciens combattants de la guerre du Golfe.

En conclusion, j'ai la chance que ma circonscription, Barrie—Innisfil, soit adjacente à celle de la présidente du Conseil du Trésor de l'Ontario, Caroline Mulroney. J'ai l'occasion de passer beaucoup de temps à travailler avec Caroline sur des dossiers communs et des réalités communes dans notre région du centre de l'Ontario.

Au nom des gens que je représente dans Barrie—Innisfil, j'adresse ce soir mes sincères condoléances à Mila, à Caroline, à Mark, à Nicolas et à Ben, et je les remercie de leurs contributions à notre pays et d'avoir partagé avec nous un homme qui était, à mon avis, un Canadien exceptionnel: Brian Mulroney.

● (2050)

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je souhaite me joindre à mes collègues pour parler des bons souvenirs que je garde du premier ministre Brian Mulroney.

Je concentrerai mon discours sur ses réalisations colossales en matière de commerce au nom des Canadiens. Il faut comprendre que ma vie, comme celle de tant d'autres Canadiens, a été profondément marquée par la vie de Brian Mulroney.

J'ai grandi à Vancouver et quand j'étais tout jeune, à l'âge de neuf ans, je savais déjà que je ferais peut-être carrière en politique un jour. J'étais loin de me douter que je me retrouverais ici.

À l'époque, le député de ma région, dans le Sud de Vancouver, était un dénommé John Fraser. Après avoir été élu en 1972, il est

Ordres émanant du gouvernement

devenu ministre des Pêches sous Brian Mulroney, puis il est devenu Président de la Chambre des communes. Il a essentiellement occupé le fauteuil qu'occupe aujourd'hui notre Président actuel.

J'admirais John Fraser de loin. Il était devenu ministre dans le gouvernement Mulroney, et je me disais souvent que ce serait merveilleux de représenter un jour les gens de ma collectivité à Ottawa et de contribuer à façonner l'avenir de mon cher pays.

J'ai fait des études universitaires. J'ai obtenu un diplôme en droit, et ma femme et moi avons déménagé dans la belle ville d'Abbotsford, où j'habite encore aujourd'hui.

Très vite, ces aspirations à être député ont disparu, car ma femme et moi avons eu quatre filles. Un député est loin de sa famille pendant de longues périodes — 40, 50, 60 % de l'année —, ce qui n'est pas bon pour élever une famille. J'ai donc mis ces ambitions en veilleuse. Je me suis engagé dans la politique locale.

En 1983, le député d'Abbotsford de l'époque, Alex Patterson, a annoncé qu'il se retirait. Il y avait beaucoup d'enthousiasme à Abbotsford, car le Canada avait besoin de changement. Brian Mulroney représentait ce changement.

Il y a eu une course à l'investiture, une très grande course. Douze personnes étaient en lice pour être le candidat conservateur aux prochaines élections fédérales. Le candidat que j'appuyais, un certain Ross Belsher, a remporté l'investiture; il a ensuite gagné lors des élections et a fait partie du gouvernement Mulroney pendant deux mandats majoritaires. Il est devenu par la suite un bon ami.

Quatre ans plus tard, j'ai eu la chance de diriger la campagne d'un autre député qui représentait la partie ouest d'Abbotsford, un certain Bob Wenman. J'ai géré sa campagne avec succès. Il a lui aussi effectué deux mandats au sein du gouvernement majoritaire de M. Mulroney.

J'avais désormais de l'expérience et je suivais les différents dossiers dont on parlait dans notre capitale. J'ai constaté que M. Mulroney était un homme déterminé et qu'il avait recensé les problèmes les plus importants auxquels le Canada devait s'attaquer. L'un d'entre eux était la compétitivité du Canada sur la scène économique mondiale. M. Mulroney a commencé à négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Il faut comprendre qu'à l'époque, cela ne faisait pas forcément l'unanimité. En fait, des opposants se sont manifestés. Ils disaient que nous allions éviscérer notre économie, et que le Canada allait perdre son système de santé universel et son régime de pensions. Ils disaient que le Canada tel que nous le connaissions allait disparaître; cependant, comme nous le savons, Brian Mulroney l'a emporté.

Il a compris ce qui était en jeu. Il a utilisé l'avantage politique dont il disposait et il a triomphé. Les Canadiens lui en sont reconnaissants aujourd'hui. D'ailleurs, toutes les craintes de ses détracteurs ont été dissipées, car aucune d'entre elles ne s'est jamais matérialisée.

Ordres émanant du gouvernement

● (2055)

Aujourd'hui, nous continuons de considérer le successeur de l'ALENA comme l'accord économique le plus important conclu par le Canada à l'international. Si j'en parle, c'est que, lorsque j'appuyais les différents candidats pour former le gouvernement de Brian Mulroney alors que ce dernier mettait en œuvre sa grande vision — une vision plus robuste et tournée vers l'extérieur pour notre pays —, j'étais loin de me douter que son travail rejoindrait un jour le mien à la Chambre. Des années plus tard, j'ai été élu à la Chambre, et, en 2011, j'ai eu le privilège et l'honneur d'être le ministre canadien du Commerce international alors que le gouvernement Harper a mis en place le programme commercial le plus ambitieux que notre pays a connu.

Nous avons négocié un accord commercial avec les 27 pays de l'Union européenne, le plus grand marché de consommateurs du monde. Nous avons négocié des accords commerciaux avec certains de nos partenaires de l'Asie-Pacifique les plus fidèles, par l'entremise du Partenariat transpacifique. Nous avons négocié des accords commerciaux avec la Corée du Sud, la Colombie et le Pérou ainsi que de nombreuses ententes d'investissement. Voici ce qu'il faut retenir: la voie que Brian Mulroney a tracée en réussissant à conclure l'accord de libre-échange historique avec les États-Unis, puis à ajouter le Mexique à notre partenariat nord-américain, s'est révélée extrêmement fructueuse. Le Canada a continué à multiplier les débouchés pour les Canadiens dans les marchés mondiaux.

C'était un visionnaire, et je suis très reconnaissant d'avoir pu bénéficier de son travail. De nos jours, nous bénéficions de l'élimination des barrières commerciales, tarifaires et non tarifaires au-delà des frontières. De nos jours, le Canada bénéficie d'un avantage comparatif dans ses échanges commerciaux avec le reste du monde. De nos jours, les entreprises canadiennes profitent de débouchés qu'elles n'auraient jamais eus, n'eût été de Brian Mulroney.

Je me permets de conclure en disant que Brian Mulroney avait intuitivement compris qu'il préparerait le terrain pour notre pays. Il a préparé le terrain pour que les gouvernements subséquents puissent élargir les occasions en or qu'il a si habilement et si courageusement négociées. De nos jours, notre prospérité dépend de la libéralisation et de l'équité des échanges commerciaux avec le reste du monde.

Ceux qui ont suivi le premier ministre Mulroney sont montés sur les épaules d'un géant, à la fois politique et économique. Qui plus est, on peut vraiment dire de lui que le pays a perdu un de ses grands Canadiens. Nous lui devons, à lui et à sa famille, toute notre gratitude. Je remercie Mila, Caroline, Ben, Mark, Nicolas ainsi que leurs conjoints et leurs enfants de nous avoir permis de bénéficier de la présence de leur époux, père et grand-père.

Reposez en paix, monsieur le premier ministre Mulroney.

● (2100)

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, je vais parler de la vie du très honorable Brian Mulroney, dans l'espoir qu'examiner sa vie nous aidera à nous tourner vers l'avenir.

J'étais un jeune élève de 11^e année à l'école secondaire du district de Centre Wellington, dans le comté de Wellington, en 1988, lorsque je me suis joint au Parti conservateur. Des élections devaient avoir lieu plus tard à l'automne. Ce printemps-là, je me suis joint au parti afin de faire campagne pour mon député local de

l'époque, qui est devenu depuis un très bon ami, l'honorable Perrin Beatty. C'était mon premier pas dans l'arène politique.

Je me souviens très bien de la raison pour laquelle je me suis joint au parti. Je me rappelle aussi très bien pourquoi j'ai contribué à la campagne de Perrin Beatty en 1988, alors que j'étais un jeune élève du secondaire. C'est parce que je croyais en la vision que Brian Mulroney avait présentée pour notre pays. Ce sont les élections sur le libre-échange dont beaucoup de députés ont parlé à la Chambre. L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a représenté un changement fondamental dans la politique canadienne. En fait, il s'agissait sans doute du plus grand changement en matière de politique étrangère au Canada depuis un siècle, depuis les élections, je crois, de 1911, au centre desquelles figurait l'enjeu de la réciprocité. Le premier ministre de l'époque, M. Laurier, a plaidé en faveur du libre-échange et les conservateurs de l'époque s'y sont opposés et se sont prononcés en faveur de ce qu'on appelait la politique nationale. À l'époque, les Canadiens se sont opposés au libre-échange et ont décidé de mettre en place une série de barrières tarifaires pour protéger l'industrie nationale et la mettre à l'abri de la concurrence étrangère.

Après avoir écouté les experts en 1986 et en 1987, Brian Mulroney a décidé qu'il était temps d'investir une partie de son capital politique pour convaincre les Canadiens de se débarrasser de la politique vieille de plus de 100 ans de sir John A. Macdonald, la Politique nationale, afin d'assurer notre prospérité future. C'est exactement ce qu'il a fait. Les élections de 1988 sur le libre-échange ont sans doute été les seules élections modernes récentes à porter sur la politique étrangère, car elles portaient essentiellement sur la relation entre le Canada et les États-Unis. C'est à cette époque que je me suis joint au parti, alors que j'étais un jeune adolescent qui fréquentait l'école secondaire, parce que je croyais en sa vision et en sa confiance en ce que le pays était et pouvait être.

Le bilan du gouvernement Mulroney est remarquable. Ce gouvernement a instauré la dernière série de réformes fiscales importantes que nous ayons connues. Nous sommes tous au fait des réformes fiscales de 1971, qui ont découlé de la commission Carter, mais beaucoup d'entre nous avons oublié les réformes de 1987 et de 1988, ainsi que les réformes subséquentes du début des années 1990. Le gouvernement Mulroney a fait passer de 10 à trois le nombre de tranches d'imposition fédérale. Il a éliminé une taxe punitive de 13,5 % sur les ventes des fabricants et l'a remplacée par une taxe sur les produits et services à valeur ajoutée que les économistes faisaient valoir depuis le début des années 1970, tout cela dans le but de débloquer la capacité productive de l'économie canadienne. Il a instauré une réforme de la politique monétaire à la Banque du Canada, alors sous la direction du gouverneur John Crow, en établissant la cible d'inflation de 2 % que nous visons toujours aujourd'hui. Il a également privatisé et déréglementé de nombreuses industries, stimulant la productivité, la croissance et la création d'emplois dans ces industries.

En plus de tout cela, au cours de son mandat, ce gouvernement a en fait porté le budget à un excédent de fonctionnement. La raison pour laquelle cela a de l'importance dans le contexte d'aujourd'hui, c'est que le gouvernement Mulroney est le dernier gouvernement du Canada à avoir respecté notre engagement envers l'OTAN à consacrer 2 % de notre PIB aux dépenses en défense. C'est également le dernier à avoir passé près de respecter notre engagement à consacrer 0,7 % de notre revenu national brut à l'aide au développement à l'étranger pour venir en aide aux populations les plus vulnérables et les plus pauvres de la planète.

Ordres émanant du gouvernement

● (2105)

C'est aussi un gouvernement qui a eu une politique étrangère ambitieuse en matière d'environnement. C'est un gouvernement qui a aidé à mettre en place le Protocole de Montréal, qui a interdit les substances contenant du chlore et du brome, protocole qui est entré en vigueur en 1989 et qui a aidé à refermer le trou dans la couche d'ozone, un trou qui reste colmaté à ce jour grâce à ce protocole.

C'est un gouvernement qui a mis en œuvre ce que nous appelons maintenant le traité sur les pluies acides, connu sous le nom d'accord sur la qualité de l'air, qui a convaincu le président républicain Ronald Reagan de signer cet accord, et qui a convaincu son successeur, George Bush, afin de désacidifier les lacs d'eau douce dans une grande partie du Canada, en particulier sur le Bouclier canadien, dont beaucoup étaient dépourvus de toute vie parce qu'ils étaient devenus si acides qu'ils ne pouvaient plus abriter la flore et la faune indigènes qu'ils abritaient autrefois.

C'est un gouvernement qui a présenté l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, qui me tient beaucoup à cœur, moi qui suis député de l'Ontario, et qui concerne quatre des cinq Grands Lacs. Les Grands Lacs contiennent un cinquième de l'eau douce de surface de la planète.

C'est un gouvernement qui a réalisé ces objectifs de politique étrangère en matière d'environnement, de défense et d'aide au développement à l'étranger tout en parvenant à dégager un excédent pour le budget opérationnel du gouvernement du Canada pendant les neuf années où il a été au pouvoir.

De plus, le regretté premier ministre Mulroney a mené la charge au sein du Commonwealth afin de s'opposer au régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Il a été un chef de file au sein de nos alliés dans de nombreux autres dossiers.

La plus grande réalisation du regretté premier ministre Brian Mulroney a peut-être été d'instiller dans notre pays un sentiment de confiance à l'égard de ce que nous étions et de ce que nous pouvions devenir. Il a été le premier ministre qui a déclaré que les entreprises canadiennes pouvaient concurrencer les meilleures au monde et qu'elles n'avaient pas besoin de barrière tarifaire pour les protéger de la concurrence, car il connaissait le Canada, les Canadiens et les entreprises canadiennes, et il savait qu'elles étaient excellentes. Il savait qu'elles pouvaient se mesurer aux meilleures au monde.

Il a instillé le même genre de confiance dans nos chercheurs universitaires grâce à ses initiatives visant à financer l'éducation post-secondaire et la recherche. Partout au pays, il a instillé cette idée que le Canada jouissait d'un potentiel illimité, qui n'était limité que par nos propres horizons limités concernant nos possibilités.

Sa plus grande réussite a peut-être été d'inculquer à une nouvelle génération de Canadiens, qui l'ont suivi et qui sont devenus députés et qui, espérons-le, siégeront à la Chambre lors des prochaines législatures, l'idée que nous pouvons être les meilleurs du monde, que nous pouvons rivaliser avec les meilleurs du monde et que nous pouvons aspirer à l'excellence et l'atteindre.

Je tiens à remercier M. Mulroney de tout ce qu'il a fait pour le pays. Je tiens à remercier tout particulièrement sa famille, Mila, Caroline, Ben, Mark et Nicolas, pour les sacrifices qu'ils ont consentis pendant tant d'années et pour avoir permis à M. Mulroney, un père et un mari, de donner et de contribuer autant à ce pays qui est le nôtre.

● (2110)

M. Larry Maguire (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, cela ne fait pas partie de mes notes, mais il y a 40 ans cette année, Brian Mulroney devenait premier ministre du Canada. Comme le député de Barrie—Innisfil et bon nombre de nos collègues, c'est à cette époque que je me suis intéressé davantage à la politique. J'ai d'abord travaillé pendant des années pour divers chefs de file et organisations agricoles. Je n'avais aucune ambition de devenir député un jour, mais me voici. Brian Mulroney a inspiré beaucoup d'entre nous.

C'est un véritable honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre pour rendre hommage au 18^e premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney. Le 29 février, nous savons tous que le Canada a perdu un homme d'État remarquable, un visionnaire, un leader et un ardent défenseur du pays que nous aimons. Qui plus est, ses proches ont perdu un mari, un père, un grand-père et un ami cher.

J'offre mes condoléances à son épouse, Mila, et à leurs enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas, ainsi qu'à leur famille. J'ai eu l'occasion de les rencontrer hier, et encore aujourd'hui, alors que nous honorons le cortège, en face de l'endroit où il est maintenant exposé en chapelle ardente. Ce sont ces gens, sa famille, qui ont si généreusement partagé Brian avec nous tous au Canada.

Né dans une famille de la classe ouvrière à Baie-Comeau, au Québec, Brian Mulroney a travaillé fort pour devenir un avocat prospère et un dirigeant d'entreprise avant de se lancer en politique à la fin des années 1970. Il a remporté un siège à la Chambre des communes lors des élections fédérales de 1983 et, peu après, il a été élu chef du Parti progressiste-conservateur et est devenu chef de l'opposition officielle.

L'année suivante, en 1984, Brian a mené les progressistes-conservateurs à une victoire électorale écrasante en devenant premier ministre du Canada. Il a reçu un autre mandat convaincant lorsqu'il a été réélu en 1988, lors des fameuses « élections sur le libre-échange », dont tant de mes collègues de tous les partis ont parlé ce soir à la Chambre. M. Mulroney a dit de sa victoire électorale de 1984 qu'il s'agissait d'une occasion historique de servir son pays, lors de son discours de victoire devant ses partisans, qui marquait le début d'un mandat de premier ministre qui allait se poursuivre jusqu'en 1993.

Sous son gouvernement, Brian Mulroney a propulsé le Canada sur la scène internationale en prenant des engagements sans précédent pour la réforme économique, l'unité nationale et la diplomatie internationale. Parmi ses réalisations les plus durables, mentionnons son rôle dans la négociation de l'accord de libre-échange historique entre le Canada et les États-Unis, un pacte qui a remodelé la dynamique commerciale nord-américaine et renforcé la prospérité économique du Canada.

Malgré le scepticisme et l'opposition, Brian Mulroney est resté fermement convaincu que le libre-échange permettrait de libérer tout le potentiel du Canada sur la scène internationale. Cet accord a ouvert la voie à l'Accord de libre-échange nord-américain qui a suivi, ce qui a renforcé encore plus la position du Canada sur le marché mondial.

Ordres émanant du gouvernement

En outre, le leadership de Brian Mulroney a été caractérisé par un engagement résolu en faveur de l'unité nationale. Face aux tensions régionales, il a défendu la cause du fédéralisme et s'est efforcé de renforcer les liens qui forment le Canada. Il s'est attaqué à des questions constitutionnelles et s'est efforcé de promouvoir l'unité entre nos provinces et nos territoires.

Son héritage se définit aussi par le rôle qu'il a joué dans le façonnement des relations internationales, la promotion de partenariats et l'amélioration de la coopération mondiale. Il s'est notamment fait le champion de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Inébranlable dans ses convictions, il a rallié les pays contre l'apartheid, allant jusqu'à imposer des sanctions à l'Afrique du Sud, alors même que d'autres alliés clés refusaient de dénoncer la situation. Sa fermeté a donné au Canada un nouveau sentiment de respect et de présence sur la scène internationale.

Comme certains l'ont mentionné aujourd'hui, il est aussi généralement reconnu comme étant le premier ministre le plus vert du Canada, et ce n'est pas en raison de ses racines irlandaises. C'est un clin d'œil à l'importance qu'il a accordée à la conservation de l'environnement au moyen de diverses politiques et initiatives. Je pense notamment à la conclusion du traité sur les pluies acides avec les États-Unis en 1991, qui visait à réduire la pollution causée par les pluies acides et à atténuer les effets néfastes sur les écosystèmes et la santé humaine en Amérique du Nord. Je pense aussi à sa promotion du Protocole de Montréal, qui visait à éliminer progressivement la production et l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone.

• (2115)

Brian Mulroney a élargi le réseau des parcs nationaux du Canada, il a renforcé les efforts de conservation partout au pays et il a financé des projets de restauration de l'habitat, des programmes de conservation de la faune et des initiatives environnementales communautaires visant à faire participer les gens aux efforts de protection de l'environnement. Je tiens également à mentionner qu'il a été le premier dirigeant mondial à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine au début de décembre 1991.

On n'a pas encore vraiment parlé de sa contribution à l'agriculture. En tant qu'ancien agriculteur et dirigeant agricole, je sais que plusieurs de ses politiques agricoles se sont démarquées par la façon dont elles ont amélioré la vie des agriculteurs et des collectivités agricoles du Canada. Son gouvernement a mis en place divers programmes visant à stabiliser les revenus agricoles et à soutenir les agriculteurs canadiens en période d'incertitude économique. Mentionnons la mise en place de programmes de stabilisation du revenu pour fournir une aide financière aux agriculteurs touchés par la fluctuation des prix des produits de base et les conditions météorologiques défavorables. Son gouvernement a également accordé la priorité à la promotion des produits agricoles canadiens sur les marchés internationaux et il a investi dans la recherche et l'innovation en agriculture afin d'améliorer la productivité, la compétitivité et la durabilité de l'agriculture canadienne.

Brian Mulroney s'est entouré de bonnes personnes pour s'assurer de produire des résultats pour les agriculteurs. Je me souviens, avec un certain plaisir, des « trois M » du Cabinet de Brian Mulroney. Il s'agissait de députés de l'Ouest qui avaient divers portefeuilles.

Il y avait Don Mazankowski, de Vegreville, en Alberta, qui était vice-premier ministre du Canada et ministre des Transports à l'époque. Il y avait Bill McKnight, de Lloydminster, en Saskatche-

wan, député de Kindersley—Lloydminster, qui était ministre de la Défense. Nous pourrions ajouter Jack Murta à la liste. De plus, mon ami et collègue, Charles Mayer, député de Portage—Marquette, a été ministre de la Commission canadienne du blé et de l'Agriculture pendant tout le temps où le premier ministre Mulroney a été au pouvoir. M. Murta aurait été le quatrième M, pour ainsi dire. Ces hommes étaient tous des parlementaires diligents et travailleurs qui ont fait entendre la voix de leurs concitoyens à Ottawa avec dévouement et qui ont soutenu M. Mulroney dans son service public. Le fait qu'il ait pu constituer une équipe aussi efficace en dit long sur lui.

Ces réalisations, entre autres, mettent en lumière les contributions importantes de Brian Mulroney pendant et après son mandat. Alors même que nous pleurons sa perte, nous honorons la mémoire de Brian Mulroney, un homme d'État distingué et un leader remarquable. Nous n'oublierons pas de sitôt ses contributions à notre pays et au monde.

En tant que président du caucus conservateur du Manitoba, j'offre mes condoléances à Mila et à sa famille. Qu'il repose en paix.

• (2120)

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Madame la présidente, j'ai le triste honneur de prendre la parole ce soir, dans la plus haute institution démocratique du Canada, pour rendre hommage à un grand homme, le très honorable Brian Mulroney, 18^e premier ministre du Canada.

Un grand homme nous a quittés. Le temps n'attend personne. Nous lui rendons hommage en nous remémorant sa vie et toutes ses réalisations. La génération de Canadiens que nous sommes bénéficiera de nombre de ses grandes réalisations.

D'abord et avant tout, en servant son pays ici et à l'étranger, il a contribué à bâtir et à renforcer notre nation. Il ne cherchait pas à nous diviser. Il nous a élevés.

Je me souviens d'avoir servi au sein de son gouvernement ici, il y a plus de 30 ans. Je peux dire à tous les députés à quoi Ottawa et l'Est ontarien ressemblaient avant que Brian Mulroney ne devienne notre premier ministre. Des édifices avaient été condamnés. Des merveilles architecturales comme l'hôtel Elgin étaient fermées et attendaient leur démolition. Des villes voisines de l'Est ontarien tentaient d'obtenir des emplois gouvernementaux, car le taux de chômage était très élevé, et les gens n'avaient que peu d'espoir. L'inauguration d'une prison voulait dire qu'au moins certaines personnes auraient un emploi. Le taux de chômage atteignait 12,5 % dans la région. Voilà un aperçu du marasme économique dans lequel la région se trouvait en 1984.

Pour brosser un tableau plus précis du pays à l'époque, soulignons que les dépenses gouvernementales étaient hors de contrôle. Le dernier budget affichait un énorme déficit de 37 milliards de dollars, soit l'équivalent d'environ 98 milliards de dollars aujourd'hui, ce qui était sans précédent à l'époque. Ce n'était que récemment qu'on avait observé une baisse de l'inflation, qui s'élevait à 12,5 % lorsque le gouvernement fédéral a mis en place des mesures de contrôle des prix et des salaires imposés principalement aux employés. Le dollar canadien avait perdu 25 % de sa valeur au cours de la décennie précédente. Nos forces armées étaient sous-financées et démotivées, et nos engagements internationaux n'étaient pas respectés. Notre pays avait désespérément besoin de leadership. La nature a horreur du vide.

[Français]

Au moment où ce pays avait le plus besoin d'un leader, un homme résolu s'est présenté. Martin Brian Mulroney, fils d'un électricien travaillant dur à Baie-Comeau, au Québec, avocat syndicaliste et chef d'entreprise bien connu à Montréal, avait pris la tête du Parti progressiste-conservateur du Canada un an plus tôt. Il a montré qu'il avait des projets audacieux pour le pays et les Canadiens l'ont récompensé en lui donnant la plus grande majorité de gouvernement de l'histoire lors de l'élection de 1984. Il était ambitieux, il ne reculait pas devant les problèmes complexes et n'hésitait pas à en faire trop, car il avait beaucoup de pain sur la planche.

[Traduction]

L'une des personnes qui travaillaient pour lui au début de son gouvernement m'a dit que tout le monde travaillait dur parce que lui travaillait dur; ils avaient l'impression que, s'ils ne réussissaient pas, le pays était en jeu. Sous son leadership, le pays a connu des réussites et des échecs. Personne n'aime l'échec, surtout pas ceux qui ont l'ambition de réaliser de grandes choses. Les échecs nous touchent de manière plus personnelle, mais au bout du compte, ils sont ensevelis sous les réussites. C'est l'une des marques du véritable leadership.

Nelson Mandela, un homme dont la vie a changé grâce à Brian Mulroney, a dit: « Ne me jugez pas sur mes exploits; jugez-moi sur le nombre de fois où je suis tombé et où je me suis relevé. »

Je me souviens de la campagne électorale de 1988, où M. Mulroney faisait campagne sur le libre-échange. Son adversaire, John Turner, avait frappé fort lors du débat en anglais, et les sondages étaient soudainement défavorables au parti de M. Mulroney. Le lendemain, sans se laisser décourager, il s'est relevé pour poursuivre sa campagne d'un bout à l'autre du pays. Il avait déclaré que le combat de la vie de John Turner consistait à déchirer cet accord, tandis que son propre combat consistait à bâtir un pays. Les Canadiens récompensent le leadership.

Rendons hommage à Brian Mulroney en soulignant ses réussites: la relance de l'économie canadienne; la privatisation de sociétés d'État; le redressement des Forces armées canadiennes; la fondation d'alliances commerciales qui ont fait de l'Amérique du Nord le principal bloc commercial au monde à une autre époque; la réforme d'un régime fiscal défaillant; l'apaisement de divisions au sein de la fédération canadienne; l'avancement des Autochtones grâce à l'édification du Nunavut en tant que troisième territoire canadien; la signature de traités environnementaux pour lutter contre les pluies acides en Amérique du Nord et mettre fin aux émissions mondiales liées à l'appauvrissement de la couche d'ozone; son rôle de figure de proue pour le monde entier dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, qui entraîna la libération de l'un des grands hommes d'État du monde, Nelson Mandela; sa solidarité avec les alliés du Canada alors que le monde changeait; l'obtention de la nouvelle place du Canada sur la scène internationale aux côtés de nos pairs au sein d'organisations comme le G7. Si je puis le dire ainsi, ce n'était pas une mince affaire.

Ses ministres et son caucus marchaient dans ses pas et reproduisaient son ambition et son éthique de travail. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de travailler pour lui et ses ministres ont ressenti ce besoin pressant de faire tout en notre pouvoir pour que les choses soient bien faites. Le leadership est une question d'inspiration, et la génération de Canadiens que Brian Mulroney a inspirée a

Ordres émanant du gouvernement

regardé et a appris. Pendant quelque temps, reproduire cet exemple a fait de ce pays un grand pays à bien des égards.

La plupart des Canadiens l'ont connu comme politicien, et la politique est un sport d'équipe. Notre équipe doit gagner pour que nous puissions aller de l'avant. Néanmoins, il a fait preuve de magnanimité à l'égard de tous ceux qui contribuent à la vie publique du Canada. C'est un exemple dont nous avons beaucoup à apprendre.

• (2125)

[Français]

Regardons l'héritage des leaders politiques, économiques et sociaux au Canada au cours des décennies qui ont suivi le leadership politique de Brian Mulroney. Tant de personnes avaient un lien avec lui. Il considérait ces relations comme spéciales. Sa chaleur humaine était réputée.

Je me souviens de son apparition aux funérailles de l'honorable Jean Corbeil, l'un des ministres que j'ai servis. Je me souviens des personnes qu'il avait amenées avec lui. Brian Mulroney a déclaré qu'il méritait qu'on soit là, car il était le chef d'une équipe spéciale.

[Traduction]

Il y a deux ans, je discutais avec un ami, quelqu'un qui m'a aidé dans mon parcours politique. Nous comparions les qualités des dirigeants au Canada et j'ai fait allusion aux qualités de l'ancien premier ministre. Mon ami m'a rétorqué: « Voyons, c'était Mulroney », comme s'il s'agissait d'un exemple qui parlait de lui-même, un peu comme si l'on choisissait Wayne Gretzky dans son équipe de rêve au hockey. C'est un homme qui a parcouru un long chemin depuis son enfance dans une ville minière du Québec pour diriger un pays, et bien nous diriger, et pour changer le monde de manière très positive.

Aujourd'hui, nous le pleurons avec sa famille et ses amis, mais nous sommes chanceux de l'avoir eu parmi nous. Une nation très reconnaissante lui souhaite d'accéder au repos éternel.

Reposez en paix, Martin Brian Mulroney.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la présidente, j'ai eu l'occasion d'entendre de nombreux collègues de tous les partis parler d'une personne qui était à n'en pas douter un grand Canadien, un grand parlementaire et un grand homme d'État. Beaucoup de superlatifs pourraient être utilisés pour décrire Brian Mulroney.

À bien des égards, je ne prends pas la parole comme quelqu'un qui a une histoire personnelle à raconter — et j'en ai entendu beaucoup —, mais comme quelqu'un qui voit ce que, selon moi, l'ensemble des Canadiens voient: une personne dont la contribution a été immense. On a mentionné les pluies acides, l'apartheid, l'indépendance de l'Ukraine et bien d'autres choses. Je sais que toutes ces choses ont eu des répercussions importantes.

Ordres émanant du gouvernement

J'ai été élu pour la première fois en 1988, alors que Brian Mulroney était premier ministre. Je me souviens des discussions qui avaient eu lieu à l'Assemblée législative du Manitoba, et elles n'avaient pas toujours été positives à son égard. S'il y a une chose que je sais et que j'apprécie, c'est que le leadership se manifeste lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles et, à bien des égards, de les faire accepter. Nous avons beaucoup entendu parler de libre-échange. J'ai fait campagne contre le libre-échange en 1988. J'ai entendu parler de la TPS et j'ai fait campagne contre elle lorsqu'elle a été présentée. Ces politiques ont toutefois traversé les années: elles existent encore aujourd'hui et elles ont même été élargies. Je suis maintenant un ardent défenseur des avantages de la TPS et des avantages du commerce. Les cinq politiques que j'ai énumérées ont eu une incidence extrêmement positive sur le Canada en tant que pays.

Un député a fait allusion à des sondages. Je crois qu'il a dit qu'au moment où Brian Mulroney a quitté la politique, le gouvernement obtenait environ 12 % de la faveur populaire dans les sondages. Ce taux se situe maintenant bien au-dessus de 80 %, quand on sonde l'opinion des Canadiens à l'égard du premier ministre. Je pense que plus les gens en apprennent sur les différentes choses qu'un premier ministre et son Cabinet peuvent accomplir, plus ils apprécient tout ce qui a été fait.

En fin de compte, Brian Mulroney laisse un héritage glorieux à la postérité. Je tiens à offrir non seulement mes condoléances personnelles, mais aussi celles des résidents de Winnipeg-Nord à Mila Mulroney, aux enfants aux petits-enfants de M. Mulroney, et à tous les gens dont il a touché la vie au fil des ans.

• (2130)

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Madame la présidente, je suis à la fois honoré et attristé de prendre la parole aujourd'hui, alors que nous rendons hommage au très honorable Martin Brian Mulroney, 18^e premier ministre du Canada, et que nous offrons nos condoléances à sa famille.

Un journaliste de chez nous m'a récemment demandé quels mots j'emploierais pour décrire notre ancien premier ministre, et je le décrirais comme un homme d'État et un leader. C'est le leadership et le dynamisme de Brian Mulroney qui m'ont incité à adhérer au Parti progressiste-conservateur en 1983. Combien de jeunes Canadiens peuvent dire qu'ils ont suivi un congrès politique à la télévision? C'est ce que j'ai fait en juin 1983, et j'espère qu'on ne m'en tiendra pas rigueur.

Lorsque j'ai appris à mieux connaître notre chef et son parcours, son histoire m'a vraiment interpellé. C'était un homme d'affaires et un avocat prospère qui venait d'un milieu modeste et dont la famille allait jouer un rôle essentiel dans la vie et la carrière qu'il voulait mener. Il était très fier de ses origines et de son père, un vaillant électricien qui travaillait à la mine de fer de la petite ville de Baie-Comeau.

Cela m'avait frappé parce que je suis un Canadien de première génération. Ma famille est arrivée ici dans les années 1950 avec rien de plus que l'espoir d'un avenir meilleur pour elle et pour sa descendance. Pour nous, la famille, c'est la base de tout. Après son arrivée à Niagara Falls en mars 1951, mon père a décroché un poste d'ouvrier général chez Cyanamid Canada en mai de la même année. Il a mené une carrière fructueuse, 40 ans durant, jusqu'à prendre sa retraite comme superviseur de l'entretien de l'usine.

En clair, mon père aimait son travail, et son plus grand souhait était que mon frère et moi allions à l'école et que nous fassions d'excellentes études. La grande réussite du Canada réside dans le fait que, du moment que l'on est prêt à y mettre l'effort, on peut accomplir tout ce que l'on veut. Mon père a incarné ce principe et il nous a apporté tout ce que nous aurions pu demander quand nous étions enfants et jeunes adultes.

Mon père ne connaissait rien au fonctionnement de notre système politique. Cependant, quand j'ai décidé de m'engager politiquement après l'université, il a été là pour me soutenir, ainsi que le candidat conservateur local et député de Niagara Falls pour qui j'ai fini par travailler. Pourquoi mon père a-t-il fait cela? Il savait que c'était ma passion et que la famille, c'est la base de tout.

C'est vraiment une voie intéressante que nous empruntons tous et qui nous permet de devenir ces personnes qui ont la chance d'avoir le privilège absolu et rare de siéger dans cet endroit estimé pour représenter notre circonscription et nos concitoyens. Cette voie a été tracée pour moi en 1983, puis, après l'université, en 1988, lorsque je suis venu ici à Ottawa pour me joindre au personnel politique du ministre Rob Nicholson. Lorsque je suis arrivé ici, j'ai eu la chance de nouer de belles amitiés avec un certain nombre de personnes, notamment avec les députés de South Shore—St. Margarets et de Calgary-Centre.

Je me suis engagé en politique à l'époque parce que des changements s'imposaient et j'étais convaincu que l'agent du changement, c'était Brian Mulroney, le chef du Parti progressiste-conservateur du Canada. Ce fut un moment incroyable à Ottawa, alors que le gouvernement conservateur, sous la direction de Brian Mulroney, s'est attaqué de front aux problèmes, que ce soit en s'opposant à des politiques racistes comme l'apartheid, en préconisant la libération de Nelson Mandela, en concluant l'accord sur les pluies acides ou en ratifiant un accord de libre-échange avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis.

L'ancien premier ministre Mulroney a toujours fait ce qui lui semblait être juste et dans l'intérêt de tous les Canadiens. Il l'a fait parce qu'il avait fondé sa réussite et son dynamisme sur cette base qu'est la famille: sa tendre épouse, Mila, et ses enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas.

Récemment, dans une entrevue accordée à CTV, le photographe officiel du regretté premier ministre Mulroney, Bill McCarthy, a raconté comment la famille était incroyablement importante pour M. Mulroney, qui avait affirmé ceci: « Billy, je vais vous dire quelque chose maintenant: il n'y a rien de plus important dans la vie que votre famille. »

En terminant, j'aimerais citer la réponse de l'ancien premier ministre lorsqu'on lui a demandé ce qu'est le leadership et en quoi il consiste. En 2004, il a dit: « Le leadership est un moyen, non seulement de prévoir la nécessité d'un changement, mais aussi de faire le nécessaire pour que ce changement se produise. Le leadership ne consiste pas à imposer des idées impopulaires, mais plutôt à rendre des idées impopulaires acceptables pour la nation. »

Brian Mulroney était un leader, et il nous manquera beaucoup. J'offre mes plus sincères condoléances à son épouse, Mila, ainsi qu'à ses enfants et sa famille bien-aimés.

• (2135)

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Madame la présidente, c'est un privilège de prendre la parole pour rendre hommage à la vie et à l'héritage du 18^e premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney.

D'entrée de jeu, j'aimerais offrir mes condoléances à son épouse, Mila, ainsi qu'à ses enfants, à ses petits-enfants et à toute la famille Mulroney.

Quoique je n'aie pas eu le privilège de connaître personnellement Brian Mulroney, j'ai toujours admiré et aimé la grande habileté politique et le leadership remarquable dont il a fait preuve durant les neuf années où il a servi le Canada comme premier ministre. Afin de comprendre les nombreuses réalisations de Brian Mulroney, il faut comprendre que, lorsqu'il fut élu en 1984 à la tête du deuxième gouvernement majoritaire en importance de l'histoire du Canada, juste derrière la victoire écrasante de John Diefenbaker en 1958, il a hérité d'une situation extrêmement difficile. La situation économique était précaire: l'inflation se situait dans les deux chiffres, le taux de chômage était supérieur à 10 % et les taux d'intérêt dépassaient les 20 %. La situation financière était également difficile, car les coffres de l'État étaient vides.

Malgré ces difficultés, il s'est mis au travail pour instaurer de nombreuses mesures audacieuses. Certaines étaient controversées, mais bon nombre étaient transformatrices et, avec le recul historique, elles se sont avérées être avantageuses pour l'ensemble du Canada.

Il convient également de noter que, lorsque Brian Mulroney a été élu pour la première fois, l'unité du pays était vraiment en péril. Le pays était fortement divisé. C'est Brian Mulroney qui a parlé de ramener le Québec dans le giron constitutionnel avec honneur et enthousiasme.

Même si, en fin de compte, il n'a pas réussi, il faut reconnaître le leadership et le courage extraordinaires dont il a fait preuve. Ces efforts ont eu un coût politique considérable pour lui et son parti, mais ils visaient à renforcer l'unité du Canada. C'était son objectif, et il a uni les Canadiens. Il a uni les Albertains et les Québécois en 1984, puis de nouveau en 1988, lorsqu'il est passé à l'histoire en devenant le premier conservateur à obtenir deux gouvernements majoritaires de suite depuis sir John A. Macdonald.

À titre de député de l'Alberta, je peux dire que lorsque Brian Mulroney a été élu en 1984, l'Alberta a été ébranlée. La province avait été dévastée par le Programme énergétique national, qui avait anéanti son économie et poussé de nombreux Albertains au chômage et à la faillite.

Brian Mulroney a reconnu les difficultés auxquelles l'Alberta était confrontée, et son gouvernement est intervenu rapidement, dans des circonstances difficiles, pour abolir le Programme énergétique national et l'impôt sur les revenus pétroliers, qui était un impôt punitif. Cependant, ce n'est pas seulement dans le contexte de la politique énergétique que l'Alberta a bénéficié de la présence au pouvoir de Brian Mulroney. Son gouvernement a également aboli l'Agence d'examen de l'investissement étranger, organisme dont les décisions ont souvent endigué le flux d'investissements vers l'Alberta et vers l'Ouest.

Brian Mulroney a négocié l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, accord qui a représenté une victoire pour le Canada, mais qui était tout à fait dans l'intérêt économique de

Ordres émanant du gouvernement

l'Alberta. En effet, le libre-échange continue d'être dans l'intérêt économique de l'Alberta. Bien que Brian Mulroney n'ait pas toujours été populaire en Alberta, il a montré, ou plutôt l'histoire a montré qu'il a toujours défendu les intérêts des Albertains. Il a obtenu des résultats pour l'Alberta.

• (2140)

Si l'on a beaucoup parlé ce soir de certaines de ses réalisations importantes et évidentes, notamment la négociation de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et le traité sur les pluies acides avec les États-Unis, la lutte contre l'apartheid et le renforcement de notre relation bilatérale la plus importante, à savoir celle avec les États-Unis, il y a d'autres domaines pour lesquels il mérite d'être salué et pour lesquels il n'a pas souvent été félicité.

Par exemple, c'est le gouvernement Mulroney qui a rétabli la responsabilité fiscale à Ottawa. Lorsque Brian Mulroney a été élu, il a hérité d'un déficit qui, en dollars d'aujourd'hui, approcherait les 100 milliards de dollars. Il s'agit d'un déficit important, même selon les critères du gouvernement libéral actuel. Ce dernier a dépassé des déficits de cette ampleur, mais je m'écarte du sujet.

Le gouvernement Mulroney a fait face à une fonction publique fédérale hypertrophiée et à des dépenses de programmes qui augmentaient chaque année de manière insoutenable. Cela vous rappelle-t-il quelque chose? Le gouvernement Mulroney a réagi en lançant des politiques visant à réduire la taille et la portée de l'appareil gouvernemental afin de maîtriser les dépenses. En effet, de manière progressive et responsable, mais significative, la croissance annuelle des dépenses de programmes a été considérablement réduite, de l'ordre de 70 %. Par conséquent, ce qui était un déficit de fonctionnement très important s'est transformé en un excédent de fonctionnement. Bref, le gouvernement Mulroney a redressé le budget du Canada.

Il est vrai que Jean Chrétien a hérité d'un déficit du gouvernement Mulroney, mais c'était en raison des coûts liés au service de la dette, une dette qui avait été accumulée par le précédent gouvernement Trudeau, et non par le gouvernement conservateur de M. Mulroney.

Bien entendu, le gouvernement de Brian Mulroney mérite d'être salué pour avoir contribué de manière importante à l'édification de l'économie moderne du Canada grâce à sa politique de libre-échange, certes, mais aussi grâce à une série de politiques de libre marché, notamment un programme complet de privatisation, de déréglementation et de réforme de la fiscalité. Ensemble, ces politiques ont contribué à long terme à la croissance et à la prospérité, ainsi qu'au renforcement de la compétitivité du Canada.

Je pourrais continuer à énumérer les nombreuses autres réalisations de Brian Mulroney et de son gouvernement pendant neuf ans, mais le temps ne me le permet pas. Toutefois, les réalisations que j'ai soulignées et que mes collègues ont soulignées au cours de cette soirée démontrent que Brian Mulroney a été un premier ministre transformateur. Il a été un premier ministre déterminant. On se souviendra de lui comme de l'un des plus grands premiers ministres du Canada, et le Canada se porte mieux grâce à son leadership.

Ordres émanant du gouvernement

• (2145)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la présidente, comme toujours, c'est un honneur de pouvoir prendre la parole à la Chambre. Ce soir, j'aimerais commencer mon intervention en offrant, de la part de Danielle et de moi-même, et au nom des habitants de Battle River—Crowfoot, nos condoléances à Mila, Caroline, Ben, Mark, Nicolas, ainsi qu'à toute la famille Mulroney à l'occasion du décès de Brian Mulroney, le 18^e premier ministre du Canada.

Même si j'étais né pendant ses dernières années au pouvoir, je n'ai pas eu l'occasion d'être témoin du leadership dont il a fait preuve pour notre pays. À bien y réfléchir, après avoir appris le décès de M. Mulroney, je me suis rendu compte à quel point il était important. On a beaucoup parlé ce soir de l'effet que son héritage a eu et qu'il a encore sur le pays que nous aimons.

En réfléchissant au passé et en relisant mes manuels d'études sociales, j'ai réalisé que bien des choses étaient tenues pour acquises: le libre-échange, les effets destructeurs des CFC sur la couche d'ozone, la nécessité de défendre ce qui est juste et le fait que le Canada pouvait jouer un rôle décisif en remettant en question les politiques comme celle de l'apartheid en Afrique du Sud. J'ai regardé cette image à de nombreuses reprises ces dernières semaines, celle des trois grands dirigeants conservateurs qui ont dominé une grande partie de ces années déterminantes ayant mené à la fin de l'Union soviétique: l'ancien président américain Ronald Reagan, l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher et, bien sûr, l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney.

C'est grâce à son leadership que notre pays est sorti d'une période difficile, de dizaines d'années de politiques qui ont fait reculer le Canada, pour renouer avec l'espoir et l'optimisme. C'est ce dont je parlerai brièvement.

Peu après l'annonce du décès de M. Mulroney, j'ai reçu un message texte d'un habitant de ma circonscription. Ses réflexions étaient intéressantes; il disait qu'il se souvenait de la convention de 1983. Il y était. Sa famille était impliquée en politique. Il était un jeune homme, à l'époque. Il m'a dit à quel point la victoire de Brian Mulroney à cette convention lui avait donné de l'espoir quant à la place de l'Alberta au sein du Canada, ainsi qu'à l'avenir et au potentiel de notre pays. Cela n'est pas négligeable, et la raison pour laquelle j'en parle ici ce soir, c'est que cet espoir et cette promesse de ce qu'est et pourrait être le Canada sont d'une grande importance et constituent une partie significative de l'héritage que nous a laissé le défunt premier ministre.

Je voudrais également dire qu'après avoir appris le décès de Brian Mulroney, j'ai communiqué avec l'un de mes prédécesseurs, Arnold Malone, qui a siégé pendant un certain nombre d'années avant les élections de 1984, puis au sein des deux gouvernements majoritaires. Il a notamment été membre et président du comité de la défense. J'ai communiqué avec lui et me suis présenté; nous avons tous les deux représenté les gens de ma région, bien qu'il ait depuis déménagé de Battle River—Crowfoot. Je lui ai demandé s'il avait des réflexions à formuler.

J'aimerais transmettre quelques-unes d'entre elles à la Chambre et à un pays reconnaissant. Je voudrais simplement faire référence à un poème que je citerai dans un instant. Ce qui m'a frappé dans les histoires que M. Malone m'a racontées à propos de son expérience au sein du gouvernement Mulroney au cours de deux majorités suc-

cessives, c'est que ces histoires parlent des gens. Il y en a une qui illustre bien la gentillesse de M. Mulroney.

• (2150)

Voici ce qu'Arnold Malone m'a raconté. Il était au Japon avec un groupe d'hommes d'affaires et, sur le vol de retour, un dimanche, M. Mulroney a appris que l'épouse de Stan Darling, alors député de Parry Sound—Muskoka, était décédée et que les funérailles auraient lieu le lendemain, lundi. M. Mulroney a demandé au pilote de dérouter le vol et, sans préavis, il a assisté aux funérailles de l'épouse de Stan Darling.

Voici ce qui, à mon avis, témoigne de l'humilité qui fait partie intégrante de l'héritage de Brian Mulroney. M. Malone a raconté que, lorsque Stan Darling a quitté la place qu'il occupait dans les premiers rangs de l'église, il a été stupéfait de voir Brian Mulroney assis au milieu, près de l'allée centrale, parce qu'il n'avait pas annoncé qu'il prendrait le temps d'assister à ces funérailles. Sa présence était inattendue. C'était là sa touche personnelle et elle était marquante. Je dirais que c'est cet aspect marquant et cette touche personnelle qui ont permis des choses que nous tenons pour acquises dans notre pays aujourd'hui, comme le libre-échange dans le cadre de l'ALENA, une idée qui, étonnamment, n'était pas populaire au moment où elle a été présentée, mais qui a eu une grande incidence sur notre pays.

C'est ce souci des gens que je constate dans une autre histoire qui m'a été racontée. Avant de se lancer en politique, Brian Mulroney était président de la Compagnie minière IOC. Je sais que le chef conservateur l'a mentionné à plusieurs reprises. L'une des histoires associées à cette fonction et à l'époque où il était président, à la tête de l'organisation, c'est qu'il était connu pour apporter une boîte à lunch au travail. Même s'il était un cadre de cette entreprise, il voulait prendre son repas du midi avec les employés. Il n'est pas étonnant que, peu de temps après, parce qu'il se souciait des employés de l'entreprise, les conflits de travail ont diminué et la productivité a augmenté. Ce genre de leadership a un effet considérable.

Il y a un poème très connu qui a été mentionné au cours de la discussion de ce soir et dans les hommages qui ont été rendus la semaine dernière. C'est le fameux poème *Si* de Rudyard Kipling. L'une des phrases dit ceci: « Si tu peux marcher avec les rois sans cesser d'être simple ». C'est cet héritage qui, à mon avis, définit une grande partie de l'impact que Brian Mulroney a pu avoir sur le pays.

Je mentionne une autre chose que j'ai eu l'occasion d'apprendre au cours de mes études universitaires. Il s'agit de l'audace de surmonter les défis. Plus précisément, même si M. Mulroney n'a pas réussi à modifier la Constitution, le leadership dont il a fait preuve en s'attaquant directement à ces dossiers est une leçon pour chacun de nous aujourd'hui.

Nous connaissons tous l'accord du lac Meech et l'accord de Charlottetown. Je n'entrerai pas dans les détails, mais M. Mulroney a eu l'audace d'entreprendre de résoudre les problèmes du pays. Il les a réduits en mesures pouvant être prises, puis est passé à l'acte, sachant qu'il risquait d'échouer. Je parle de dossiers tels que des réformes constitutionnelles, qui, dans le cas de l'accord de Charlottetown, auraient entraîné une importante réforme démocratique, notamment en modifiant le Sénat du Canada.

En conclusion, nous avons beaucoup à nous remémorer concernant l'héritage laissé par Brian Mulroney à titre de 18^e premier ministre du Canada, mais il ne faut pas oublier qu'il était aussi un père, un époux et un grand-père. À Mila, à Caroline, à Ben, à Mark et à Nick, ainsi qu'à sa famille élargie et à ses nombreux petits-enfants, je dis merci d'avoir partagé celui qui était leur époux, leur père ou leur grand-père avec un pays reconnaissant, et je reconnais que son leadership a fait du Canada le pays qu'il est aujourd'hui.

Qu'il repose en paix et que Dieu bénisse sa famille et lui apporte de la paix.

• (2155)

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Madame la Présidente, comme toujours, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre. Toutefois, en cette occasion spéciale, je suis particulièrement reconnaissant envers mon cher ami et collègue de Battle River—Crowfoot, qui vient de raconter une histoire sur le légendaire Stan Darling, ancien député de Parry Sound—Muskoka, soit la magnifique région de notre pays que j'ai l'honneur de représenter ici aujourd'hui.

À bien des égards, Stan Darling représente ma découverte de ce qu'est la politique et mes premières images de la vie politique, tout comme le premier ministre Mulroney. Mon plus ancien souvenir d'un premier ministre est celui du premier ministre Mulroney lorsqu'il a été élu pour la première fois. Je me souviens que, élève à l'école primaire, j'ai vu une grande campagne de sensibilisation aux pluies acides et à leurs effets nuisibles sur les lacs et les forêts du Canada. Stan Darling, qui était le député de Parry Sound—Muskoka à l'époque, plaidait pour la prise de mesures afin de s'attaquer aux causes et aux effets des pluies acides et de régler le problème, qui n'était pas un problème canadien, mais binational. Il était à ce point convaincu qu'il a convaincu le premier ministre Mulroney qu'il fallait s'attaquer à ce problème.

Lorsque j'étais un jeune élève du primaire, j'ai écrit une lettre au premier ministre du Canada au sujet des pluies acides et je me souviens avoir été émerveillé de recevoir une réponse de sa part où il m'assurait qu'il pensait qu'il s'agissait d'un problème important et qu'il s'efforçait de le résoudre. Je me suis senti très spécial en tant qu'élève de quatrième ou cinquième année, peu importe, qui recevait une lettre du premier ministre du Canada.

Passons rapidement à ma première année à l'université, lorsque le premier ministre Mulroney a démissionné, après que j'eus suivi sa carrière en tant que premier ministre. Je me souviens d'avoir pris un jour de congé, d'avoir regardé chaque instant à la télévision et de lui avoir écrit une autre lettre pour le remercier de son leadership, en particulier dans le dossier des pluies acides, car c'est la question qui m'a le plus marqué relativement à ce qui était, à mon avis, son leadership inspiré.

Nous avons entendu de nombreux intervenants parler ce soir du sens politique et du courage remarquables de cet homme, qui a utilisé son capital de sympathie pour faire ce qu'il croyait être bon pour le Canada, non pas à court terme et non pas à des fins politiques, mais en ayant en tête les générations à venir. J'ai été une fois de plus très honoré de recevoir une lettre où il me remerciait et me disait gouverner le Canada dans l'intérêt du pays et des générations à venir, et non en pensant uniquement au lendemain ou en faisant des choix de politicien opportuniste.

À bien des égards, cela a été une source d'inspiration pour moi pendant mon enfance à Huntsville. Je connaissais l'histoire du pre-

Ordres émanant du gouvernement

mier ministre Mulroney, qui était le fils d'un électricien et qui a grandi dans une petite ville du Québec, tout comme moi: j'ai grandi dans une petite ville de l'Ontario et je suis le fils d'un électricien. Je ne viens pas d'une famille riche. J'ai grandi dans une famille de Témoins de Jéhovah qui ne s'intéressait pas du tout à la politique. Nous n'étions pas censés voter. Nous n'étions pas censés nous intéresser à la politique, mais, secrètement, je m'y suis toujours intéressé. J'admire cet homme qui était, à mon avis, un grand dirigeant. Ainsi, de bien des façons, c'est Brian Mulroney qui m'a inspiré à me lancer en politique. À l'âge vénérable de 21 ans, on m'a convaincu de briguer une charge publique dans ma ville, Huntsville. J'ai été élu de justesse, ce qui a été assez surprenant à bien des points de vue. Bien sûr, cela a changé radicalement la trajectoire de ma vie.

J'ai passé presque toute une vie en politique municipale. J'ai été conseiller municipal pendant de nombreuses années. Par la suite, je suis devenu maire adjoint de Huntsville. J'ai été élu maire de Huntsville pendant un mandat, puis j'ai été réélu. Un an seulement après ma réélection, j'ai été élu au Parlement. Après mon élection comme député, j'ai pensé à une chose à laquelle je n'avais jamais vraiment pensé, c'est-à-dire à l'époque où, encore jeune, je regardais le premier ministre de l'époque et j'observais sa façon de débattre à la Chambre.

• (2200)

Je regrette de ne pas avoir mes lunettes de lecture avec moi, car j'ai songé un bref instant que je pourrais les mettre à la manière de Brian Mulroney. Il avait toute mon admiration quand je le voyais mettre ses lunettes pour lire une citation à la Chambre. C'était la chose la plus magnifique à regarder. Je n'en revenais pas. Évidemment, il a fallu que j'oublie mes lunettes.

Après mon élection comme député fédéral, je me suis rendu compte que je connaissais beaucoup de gens qui avaient travaillé pour le premier ministre Mulroney. Il a été la seule personnalité politique contemporaine que j'aie vraiment voulu rencontrer et que j'avais hâte de rencontrer. Je me disais qu'il fallait vraiment que je rencontre un jour cet homme. Je connaissais Bill Fox, qui avait été son directeur des communications. Lui et moi avons travaillé un peu ensemble dans un cabinet de Toronto. Je connaissais le sénateur Segal, qui a été un court moment son chef de cabinet et qui a brigué la chefferie de notre parti, un grand ami. Bien sûr, mon cher ami Scott Munnoch a été pendant de nombreuses années son adjoint personnel et son agent. Il n'est pas seulement resté au service de l'ancien premier ministre, il est également resté un ami proche de sa famille. Il était comme un grand frère pour les enfants Mulroney.

Je pensais avoir dit à Scott: « Pour l'amour du ciel, je sais que vous et moi avons tous travaillé pour lui pendant toutes ces années. Pourquoi ne l'ai-je jamais rencontré? » Heureusement, il y a quelques années, Scott a fait en sorte que je rencontre enfin le premier ministre Mulroney et sa charmante épouse, Mila. Ce fut un moment magique pour moi. J'étais passé de l'élève du primaire qui pensait que le premier ministre avait répondu à sa lettre au député à la Chambre qui rencontrait son héros.

Ordres émanant du gouvernement

Je dois mentionner que lorsque nous nous sommes levés pour prendre une photo, il m'a demandé quelle circonscription je représentais. Je lui ai répondu: « Je représente le pays de Stan Darling, monsieur le premier ministre. » Il a adoré cette réponse. Il m'a raconté nombre de belles histoires. Il a dit: « Vous savez, Stan était un grand homme. C'est grâce à lui que nous avons un traité sur les pluies acides. » Tout le monde félicite le premier ministre Mulroney pour ses talents de négociateur et le président Reagan pour la relation qu'ils ont eue, qui a mené à une entente presque inconcevable sur les pluies acides à l'époque. En toute humilité, M. Mulroney n'a jamais cessé de faire l'éloge de Stan Darling ou de se rappeler que Stan était l'homme de la situation. Nous l'appelons toujours « Stan the man » dans Parry Sound—Muskoka. Stan n'a jamais cessé de se battre pour sauver les lacs du Bouclier canadien, sauver les forêts du Bouclier canadien et sauver le sirop d'érable.

Il m'a raconté toutes ces merveilleuses anecdotes, puis nous avons posé pour une photo. J'ai trouvé plutôt amusant le fait que j'avais consacré 30 ans au service du public et que nous étions maintenant là pour une photo. Il m'a dit de rajuster mon veston. « Oui, monsieur le premier ministre, je vais rajuster mon veston. » J'ai rajusté mon veston et je me suis tenu prêt pour la photo. J'ai eu l'occasion de raconter cette anecdote à madame Mulroney, l'autre jour. Elle s'en souvenait. J'ai encore de la difficulté à le croire. Je lui ai dit que j'avais adoré notre échange, la première fois que je l'ai rencontré, et qu'il m'avait dit « Rajuste ton veston ». Elle m'a répondu « Évidemment qu'il vous a dit cela, Scott, car cette photo est pour toujours. » À ce moment, j'ai réalisé que le premier ministre Mulroney avait toujours compris que ce que nous faisons ici et ce que nous faisons dans nos vies a un effet, une incidence, pour toujours.

En regardant sa belle famille debout dans le Hall d'honneur accueillir tous les Canadiens venus rendre hommage à l'un de nos grands premiers ministres dans son cercueil, je me suis dit que l'on se souviendra toujours de ce qui est accompli ici. L'édification d'un pays, c'est pour toujours. Voilà pourquoi je crois que les paroles du roi Salomon s'appliquent parfaitement à un homme que j'ai admiré et qui a communiqué avec moi, m'a encouragé, m'a motivé et m'a inspiré: « Une bonne réputation vaut mieux que le bon parfum, et le jour de la mort que le jour de la naissance. Mieux vaut aller dans une maison de deuil que d'aller dans une maison de festin; car c'est là la fin de tout homme, et celui qui vit prend la chose à cœur. »

Puisse Brian Mulroney être un exemple pour nous tous alors que nous édifions un pays et que nous travaillons à accomplir des choses qui dureront pour toujours.

● (2205)

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Madame la présidente, « Se souvient-on de moi à Erin? Je vous en prie, dites-moi tout. Entend-on l'écho de mon nom, résonne-t-il sur le terreau de mon enfance? » Ce sont les paroles de Thomas D'Arcy McGee que le premier ministre Mulroney a prononcées lors des funérailles de Ronald Reagan.

Il est normal pour ceux qui, comme Thomas D'Arcy McGee, ont une carrière publique de se demander s'ils laisseront un legs lorsqu'ils feront le grand voyage. Dans le cas du 18^e premier ministre du Canada, cela ne fait aucun doute. Le très honorable Martin Mulroney, le petit gars de Baie-Comeau, laisse un legs qui façonnera le Canada pendant encore des générations.

C'est pour moi un grand honneur de conclure le débat de ce soir visant à rendre hommage au 18^e premier ministre du Canada.

Depuis l'annonce du décès de ce très honorable gentleman, d'innombrables personnes ont parlé de ses réalisations politiques, stratégiques et transformatives. Le libre-échange, l'ALÉNA, la réforme fiscale et la TPS, le traité sur les pluies acides, son combat pour la libération de Nelson Mandela et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et j'en passe, tout cela est attribuable au leadership de Brian Mulroney.

Hier soir, j'ai parlé avec l'un de mes prédécesseurs, le Dr Harry Brightwell, et avec son épouse, Dorelle, de leurs souvenirs de Brian et Mila Mulroney. Mme Brightwell a partagé ses souvenirs de Mila Mulroney et a indiqué qu'elle était une représentante et une personne charmante, qui accordait toute son attention à la personne avec qui elle s'entretenait.

Brian et Mila Mulroney formaient une véritable équipe.

Le Dr Brightwell a fait remarquer qu'en menant les batailles sur le terrain, dans les collectivités un peu partout au Canada, il n'avait jamais réalisé à l'époque à quel point le travail qu'ils accomplissaient était important, mais qu'ils faisaient vraiment partie d'un changement radical dans l'histoire du Canada.

Dans le comté de Perth, nous sommes fiers de pouvoir revendiquer le 9^e premier ministre du Canada, Arthur Meighen. L'un des plus grands orateurs que la Chambre ait jamais connus, Arthur Meighen n'a d'égal que l'homme que nous honorons ici ce soir. Lorsque Brian Mulroney a visité St. Mary's en 1988, il a été photographié devant le portrait d'Arthur Meighen. C'est une image frappante qui m'a été communiquée par l'un de nos merveilleux historiens bénévoles de St. Mary's. Brian Mulroney, comme Arthur Meighen, avait la confiance nécessaire pour savoir quand il fallait prendre des décisions difficiles. Il les prenait, ces bonnes décisions, pour le Canada.

Bien que ses décisions n'aient pas toujours été populaires, le temps lui a donné raison. Je pourrais certainement parler pendant des heures du legs politique du défunt premier ministre, mais je veux me concentrer sur son dévouement et son engagement à l'égard des Canadiens et de ses proches.

Je me souviendrai toujours de la première fois que j'ai reçu l'un de ses célèbres appels téléphoniques. J'ai failli ne pas y répondre. C'était un numéro avec l'indicatif régional 514, et j'ai présumé que c'était probablement un mauvais numéro ou un télévendeur, mais je suis heureux d'avoir répondu. À l'autre bout du fil, il y avait cette voix de baryton profonde et familière qui disait: « Bonjour, John. Brian Mulroney à l'appareil. »

Il avait hâte de savoir ce qui se passait dans l'arène politique et il s'est montré très courtois en me faisant part de ses réflexions et de ses conseils. Après avoir abordé toutes les questions d'actualité, il parlait famille. Il voulait en savoir davantage sur ma famille, sur mon épouse, Justine, et sur nos trois enfants. Il semblait ravi que notre fille, tout comme la sienne, se prénomme Caroline. Je pense qu'il était un peu fier que ma petite, Caroline, ait une photo d'elle avec sa Caroline à lui, qu'elle garde dans sa chambre.

Aux yeux de Brian Mulroney, la famille était importante.

Comme certains collègues le savent peut-être, je travaille depuis longtemps sur un doctorat qui tarde à aboutir et qui porte sur le rôle du caucus en politique. Il n'y a pas eu de plus grand spécialiste du caucus que Brian Mulroney.

M. Mulroney a eu l'amabilité de me faire part de ses réflexions sur les caucus. Dans quelques instants, je vous parlerai plus en détail de sa relation avec le caucus, mais je tiens tout d'abord à vous dire à quel point sa famille a joué un rôle central pour lui dans l'exercice de ses fonctions de premier ministre. Il m'a expliqué sa routine quotidienne de travail à la Chambre des communes et sur la Colline du Parlement, ainsi que les nombreuses activités de sensibilisation qu'il menait. Il a énuméré les dizaines de responsabilités qui lui incombaient sur des questions d'État, avant d'ajouter, très brièvement et en toute simplicité: « Ensuite, je rentrais chez moi et je soupais avec les enfants. »

Caroline, Ben, Mark et Nicolas comptaient beaucoup pour lui; ces derniers jours, nous avons vu les Canadiens unir leurs voix aux leurs pour rendre hommage à leur père. Nous avons perdu un premier ministre, mais ils ont perdu un père et un grand-père aimant. Je les remercie, ainsi que la merveilleuse Mila, d'avoir partagé avec nous cet homme remarquable.

● (2210)

Je tiens à dire quelques mots au sujet de sa relation avec le caucus. Jusqu'au jour où il a quitté ses fonctions, son caucus l'a appuyé. Même dans les moments les plus difficiles, lorsque le taux d'approbation du gouvernement était peut-être inférieur à la proportion des gens qui croyaient qu'Elvis était encore en vie, il a trouvé le moyen de rassembler et de renforcer son caucus. Il m'a dit: « Il n'y avait rien de plus important pour moi que le caucus. » Lorsque je lui ai demandé quel était son secret, il m'a répondu: « Eh bien, je ne commençais pas ma semaine le lundi, mais le mercredi; et je considérais le caucus comme un membre de ma famille. » Il ne ratait jamais une réunion du caucus le mercredi, même s'il devait pour cela retarder son départ pour un sommet international. Lorsque le caucus avait besoin de lui, il répondait à l'appel, et vice versa.

Je me souviens d'une conversation que j'ai eue avec le regretté Ken Monteith, le député qui représentait la circonscription d'Elgin. Il a raconté une histoire semblable à celles que nous avons entendues ce soir. Il a parlé d'une brève conversation avec le premier ministre dans l'antichambre, derrière la Chambre des communes. Le premier ministre lui avait demandé comment il allait. Il a dit: « En fait, je ne vais pas très bien. Je viens de perdre ma belle-mère. » Lorsque Ken est revenu à son bureau, ici, sur la Colline du Parlement, le premier ministre Mulroney avait appelé sa femme afin de lui offrir ses condoléances pour la perte de sa mère. C'est un souvenir qui est resté gravé dans la mémoire de Ken pendant de nombreuses années. S'il y a une leçon personnelle à tirer de Brian Mulroney, c'est qu'il faut prendre le téléphone et faire ces appels avant qu'ils ne puissent plus être faits.

Avant de conclure, j'aimerais citer quelques mots d'Arthur Milnes, un merveilleux historien de Kingston, en Ontario, qui a participé à la rédaction des mémoires du regretté premier ministre. Je pense que ce court paragraphe montre vraiment à quel point le premier ministre était doué pour raconter des histoires. Arthur Milnes a écrit ceci:

Sanction royale

Comme des millions d'autres personnes pendant les campagnes électorales, j'étais chaque fois captivé par M. Mulroney. Souvent, les foules qu'il décrivait devenaient de plus en plus grosses au fur et à mesure que l'histoire progressait, mais cela m'importait peu. A travers ses histoires et nos conversations, je me projetais à ses côtés, prêt à affronter avec lui dans l'arène les puissantes troupes rouges de l'ancien temps.

Alors que nous disons un dernier au revoir à ce Canadien remarquable, j'aimerais citer en terminant un poème du grand Thomas D'Arcy McGee, le Père de la Confédération irlando-canadien:

D'ici, de là-bas, des lointaines contrées
Arrivèrent prêtres sombres et hommes endeuillés
S'élevèrent les hymnes; le peuple fervent
Le veilla au son des psaumes et des chants

Adieu, monsieur le premier ministre.

● (2215)

La vice-présidente: Nous reprenons le débat.

[Français]

Comme il n'y a plus de député pour prendre la parole, conformément à l'article 53.1 du Règlement, le comité s'ajourne.

(Rapport est fait de l'affaire émanant du gouvernement n° 37.)

SANCTION ROYALE

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre suivante:

Résidence de la gouverneure générale
Ottawa

Le 19 mars 2024

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que la très honorable Mary May Simon, gouverneure générale du Canada, a octroyé la sanction royale par déclaration écrite aux projets de loi mentionnés à l'annexe de la présente lettre le 19 mars 2024 à 18 h 4.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire de la gouverneure générale,
Ken MacKillop

L'annexe précise que la sanction royale a été octroyée au projet de loi C-35, Loi relative à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants au Canada et au projet de loi C-57, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine de 2023.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Carol Hughes): Comme il est 22 h 17, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 22 h 17.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 19 mars 2024

AFFAIRES COURANTES

La commissaire à l'intégrité du secteur public	
Le vice-président	21635
La vérificatrice générale du Canada	
Le vice-président	21635
Le commerce international	
Mme Ng	21635
Environnement et changement climatique	
M. Duguid	21635
Les comités de la Chambre	
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées	
Mme Larouche	21635
Langues officielles	
M. Arseneault	21635
La Loi sur les transports routiers	
M. Shields	21636
Projet de loi C-385. Présentation et première lecture	21636
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	21636
Pétitions	
L'aide médicale à mourir	
M. Hanley	21636
Le transport ferroviaire	
M. Vis	21636
Le programme d'échange de seringues	
M. Vis	21636
Le Centre aquatique régional Lets'emot	
M. Vis	21636
Les routiers	
M. Chahal	21636
La Russie	
M. Kram	21636
La Journée de la langue espagnole	
Mme Dzerowicz	21637
Le crédit d'impôt pour les premiers intervenants	
Mme Block	21637
La liaison aérienne à destination de l'Inde	
M. Lamoureux	21637
Hong Kong	
M. Genuis	21637
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	21637

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — La taxe sur le carbone	
M. Scheer	21637
Motion	21637
M. Lamoureux	21639
Mme Michaud	21639
M. Angus	21640
M. Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	21640
M. Powlowski	21641
M. Trudel	21642
M. Julian	21642
M. van Koeverden	21642
M. Steinley	21644
Mme Collins (Victoria)	21645
Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	21645
M. Bittle	21645
M. Caputo	21647
Mme Michaud	21647
M. Julian	21648
M. Garon	21648
M. Arseneault	21650
M. McLean	21650
M. Boulерice	21650
Mme Michaud	21650
M. McLean	21652
M. Lamoureux	21652
M. Julian	21652
Mme Collins (Victoria)	21653
M. Lamoureux	21654
M. Small	21654
M. Boulérice	21655
M. Deltell	21656
M. Lamoureux	21657
M. Trudel	21657
M. Poilievre	21657
M. Lamoureux	21658
Mme McPherson	21659
M. McCauley	21659
M. Deltell	21659
M. Gerretsen	21661
Mme Chabot	21661
M. Julian	21662
M. Gerretsen	21662
M. Steinley	21663
M. Trudel	21663
M. Johns	21664
M. Lamoureux	21664
M. Morantz	21665
M. Trudel	21665
Mme Collins (Victoria)	21666
M. Small	21666
M. Lamoureux	21667
Mme McPherson	21667
M. Trudel	21668

Mme Ferreri	21668
M. Lamoureux	21670
Mr. Johns	21670
Mme Roberts	21670

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

L'agriculture et l'agroalimentaire

M. Duguid	21670
-----------------	-------

Le prix de l'intendance environnementale

M. Shields	21671
------------------	-------

Taiwan

Mme Sgro	21671
----------------	-------

Julien Lévesque et Laurence Brière

M. Barsalou-Duval	21671
-------------------------	-------

Les femmes dans le milieu des affaires

Mme Lattanzio	21671
---------------------	-------

La Journée internationale de la Francophonie

M. Godin	21672
----------------	-------

Ilyas Mullabhai

M. Oliphant	21672
-------------------	-------

Le Norouz

M. Jowhari	21672
------------------	-------

Les collectivités d'York—Simcoe

M. Davidson	21672
-------------------	-------

L'industrie bovine

M. Blois	21672
----------------	-------

L'application ArriveCAN

Mme Kusie	21673
-----------------	-------

La taxe sur le carbone

M. Généreux	21673
-------------------	-------

Le Norouz

M. Ehsassi	21673
------------------	-------

Les Jeux olympiques spéciaux d'hiver du Canada

Mme Hughes	21673
------------------	-------

Le 80^e anniversaire de l'Institut maritime du Québec

M. Blanchette-Joncas	21673
----------------------------	-------

La taxe sur le carbone

M. Ellis	21674
----------------	-------

La remise sur le carbone

Mme Dzerowicz	21674
---------------------	-------

QUESTIONS ORALES

La tarification du carbone

M. Poilievre	21674
M. Trudeau	21674
M. Poilievre	21674
M. Trudeau	21675
M. Poilievre	21675
M. Trudeau	21675
M. Poilievre	21675

M. Trudeau	21675
M. Poilievre	21675
M. Trudeau	21675

La fiscalité

M. Blanchet	21675
M. Trudeau	21675
M. Blanchet	21676
M. Trudeau	21676

Les affaires autochtones

M. Singh	21676
M. Trudeau	21676
M. Singh	21676
M. Trudeau	21676

La tarification du carbone

M. Poilievre	21676
M. Fraser	21677
M. Poilievre	21677
M. Fraser	21677
M. Poilievre	21677
M. Fraser	21677
M. Poilievre	21677
M. MacKinnon	21677
M. Poilievre	21678
Mme Freeland	21678
M. Poilievre	21678
Mme Freeland	21678

La santé

M. Thériault	21678
M. Holland	21678
M. Simard	21678
M. Rodriguez	21678
M. Simard	21678
M. Holland	21678

La tarification du carbone

Mme Thomas	21679
Mme Hutchings	21679
Mme Thomas	21679
M. Boissonnault	21679
M. Bragdon	21679
Mme Hutchings	21679
M. Bragdon	21679
Mme Freeland	21680

Le logement

M. Desjarlais	21680
M. Fraser	21680

Les affaires étrangères

M. Angus	21680
M. Oliphant	21680

Les services de garde

M. McLeod	21680
Mme Sudds	21680

La tarification du carbone

M. Berthold	21681
Mme Freeland	21681
M. Berthold	21681
M. Champagne	21681

M. Housefather	21716
M. Perkins	21717
Mme Desbiens	21718
M. Scarpaleggia	21720
M. Iacono	21720
Mme Findlay	21721
M. Godin	21722
M. Anandasangaree	21723
M. Dhaliwal	21723
M. Paul-Hus	21724
Mme Lantsman	21724
M. Kelly	21725
M. Deltell	21726
M. Scheer	21727
M. Warkentin	21729
M. O'Regan	21730
Mme Hughes	21731

M. Brassard	21732
M. Fast	21733
M. Chong	21734
M. Maguire	21735
M. McLean	21736
M. Lamoureux	21737
M. Baldinelli	21738
M. Cooper	21739
M. Kurek	21740
M. Aitchison	21741
M. Nater	21742
Rapport de l'affaire émanant du gouvernement no 37.....	21743

SANCTION ROYALE

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes)	21743
--	-------

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>